

« Pouvoirs et libertés » au congrès du Syndicat de la magistrature

Lire en page 18
l'article de Philippe Bouchard.

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Abonnés : 1 DA : Maroc, 1,20 DA ; Tunisie, 100 m. ;
Algérie, 1 DA ; Liban, 1 DA ; Syrie, 1 DA ; Égypte, 1 DA ;
12 fr. ; Canada, 5 \$; États-Unis, 5 \$; Mexique, 5 \$;
Espagne, 25 pes. ; Grèce, 100 dr. ; Italie, 120 L. ;
18 fr. ; Iran, 40 T. ; Japon, 200 Y. ; Liban, 120 L. ;
Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas,
1,50 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ;
Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 60 cts ; Venezuela, 100 b. s. s.
Tarif des abonnements page 12

5, RUE DES ITALIENS
75001 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Tél. Paris 6 60522
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

LA RÉVISION DU CONCORDAT ITALIEN

Le 5 octobre 1967, M. Aldo Moro, alors chef du gouvernement italien, obtenait un vote de confiance de la Chambre sur la promesse d'engager avec le Saint-Siège des négociations pour la révision du concordat. Le sujet semblait périlleux, propre à faire éclater la majorité de centre-gauche. Mais la tactique du « il est urgent d'attendre » a eu le mérite de transformer aujourd'hui en évidence incontestable ce qui ressemblait alors à un pari.

La nouvelle législation sur le divorce, l'échec du référendum sur son abrogation, l'apparition d'une nouvelle mentalité dans les masses italiennes ont accéléré l'évolution du Vatican, tandis que le « dégel » de Paul VI par rapport aux affaires italiennes dissipait chez ses partenaires tout esprit de méfiance et de polémique.

En tout autre pays que l'Italie, le Saint-Siège favoriserait la substitution au concordat d'accords pratiques qui assurent mieux la liberté des Églises locales. Mais avec le gouvernement de Rome, la tradition historique et l'imbriication des réalités excluent, pour quelque temps du moins, une solution fondée sur un pur pragmatisme.

Saint-Siège et Vatican sont deux concepts absolument distincts, quoique le langage commun les confonde. Le premier terme désigne le gouvernement de l'Église catholique, comme entité religieuse. Le second désigne à la fois le lieu et la forme de droit international de l'État du Vatican. L'État du Vatican n'est pas un État au sens strict du terme, mais un État au sens large, d'où ce gouvernement exerce pratiquement son pouvoir. C'est avec le Saint-Siège que le concordat du 11 février 1929 avait été conclu par Mussolini. Mais c'est le statut de l'État du Vatican que déterminait le second document signé à cette date, le traité du Latran.

Pie XI avait fixé un principe absolu que Paul VI a abandonné implicitement : « Simul cadent, simul stabunt » (« Ils tombent ensemble, ils tiendront ensemble »). Ce qui signifiait que l'abrogation du concordat mettrait en cause le statut international de l'État du Vatican. Les « signes des temps », si souvent évoqués par Jean XXIII, ont montré qu'une telle maxime ne pouvait à la longue s'appliquer qu'au détriment de l'Église.

Même si un pape peut défaire ce qu'a fait un autre pape, Paul VI et ses partenaires ne « défont » pas le concordat. Ils parlent de ce qui construisent l'État, mais ils ne défont pas l'État. C'est la loi pour la réforme politique. Mais la démocratie n'est pas encore née. Ce texte, en cinq articles, la rend possible : il ne l'établit pas. Il n'institue pas un régime nouveau. Il modifie seulement deux points du régime établi : la composition des Cortes et leurs pouvoirs. Au lieu d'une Assemblée unique, il y aura désormais deux Chambres : un Congrès des députés et un Sénat.

Il est parfaitement utopique de rêver d'un Saint-Siège gouvernant à partir de quelque île déserte. Jean XXIII lui-même se faisait sans doute quelque illusion lorsqu'il disait que l'Église n'aurait un jour pas d'autres liens avec l'Italie qu'elle n'en a avec les Philippines. La réalité géographique et le droit international confirment la tradition et l'histoire : le Vatican est en Italie. Aussi profondes que soient les transformations des esprits et des habitudes administratives, les « liens spéciaux » sont inévitables tant que l'Église incarne une institution.

C'est bien la constatation de ce fait qui inspira en 1946 à Palmiro Togliatti, secrétaire général du parti communiste italien, son plaidoyer en faveur de l'insertion des accords du Latran dans la Constitution italienne. C'est elle aussi qui anime aujourd'hui le Parlement de Rome. Mais la vieille formule de Cavour : « L'Église libre dans l'État libre », fonde les critiques des socialistes, des républicains et des libéraux, qui introduiraient dans le débat le ferment laïque inséparable de l'histoire de l'Italie. Il évitera que le nouvel accord ne résulte simplement de conversations secrètes entre les démocrates-chrétiens, les communistes et « les prêtres ».

LES TENSIONS POLITIQUES ET LA CRISE ÉCONOMIQUE

La France doit retrouver son équilibre et reprendre son progrès

déclare à Strasbourg M. Giscard d'Estaing

Le « gel » de certains prix sera maintenu en janvier si la hausse reste aussi forte qu'en octobre : 0,9 %

L'indice des prix de détail a augmenté de 0,9 % en octobre, après avoir monté de 1,1 % en septembre, de 0,7 % en août et de 1 % en juillet. Cela correspond à une cadence annuelle de près de 12 %. Depuis le début de l'année, les prix ont monté de 8,8 %. Deux mois restant à courir, il apparaît d'ores et déjà certain que la France aura retrouvé cette année l'inflation à deux chiffres (plus de 10 %), malgré un « gel » officiel des prix de trois mois et demi.

Face à cette situation, qui déjone — une fois de plus — ses pronostics, le gouvernement a décidé de serrer les écrous. La hausse en cours exprimant, selon M. Durafour, « la résistance de certains secteurs, notamment les services, aux contraintes de la nouvelle réglementation », le ministre délégué de l'économie et des finances a publié, ce vendredi 26 novembre, un communiqué affirmant que, « si de telles tendances se maintenaient dans les deux prochains mois, ces secteurs ne pourraient évidemment

pas bénéficier de la libération des prix à partir du 1^{er} janvier 1977 ». La hausse a effectivement été en octobre particulièrement forte sur les produits alimentaires (1,2 %) et les services (0,9 %). Les produits manufacturés n'augmentent que de 0,6 % en moyenne. En un an, la hausse des services a atteint 12,3 % (dont 13,3 % pour les tarifs des hôtels et cafés).

La menace ministérielle a d'autant plus ému les milieux professionnels du commerce que des négociations sont en cours, Rue de Rivoli, pour remplacer en janvier le blocage actuel par des engagements sectoriels de limitation des hausses. Cette procédure devrait, ajoute-t-on dans ces milieux, réussir à limiter les hausses, d'autant que la baisse de 2 % due à la diminution de la T.V.A. sur les produits non alimentaires s'appliquera début janvier.

Jeudi, M. Barre avait lancé une sévère mise en garde aux chefs d'entreprises, leur reprochant un

« attentisme... suicidaire » en matière d'investissements et un manque de civisme s'agissant de la politique des prix. M. Valéry Giscard d'Estaing avait déclaré de son côté, durant son voyage officiel en Lorraine : « La France est engagée dans un grand combat. Je dis bien la France, et non le gouvernement. À l'intérieur, l'inflation est un mal qui mine notre économie et affaiblit notre société. À l'extérieur, c'est, à terme, la remise en cause de notre indépendance. Ceux qui souhaitent en ce moment l'échec de l'action de redressement entreprise, s'ils réussissent, réussissent en même temps à affaiblir le pays ».

Dans le discours qu'il a prononcé vendredi matin à Strasbourg, M. Giscard d'Estaing a dénoncé la « démagogie » qui ne saurait servir de doctrine, a justifié la ténacité et la fermeté inébranlables du gouvernement dans la lutte contre l'inflation, et appelé l'opinion à se montrer confiante et patiente en attendant que « la vague de l'inflation recule ».

La menace de M. Durafour

Le ton monte. En rendant public vendredi 26 novembre la hausse de l'indice des prix de détail pour octobre (+ 0,9 %), M. Michel Durafour a menacé : « L'augmentation, quoique légère, infléchit par rapport à septembre, mais reste préoccupante. L'importance de la hausse, en dépit du gel des prix en vigueur depuis le 1^{er} octobre, souligne bien l'intensité des tendances inflationnistes dans l'économie française au moment où a été lancé le programme de lutte contre l'inflation. De surcroît, elle exprime la résistance de certains secteurs, notamment les services, aux contraintes de la nouvelle réglementation. Si de telles tendances se maintenaient dans les deux prochains mois, ces secteurs ne pourraient évidemment pas bénéficier de la libération des prix à partir du 1^{er} janvier ».

Est-ce l'annonce d'un plan Barre numéro 2, plus dur, plus contraignant, les premiers résultats de l'« ordonnance » de septembre n'ayant pas fait baisser la fièvre ? Il ne semble pas. On peut en être sûr. M. Durafour, qui a pour les industriels ayant dans leur ensemble joué le jeu, les prix des produits manufacturés seront normalement libérés au début de l'année prochaine... moyennant quelques engagements de discipline. M. Barre, qui a pourtant tenu jeudi après-midi des propos assez doux aux chefs d'entreprises, n'a à aucun moment exprimé une quelconque intention de prolonger le blocage général.

La menace brandie par M. Durafour concerne les seuls secteurs industriels, ceux que les économistes classent sous le terme de « services », c'est-à-dire les commerçants, les restaurants, les cafés, les hôtels, mais aussi les blanchisseurs, les teinturiers, les coiffeurs, les peintres, etc. Ces professions ne sont citées qu'à titre d'exemple. Cependant, les pouvoirs publics ne se gênent pas pour faire savoir que le secteur de la restauration en prend à son aise.

ALAIN VERNHOLES.

(Lire la suite page 9.)

Un cran au-dessus

par PIERRE DROUIN

M. Michel Debré a réussi à passer le témoin. Sa tâche sur la nécessité de l'effort est maintenant reprise en duo par les plus hautes responsables de l'État : M. Giscard d'Estaing et M. Barre, le premier en Lorraine, dans une région qui s'agit de la crise de la sidérurgie ; le deuxième à Paris, devant un parterre de chefs d'entreprise, peu habitués à un langage aussi rude. On monte d'un cran dans l'appel au peuple. C'est que les faits, sont, décidément, peu aimables. Le dernier indice des prix d'octobre est mauvais : 0,9 %, et celui de novembre l'essence n'aura pas encore allumé non plus. La contrainte du dérapage n'est donc pas encore amorcée.

Mécaniquement, il n'y a rien à de surprenant, mais on a beau dire et expliquer, l'opinion, quand on lui parle d'un plan de redressement, guette ses premiers effets pour y croire, et elle ne voit rien venir. On l'invite à regarder le premier trimestre prochain. C'est bien loin lorsque toute la lumière est brisée sur cette « ligne bleue » des taux d'inflation.

Du coup, les pouvoirs publics

préparent la mobilisation des énergies. Le langage portera-t-il ? M. Giscard d'Estaing a dégagé trois conditions pour le succès de l'entreprise de rééquilibrage de l'économie. Le rapprochement des Français d'abord. La poursuite de ce fameux consensus est, aussi mythique que celle de la « quête du Graal » dans un pays où la confrontation est la règle commune. Alors que la majorité, qui devrait « porter » le plan Barre d'un seul cœur, se déchire elle-même aujourd'hui, est-il réaliste de demander à tous les Français d'oublier leurs querelles ? Les Anglais, dont la réputation de civisme se situe un peu plus haut que celle des Français, ont mis très longtemps avant de tirer dans le même sens : il a fallu que les prix franchissent la barre des 20 % ! Et même cette solidarité ne suffit pas à désamorcer la « char britannique ».

M. Giscard d'Estaing a fait ensuite appel à l'effort. Ce langage peut être parfaitement entendu car les Français ont eu jusqu'ici le sentiment qu'on ne les traitait point en adultes, qu'on leur masquait la vérité, qu'on les berçait d'illusions vite démenties par les faits et les chiffres.

(Lire la suite page 8.)

Le voyage présidentiel en Alsace

Dans le discours qu'il a prononcé à Strasbourg, M. Valéry Giscard d'Estaing a déclaré :

« Le combat contre la hausse des prix est aussi le combat pour l'emploi. Le plan Barre était nécessaire. Il faut maintenant qu'il réussisse. Son succès suppose trois conditions : la ténacité du gouvernement, la patience de l'opinion, une perspective de progrès pour la France. La confiance ne naît pas de l'illusion, elle se mérite. Pour l'obtenir, le gouvernement doit se montrer indéfectiblement dans sa détermination de lutter contre la hausse des prix et de rétablir les équilibres intérieurs et extérieurs. La fermeté du gouvernement est donc nécessaire ».

« Le gouvernement doit être présent partout et se montrer proche des préoccupations des Français. Les Français doivent avoir le sentiment que ceux qui les gouvernent partagent leurs soucis ».

« L'opinion doit soutenir cet effort. On peut, on doit demander à l'opinion la confiance et la patience. Toute politique économique a besoin d'un délai de six à neuf mois pour obtenir les premiers résultats... »

BERNARD CHAPUIS.

CE QUE PENSENT D'ANDRÉ MALRAUX LES ÉCRIVAINS D'APRÈS 1968

Lire pages 28 et 29 :

L'Espagne au moment de vérité

par MAURICE DUVERGER.

Le franquisme est mort moins d'un an après Franco : ce jeudi 18 novembre où les Cortes sur mesures installées par le dictateur ont voté la « loi pour la réforme politique ». Mais la démocratie n'est pas encore née. Ce texte, en cinq articles, la rend possible : il ne l'établit pas. Il n'institue pas un régime nouveau. Il modifie seulement deux points du régime établi : la composition des Cortes et leurs pouvoirs. Au lieu d'une Assemblée unique, il y aura désormais deux Chambres : un Congrès des députés et un Sénat.

L'un et l'autre élus au suffrage universel, le premier à la proportionnelle, le second au scrutin majoritaire. Cependant, le roi pourra désigner des sénateurs supplémentaires pour chaque législature, n'excédant pas le cinquième des élus.

La différence est grande avec les Cortes en place, où moins de cinquante des membres étaient élus directement, sans liberté des partis politiques et de la propa-

gande. Les autres étaient nommés par le gouvernement ou désignés par des organisations qui contrôlaient (syndicats uniques, associations professionnelles, corps municipaux ou provinciaux), à moins qu'ils ne soient élus à la qualité, comme les ministres ou les membres du conseil national de la Flinga, de haute magistrats, etc. Ainsi transformées, les Cortes reprennent des prérogatives plus importantes et une plus grande liberté d'action. Les deux Chambres nouvelles exerceront véritablement le pouvoir législatif dont l'Assemblée en fonction n'avait qu'une ombre. Elles auront l'initiative et la décision dans ce domaine, sous réserve de la sanction royale. Elles établiront leur règlement intérieur et éliront leur président, au lieu que le chef de l'État impose l'un et l'autre.

Mais, comme les Cortes de Franco, elles demeurent privées du droit de contrôler réellement le premier ministre et le gouvernement, qui ne sont pas responsables devant elles mais dépendent seulement du roi. La loi votée le 18 novembre n'établit pas un régime parlementaire, mais seulement ce qu'on appelle une « monarchie limitée », régime de transition entre l'autoritarisme et la démocratie que la Grande-Bretagne a connu au dix-huitième siècle et l'Europe continentale au dix-neuvième. Pour l'Espagne, que le franquisme maintenait dans un climat politique médiéval, c'est tout de même un grand progrès.

Il ne constitue qu'une première étape. La « loi pour la réforme politique » établit un régime provisoire dont elle définit avec précision le mécanisme d'évolution.

(Lire la suite page 2.)

AU JOUR LE JOUR

Sa Majesté Hassan II vient de quitter le Maroc de sa visite officielle en France, une rencontre entre M. Giscard d'Estaing et M. Mitterrand. Le souverain marocain, sans doute peu au fait de la situation politique intérieure française, a confondu involontairement l'opposition à M. Giscard d'Estaing avec l'opposition tout court. En d'autres termes, il a confondu l'opposition classique, qui est à gauche, avec une opposition

CONSEIL DE ROI

new-look d'autant plus délicat à discerner qu'elle est adroite.

C'est pourquoi, si M. Mitterrand, qui a d'autres chats à fouetter, acceptait malgré tout de rencontrer le président de la République, le seul conseil qu'il pourrait lui donner serait d'inviter à nouveau M. Chirac, quitte à lui communiquer l'adresse de son ancien premier ministre.

BERNARD CHAPUIS.

VÉRITÉ ET VRAISEMBLANCE

La légende vigneronne

Ouvrir le livre écrit par le responsable d'une organisation professionnelle, c'est toujours prendre un risque : la polémique, les arguties techniques sont trop souvent la substance d'ouvrages spécialisés. Avec « Vendanges amères », Emmanuel — c'est ainsi que l'on appelle familièrement M. Maifre-Baugé, ancien président de la Fédération des vins de table, président de la chambre régionale d'agriculture du Langue-doc-Roussillon — nous épargne cela.

Avant tout, surtout, il se récite comme souvent le faire les conteurs provençaux : un homme qui communie sensuellement avec les ceps, les sillons, le vent, les orages, la grêle ; un village, Bellegarde, encore hanté par le souvenir du fabuleux Patasson ; une région qui cahote

du Lorzac à la plaine de l'Hérault. Emmanuel raconte encore les femmes, les enfants, les vendanges, les vignes, les hommes qui ont fait sa vie. De belle manière. Avec l'accent vrai. Il prend la main d'un amour égaré pour s'enfoncer dans le « chai » : « Les grands foudres austères, dans leur ceinture de feraille, la parole rapée... la cave profonde, obscure, nous absorbe totalement... Cette cave où le vin, lentement, s'asseyait dans les caves où le travail des hommes fixait sa liturgie... » Il entre, s'écarter en main, dans les rangées, il conduit la benne chargée de grappes, il serre dans ses bras son père écorché par un camion fou... Il se « débouquine » sans offense, comme on sait le faire quand les racines sont profondes.

ALAIN GIRAUDO.

(Lire la suite page 39.)

Céréssole
JOAILLIER - HORLOGER, 16 RUE ROYALE PARIS 8^e
présente la collection complète Rolex Oyster.



ROLEX
GENÈVE
Une Rolex mérite le prestige dont elle jouit.

مكتبة النخيل

AMÉRIQUES

États-Unis

UN DÉBAT A LA FNAC

M. Carter vu par deux anciens conseillers de Kennedy

« M. Jimmy Carter sera plus progressiste que ses prédécesseurs démocrates sur les questions raciales, mais sans doute plus conservateur en matière sociale. »

« Je prends le pari que dans quatre ans M. Carter sera considéré comme le président le plus libéral que les États-Unis aient jamais eus. »

Ces deux prédictions aussi assurées qu'opposées émanent respectivement d'un historien, M. Arthur Schlesinger (1) et d'un journaliste, M. Pierre Salinger, deux anciens conseillers du président Kennedy, qui étaient les invités d'un débat organisé jeudi 25 novembre à Paris, à la FNAC, sur l'élection présidentielle du 2 novembre.

Cette différence d'appréciation entre les deux orateurs, l'un et l'autre démocrates convaincus et chauds partisans de M. Carter, illustre l'habileté de l'ancien gouverneur de Géorgie, qui a su rester au plan abstrait de la « justice » sans jamais se lier les mains par des promesses précises.

Pérou

DES PERSONNALITÉS PROCHES DE L'ANCIEN PRÉSIDENT VELASCO CRÉENT UN « PARTI SOCIALISTE RÉVOLUTIONNAIRE »

(De notre correspondant.)

Lima. — Diverses personnalités de la « première phase » révolutionnaire du régime militaire péruvien, celle du président Velasco, ont signé mardi 23 novembre un manifeste qui marque la création du Parti socialiste révolutionnaire (P.S.R.). Elles se réclament des réformes réalisées durant les premières années du gouvernement des forces armées, « qui ont signifié un profond changement dans d'importants secteurs de notre société ». Mais, ajoute le manifeste, « le processus commencé le 3 octobre 1968 a vu ses aspirations premières frustrées par l'absence du peuple du pouvoir ». Le texte se prononce pour « la socialisation majoritaire des moyens de production ».

Les chances de développement du P.S.R. paraissent limitées, le pays se trouvant toujours en état d'urgence et les garanties constitutionnelles sont suspendues. Aucune des directions de journaux de la presse « socialiste », étroitement contrôlées par le gouvernement, n'a accepté de rendre compte, même sous forme d'annonce payante, de la création du P.S.R.

Les conséquences politiques de ce manifeste risquent cependant d'être importantes en raison de la personnalité des signataires. On compte parmi eux trois officiers en retraite considérés comme proches de l'alle radical Leonidas Rodriguez, ancien chef du SINAMOS (Système national d'appui à la mobilisation sociale) et de la région militaire de Lima ; le général Arturo Valdes, principal adjoint de l'ancien premier ministre Fernandez Maldonado, et le contre-amiral Jorge Delleplaine, ancien ministre de l'Industrie.

Le manifeste a été signé également par des dirigeants d'organisations populaires qui ont toujours appuyé le gouvernement militaire : la C.N.A. (Confédération nationale des agriculteurs), la C.T.R.P. (Centrale des travailleurs de la révolution péruvienne), ainsi que par plusieurs dirigeants, étudiants et représentants des bidonvilles de Lima.

La fondation du P.S.R., quelle que soit son importance réelle, risque d'accroître les mutations en cours au sein des organisations populaires, qui ont été créées par le gouvernement militaire à l'époque du président Velasco, et dont le décalage est croissant face au changement de la politique officielle.

THIERRY MALINIAK.

● RECTIFICATIF. — Le pourcentage de la population péruvienne en chômage ou en sous-emploi est de 47,2 % et non de 47,3 %, comme une erreur typographique nous l'avait fait écrire dans un article publié dans le Monde du 24 novembre sous le titre « Le gouvernement annonce une série de mesures destinées à rendre confiance au secteur privé ».

Canada

● M. BOURASSA, président du parti libéral québécois, a démissionné jeudi 25 novembre de son poste de premier ministre du Québec. Il est remplacé par M. Lévesque, président du Parti québécois (P.Q., indépendantiste), qui a prêté serment jeudi après-midi. (A.F.P.)

MM. Schlesinger et Salinger ont, en tout cas, préféré s'en tenir au bilan de la campagne électorale et aux comparaisons possibles avec d'autres périodes de l'histoire américaine. L'un et l'autre ont admis comme une évidence que, après le débat acharné sur la politique étrangère qui a marqué la dernière décennie, les Américains se préoccupent davantage de leurs problèmes intérieurs.

M. Schlesinger a remarqué que l'élection d'un gouverneur, systématiquement représentatif d'un double retour à une tradition ininterrompue par la guerre de Sécession, M. Carter est le premier président sudiste élu depuis la guerre civile (M. Johnson était originaire d'un État du Texas, qui faisait partie de la Confédération mais d'appartenance au « Sud profond »). D'autre part, alors que les gouverneurs étaient nombreux à s'opposer à la présidence au dix-neuvième siècle, ils ont été peu à peu remplacés par les sénateurs, en raison du rôle croissant joué au vingtième siècle par les problèmes extérieurs avec la montée de la puissance américaine.

Les orateurs ont souhaité dissiper certains malentendus à propos de l'appartenance de M. Carter à la « conférence trilatérale », un organisme créé en 1973 par M. David Rockefeller, président de la Chase Manhattan Bank, pour développer des relations plus étroites entre les États-Unis, l'Europe et le Japon. « Il ne s'agit pas d'un complot du capitalisme international, mais d'un club qui publie des rapports parfois ennuyeux et souvent interminables, et où se retrouvent des hommes d'affaires, des universitaires en mal de voyage et des diplomates en retraite », a affirmé M. Schlesinger. M. Salinger a, mesure de contesté que cet organisme ait joué un rôle dans la victoire de M. Carter.

Pour M. Salinger, l'expérience de la « trilatérale » a été précieuse à M. Carter, car elle lui a permis d'acquiescer à une certaine connaissance des problèmes internationaux, en particulier européens. M. Carter semble ainsi devoir être un partisan plus convaincu que ses prédécesseurs de l'unité de l'Europe, et ne pas être tenté, à l'inverse de certains d'entre eux, de jouer un pays contre l'autre pour contourner la malhonnêteté des États-Unis sur l'ensemble.

Les deux orateurs, également convaincus des bienfaits du système américain purifié — ou sauvé in extremis d'une évolution fatale — par le Watergate, n'étaient guère de répondre aux questions, au demeurant trop respectueuses, posées sur l'avenir de ce système. M. Schlesinger a attribué à un certain « cynisme » la montée des abstentions lors des élections présidentielles successives ; il a estimé que la loi de 1974, qui organise le financement de la campagne par le contribuable, limite trop sévèrement les possibilités des candidats aisés et est injuste envers les tiers-partis.

D. Dh.

(1) Un compte rendu du livre de M. Schlesinger, la Présidence impériale, paru en traduction française aux Presses universitaires de France, a été publié dans le Monde du 5 novembre 1976.

Costa-Rica

M. RICHARD DE DAMPIERRE EST NOMMÉ AMBASSADEUR A SAN JOSÉ

Le Journal officiel en date du 25 novembre 1976 annonce la nomination de M. Richard de Dampierre comme ambassadeur à San José, au Costa-Rica, en remplacement de M. Charles de Geis de Guyon de Pampelonne.

(M. Richard de Dampierre, né le 13 janvier 1918, a été intégré en 1945 dans les cadres du ministère des affaires étrangères. Attaché d'ambassade à Buenos Aires de 1949 à 1959, il occupe divers postes à l'administration centrale en 1954. Premier secrétaire à La Havane de 1954 à 1956, puis à Stockholm de 1956 à 1962, il a été ensuite consul à Palerme puis à Florence.)

● Le comité Entraide et action, comité international pour la défense des droits de l'homme, a envoyé un télégramme à M. Waldheim, lui demandant de faciliter l'échange proposé par le Chili entre MM. Corvalan, secrétaire général du P.C. chilien, et le dissident soviétique Vladimir Boukovski. Il demande au secrétaire général de l'O.N.U. « d'intervenir d'urgence auprès des autorités soviétiques pour saisir cette occasion de libérer deux prisonniers politiques. Seule l'acceptation de cette proposition peut démontrer son sérieux ». Le texte est notamment signé par MM. Jean-Marie Domenach, Pierre Emmanuel, Vladimir Maximov, Victor Nekrasov, Peter Reddaway, Luděk Pachman, ainsi que Léonide Plouchitch et Vadim Delaunay.

EUROPE

Espagne

Le moment de vérité

(Suite de la première page.)

Sur les cinq articles qui la composent, le plus long est consacré à la révision constitutionnelle (art. 3). L'objet de celle-ci n'est pas limité : tout l'édifice du franquisme peut donc être reconstruit. L'initiative appartient conjointement au gouvernement et au Congrès des députés. Le projet de révision doit être d'abord voté par cette Chambre, puis ensuite par le Sénat, chaque loi à la majorité des membres de l'Assemblée. Si les députés et les sénateurs sont en désaccord, on constitue une commission mixte. Si elle ne peut aboutir, les deux Chambres siègent en commun et décident à la même majorité. Une fois votées, les réformes constitutionnelles sont soumises au référendum populaire. La composition du Sénat donne un grand avantage aux conservateurs, mais pas plus qu'en France : pour les lois ordinaires le Congrès des députés a d'ailleurs le dernier mot, comme notre Assemblée nationale. Les procédures ainsi définies permettent d'établir une constitution démocratique.

Le roi garde malgré tout le contrôle étroit du processus qu'il a engagé. Le nouveau statut des

Cortes lui réserve une prérogative considérable qu'on ne trouve pas dans les monarchies limitées des dix-huitième et dix-neuvième siècles. Il peut soumettre directement au peuple, par référendum, toute « option politique d'intérêt national, quelle soit ou non de caractère constitutionnel ». Si l'objet de la consultation entre dans la compétence des Chambres, elles doivent prendre ensuite les décisions correspondantes. Sinon, elles sont dissoutes, et l'on procède à de nouvelles élections. Employé ainsi pour faire pression sur un Parlement, le référendum prend des allures plébiscitaires. En pratique, tout dépendra de l'usage qu'en fera. Il peut servir aussi bien à paralyser des Assemblées démocratiques qu'à aiguillonner des Assemblées conservatrices.

La même ambiguïté enveloppe toute la réforme et l'ensemble de la vie politique espagnole depuis un an. Elle était nécessaire pour obtenir des organes légaux de la dictature, qu'ils donnaient au roi investi par elle les moyens de la détruire sans rompre la continuité juridique et sans provoquer une réaction violente du « bunker » franquiste. Voilà qui a été fait le 18 novembre par le vote des Cortes, et le 20 par l'échec

de la manifestation d'extrême-droite. Juan Carlos a remarquablement conduit cette entreprise extraordinaire. Mais sa réussite même ouvre une nouvelle étape dans l'évolution de l'Espagne, où l'ambiguïté doit faire place à la clarté. On est arrivé au moment de vérité.

On pouvait et on devait risquer avec les appareils du franquisme qu'il s'agissait de détruire afin que l'opération soit menée en douceur. On ne peut pas tricher avec les principes fondamentaux de la démocratie qu'on se déclare décidé à construire. On peut établir progressivement ses institutions, par étapes, avec prudence : notamment en restreignant d'abord les pouvoirs d'Assemblée élues, comme le fait la loi pour la réforme politique. Mais à condition qu'elles reposent, dès le début, sur un suffrage universel authentique où tous les citoyens puissent voter, où tous les partis puissent présenter des candidats et faire campagne librement. Car lui seul est source de légitimité dans une démocratie pluraliste. Et comment élaborer et appliquer ensuite les règles qui permettront à tous les Espagnols de vivre ensemble, si leur légitimité n'est pas incontestable ?

MAURICE DUVERGER.

Roumanie

La réunion du pacte de Varsovie cherche les moyens de donner une nouvelle vigueur à l'« esprit d'Helsinki »

(De notre envoyé spécial)

Bucarest. — La session du comité politique consultatif du pacte de Varsovie, qui s'est ouverte jeudi 25 novembre à Bucarest. Elle s'est achevée vendredi matin, les documents adoptés se sont publiés en fin de journée. Prévue pour 15 heures, la première séance a commencé avec un peu de retard en raison, dit-on, d'une légère fatigue de M. Brejnev. Les délégations des pays membres sont dirigées par les chefs des partis respectifs et comprennent notamment les chefs de gouvernement et les ministres des affaires étrangères. Le général Gribkov, chef d'état-major des forces armées du pacte, est également présent. La dernière réunion du comité politique s'était tenue en avril 1974 à Varsovie, et il n'y avait pas eu de session à Bucarest depuis 1968.

Il y a dix ans, les pays communistes lançaient dans la capitale roumaine leur projet de conférence européenne sur la sécurité. En juillet 1975, cette idée trouvait son aboutissement dans la question qui se pose aujourd'hui au camp socialiste est de trouver les moyens de donner une nouvelle vigueur à l'esprit d'Helsinki.

Le moment choisi pour cette réunion n'est peut-être pas le résultat d'un hasard. Moscou et ses alliés ont sans doute jugé opportun de se consulter après les élections d'octobre en Allemagne fédérale, et de novembre aux États-Unis. La crise du pouvoir qui vient d'ébranler la Chine offre une raison supplémentaire de se concerter.

En déclarant, le soir de son arrivée à Bucarest, qu'il espérait que la session du comité politique apporterait « une contribution nouvelle et importante à la cause du renforcement de la paix en Europe et dans le monde entier », M. Brejnev a fait naître certaines spéculations. L'hypothèse la plus généralement retenue est que l'U.R.S.S. pourrait profiter de l'occasion pour renouveler avec plus de force ses appels en faveur du désarmement et de la réduction des troupes en Europe.

Les États membres du pacte de Varsovie pourraient décider d'appuyer officiellement la proposition de la Yougoslavie et des pays non alignés de convoquer une assemblée générale extraordinaire de l'O.N.U. sur le désarmement conçue comme une première étape vers une conférence mondiale sur le même sujet. Une telle initiative aurait pour résultat attendu de couper l'herbe sous le pied aux campagnes qui se dessinent en Occident sur l'ampleur de l'armement du camp oriental.

Il ne serait guère étonnant, d'autre part, que le pacte reprenne à son compte les suggestions de l'U.R.S.S. en vue d'organiser une collaboration paneuropéenne dans les domaines de l'énergie, de l'environnement et des transports.

Le caractère politique du pacte sera-t-il renforcé ? La session recommandera-t-elle, par exemple, une plus grande fréquence des rencontres des ministres des affaires étrangères ? Une telle mesure, à laquelle

Portugal

LES FORCES ARMÉES SONT LE PILIER DE LA NOUVELLE SOCIÉTÉ DÉMOCRATIQUE déclare le général Eanes

Lisbonne (A.F.P.). — Le général Eanes a déclaré, à l'occasion du premier anniversaire de la défaite de la rébellion des militaires d'extrême gauche du 25 novembre 1975, que les forces armées étaient désormais « le pilier de la nouvelle société démocratique ».

Le chef de l'État, qui présidait, en compagnie de M. Soares, premier ministre, la cérémonie organisée à l'academia militaire d'Alameda, dans la banlieue de Lisbonne, a dit que le 25 novembre symbolisait « la victoire d'un projet démocratique sur la perversion totalitaire qui avait tenté de détruire les forces armées afin de pouvoir imposer au peuple un modèle de société qu'il n'avait pas choisi ».

Le général a ajouté qu'il restait encore à éliminer « les séquelles de la période trouble qui précède le 25 novembre et au cours de laquelle les forces armées étaient en voie de se transformer en bandes armées au service d'intérêts particuliers ». Il a reconnu qu'il subsistait de petits groupes qui se réclament de l'armée « pour se livrer à la corruption politique » et il a proclamé que « quiconque se montre indigne de l'uniforme qu'il porte devra le retirer ».

Il a d'autre part indiqué qu'à l'instar de ce qui se pratiquait dans d'autres pays aux faibles ressources, l'armée portugaise pourrait être appelée à jouer un rôle important dans le développement de certains secteurs de l'activité nationale. Il a précisé que « la hiérarchie traditionnelle serait progressivement rétablie, selon les critères professionnels afin de faire des forces armées l'instrument technique adéquat à la réalisation des tâches nationales dont elles sont investies ».

Un défilé de détachements des trois armes a clos la cérémonie. L'anniversaire a été célébré dans tout le pays.

Danemark

Un mouvement de grèves sauvages provoque une crise politique

(De notre correspondante)

Copenhague. — Une crise politique sérieuse a éclaté au Danemark. C'est la conséquence de grèves sauvages lancées il y a environ une semaine, par les chauffeurs de camions-citernes, et qui commencent à paralyser le royaume, privé peu à peu de ses approvisionnements en essence et en fuel domestique et industriel. Jeudi 25 novembre, le gouvernement minoritaire social-démocrate, qui préside depuis février 1975 M. Joergensen, avait décidé enfin de déposer un projet de loi déclarant illégales de telles grèves. Il avait mis au point un schéma avec les quatre partis non socialistes qui appuient son gouvernement : les radicaux, le Centre démocratique, les chrétiens populaires et les conservateurs.

Mais, en début de soirée, alors que ce texte était prêt pour être présenté au Parlement, le premier ministre recevait les responsables de la centrale L.O. (un million d'adhérents). Il déclarait alors qu'il retirait une partie des dispositions du projet de loi en préparation. Il s'agit de paragraphes

qui prévoient des amendes plus fortes contre les auteurs de grèves sauvages et des amendes contre les augmentations de salaires en dehors des conventions collectives.

Les quatre partis non socialistes qui soutenaient le gouvernement ont réagi immédiatement et avec vivacité. Ce n'est pas, disent-ils, le premier ministre qui dirige le pays mais l'état-major de la centrale L.O. Ces quatre partis ont annoncé qu'ils retireraient leur collaboration au gouvernement et qu'ils s'estimeraient défaits des promesses qu'ils lui avaient faites (1). Le chef du gouvernement doit indiquer à la Chambre, ce vendredi, ses conclusions qu'il tire des événements.

CAMILLE OLSEN.

La visite de M. de Guringaud

Paris et Copenhague ont des vues identiques sur la politique agricole et la pêche

(De notre correspondante)

Copenhague. — M. de Guringaud, ministre des affaires étrangères, a eu, jeudi 25 novembre à Copenhague, quatre heures d'entretiens, successivement avec son collègue danois, M. Andersen, et avec le ministre de l'économie extérieure, M. Noerregaard.

Les conversations ont porté surtout sur la préparation du Conseil européen des 23 et 30 novembre et la poursuite du dialogue Nord-Sud. Du côté français, on souligne l'identité de vues des deux pays dans un certain nombre de domaines, notamment dans celui de la politique agricole de la Communauté et celui de la pêche. M. de Guringaud a pris note des critiques danoises contre les montants compensatoires agricoles (ces critiques rejoignent en partie, mais en partie seulement, celles de la France) et des réformes souhaitées par Copenhague. Par rapport à l'indemnité, M. de Guringaud s'est prononcé contre l'extension de la règle majoritaire aux questions de politique étrangère, ce qui est aussi le point de vue de M. Andersen.

En revanche, le ministre français, faisant allusion à certains votes récents à l'ONTU, où le Da-

mark s'était désolidarisé des autres membres de la C.E.E. (la proposition de relations avec l'Afrique du Sud), a exprimé l'espoir qu'à l'avenir les prises de position danoises seraient moins « marquées ».

Les différences de conception sur l'évolution des structures européennes sont apparues et transparentes dans les discours que M. Andersen et son hôte français ont prononcés à l'issue d'un dîner qui a clos cette brève rencontre. Ainsi, M. Andersen (parlant en un français métroite) a rappelé « les attaches norvégiennes » profondes de son pays et insisté sur la nécessité de conduire un dialogue « ouvert et constructif » avec les pays de l'Europe occidentale qui ne sont pas membres de la Communauté européenne ou ne désirent pas y adhérer. Il faisait allusion à un projet autrichien pour une concentration régulière entre la C.E.E. et l'Association européenne de libre-échange qui existe toujours malgré la défection de la Grande-Bretagne. M. de Guringaud a mis l'accent sur la nécessité pour les Neuf d'être solidaires et de poursuivre la construction communautaire. — C. O.

ALAIN TOURAINE

Les sociétés dépendantes



Une réflexion sur les formes particulières des mouvements sociaux dans les sociétés dépendantes, notamment en Amérique Latine. Un nouvel examen du problème de la marginalité.

Duculot
16, rue Séguier
Paris 6

Diffusion Diff-Edition

صلى الله عليه وسلم

EUROPE

Irlande du Nord

L'idée d'un Ulster autonome gagne du terrain

Belfast. — Le gouvernement régional, partage du pouvoir, administration directe de Londres, tous ces systèmes ont été essayés en Ulster, mais les «troubles» continuent. Seuls le retrait des troupes britanniques et l'instauration d'un «Etat» indépendant n'ont pas encore été expérimentés. Un tel plan était, jusqu'à présent, impossible (le Monde du 17 juin 1976) : on estimait qu'il provoquerait le chaos économique et une guerre civile «à la libanaise». Mais l'idée acquiert peu à peu une certaine respectabilité : elle est discutée sérieusement par des hommes politiques, des universitaires, des économistes, certains prêtres et les organisations paramilitaires protestantes d'Irlande du Nord.

Le comité central de coordination des organisations paramilitaires loyalistes — qui ne compte pas dans ses rangs la plus importante, l'UDA (Ulster Defense Association) — a exposé la semaine dernière son plan pour un Ulster autonome au sein d'un Royaume uni fédéré. La Grande-Bretagne s'engagerait à verser pendant quinze ans 300 millions de livres pour aider le jeune Etat, qui ferait partie du Marché commun et établirait des relations économiques avec l'Irlande du Sud. Un Parlement avec une seule assemblée de cent membres remplacerait l'ancien Stormont à deux Chambres. La Constitution écrite comporterait une charte des droits de l'homme. Enfin, pour assurer l'indépendance de tous les Nord-Irlandais, l'Union Jack serait remplacé par une croix de Saint-Patrick et l'emblème de la main rouge. Les extrémistes protestants ont précisé que ce plan était destiné à «stimuler la discussion».

La question de l'identité du nouvel «Etat» est la plus discutée. Les autonomistes jugent que l'Ulster est différent de l'Irlande du Sud et de la Grande-Bretagne : catholiques et protestants d'Irlande du Nord ont plus de points communs qu'avec les Écossais et les Anglais. Le consensus politique ne naîtra que lorsqu'on tiendra compte de ce particularisme, déclare M. John Robb, un chirurgien protestant qui, depuis des années, réclame l'indépendance de la province.

«Coma politique»

Pour que la Grande-Bretagne accorde l'indépendance à l'Ulster — étant entendu que ce n'est pas à ce dernier d'en décider unilatéralement — à la rhodésienne — plusieurs conditions doivent être remplies : la majorité protestante et la minorité catholique doivent s'accorder sur la forme du nouveau gouvernement et sur l'organisation internationale, ou l'Etat, qui garantirait les nouvelles institutions : la Grande-Bretagne, qui verse actuellement près de 500 millions de livres de subventions annuelles à l'Ulster, devra poursuivre un certain effort financier : Dublin devra renoncer à la revendication territoriale sur le Nord, inscrite dans la Constitution irlandaise.

Les réactions à l'idée d'indépendance sont en train de changer. Il y a quelques années, on criait à la trahison. Aujourd'hui, on réfléchit. Il n'y a plus d'opposition passionnée à un projet de couper le cordon ombilical symbolique. Dans l'ensemble, les partis y sont opposés, mais moins fermement qu'auparavant. La coalition loyaliste, le principal parti protestant, voit un prétexte à la guerre civile, mais d'autres formations loyalistes, comme le Vanguard, retiennent la solution au cas où Londres envisagerait d'abandonner l'Ulster. Le S.D.P. le principal parti catholique, va discuter sérieusement la question à sa conférence annuelle, dans quelques jours. En Irlande du Sud, il n'y a que M. Jack Lynch, chef du parti d'opposition, Fianna Fail, pour reconnaître le projet comme «intéressant». Le gouvernement de Dublin craint pour sa part, que les Britanniques, en partant, ne laissent l'Ulster aux mains des paramilitaires protestants.

Belgique

M. Tindemans envisage un remaniement de son cabinet

De notre correspondant

Bruxelles. — Après l'éclatement du Rassemblement wallon et l'élargissement du parti libéral, sous une nouvelle dénomination (le Monde du 25 novembre), les événements se précipitent. Malgré un premier vote de confiance obtenu au Sénat, le gouvernement Tindemans paraît de plus en plus menacé. Le cabinet a obtenu la confiance sans difficulté par quatre-vingt-deux voix contre soixante-quatre et cinq abstentions (celles des sénateurs du Rassemblement wallon). Un nouveau vote, plus serré, doit intervenir à la Chambre le 2 décembre. Le gouvernement pourrait alors constater qu'il a perdu sa majorité et en tirer les indispensables conclusions. D'ici là, le premier ministre aura de nombreuses consultations. On envisage un remaniement du cabinet pour sauver la majorité actuelle. M. Tindemans devrait engager un nouveau ministre appartenant au Rassemblement wallon, mais un membre du

De notre correspondant

La masse des Nord-Irlandais suit la controverse avec intérêt, mais ne se prononce pas encore. Si on admet que l'Ulster est dans un «coma politique» et qu'il est maintenu en vie artificiellement par le gouvernement britannique, l'idée d'une autonomie négociée paraît séduisante, pas seulement pour les intellectuels nord-irlandais, mais aussi pour Londres. A première vue, Westminster ne fait rien pour l'encourager. En fait, l'idée ne déplaît pas au Northern Ireland Office (l'administration britannique en place à Belfast). De hauts fonctionnaires anglais ont préparé un plan de retrait dans cinq à dix ans, avec retour du pouvoir régional, et ont même envisagé un nouveau gouvernement. L'information a été diffusée sur les ondes de la B.B.C. et elle a fait l'objet d'un long article re-

centement dans le Sunday Times. L'argument est simple : les subventions de la province autonome ne coûteraient pas plus cher à la métropole que le terrorisme actuel et le maintien des troupes. Or l'autonomie pourrait ramener le calme.

A la mi-décembre, les Communes vont consacrer un long débat à l'Irlande du Nord. M. Roy Mason, secrétaire d'Etat de la province, a déjà fait savoir que celle-ci pourrait bénéficier des avantages de l'autonomie dans le cadre de la dévolution de pouvoirs accordée à l'Ecosse et au Pays de Galles. Londres pourrait apaiser le désir général de retour au calme créé par le mouvement de la paix pour relancer une série d'entretiens avec les leaders des différents partis politiques d'Ulster en vue d'établir une formule de gouvernement autonome ou non.

RICHARD DEUTSCH.

AUX RÉUNIONS SOCIALISTES DE GENÈVE

M. Léopold Senghor propose l'attribution du prix Nobel de la paix aux femmes irlandaises

De notre correspondante

Genève. — La neuvième conférence du Conseil international des femmes socialistes, qui a précédé, à Genève, celle de l'Internationale socialiste, a choisi trois thèmes principaux pour ses débats : l'égalité, le développement et la paix. Le président Senghor y a participé en sa qualité de secrétaire général de l'Union progressiste sénégalaise. Il a proposé que le prix Nobel de la paix soit attribué au Mouvement des femmes de l'Irlande du Nord pour la paix. Cette idée a été immédiatement reprise dans une résolution, qui déclare notamment : «Les femmes socialistes qui appartiennent aux partis membres de l'Internationale socialiste voient dans la proposition de décerner le prix Nobel de la paix 1977 au Mouvement des femmes irlandaises pour la paix un hommage à leurs aspirations humaines et aussi un appel aux responsables en faveur de la paix, dont l'écho retentit dans l'opinion publique du monde entier.»

Le Conseil, dans une déclaration élaborée à l'attention de l'Internationale socialiste, insiste pour que l'ONU adopte une convention sur le terrorisme international, «la souveraineté dans la paix exigeant que les détournements d'avions accompagnés de violences, la prise d'otages ou d'autres actes de terrorisme soient efficacement combattus dans un commun effort».

Le combat pour l'égalité s'est posé dans les termes définis par la déclaration portugaise conduite par Mme Soares : «Les femmes socia-

listes participent avec les hommes à la lutte pour la socialisation et la liberté. Or la discrimination sévissant presque dans tous les domaines, l'égalité politique est loin d'être réalisée», a déclaré Mme Fimberg, ministre d'Etat et présidente des Femmes socialistes d'Autriche. Ainsi, en Suède, où l'on compte trois ministres femmes, 21,4% des députés sont des femmes ; au Danemark, 16,9% ; en Norvège, 14,8% ; aux Pays-Bas, près de 10% ; en Autriche, 7,1%. La France vient, avec l'Irlande et l'Italie, en queue de liste avec moins de 3% de députées femmes.

Selon la déclaration sur laquelle devait se prononcer l'Internationale socialiste, il conviendrait de soutenir et d'encourager «activement l'entière participation des femmes au processus de prise de décisions et de développement en les associant à l'activité des partis politiques et des syndicats».

Le conseil fait remarquer que ni la Convention européenne sur les droits de l'homme du 4 novembre 1950 ni le protocole additionnel ne comprennent de garantie des droits de la femme : cette lacune devrait être comblée sans tarder.

Dans son rapport de synthèse sur ce thème, Mme Nicole Feidt (France), a montré comment il est nécessaire de changer la répartition des rôles, d'éviter l'opposition hommes-femmes et rappelle que la bataille qui attend les femmes socialistes réside dans un choix de société.

ISABELLE VICHNIAC.

Italie

Le Concordat révisé se fonderait sur les concepts de liberté et d'égalité

De notre correspondant

Rome. — Le gouvernement italien et le Saint-Siège ont établi un projet d'accord (le Monde du 24 novembre) pour réviser le Concordat de 1929. M. Andreotti l'a confirmé, jeudi 25 novembre, à la Chambre des députés en présentant aux parlementaires ce texte sur lequel ils devront se prononcer.

Plus court que le précédent — quatorze articles au lieu de quarante-cinq — le nouveau pacte serait d'un esprit très différent :

Il ne se fonderait plus sur la notion de privilège, mais sur le double concept de liberté et d'égalité. Les délégués du gouvernement et du Saint-Siège proposent, entre l'Eglise et l'Etat, un statut égal, que le catholicisme ne soit plus «religion d'Etat», que l'enseignement religieux perde son caractère obligatoire et que les paroisses n'aient plus un statut spécial au regard de la loi. Elles souhaitent, en revanche, que les effets civils du mariage religieux soient maintenus mais celui-ci ne serait plus qualifié de «sacrement» et les cours d'appel auraient un droit de contrôle sur les sentences de nullité émises par les tribunaux ecclésiastiques.

Ce dernier point explique la déception des partis laïcs. Ils sont à peu près tous d'accord cependant pour partir de ce projet et l'améliorer. «Il s'agit indiscutablement, d'un pas en avant», affirme le parti communiste. Les propositions contiennent des nouveautés mais aussi des points qui devraient être clarifiés et des limites dépassées (...) pour que le nouveau rapport entre l'Eglise et l'Etat soit vraiment fondé sur les valeurs de pluralisme, de liberté et d'égalité sanctionnées par la Constitution et reconnues par le concile Vatican II.

L'ouverture du débat parlementaire a été fixée au mardi 30 novembre, malgré l'opposition du petit parti radical qui réclame l'abrogation pure et simple des pactes du Latran. Dans son discours, le président du conseil a révélé que des négociations étaient en cours depuis deux mois. La délégation italienne comprenait trois juristes éminents, MM. Gonnella, Jemolo et Ago, tandis que celle du Saint-Siège était composée de Mgr Casaroli, secrétaire du conseil pour les affaires publiques et de Mgr Silvagni, sous-secrétaire du même organisme, et d'un jésuite, le Père Lenzi.

ROBERT SOLÉ.

PIERRE DE VOS.

ASIE

Japon

ANCIEN PREMIER MINISTRE

M. Tanaka, à la veille de son procès pour corruption est plus populaire que jamais dans sa circonscription

Le procès de l'ancien premier ministre, M. Tanaka, de son secrétaire et de trois dirigeants de la grande société de commerce Marubeni, tous les cinq inculpés pour avoir reçu des pots-de-vin de Lockheed, commencera le 27 janvier devant le tribunal de Tokyo.

A-t-on appris, jeudi 25 novembre. Les autres personnes impliquées dans le scandale, dont le président de la compagnie aérienne intérieure All Nippon Airways, M. Tokufu Wakasa, et l'ancien ministre des transports, M. Hashimoto, passeront en jugement à partir du 31 janvier.

De notre envoyé spécial

Nagaoka. La voix rocailleuse, le ton familier, tour à tour enjoué ou vitupérant, M. Tanaka sait que le public lui est acquis lorsqu'il commence son discours électoral dans ce petit village de montagne des environs de Nagaoka, dans la préfecture de Niigata, sur la mer du Japon, à 400 kilomètres de Tokyo. Il est vrai que l'ancien premier ministre, arrêté en juillet puis libéré sous caution, est, ici dans son fief. Il sait comment parler à ces paysans aux visages rudes, emmitouflés dans leurs vêtements d'hiver, à ces femmes robustes aux mains rouges par le froid.

Enfant du pays, né dans une famille simple, M. Kakuei Tanaka emploie volontiers leur patois. Pour ceux qui l'écoutent, ce n'est pas un politicien corrompu. Puisqu'il affirme son innocence, tout le monde le croit. «Je vous parle de routes et de développement, et vous osiez me poser une question sur l'affaire Lockheed ? Fichez le camp !», répondit verbalement M. Tanaka, au début de sa campagne, à un homme qui avait soulevé le problème. Il n'est trouvé personne pour le défendre l'Innocentia, qui a dû tourner les talons. Depuis, aucun incident n'a eu lieu.

«Et après ? Même s'il a reçu de l'argent des Américains, il ne l'a pas gardé pour lui, mais l'a redistribué pour notre bien. Jamais la région ne produira un homme pareil...», nous dit un vieux paysan qui s'interrompt pour saluer d'un chapeau.

«Un complot»

Un chauffeur de taxi qui affirme voter pour le candidat socialiste n'en a vu pas moins : «Kakuei Tanaka a fait beaucoup pour la région, et c'est un peu injuste ce qui lui arrive alors que d'autres politiciens aussi compromis ne sont pas inquiétés...» Le grand projet de M. Tanaka pour développer sa région et arrêter l'émigration, c'est l'extension de la ligne du Shinkansen (le fameux train express) jusqu'à Niigata. Les travaux ont commencé, et deux arrêts sont prévus dans sa circonscription.

Philippe Pons.

OUTRE-MER

Djibouti

Une résolution de l'ONU invite la France à mener scrupuleusement le processus d'indépendance du Territoire

De notre correspondant

Nations unies (New-York). — La quatrième commission a adopté, jeudi 25 novembre, par cent dix-huit voix contre zéro et dix-huit abstentions (dont les pays du Marché commun) une résolution concernant Djibouti. La France n'a pas pris part au vote.

Cette résolution invite Paris à appliquer scrupuleusement et équitablement, de façon démocratique, le processus destiné à mener Djibouti à l'indépendance. Elle invite les dirigeants du Conseil du gouvernement et les représentants du F.L.C.S., du M.L.D. et des autres partis à entamer des discussions sous les auspices de l'O.U.A. afin d'élaborer un programme commun avant le référendum. La France devra retirer sans délai du Territoire sa base militaire et permettre aux réfugiés qui sont des citoyens bons fides de retourner à Djibouti.

Le texte adopté réaffirme, d'autre part, la résolution 3420 qui invite l'Éthiopie et la Somalie à s'entreprendre aucun acte qui soit suscep-

tible de menacer l'indépendance et l'intégrité territoriale de Djibouti. Prenant acte des engagements pris à cet égard par les représentants des deux États devant l'O.U.A. et l'ONU, la résolution invite tous les États à ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures du Territoire et à ne rien entreprendre qui puisse compromettre son accession à l'indépendance.

Il a fallu près de deux semaines aux représentants somaliens et éthiopiens pour négocier, par O.U.A. interposée, cette formulation. La France n'a guère participé aux discussions. Elle aurait préféré que l'Éthiopie et la Somalie donnent dans le texte de la résolution des assurances non équivoques en ce qui concerne l'indépendance du Territoire et que celles-ci soient enregistrées par la Communauté internationale. Les engagements pris par la Somalie sont peut-être plus contraignants et solennels qu'elle ne l'aurait souhaité : ils le sont moins que ceux que l'Éthiopie demandait. — L. W.

Thaïlande

VINGT-SIX RÉFUGIÉS CAMBODGIENS VONT ÊTRE REMIS AUX AUTORITÉS KHMÈRES

Bangkok (A.P.). — Le gouvernement thaïlandais a décidé de remettre aux autorités de Phnom-Penh vingt-six réfugiés cambodgiens qui avaient fui leur pays il y a un mois, a annoncé jeudi 25 novembre un porte-parole. Il précise que leur présence en Thaïlande constituait une menace pour la sécurité du pays. C'est la première fois que Bangkok prend une telle décision. Il semble que le nouveau gouvernement militaire ait l'intention de se montrer beaucoup plus sévère à l'égard des nouveaux réfugiés. Le porte-parole a affirmé que les vingt-six personnes concernées par la mesure prise jeudi étaient venues en Thaïlande pour y recueillir des renseignements militaires. Selon certaines informations, elles pourraient avoir été «télégraphées» par les autorités cambodgiennes.

Chine

Revue du «groupe de Changhaï»

«ÉTUDES ET CRITIQUES» A CESSÉ DE PARAÎTRE

Changhaï (A.P.). — Études et Critiques, revue politique et littéraire d'extrême-gauche publiée à Changhaï, a interrompu sa parution après la répression du «complot» de Pékin et l'arrestation de la venue de Mao et de ses trois complices. Cette indication a été fournie à l'A.P. par des responsables de Changhaï. Ils ont précisé que l'interdiction de cette parution était liée à l'arrestation des «conspireurs». Études et Critiques, dont on ne connaît pas le chiffre de diffusion, sans avoir l'audience de la revue théorique du parti le Drapeau rouge (six millions d'exemplaires), était chaque mois attendue avec intérêt par les observateurs étrangers. Elle contenait souvent des points de vue plus détaillés ou plus concrets et précis que le Drapeau rouge dans le domaine de la politique intérieure chinoise.

La caution des professionnels.

1302 1402 1302

elipron

Robert Solé

(PUBLICITE)

Pour les fêtes de fin d'année

OFFREZ-VOUS

UNE PAIRE DE SKIS MADSHUS EN FIBRE DE VERRE
DES BATONS EN BAMBOU
DES CHAUSSURES FOURREES

et...

UNE SEMAINE DE SKI NORDIQUE
A LILLEHAMMER EN NORVEGE

Prix de Paris à Paris en demi-pension

2 720 F

Départ: 19 et 26 décembre

1 895 F

Départ: 12 décembre, 2 et 9 janvier.

Renseignements et inscriptions chez:

SCANDITOURS 122, Champs-Élysées 75008 PARIS Tél. 720-38-05 Licence 58 A	et	VOYAGES BENNETT 5, rue Scitès 75009 PARIS Tél. 742-91-89 Licence 9 A
---	----	--

ou votre agence de voyages.

"Le fourreur le plus jeune de la rue Saint Honoré"



ALEXANDRE

FOURRURES 376, rue St Honoré Paris (1^{er})

NETTOYAGE-GARDE-TRANSFORMATIONS

GRIFFSOLDE DÉGRIFFE

LES GRANDS DU PRÊT-A-PORTER

BOUTIQUES POUR ELLE
1, rue de la Plaine/Nation
2, rue du Renard/Hôtel de Ville
3, rue de Lagny/Nation

BOUTIQUES POUR LUI
3, rue de la Plaine/Nation
3, bd Montmartre/Montmartre

ouvert le lundi après-midi

les boutiques
Griffsolde

AVANT TRAVAUX

AUJOURD'HUI ET JOURS SUIVANTS

de 9 h 30 à 19 heures sans interruption

THE TUBE

TAILLEUR-CHEMISIER
93, BD SAINT-GERMAIN (6^e). METRO ODEON

LIQUIDATION TOTALE

sur autorisation préfectorale (loi du 30 décembre 1960)
de ses stocks de prêt-à-porter luxe (homme)

APERÇU DES ARTICLES

chemiserie, cravates, pulls

LANVIN, CARDIN, YVES SAINT-LAURENT

Pulls cashmere d'Ecosse "Pringle"
Blazers - Vestes sport - Pantalons
Costumes ville - Smoking - Costumes velours
Imperméables BURBERRY
Par-dessus sport ou cashmere
Vêtements cuir et peau, etc.

SACRIFIÉS A DES PRIX
IMPOSÉS PAR L'URGENCE

AFRIQUE

Mali

LA RÉCONCILIATION NATIONALE VA PERMETTRE LE RETOUR A UNE VIE POLITIQUE NORMALE

nous déclare le colonel Moussa Traoré
chef de l'État

De notre envoyé spécial

Bamako. — Grand, affable mais réservé, le regard abrité par des lunettes teintées, le colonel Moussa Traoré, président du Comité militaire de libération nationale, chef de l'État et du gouvernement, n'a jamais habité, sur les hauteurs de Bamako, le palais de l'ancien président Modibo Keita, qu'il renverra en 1988. Il nous reçoit en bonbon bleu dans un bureau aux sobriétés boisées, situé au premier étage d'un bâtiment sans éclat, devenu le quartier général du Comité militaire. Entré comme enfant de troupe à l'école de Kati, puis dans l'armée française, il avait trente-deux ans lorsqu'il prit le pouvoir. Depuis lors, les dirigeants maliens ont fait allusion à plusieurs reprises à un retour à une « vie politique normale » et le chef de l'État a récemment assuré dans un discours que les « conditions de ce retour étaient réunies ».

« Cette constatation implique-t-elle que l'armée, après huit années passées au pouvoir, envisage de se restituer à une équipe civile ? »

— En 1988, il s'agit pour nous de nous acquitter d'un mandat vis-à-vis de notre peuple, alors bafoué, méprisé et délaissé.

« L'armée et le Comité militaire de libération nationale, auxquels il revenait donc d'assurer et de redresser une situation particulièrement compromise, devaient prendre un certain nombre d'engagements à la réalisation desquels ils se sont pleinement consacrés. »

« Parmi ces engagements figurait, en bonne place, la réalisation de la réconciliation et de la concorde nationales. Aujourd'hui on peut affirmer que cet objectif, qui revêt à nos yeux une importance capitale, a été atteint, d'où la réalisation de l'une des conditions — très nécessaires pour le retour du pays à une vie politique normale. On est aujourd'hui avancé dans le processus de la mise en place de notre nouveau régime. L'Union démocratique du peuple malien (U.D.P.M.) dont les statuts et le règlement intérieur sont actuellement diffusés. »

« Toutefois, cette importante tâche de mise en place des institutions est loin d'être terminée. C'est une tâche qui revient au Comité militaire de libération nationale, et auquel il incombe de s'en acquitter dans le courant de la période transitoire prévue par la Constitution du 2 juin 1974. »

« Quant au fait que les responsables de l'ancien régime visés par l'article 78 de cette Constitution soient écartés de l'exercice de certaines responsabilités, il s'agit de préserver le climat de réconciliation et d'entente si patiemment instauré dans le pays. Du reste, la mise à l'écart dont il s'agit est strictement provisoire : elle ne s'étend, en effet, que sur dix ans, dont il faut d'ores et déjà soustraire plus de deux ans. »

« Quel rôle assignez-vous à l'Union démocratique du peuple malien dont vous avez annoncé la création en septembre ? »

— Elle a pour rôle essentiel d'assurer la mobilisation et l'éducation de toutes les forces vives du pays en vue de consolider l'unité et la solidarité nationales sans lesquelles rien de concret et de durable ne saurait être réalisé par notre peuple et, d'autre part, de créer toutes les conditions nécessaires pour la promotion d'une économie nationale indépendante qui constitue, comme on le sait, notre but fondamental. Notre objectif à long terme est de corriger les graves erreurs qui avaient été commises par l'ancien régime, d'assainir la très mauvaise situation héritée de celui-ci et de créer les conditions propices au relèvement de notre économie nationale indépendante, base d'une indépendance réelle.

« Nos intentions à l'égard de l'ancien président Modibo Keita seront portées à la connaissance du peuple malien au moment que nous jugerons approprié. »

« Comment envisagez-vous la coopération future entre le Mali et la France ? »

— Notre vœu du côté malien, a toujours été d'intensifier dans toute la mesure du possible nos relations d'amitié et de coopération avec la France et d'établir entre nous des rapports privilégiés et féconds, qui reflèteraient de toutes les possibilités de coopération que nous unissons et dont je vous parlais tout à l'heure.

« Beaucoup, assurément, a déjà été fait dans ce sens mais il convient de souligner que nous sommes loin d'avoir exploité toutes les possibilités de coopération qui s'offrent à nous et qui sont immenses, en regard aux grandes potentialités que recèle notre pays. »

« Nous devons donc, de part et d'autre, œuvrer à l'élargissement et à la dynamisation de cette coopération franco-malienne dont les fruits sont déjà fort bien appréciés par le peuple malien. »

« Et nous plaçons justement, à ce propos, de grands espoirs dans la visite officielle que le président Valéry Giscard d'Estaing doit effectuer prochainement dans notre pays, car cette visite ne pourra que contribuer de façon exceptionnelle au renforcement de nos relations d'amitié et de coopération. »

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

vous cherchez une maison individuelle ou un terrain ?



vient de paraître

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Villes, Pavillons et Nouveaux Villages, la revue de l'habitat 75001 Paris, Tél. 236.10.65

République Sud-Africaine

EN CAUTIONNANT UN « ULTRA » DE L'APARTHEID M. Vorster s'attire de vives critiques jusque dans la communauté afrikaner

De notre correspondante

Johannesburg. — « A mit connaissance, M. Treurnicht, n'a rien dit qui ne soit conforme à la politique du parti national. Les critiques contre lui ne peuvent qu'augmenter l'opposition à la déclaration M. Vorster, premier ministre sud-africain. Il se prononce ainsi en faveur de son ministre adjoint de l'éducation et de l'administration bantoue, M. Andries Treurnicht, qui vient de prendre des positions très fermes de soutien à l'apartheid (le Monde du 23 novembre). Le premier ministre a suscité une vive déception et une profonde amertume chez les Blancs « éclairés » d'Afrique du Sud qui espèrent le voir à cette occasion se dégager de la frange ultra-nationaliste pour se tourner vers ceux qui demandent des changements. Il suffirait pourtant de très peu de chose pour satisfaire un grand nombre d'entre eux : l'ouverture des théâtres à tous les groupes de population et la disparition définitive de la discrimination dans les établissements publics. »

« Ce jour qui passe grossit les rangs des intellectuels, hommes politiques, industriels mécontents de cette inflexibilité et l'on grogne même jusque sur les bancs du parti national au pouvoir. »

Que les Anglophones critiquent le gouvernement, nul ne s'en étonne. Ils représentent traditionnellement l'opposition. En revanche, il est plus significatif que la contestation gagne le milieu afrikaner, toujours considéré, souvent sans nuances, comme le plus conservateur. Les premiers Afrikaners à s'interroger sur l'avenir et à demander des réformes pour l'amélioration du sort des Afrikaners furent quelques journalistes, principalement M. van der Merwe, rédacteur en chef de Die Transvaler, l'organe du parti national. Très vite il a été suivi par des poètes et des écrivains. Récemment, on a vu les enfants de plusieurs premiers ministres nationalistes, le fils de M. D. F. Malan, celui du Dr Verwoerd et la fille de M. J. G. Strijdom, abonder dans le sens de l'ouverture.

« Les Noirs chassent les autres »

Par ailleurs, des hommes d'affaires proches du gouvernement se rapprochent de ceux qui, il y a plusieurs mois, ont adressé au pouvoir un mémorandum mentionnant un certain nombre de réformes à accomplir en faveur des Noirs. Ils s'associent même au fonds créé par quinze d'entre eux pour améliorer la qualité de la vie des Afrikaners.

Les derniers en date des Afrikaners en rébellion dans les rangs nationalistes sont des députés et les rédacteurs en chef des journaux les plus conservateurs. M. R. Du Plessis, Louis Nel, Ples Mxala, Sam De Beer et plusieurs autres se sont plaints publiquement, la semaine dernière, de « l'égoïsme » de certains membres du parti national qui ne sont pas prêts à faire quelques sacrifices tandis que les journaux Rapport, Die Transvaler, Die Burger et Beeld participent en campagne contre M. Treurnicht, rebaptisé « docteur Noirs » et devenu le symbole de l'immobilisme.

Déjà, lors de sa nomination en janvier, M. Treurnicht avait fait polaire, mais surtout alors parmi les Anglophones, une tornade de protestations. Il n'avait pas particulièrement cherché à nuancer ses

positions lors d'interviews accordées à la presse. A titre d'exemple, il avait dit à propos des Afrikaners en zone « bantoue » : « Les Noirs sont différents d'un autre pays, et il est absolument hors de question qu'ils obtiennent des droits politiques ou qu'ils partagent le pouvoir avec les Blancs dans ces zones. Créés en la non-discrimination pourrait être très dangereux. Cela voudrait dire que les citoyens du Transvaal pourraient venir à Capetown comme et quand ils le voudraient. » Au sujet de l'apartheid, cependant, il avait déclaré : « Je ne puis accepter que ces personnes (les Afrikaners), qui vivent dans les zones blanches, perdent leur force de travail, aient le droit d'occuper les parcelles. Parce que s'ils l'ont, ils seraient les seuls à en profiter. En pratique, les Afrikaners chassent les autres. On ne peut se débarrasser socialement dans ces lieux. » Or peu de Sud-Africains blancs, en effet, aujourd'hui aux Noirs le droit d'accéder aux jardins publics.

Il est question depuis plusieurs semaines d'un remaniement ministériel. La presse avait même annoncé le départ « imminent » de M. M. C. Botha, ministre de l'éducation et de l'administration bantoue, qui depuis le début des années 1970, multiplie des déclarations souvent peu opportunes. Les derniers échos annonçaient une nomination de M. Treurnicht au poste de ministre. La toile a été d'autant plus vigoureuse que le futur promu, ne changeant pas d'un iota son point de vue, malgré les derniers événements de la politique, les relations raciales, a déclaré publiquement des « appuis » à l'ouverture des théâtres à tous, à la mixité dans les écoles (discutée par la ville de Johannesburg) et les collèges, pourtant déjà instituée dans certains lieux de culte catholique, anglican, réformiste.

En prenant position, en faveur de son vice-ministre, M. Vorster s'est volontairement solidarisé avec sa droite.

Si l'on est très loin d'une session au sein du parti national, au pouvoir depuis 1948, quelques-uns de ses membres vont certainement commencer à discuter avec plus d'attention les appels de Sir de Villiers Graaf, chef de l'United Party, qui cherche avec le Democratic Party et le Progressive Reform Party à créer une nouvelle opposition.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

les clients de CAPEL ne manquent pas d'estomac

pour les hommes grands
CAPEL est un grand homme

Magasin principal : 74 boulevard de Sébastopol 75003 Paris, 272.25.08.
• Capel Rive Gauche : centre com. Malesherbes 75015 Paris, 538.73.51.
• Capel Madeleine : 28 bd Malesherbes 75008 Paris, 266.34.21.

UNE CHAÎNE HI-FI POUR 1990 F

(ou à crédit : versement comptant 410 F + 12 mens. de 152,70 F)



1 platine tourne-disque
1 ampli AM 2200 2 x 20 W
AKAI
+ 2 enceintes à 2 voies JCL-CEZ ébénisterie luxe

audito
16, RUE LA FAYETTE - 75009 PARIS - TÉL. : 824.52.70
continental distribution
7, BOULEVARD DE SÉBASTOPOL - 75001 PARIS - TÉL. : 236.03.73

سكنى فى الامم

AFRIQUE

LA CONFÉRENCE DE GENÈVE SUR LA RHODÉSIE

Les propositions britanniques divisent les nationalistes noirs du Front patriotique

Tandis qu'aucun progrès n'est enregistré à Genève dans la négociation sur le problème rhodésien, le Front patriotique rommé par deux des principaux dirigeants noirs, M. Muzorewa et M. Mugabe, paraît menacé d'écroulement. M. Mugabe souhaite se rendre au Mozambique pour « consulter ses mandants » dans les camps des guérilleros à propos de la proposition britannique fixant au 1^{er} mars 1978 la plus tard l'indépendance du pays. M. Muzorewa, en revanche, favorable à cette suggestion, qui a été acceptée par les autres dirigeants nationalistes, l'évêque Muzorewa et le pasteur Sibhile. Selon l'A.P.F., M. Muzorewa, avec l'appui des représentants des « pays de première ligne », aurait réussi, jeudi 25 novembre, à faire revenir M. Mugabe sur sa décision de quitter Genève. Selon l'agence UPI, des personnalités proches de M. Muzorewa, tout en assurant que le Front patriotique ne s'était pas « dissocié », insistent sur la sévère divergence de vues qui l'oppose à M. Mugabe. Ce dernier s'opposerait en effet à tout processus d'accession au pouvoir comportant des élections. D'autre part, toujours selon l'agence UPI, à Lusaka (Zambie), des affrontements se seraient produits dans trois camps de guérilleros rhodésiens au Mozambique entre partisans de M. Muzorewa et M. Mugabe. Une fusillade aurait opposé partisans et adversaires d'une acceptation de la proposition britannique.

● A Salisbury, le premier ministre rhodésien, M. Smith, a assuré, dans une interview à la conférence de Genève « dans l'impasse », « Vous savez, à-b-i-l ajouté, ces gens-là prennent toujours des positions extrêmes, mais ils finissent par revenir en arrière. » Il a précisé que sa proposition de ramener à vingt-trois mois la période devant conduire au transfert du pouvoir à la majorité noire « n'était pas son dernier mot » (Le Monde du 26 novembre).

Angola

LUANDA SOUHAITE NORMALISER SES RELATIONS AVEC PARIS

Luanda (A.P.P.). — Les relations franco-angolaises, officiellement inexistantes depuis l'indépendance de l'Angola, devraient « se normaliser » dans un proche avenir, estime-t-on à Luanda dans les milieux proches du gouvernement. En effet, l'attitude adoptée par la France lors du débat du Conseil de sécurité des Nations unies sur l'admission de l'Angola et à l'intervention du délégué français ont été, semble-t-il, appréciées à Luanda. « Les nuances qui assombrissent les relations entre la France et l'Angola se dissipent », déclarent des officiels, qui ajoutent que « le chemin est désormais ouvert à la normalisation de nos relations diplomatiques ». Paris, assure, pour sa part, avoir déjà proposé l'établissement de relations diplomatiques avec l'Angola et même avancé le nom du diplomate qu'il souhaitait accréditer. Luanda répond que la France n'a pas encore « franchi le pas nécessaire » à une normalisation, notamment du fait qu'elle maintient à Luanda « une sorte de représentation diplomatico-consulaire » (à laquelle tous les droits et avantages diplomatiques ont d'ailleurs été retirés) qui n'est pas celle qu'on attendait. En fait, le « pas à franchir », pense-t-on à Luanda, sera certainement effectué par l'Angola dans la mesure où il considère désormais que le territoire français ne sert plus de « plaque tournante » aux « ennemis de la République populaire ». (La France, après avoir longtemps hésité et quelque peu soulevé ses adversaires, a reconnu le 17 février le gouvernement de la République populaire d'Angola. Ce faisant, elle forçait la main de ses partisans de la Communauté européenne, qui ont fait le même geste quelques jours plus tard. Simultanément, Paris se déclarait disposé à établir des relations diplomatiques avec Luanda, offre qui n'avait pas jusqu'à présent trouvé d'écho. Les crédits pour l'ouverture d'une ambassade en Angola sont inscrits au budget de l'année en cours et M. Michel de Camaret, connu général à Sao-Paulo, a été présenté pour occuper le poste. L'Italie, le Danemark, les Pays-Bas et la Belgique ont déjà des relations diplomatiques avec l'Angola.)

Maroc

Les forces de l'ordre dispersent «un rassemblement non autorisé»

Trois morts

De notre correspondant

Rabat. — Trois Marocains ont été tués et plusieurs autres blessés dans la commune d'Al-Bent-Mathar, dans la province d'Oujda (Maroc oriental), à l'occasion d'un rassemblement non autorisé du 25 novembre un communiqué du ministère de l'Information. Cet incident a eu lieu, selon la même source, au cours d'une intervention des forces de l'ordre « pour sauvegarder la paix et la sécurité des citoyens », alors qu'un rassemblement non autorisé s'était produit.

La tension qui s'est manifestée dans la commune d'Al-Bent-Mathar est consécutive, indique le communiqué, à « certaines rumeurs sans fondement » qu'une « certaine presse connait pour son fanatisme et son manque de considération pour la responsabilité à l'acte ». Les journaux dont il s'agit ne sont pas autrement désignés. L'incident fait suite également aux élections municipales et communales. Conformément à la charte relative à l'organisation communale, les conseils municipaux et communaux, dont les membres ont été élus le 13 novembre, se réunissent pour former leur bureau, comprenant un président et un ou plusieurs adjoints. Cette opération, qui doit avoir lieu dans les quinze jours suivant le scrutin, devra donc être terminée le 28 novembre. A cet égard, le ministère de l'Information a précisé que le gouvernement est décidé à tout mettre en œuvre pour que les élections des bureaux ait lieu « hors de toute pression et de toute menace quelconque en soient les origines », et pour agir avec fermeté contre les auteurs ou instigateurs des troubles de l'ordre public, quels qu'ils soient. Une enquête est en cours sur l'incident d'Al-Bent-Mathar pour en rechercher les responsables et en saisir la justice. Le ministère de l'Information a réaffirmé le souci des responsables marocains de voir se poursuivre « dans un climat de quiétude et d'intégrité » toutes les opérations électorales liées au processus démocratique, qui doit aboutir à la mise en place des institutions constitutionnelles. Dans ce but, le conseil national, réunissant autour du premier ministre les représentants du gouvernement et des partis, a tenu de nouveau une réunion le

20 novembre. Les représentants des partis ont fait état de ce qu'ils considéraient comme des ingérences des autorités locales et des irrégularités commises au cours des élections des conseils communaux et municipaux. Des enquêtes ont été prescrites.

LOUIS GRAVIER.

RENDEZ-VOUS

Entre « copains », quoi de plus naturel que se donner des conseils, voire s'adresser quelques reproches ? En se montrant surpris — et même naïve — de voir que le chef de l'Etat n'est jamais soupé à donner rendez-vous à François Mitterrand, le roi du Maroc ne fait que son devoir d'ami.

D'autant plus à propos qu'en matière de rendez-vous avec l'opposition il est orfèvre : n'avait-il pas montré l'exemple en recevant un à un Mehdi Ben Barko, loin de la capitale chérifienne ? Si loin qu'il empêché de s'y rendre en personne il avait cependant tenu — politesse royale exige ! — à y être fort bien représenté.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

● M. Claude Estier, porte-parole du parti socialiste, évoquant, jeudi 25 novembre, sur Europe 1, la suggestion faite par le roi du Maroc, au cours de sa conférence de presse, d'une rencontre entre M. Valéry Giscard d'Estaing et M. François Mitterrand (Le Monde du 26 novembre), a déclaré : « On ne voit pas en quoi le roi du Maroc est qualifié pour relancer ce serpent de mer qui revient périodiquement dans la vie politique française. M. Estier a souligné qu'il n'avait « jamais été question d'une façon précise, d'une façon concrète, d'une telle rencontre, aucune invitation n'ayant jamais été faite à François Mitterrand et aucune réponse n'ayant donc été faite ».

Un mot d'ordre de grève du SNE-Sup a été largement suivi dans les trois pays du Maghreb

Les coopérateurs français de l'enseignement supérieur travaillant dans les pays du Maghreb ont largement suivi, le mercredi 24 novembre, le mot d'ordre de grève lancé par la direction du Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup) à Paris. Le mouvement a revêtu des formes diverses selon les pays : arrêt de travail de vingt-quatre heures en Tunisie où les consignes syndicales ont été suivies par les trois quarts des deux cent cinquante coopérateurs intéressés ; interruption des cours durant deux jours au Maroc où deux cents coopérateurs français travaillent dans l'enseignement supérieur et où les instructions du syndicat ont été diversement appliquées, débrayages et occupation ou tentatives d'occupation des locaux de la mission culturelle française d'Alger, Oran, Constantine et Tiémecem. En Algérie où les enseignants du supérieur sont au nombre de six cents environ, le mouvement a été suivi par les coopérateurs français. Les responsables du SNE-Sup à Paris soulignent qu'il s'agit du premier mouvement de grève lancé par eux à l'étranger depuis dix ans. Ils estiment que la gravité des mesures récemment prises par

l'administration et le gouvernement français justifient cette action. Ils entendent ainsi protester contre la suppression des procédures et des commissions qui permettaient jusqu'à présent la titularisation en France des coopérateurs du supérieur.

Cette décision, disent-ils, est d'autant plus grave qu'elle revêt un caractère rétroactif. Cent cinquante arrêtés de titularisation ou de changements de corps seraient ainsi bloqués depuis un an au secrétariat d'Etat aux universités bien que les intéressés aient reçu un visa favorable de la part de toutes les instances concernées. Pour eux, dit le SNE-Sup, la coopération est devenue le synonyme d'exil.

A un moment où des déclarations officielles mettent l'accent sur la volonté de poursuivre et de développer la coopération culturelle, de telles pratiques ne peuvent qu'inciter les diplômés français du supérieur à se détourner d'une voie qui ne leur permet plus de revenir par la suite à une carrière normale. — D. J.

librairie portugaise et brésilienne

Livres, revues, disques, guides, posters, audio-visuels. Les principaux quotidiens et hebdomadaires du Portugal et du Brésil, ainsi que du Chili, Argentine, Uruguay et Espagne. 33, rue Gay-Lussac, Paris 6^e, 0334816-1. Lun. à sam. 10h-18h. Service par correspondance (sauf pour les journaux et les revues). A partir du mois de février: 16, rue des Ecoles, Paris 5^e.

HAUTE SAVOIE - Bonneville

A 20 km de Genève, au pied de toutes les grandes stations de sports d'hiver.



En construction, la **Résidence Plein Soleil**. Des appartements (1 à 4 pièces) de grand standing, remarquablement bien exposés dans un quartier résidentiel.

Pour résidence principale, secondaire ou placement locatif.

PRIX DE LANCEMENT FERMES ET DEFINITIFS A 3.000 F/M2 ENVIRON. CREDIT 80 A 100%

SOGEFRA Je désire recevoir, sans engagement, votre documentation gratuite, en couleurs. (PSM) nom adresse 13, bd. de Courcelles 75008 Paris tél : 522.37.60.

PRIX FERME!

3715 F LE M2

POUR UN 4 PIECES EN BORDURE DE SEINE A CHARENTON-LE-PONT.

RESIDENCE SULLY
Quai des Carrières
94200 CHARENTON-LE-PONT
Tél. 365.54.46

au 2^e étage de la Résidence SULLY, ce 4 pièces de 83,40 m² + loggia de 2,50 m² avec parking à voiture et cave est entièrement terminé, moquette posée, cuisine et salle de bains aménagées. Il est livrable immédiatement.

Visite tous les jours de 10 H 30 à 13 H et de 14 H 30 à 19 H.

C'est une réalisation **SEMIVAM** avec le concours de la **SACI**

Demandez notre documentation en retournant ce bon à : **CORI** 254, bd St-Germain - 75007 Paris Tél. 260.38.22

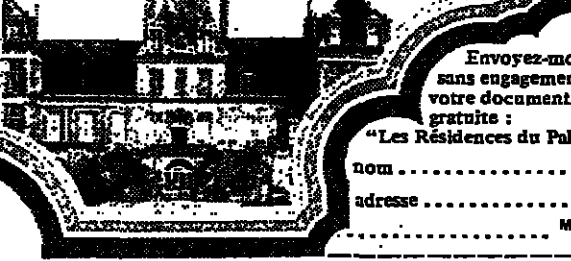
Je désire recevoir sans engagement votre documentation sur la Résidence SULLY à Charenton.

Nom Prénom Profession N° Rue Code postal Ville M26/11

A Fontainebleau Les Résidences du Palais font l'unanimité

Quatre petits immeubles de 3 étages, desservis dans 3.500 m² de jardins à la Française, à proximité du Palais, font rêver les Bellifontaines. Toitures en tuiles plates vitrées, enduits au mortier.

Ventes et renseignements : Cabinet Joffroy 118, rue Grande - 77300 Fontainebleau - Tél : 422 41 81



Envoyez-moi sans engagement votre documentation gratuite : "Les Résidences du Palais" nom adresse M1

Partir à la campagne pour avoir la vue? Inutile... Venez. Antoine et Cléopâtre.

21 avenue d'Italie, Paris 13^e.

Dans les "appartements-paysage" de Cléopâtre, vous vous réveillerez chaque matin avec sous les yeux un des nombreux paysages que Paris peut offrir.

Chaque appartement a 1 ou 2 balcons-terrasses pour y prendre les petits déjeuners et créer des coins de verdure.

L'aménagement intérieur sépare l'appartement des parents de celui des enfants, pour respecter

le rythme de chacun. Les pièces sont grandes, lumineuses.

Cléopâtre, des appartements luxueux de 4, 5, 6 ou 7 pièces avec vue sur Montmartre, Vincennes ou Meudon.

Venez visiter l'appartement témoin du 20^e étage. Tous les jours de 10 h à 13 h et de 14 h 30 à 18 h 30 ; le mardi et le dimanche de 14 h 30 à 18 h 30 en téléphonant à Mme Lévy : 588.13.26.

Antoine et Cléopâtre, c'est une réalisation **SEFIMA**.

OFFRE SPECIALE

JOUETS LEGO

20% DE REMISE

du 26 Novembre au 11 Décembre

WHSMITH The English Bookshop

248, rue de Rivoli - 75001 PARIS

مكتبة الامم المتحدة

Une exclusivité du Club des Maroquiniers.



Sac en chevre véritable. Poche extérieure. Peut se porter en bandoulière. Tous coloris mode 320 F.

Et un très grand choix de sacs crocodile, cuir, dans tous les styles.

CM Club des Maroquiniers. Un style.

Gobelins Maroquinerie Valéry 19, avenue des Gobelins 75005 Paris - Tél. 707.08.98

Montparnasse Maroquinerie Boix 129, rue de Rennes 75006 Paris - Tél. 548.90.29

HAUTE-FIDÉLITÉ Rieder

3.950 F

le juste prix de la qualité.



Amplificateur SCOTT 3161. 1 x 15 watts - 200 W. P. Réponse 8 à 20 000 Hz. Encastrement possible.

Rieder 24, rue Sarrette 75014 Paris
14, rue Vauvenargues 75018 Paris

la qualité est pour nous un devoir, pour vous une certitude

LA TRIADE

A deux pas du Quartier Latin, de la rive gauche à 4.500 F le m² ferme et délimité. Dans un 13^e moderne, bien équipé. Ou il fait bon vivre.

LA TRIADE

C'est 3 petits immeubles, jeunes, gais, différents posés sur de vastes pelouses. La Triade vous propose une grande variété de plans pour tous les types d'appartements, de la chambre au 5 pièces.

LA TRIADE

C'est l'occasion de vous offrir la rive gauche à 4.500 F le m² ferme et délimité. * Prix moyen des 3 et 4 pièces

LIVRABLE 1^{er} TRIMESTRE 77

Crédit : Taux de faveur maintenu.

Venez nous voir sur place 54, rue Dunois - 75013 PARIS du jeudi au lundi de 14 h à 19 h. Tél. 583.92.17 ou retournez-nous ce coupon.

SOVIC 173, rue de la Croix-Nivert 75015 Paris Tél. 531.41.49

Documentation complète "La Triade"

Nom _____ Adresse _____ Profession _____ Tél. _____ Type d'appt. ch. St. 2p. 3p. 4p. 5p.

PROCHE-ORIENT

Israël s'oppose à une présence syrienne « même limitée » dans le Sud-Liban

Israël, qui poursuit le renforcement de son dispositif militaire le long de sa frontière, reste fermement opposé à la présence de forces syriennes au Sud-Liban.

Le Sud-Liban n'est pas « un rideau » devant lequel les troupes syriennes se tiennent, a déclaré jeudi 25 novembre le ministre israélien de la Défense, M. Pines, ajoutant qu'il y avait déjà dans cette région « des forces en mesure de préserver l'ordre », les chrétiens-conservateurs.

D'autre part, le gouvernement israélien a fait savoir à Washington qu'il était « catégoriquement opposé à une présence, même limitée, des forces syriennes au Sud-Liban pour contrôler les activités des fedayin ». A Beyrouth, on déclarait jeudi de source proche de la délégation des conservateurs-chrétiens rentrés de Damas que la force arabe de dislocation ne pénétrera pas en profondeur au Sud-Liban, à proximité de la frontière israélienne, et que seuls des contingents « très limités » seront « symboliquement » envoyés dès vendredi 26 novembre dans le port de Tyr, et à Nabatieh, situés à moins de 25 km de la frontière.

Les milieux conservateurs-chrétiens de Beyrouth précisent que la sécurité dans le Sud-Liban sera assurée par les forces de droite (forces libanaises et armée libanaise restée aux côtés de la droite) ainsi que par les milices « Amal » de l'Imam musulman-chiite Moussa Sadr. Selon la presse de gauche à Beyrouth, les conservateurs auraient dépêché des renforts dans le sud-Liban, via le territoire israélien. L'organe du P.C. Al-Nida précise, pour sa part, que « les mouvements de troupes israéliennes se font sous la direction d'un officier des services de renseignements israéliens dénommé Abou Daoud ».

D'autre part, on apprend de source diplomatique étrangère que le Liban a schématisé au Liban des missiles sol-air Sam-6, afin d'assurer une meilleure couverture aérienne à ses troupes. Ces engins sont, pour le moment, entreposés uniquement dans l'est du pays. — (A.F.P., U.P.I.)

LES ÉTATS RIVERAINS DU GOLFE PERSIQUE TENTENT D'ÉTABLIR UN PROGRAMME DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE

Une conférence réunissant les ministres des affaires étrangères de huit États riverains du golfe Persique s'est ouverte, le jeudi 25 novembre, à Mascate, capitale du sultanat d'Oman. Les pays suivants sont représentés : Iran, Irak, Arabie Saoudite, Koweït, Bahreïn, Émirats arabes unis, Qatar et Oman.

La conférence, la première du genre, doit, selon des informations de sources diplomatiques arabes, débiter le terrain en vue d'une rencontre « au sommet » entre les dirigeants du golfe, et se poursuivre sur un programme de coopération économique régionale. Ce programme concernerait la liberté de navigation et des communications dans la zone. Il s'agirait notamment de concilier les thèses de l'Irak et de l'Iran sur la coopération régionale et la politique de développement.

A l'origine, l'Irak a fort de sa supériorité militaire sur ses voisins arabes, avait proposé l'établissement d'un « pacte de sécurité collective », mais cette proposition ne s'est pas avérée fait l'unanimité chez les riverains arabes du golfe. L'Irak, en particulier, lié par un traité d'amitié avec l'Union soviétique, semble avoir été réticent à l'idée d'une collaboration dans le golfe avec des « monarchies pétrolières », qu'il accuse de se placer dans le giron des États-Unis.

L'Arabie Saoudite, qui aspire au leadership du monde arabo-islamique, pourrait, elle aussi, difficilement accepter de s'abriter sous la houlette du « gendarme iranien ».

La conférence se réunit à quelques semaines de la conférence ministérielle de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) et de l'entente en fonction de l'administration démocrate aux États-Unis. Elle coïncide avec la publication d'informations faisant état d'une prochaine offensive diplomatique des pays arabes, en vue de relancer le règlement du conflit du Proche-Orient. — (A.F.P., U.P.I.)

A TRAVERS LE MONDE

- Botswana**
- LE GOUVERNEMENT DU BOTSWANA a fermé pour une période indéfinie l'université de Gaborone, à la suite d'incidents au cours desquels la police a évacué cinq cents étudiants du campus. — (A.F.P.)
- Cuba**
- LE GOUVERNEMENT CUBAIN a décidé de mettre fin, à partir de jeudi 25 novembre, à la gratuité des communications téléphoniques inscrites en 1964 pour les cabines publiques. Il a constaté de nombreux abus. — (A.F.P.)
- Etats-Unis**
- LE COMITÉ DES TUTELLES DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES a dénoncé, jeudi 25 novembre, le maintien de la présence militaire américaine à Guam, île du Pacifique, et a réaffirmé le droit de la population à l'autodétermination. Une résolution, dont le projet avait été déposé par Cuba, l'Irak, la Libye et les Comores, a été adoptée par 60 voix contre 21 et 43 abstentions. L'ambassadeur des États-Unis, M. Scranton, a déclaré que Washington ne reconnaissait pas au comité le droit de mettre en cause la légitimité des bases militaires. Parlant de l'autodétermination des insulaires, il affirme qu'ils étaient des citoyens américains « bénéficiant des libertés fondamentales garanties par la Constitution américaine ». Le 4 septembre, 90 % des électeurs de Guam ont déclaré qu'ils désiraient devenir citoyens des États-Unis. — (Reuter.)
- Inde**
- TOUS LES FONCTIONNAIRES devront se plier aux normes du planning familial à partir du 1^{er} octobre 1977 s'ils veulent continuer à recevoir des allocations de maternité, à bénéficier des transports gratuits et à recevoir des bourses pour l'éducation de leurs enfants, a-t-on annoncé à New-Delhi, le jeudi 25 novembre.
- A partir du 1^{er} octobre, précise un communiqué, les pères de plus de trois enfants ne recevront ni aide au logement ni avances sur salaires. — (A.F.P.)
- Laos**
- A LA SUITE DE L'EXPULSION du correspondant de l'Agence France-Presse à Vientiane (le Monde du 26 novembre), on déclare à Paris, dans les milieux autorisés : « La France ne peut qu'exprimer ses regrets les plus vifs devant ce geste qui ne pourrait guère répondre à l'esprit des relations franco-laotienues, tel qu'il avait été défini à l'issue des négociations de Vientiane du 10 au 17 octobre. »
- Namibie**
- LE PREMIER MINISTRE SUD-AFRICAINE, M. Vorster, a indiqué jeudi 25 novembre, à l'issue d'une longue conversation avec les délégués à la conférence de Windhoek, que le Parlement serait consulté sur l'accession de la Namibie (Sud-Ouest) à l'indépendance, dès que des « propositions concrètes » lui auront été soumises par cette conférence constitutionnelle. — (A.F.P.)
- République Sud-Africaine**
- DEUX FEMMES ONT ÉTÉ ARRÊTÉES et des centaines de documents confiés au cours d'une importante opération de police, jeudi 25 novembre, dans un immeuble de Johannesburg abritant plusieurs organisations religieuses, dont le Conseil des Églises sud-africaines et l'institut chrétien d'Afrique australe. La police a, d'autre part, arrêté deux membres africains du Conseil des Églises à leur domicile de Soweto. L'archevêque de Canterbury a protesté, jeudi, contre ces arrestations dans un télégramme adressé au premier ministre sud-africain, M. Vorster. — (A.F.P.)
- Yougoslavie**
- L'AUTOGESTION, INTRO-DUITE IL Y A VINGT-SIX ANS, est entrée dans une nouvelle phase avec l'adoption, jeudi 25 novembre, d'une loi codifiant le système dans son intégralité. La loi, qui comporte six cent soixante-dix-huit articles, précise les droits et les obligations des travailleurs en tant que dépositaires de la propriété collective. Elle prévoit des sanctions pour les contrevenants, allant jusqu'à leur exclusion de l'unité de travail. — (A.F.P.)

Damas et l'O.L.P. divergent sur la représentation palestinienne à la conférence de Genève

De notre correspondant

Beyrouth. — Le fossé s'est de nouveau élargi entre la Syrie et la résistance palestinienne. L'article paru le 24 novembre dans l'organe officiel Al-Baas demandant que soient exclus du Conseil national palestinien les représentants de l'O.L.P. (le Monde du 26 novembre) témoigne d'une évolution dans la position syrienne. C'est la première fois que Damas prône l'élimination de l'O.L.P. de la scène politique. Auparavant, les dirigeants basistes ne demandaient que l'épuration de la « centrale » de la résistance et le remaniement de sa direction.

Le comité exécutif du Fath, après consultation téléphonique avec M. Arafat, qui se trouvait à Tripoli (Libye), a réagi en déclarant d'urgence que la réunion du Conseil national. Celui-ci n'avait pas été officiellement convoqué, mais il était admis qu'il se réunirait au Caire au cours de la première quinzaine de décembre. Il est acquis que les autres organisations de l'O.L.P. se rallieront à la décision du Fath.

L'O.L.P. constitue l'ossature du Conseil national. Celui-ci, qui compte cent soixante-dix membres, comprend, certes, nombre d'indépendants représentant les divers groupements socio-professionnels, mais leur influence a toujours été marginale dans la mesure où ils étaient cooptés par les organisations de la résistance.

La cause du rebondissement du conflit entre Damas et l'O.L.P. serait le refus des dirigeants de la résistance de réintégrer la Salika, organisation dépendant des autorités syriennes. Le principe du retour des fedayin de la Salika au Liban avait été accepté par M. Arafat au cours du sommet de Riyad, mais les tractations semblent avoir buté sur les modalités de ce retour. Damas exigeait une représentation accrue de la Salika au sein du Conseil national palestinien et du comité exécutif de l'O.L.P. Ce qui a entraîné la décision de « geler », jusqu'à nouvel ordre, les activités de ces deux instances.

M. Zohair Mohsen de retour à Beyrouth

Cependant, le fond du différend syro-palestinien porte sur les conditions d'une éventuelle participation palestinienne à la conférence de Genève. Damas a, d'ores et déjà, préparé la voie pour la constitution d'une délégation commune syro-jordanienne-palestinienne : alors que la résistance continue à se battre pour être représentée à la conférence par une délégation autonome.

L'influence de la Salika risque de devenir d'autant plus grande au sein de l'O.L.P. que cette organisation s'appuie maintenant sur la présence de trente mille soldats syriens au Liban, qui, de facto, contrôlent l'activité des Palestiniens dans le pays. Le chef de la Salika, M. Zohair Mohsen, qui avait quitté Beyrouth précipitamment en juin, lorsque son organisation avait été éliminée par le Fath, y est revenu le jeudi 25 novembre. Il se rendra dans le camp de Sabra-Chatila sans que quiconque s'y oppose.

On souligne encore, de source palestinienne, que si le Conseil national se tenait avec la participation de l'O.L.P., M. Zohair Mohsen y assisterait et ne manquera pas de demander un remaniement de la direction de la « centrale » des fedayin. C'était une raison supplémentaire pour ajourner sine die la réunion du Conseil.

LUCIEN GEORGE.

n°1 du lit escamotable un vrai lit

La Méridienne

Paris XI : 89, rue du Fr. St-Antoine Tél. 307.43.83 - 345.37.37 parking dans la cour

Grenoble : Uzin - Exposition : 12-14, rue du Cdt Lenoir (cité industrielle) 33600 Fontaine - Tél. (76) 96.02.36

Genève : 6, rue d'Italie - 1204 Genève Tél. (22) 21.39.66

Lausanne : 9, rue du Tunnel - 1005 Lausanne Tél. (21) 22.83.83

espace, confort et esthétique du sur-mesures

demande de documentation contre 20 francs à votre convenance

FRANCE PAYS ARABES

Le n° 63 vient de paraître

Au sommaire :

DOSSIER LIBAN

- Syriens, Libanais et Palestiniens s'expliquent sur les raisons de la guerre civile.
- Le point de vue de l'O.L.P. après les accords du Caire.
- Entretiens avec Jaber Bajbouj, M. Abdul Karim ambassadeur de Syrie à Paris, Kamal Joumblatt, Louis Ingea, Khaled El Fahoum, Tarik Metri, Mgr Haddad, etc...
- Le récit de Lucien Bitterlin à Beyrouth ouest.
- Les « tribunes » de trois Français de la majorité et de l'opposition de retour de Damas et du Liban.
- Les commentaires de Lotfallah Salimian.
- L'éditorial de Louis Terrenoire.
- La bataille de la production en Algérie par Bernard Murgue.
- Le dialogue euro-arabe et l'énergie.

Et les rubriques habituelles avec la participation de Pierre Andreu, Jean-Claude Chabrier, Yves Thoral, Michel Rochline, le R.P. Michel Lelong, etc...

En vente 4 F dans les grandes librairies et drugstores ou à France-Pays Arabes, 12-14, rue Angereau, 75004 PARIS. Tél. : 535-27-52, 705-51-43. C.C.P. La Source 34 274 88.

Spécimen d'anciens numéros sur demande.

Disponibles dans les centres France-Pays Arabes de :

- LYON : 36, rue Transsasse où se déroule le 27 novembre de 14 h à 24 h. « 10 heures pour le Liban ».
- NANCY : 45, rue de Metz où une exposition sur les événements du Liban est présentée les lundis, mardis et samedis de 15 h à 19 h. à partir du 27 novembre.

سكنات العمل

POLITIQUE

Libres opinions

L'Europe et le socialisme du Sud

par CLAUDE BOURDET

La création d'un Parlement européen élu au suffrage direct paraît de plus en plus probable, à moins que ne se rétablisse, au moins en France, la convergence entre une partie de la gauche et une partie de la droite qui a fait échouer naguère la C.E.D. L'attitude de la droite giscardienne et du centre, favorable à ce Parlement, apparaît logique, étant donnée la menace que la victoire possible de la gauche à Rome et à Paris, dans un proche avenir, fait peser sur le pouvoir de toute la classe dirigeante européenne.

En effet, la création de ce Parlement modifierait du tout au tout le rapport de forces. Une Assemblée élue au suffrage direct tend toujours à s'arroger le maximum de pouvoirs correspondant à son échelon. Le Parlement européen limiterait nécessairement, dès qu'il le pourrait, le pouvoir des gouvernements et Parlements nationaux et tendrait naturellement à faire naître un exécutif à son niveau ; cela entre dans les vus des promoteurs de l'institution, et, sans cela, la création d'une telle Assemblée n'aurait guère de sens. On peut penser d'ailleurs que toute crise grave accélèrera le processus, pour des raisons qui résultent de ce qui va suivre.

L'accession au pouvoir de l'union de la gauche en Europe du Sud, entraînant la participation au gouvernement des communistes, et probablement une montée des exigences populaires comme en 1936 et en 1945, et une contagion ailleurs en Europe, ne se passera pas sans une réaction énergique de la classe dirigeante française et italienne, installée au pouvoir depuis des décennies, et épaulée par les autres bourgeois européens et par les dirigeants américains. Les menaces, hier, du général Haig, de MM. Ford, Kissinger et Schmidt, les avertissements plus habiles mais non moins nets de M. Carter, ne doivent laisser aucune illusion. Une véritable épreuve de force sera peut-être évitée, mais la crise sera d'autant plus probable et plus grave qu'il existera une légalité supérieure à celle des pouvoirs nationaux, légalité que tous les milieux en question s'empresseront de renforcer afin de s'appuyer sur elle.

Mais, dira-t-on, ne peut-on compter sur le secours des socialistes européens ? Il ne faut pas se laisser prendre aux mots, et voir dans la puissance de la S.P.D., du Labour, des P.S. belge, hollandais, danois, etc., la garantie d'une prédominance de la gauche dans ce Parlement. Lors de leur représentation dans cette Assemblée seront inspirés moins par des considérations sociales, qui résisteront du ressort des Parlements nationaux, que par les rapports de forces internationaux. Les socialistes du Nord seront d'abord anticommunistes et « atlantiques », les travaillistes ne se sépareront jamais de Washington et, du moment où les conditions de vie des travailleurs ouest-allemands ne seront pas directement en cause, les élus allemands, qu'ils soient C.D.U., S.P.D. ou F.D.P., serviront pour l'essentiel la politique américaine, jouant le rôle de relais de Washington en Europe que Bonn n'a jamais cessé de tenir.

Personne ne demandera aux sociaux-démocrates et aux travaillistes de cautionner visiblement un putsch illégal contre leurs camarades français et italiens. L'Assemblée européenne et le super-gouvernement, dominés tous deux par une majorité pro-américaine et anticommuniste, fourniront le cadre légal permettant de s'opposer à une victoire de la gauche en France et en Italie. Avec les progrès de l'intégration, le commandement militaire européen pourra être utilisé pour diviser les forces nationales, prévenir ou mater une percée de ce genre. Très vite, l'armée ouest-allemande pourra jouer le rôle d'une police, d'autant que le poids économique et militaire de la R.F.A. sera prédominant. Mais on n'aura probablement pas besoin d'en venir là. Dès la naissance du Parlement, il servira de champ de manœuvre à la droite française et italienne et à tous les représentants avoués ou clandestins de Washington. Il n'est pas sûr que la gauche française, qui n'a pas résisté en 1958 et 1968 au chantage gaullien, sera capable de résister au déchaînement du chantage européen. Qu'il y ait des majorités de gauche, en France et en Italie, ne posera pas plus que l'opposition d'une majorité de conseil général à la volonté d'un Parlement national.

Dans de telles conditions, on ne peut que s'étonner de l'attitude des communistes italiens et des socialistes français. Les premiers ont au moins une excuse, ils pensent que, sans leur ralliement total au projet européen, les obstacles à leur venue au pouvoir en Italie seront insurmontables. Je crains pourtant qu'ils ne fassent un calcul de dupes. Quant aux socialistes français, qui ne subissent aucune contrainte de cette sorte, on se demande s'ils ont perdu toute clairvoyance. Au P.S., on est souvent européen parce que internationaliste. Argument entièrement abstrait. L'internationalisme, c'est la solidarité avec les travailleurs de tous les pays. Si, en vertu d'un prétendu internationalisme intitulé « esprit européen », on empêche la victoire politique, d'autant que le poids économique et militaire de la R.F.A. sera prédominant. Mais on n'aura probablement pas besoin d'en venir là. Dès la naissance du Parlement, il servira de champ de manœuvre à la droite française et italienne et à tous les représentants avoués ou clandestins de Washington. Il n'est pas sûr que la gauche française, qui n'a pas résisté en 1958 et 1968 au chantage gaullien, sera capable de résister au déchaînement du chantage européen. Qu'il y ait des majorités de gauche, en France et en Italie, ne posera pas plus que l'opposition d'une majorité de conseil général à la volonté d'un Parlement national.

Certains ne répondront qu'on ne peut pas accepter une alliance de fait avec les gaullistes ; argument aussi faible que celui qui consistait naguère à soutenir les guerres coloniales parce que les communistes y étaient hostiles. L'attitude des gaullistes — je parle de ceux qui sont sincères et font jusqu'au bout — est illogique du point de vue des intérêts du grand capital et sans doute sont-ils influencés par d'autres milieux patronaux, moins dangereux politiquement, qui craignent d'être écrasés par l'intégration totale de l'Europe. La tradition gaullienne de non-alignement, le nationalisme classique, jouent aussi. Il y a de tout dans ces motifs, du bon, de l'indifférent et du pire. Mais la gauche française ne devrait-elle pas se féliciter de cette division de ses ennemis, sans laquelle sa liquidation au sein de la nouvelle Europe est à peu près sûre ?

On peut être moins pessimiste, on ne peut pas nier que ces menaces existent. Comment des gens de gauche peuvent-ils alors s'approprier de gaieté de cœur à fermer cette porte sur eux, avant l'installation de gouvernements de gauche établis qui créeraient, à la longue, des faits accomplis et diminueraient les dangers dont je parle ? Ces dirigeants, ces militants, se laissent-ils entraîner par la parole ? Ces dirigeants, ces militants, se laissent-ils entraîner par la parole ? Ces dirigeants, ces militants, se laissent-ils entraîner par la parole ?

Abandonner tout espoir d'une politique étrangère tant soit peu non alignée, faire de l'Europe, dans le cadre de la vaste coalition américaine dont j'ai parlé, le fer de lance du système atlantique, est déjà grave, et les préoccupations des héritiers les plus fidèles de de Gaulle, dans ce domaine, ne sont pas vaines. Mais, pour un socialiste français ou un communiste italien, créer de ses propres mains un barrage européen qui se dressera contre l'arrivée au pouvoir des forces populaires dans nos pays, me paraît confiner à l'inconscience.

Vivre la langue de votre choix.

DEUTSCH
KOLN ZÜRICH

ENGLISH
LONDON BOURNEMOUTH
SOUTHAMPTON TORQUAY
CHICHESTER

ESPAÑOL
MADRID BARCELONA

FRANÇAIS
PARIS LUXEMBOURG

ITALIANO
FIRENZE

Cours intensifs et accélérés pendant toute l'année. Cours de civilisation et langues de spécialité. Programme culturel, visites, excursions, hébergement en famille. Stages de perfectionnement pour l'enseignement des langues.

EUROCENTRES
Renseignements et inscriptions :
Eurocentre de Paris
134, passage Dauphine 75006 Paris
Tél. 525.81.40

ANTHONY
Le spécialiste
de la fourrure et du
cuir pour homme



142 bd St-Germain

Beaux Livres

Art Déco.
Architecture
Beaux Arts

Votre Librairie.

**ART
& CULTURE**


90 rue de Rennes
Paris VI

métro St-Sulpice
autobus 48-95-96 Rennes-Assas,
68-89-94 Rennes-Raspail

I.T.S.
a une bonne raison
de soigner votre séjour
en Tunisie cet hiver :
vous voir revenir l'été prochain.

Pour être certains que vous passerez des vacances idéales, nous avons veillé à soigner le moindre détail dans les hôtels de notre brochure, situés au bord de merveilleuses plages sablonneuses, dissimulés dans des cadres de verdure, et alliant harmonieusement l'architecture locale au confort moderne.

Pour faciliter votre voyage, nous vous proposons au départ de Paris, et des principales villes de province, des vols réguliers, le jour de votre choix, pour le prix d'un séjour en groupe, avec un accueil personnalisé. I.T.S. met même à votre disposition, jour et nuit, des bureaux d'accueil avec ses hôtes, dans tous les aéroports tunisiens ainsi qu'à votre hôtel.




Si vous souhaitez en savoir plus sur le service I.T.S., consultez votre agent de voyages habituel.

Demander notre documentation gratuite à :
International Travel Service 29 rue de Valenciennes
92200 Nanterre/Seine. Tél. 741.28.70 ou 741.44.40

En collaboration avec l'Office du Tourisme Tunisien

**Le cognac Gaston de Lagrange :
les initiés ne s'y trompent pas.**





CEUX qui connaissent vraiment le cognac savent bien qu'à son propos le conservatisme a du bon... Le temps, le soleil, la terre, la vigne font partie de ces choses qu'il serait la fois vain et prétentieux de vouloir modifier. Ainsi, quoi qu'il arrive, le cognac Gaston de Lagrange conservera toujours les qualités qui font de lui un produit qui réclame du temps pour être découvert et un peu de mérite pour être apprécié.

Gaston de Lagrange.
Le cognac qui mérite ses trois étoiles.

**Quitter Paris
à cause des enfants ?
Inutile... Venez.
Antoine et Cléopâtre.**

21 avenue d'Italie, Paris 13°.

Vos enfants ont envie d'avoir chacun leur chambre. Vous avez besoin de calme.

Dans les appartements "grands espaces" de Cléopâtre il y a en réalité deux appartements bien séparés : celui des parents et celui des enfants.

Et pour recevoir, un grand séjour, lumineux, original. Avec vue sur le Panthéon, Notre-Dame ou Montmartre. Des balcons, terrasses pour y dîner les soirs d'été.

Venez visiter l'appartement témoin du 20^e étage.

Tous les jours de 10 h à 13 h et de 14 h 30 à 18 h 30 ; le mardi et le dimanche de 14 h 30 à 18 h 30, en téléphonant à Mme Lévy : 588.13.26.

Antoine et Cléopâtre, c'est une réalisation SEFIMA.

**A TOUS CEUX QUI PENSENT
QU'OBTENIR DES COPIES
DOIT ETRE UNE CHOSE SIMPLE**

FAXIL
de
Gestetner

Documentez-vous dès maintenant : prenez contact avec Gestetner, service 205, 71 rue Camille Groult 94400 VITRY - Tél. 680.47.85

POLITIQUE

DANS L'EST ET LA MISE EN GARDE DU PREMIER MINISTRE

M. Barre : l'attitude de certaines entreprises est suicidaire

Remettant jeudi 25 novembre à M. Barre, président de la Société des arts et métiers, le prix du manager de l'année, décerné par notre confrère le Nouvel Economiste, M. Raymond Barre a notamment déclaré :

« La réussite de son entreprise n'a pas reposé sur des supputations politiques, sur l'attente de concours de l'Etat ou sur quelques manœuvres professionnelles. Il la doit à ses capacités d'initiative, d'organisation, d'adaptation et d'adaptation. »

« (...) Votre entreprise est là pour prouver, avec quelques autres, qu'il y a en France des entreprises saines et propres, faisant bon usage des profits qui sont la récompense de leur efficacité, et qu'il y en a même dans les temps difficiles. La France traverse de tels temps. Ne nous dissimulons pas la gravité de la situation actuelle. »

M. Barre a poursuivi : « Le gouvernement a adopté un programme de lutte contre l'inflation. Son objectif est double : réduire la hausse des prix, redresser notre balance commerciale. Il entend le faire sans recourir à la déflation et sans utiliser le chômage comme instrument de la restauration de nos équilibres. Pour atteindre cependant ces objectifs, il faut que nos entreprises soient actives. Elles bénéficieront effectivement d'un cours du franc favorable aux ventes à l'étranger. Il leur appartient donc d'exploiter cette situation sur les marchés extérieurs. »

Leçon de prudence

« Nos entreprises doivent investir. (...) Elles doivent, toutes les fois qu'elles le peuvent, créer des emplois. La politique de la main-d'œuvre ne saurait se ramener au seul examen des possibilités de licenciements. Il est vrai que les hausses de salaires excessives consenties dans la mesure insensée à développer l'embauche. (...) Mais une économie d'entreprise qui se désintéresserait du problème du chômage ne répondrait pas à la mission qui est d'assurer au plus grand nombre un emploi ; elle serait vite submergée par les tensions sociales et remplacée par une économie étroitement contrôlée. »

« On me dira sans doute qu'il faut au préalable (...) relancer l'économie. N'est-ce pas là cependant une nouvelle tentative pour éluder les difficultés par la fuite en avant ? La leçon de la relance

de l'économie en septembre 1975 n'a-t-elle donc pas été tirée ? Après quelques mois de reprise de l'activité, ne nous retrouvons-nous pas avec les mêmes problèmes qu'au début de l'année ? »

« (...) On explique que telle entreprise attend la fin du gel des prix pour remonter ses barèmes, que telle autre attend que le gouvernement ait précisé sa politique salariale pour engager ses propres négociations, que telle autre, enfin, attend pour embaucher et investir que l'Etat relance l'économie. Ces attitudes sont, permettez-moi de vous le dire sans ambages, suicidaires. Les entreprises n'ont pas à attendre pour agir les résultats de telle ou telle consultation électorale, les conclusions de telle ou telle réunion politique. Les consignes d'action de telle ou telle organisation professionnelle ou syndicale. La seule voie à suivre, c'est de s'engager résolument dans la lutte contre la hausse des prix, d'entreprendre courageusement les efforts d'adaptation qu'exige le retour à une croissance saine ; c'est, pour chaque chef d'entreprise, d'aller au-devant de son personnel, d'expliquer la situation avec honnêteté et patience et de mettre un terme à tous les laxismes. »

« Si tous attendent que l'autre commence, alors la France risque de s'engager dans un regrettable processus qui la conduira à la régression. Les décisions prises ces jours et les mois qui viennent seront décisifs. »

« A ceux qui voudraient que les résultats du programme de lutte contre l'inflation soient obtenus instantanément, je dis que les prochains mois seront difficiles. (...) A ceux qui attendent une relance globale et prochaine de l'activité économique, je dis que le gouvernement se gardera de toutes mesures incompatibles avec le redressement de notre économie. »

« On bien le pays se ressaisira et acceptera avec patience et continuité l'effort et la discipline auxquels le gouvernement l'invite, ou bien il trouvera au bout d'un certain temps, le collectivisme, les contrôles et l'isolement. »

La menace de M. Durafour

(Suite de la première page.)

Plusieurs responsables de grands cafés parisiens doivent passer en jugement pour hausses illicites. Les contrôles montrent que la réglementation des prix est de moins en moins bien respectée. Le pourcentage d'irrégularités étant passé de 3,3 % au début d'octobre à 4,4 % actuellement.

C'est un signe qui inquiète le gouvernement. Il prouve une chose : autant l'engagement pris par M. Ceyrac — « patron des patrons » — de participer au plan de lutte contre l'inflation a probablement sensibilisé les responsables des « grandes » entreprises à la nécessité de freiner les hausses de prix et des salaires, autant le monde des petites entreprises — celui des petits artisans, des petits commerçants et des prestataires de services — est resté assez indifférent.

Pour deux raisons. Les « petits »

de choix opérés auparavant pour plaire aux « petits ». Bien sûr, les mauvais résultats d'octobre — comme ceux, probables, de novembre — ne doivent pas être imputés en totalité aux petites et moyennes entreprises. Mais il est certain que M. Barre commence à éprouver la résistance d'une catégorie socio-professionnelle qui n'accepte pas — on mal — de prendre à son compte les exigences de l'heure, persuadée qu'elle est que le pouvoir changera de cap dès que l'activité économique se tassera un peu trop.

Le ton acerbe employé par M. Barre jeudi après-midi, à l'occasion de la remise du prix de manager de l'année est significatif : le pays arrive à l'heure où les choix faits en septembre de mandant à être ou confirmés ou infirmés. Le premier ministre hausse le ton pour assurer que

plan commencent seulement à jouer, c'est beaucoup. Comment les propos de M. Barre sur la limitation, en 1977, des hausses de salaires et des revenus pourraient-ils être pris au sérieux, alors que l'année se termine presque « en catastrophe » ? Ou bien le blocage des prix est venu trop tard, ou bien l'annonce d'une limitation des hausses de revenus est venue trop tôt. Mais, assurément, quelque chose ne va pas. Cela d'autant plus que ce sont encore les prix de l'alimentation — ceux que connaissent le mieux les ménagères — qui ont le plus augmenté : +1,3 % en octobre, +11,3 % en un an. Calculée sur les trois derniers mois connus, le rythme annuel de hausse frôle les 20 % dans ce secteur (+19,7 % exactement). Enfin, les services continuent eux aussi à grimper : le prix du taxi a augmenté de +0,9 % en un mois, 11,3 % en un an.

En novembre, le résultat de l'indice risque d'être plus mauvais encore, à cause du relèvement — très fort — des prix de l'énergie. Décembre pourrait — le conditionnel s'impose — apporter un premier bon résultat.

M. Barre n'est décidément pas au bout de ses peines, son principal problème étant, maintenant, que le fer est rouillé, de ne pas se croire « lâché », en chemin par ceux qui, pour reprendre le mot du président de la République, l'ont appelé pour combattre « enfin sérieusement » l'inflation.

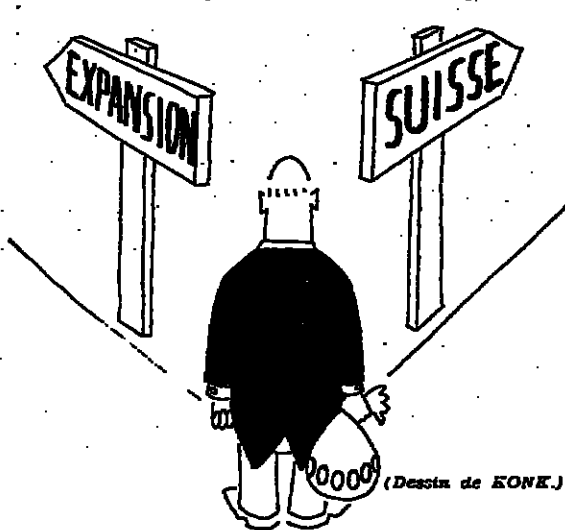
ALAIN VERNHOL.

UN COMMENTAIRE

LES ECHOS : un grief maladroît et excessif.

Sous le titre : « Un grief maladroît et excessif de M. Barre : l'attentisme », l'éditorial des Echos reproche au premier ministre de « noter le tableau » ce qui « accroît inégalement l'attentisme et la morosité ». Le langage (de M. Barre) exaspère les responsables de l'Etat dans la conduite de l'économie, ainsi que les entreprises, qui met aux moyens d'action des entreprises. Il n'est « guère fait pour restaurer ou pour entretenir la confiance des patrons. Ils trouvent que les résistances pèsent. En outre, le don qu'emploie le premier ministre n'est pas davantage fait pour ramener la confiance. Avant hier, il, lorsqu'il les parlementaires comme des écoliers chahuteurs ; hier, il faisait la leçon de morale aux chefs d'entreprise fuyés indisciplinés. »

Flavie Loezard écrit de son côté, dans le même numéro : « En tout, on a procédé par vaines hésitations : freinage à mort puis accélération au plancher. (...) En réalité, on n'a pas dit la vérité au pays. (...) M. Barre commence à le dire. Pourquoi le président de la République ne s'expliquerait-il pas, lui aussi, clairement et courageusement, là-dessus, mettant le poids de son autorité et de sa dialectique au service d'une lutte anti-inflation qui, pour aboutir, doit être assumée par l'ensemble de la collectivité ? »



(Dessin de KONE.)

vivent et travaillent souvent durement, ce qui explique l'impression — malgré des revenus assez souvent confortables — de ne pas être concernés par un plan qui ne devrait toucher — selon eux — que les riches et les oisifs. La seconde raison est que les gouvernements qui se sont succédés depuis cinq ou six ans les ont confortés dans ce sentiment. On se souvient peut-être du ballet en mai 1970, le jour où M. Giscard d'Estaing et Chirac en 1973, le premier taxant les commerçants, le second adoucissant cette taxation aussitôt que le ministre des finances de l'époque eut tourné le dos (il était parti à l'exposition française de Kuala Lumpur). Quelle victoire pour les commerçants auxquels une preuve supplémentaire était donnée qu'il suffisait de brandir la menace d'une grève pour qu'aussitôt le pouvoir cède.

On pourrait rappeler aussi en 1970, la « démission » déguisée de M. Fourcade, alors directeur des prix, « écorné » par la décision de M. Marcellin — alors ministre de l'Intérieur — de bloquer les créances de super et d'hyper marchés. M. Fourcade avait basé sa politique de prix sur la concurrence. Aux premiers grincements de dents, « on » lui donnait tort, pour ne pas s'aliéner les voix des F.M.E. La récente affaire de la patente est aussi le juste retour

rien n'est changé et qu'il va de fait bien car l'affaire de la taxe professionnelle a pu faire croire un moment qu'on s'apprêtait ici ou là à faire marche arrière. L'enjeu est que le patronat exprime clairement son problème : il ne nous sera pas possible d'embaucher — ni même de conserver tout notre personnel — si l'activité ralentit à quoi M. Barre répond : « Investissez, exportez et tout ira mieux. » On en est là dans ce dialogue qui commence à être celui de sourds.

Que va-t-il se passer ? En octobre, l'indice des prix de détail (171,8) a augmenté de 0,9 %, ce qui porte à 9,9 % la hausse en un an. La limite des 10 % annuels — importante sur le plan psychologique — sera très probablement dépassée en 1976. Depuis trois mois, les prix augmentent au rythme annuel de 11,7 %. Même si les effets du

Djerba au Médina Club, c'est différent.

Parce que : l'hôtel Médina Club est conçu comme un village mauresque.
Parce que : il donne directement sur une plage de sable fin (équipement sportif complet).
Parce que : il est entouré d'un parc de 7 ha.
Parce que : le confort y est irréprochable.
Parce que : la cuisine (tunisienne et internationale) y est très soignée.
Parce que : la semaine (voyage et séjour) ne coûte que 1275 F.

Renseignements :
République Tours
61 rue de Malte
75541 Paris
Cedex 11
Tél. : 355.39.30
ou votre agent de voyages



Je désire recevoir gratuitement votre documentation
Nom _____
Adresse _____
Ville _____
Code postal _____

Votre caban croisé
"loup de mer",
doublure
matelassée :
370 F

mac
orley

80, RUE SAINT LAZARE
au N° 107, le parking "lambel" gratuit pendant 1 heure.

Chercher dans le 16^e pour
pouvoir recevoir ? Inutile... Venez.
Antoine et Cléopâtre.

21 avenue d'Italie, Paris 13^e

Certains appartements de Cléopâtre sont des duplex de 150 m² d'autres, des appartements de 4, 5, 6 ou 7 pièces de grande surface.
L'espace de réception, spacieux, original, agrandi par les balcons, terrasses, donne à vos soirées le charme des cadres inhabituels : vous y ferez découvrir à vos invités la vue de Notre-Dame, Montmartre ou Vincennes tout en dînant sur

le balcon... les soirs d'été.
La réception séparée « vos appartements » de ceux des enfants afin que personne ne gêne personne, et qu'il fasse bon vivre à Cléopâtre.
Venez visiter l'appartement témoin du 20^e étage. Tous les jours de 10 h à 13 h et de 14 h 30 à 18 h 30, le mardi et le dimanche de 14 h 30 à 18 h 30 en téléphonant à Mme Lévitin : 588.13.26.

Antoine et Cléopâtre, c'est une réalisation SEFIMA.

autriche le pays qui fête l'hiver...
...par l'autoroute de l'est,
à 130 km à l'heure
vers ses villages de neige

VIVEZ CHEZ VOUS COMME A L'HOTEL

Bien plus qu'un très bel appartement, la Résidence-Club de Neuilly vous offre une certaine façon de vivre. Les services qu'elle offre sont adaptés aux besoins de notre époque : personnel d'accueil pour la réception, service de repas dans la salle à manger ou dans votre appartement, standard téléphonique pour prendre les communications, service d'assistance médicale avec infirmières et bien d'autres commodités appréciables comme celle de recevoir vos amis dans une petite salle à manger avec le concours du traiteur de la Résidence.
Dans les années à venir, cette formule de Résidence-Club se généralisera car tous ceux qui, les premiers auront connu la satisfaction d'y vivre, en seront les meilleurs propagandistes. Ce sera donc un placement sûr.

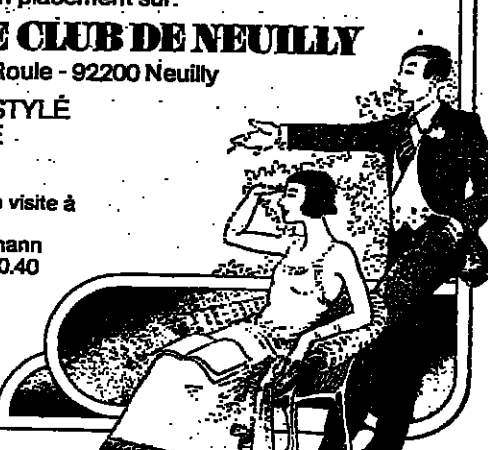
RESIDENCE CLUB DE NEUILLY

137-145, avenue du Roule - 92200 Neuilly

UN PERSONNEL STYLE
A VOTRE SERVICE
TOUTE L'ANNEE.

Envoyer votre carte de visite à
Monsieur DANIEL FEAU
132, Boulevard Haussmann
75008 Paris. Tél. : 261.80.40

D.FEAU
appartements
Réalisation SOFAP
et SOGEPROM.



مكتبة ابن القيم

Féerie de la fourrure

aux FOURRURES DU NORD

CADEAU
10%
escompte spécial
FETES

COLLECTION PRESTIGE 76-77

Les plus belles pelleteries du monde, avec label d'origine
(vison Black Diamond, Black Glama, Emba, Saga, Majestic, etc.,
Zibeline de Russie, Chinchilla, Breitschwanz, Astrakan Swakara, etc.)

MANTEAUX LONGS et ROBES DU SOIR

Vison blanc, Vison Blackglama, Rowalla, Renard, Breitschwanz, Chinchilla.

MANTEAUX

Vison ranch	7.850f	7065f
Vison pastel	8.750f	7875f
Vison Koh-I-noor	9.250f	8325f
Castor du Canada	9.250f	8325f
Astrakan Swakara	5.750f	5175f
Astrakan pleines peaux	3.850f	3465f
Ragondin	4.250f	3875f
Weasel	4.250f	3875f
Rat d'Amérique	4.850f	4365f
Queues de Vison	4.650f	4185f
Murmel	4.250f	3825f
Opossum	2.850f	2565f
Patte d'Astrakan	2.150f	1935f
Yemen	1.750f	1575f

MANTEAUX

Mouton doré	1.650f	1485f
Patte de Kalgan	2.250f	2025f
Flanc de Marmotte	1.450f	1305f
Lapin fantaisie	1.650f	1485f
Lapin diffusion	1.250f	1125f

PRESTIGE

Vison Pearl	18.250f	16425f
Vison Blackglama	25.750f	23175f
Vison Lunaraine	28.750f	25875f
Vison Emba	32.500f	29250f
Vison Black Diamond	32.500f	29250f
Chinchilla	47.500f	42750f
Zibeline	75.000f	67500f

Service après-vente

Reprise en compte de vos fourrures actuelles au plus haut cours
Les plus larges facilités de paiement

Pour participer à l'opération de sauvegarde des félins tachetés
en voie de disparition, aucune fourrure, panthère, ocelot,
tigre, guépard, léopard, jaguar, ne sera vendue.



115, 117, 119 Rue LAFAYETTE
PARIS. 10^e
Près GARE du NORD

100 Avenue PAUL DOUMER
Angle Rue de la POMPE
PARIS. 16^e. Métro MUETTE

MAGASINS OUVERTS TOUS LES JOURS de 9h à 19h SANS INTERRUPTION sauf le dimanche

CALVITIE?

ZERO FOULGARD

est une nouvelle méthode de remplacer vos cheveux perdus, maintenant disponible en France. Pour recevoir tous renseignements veuillez envoyer le coupon.

Nom _____
Adresse _____

HAIR TRANSPLANT INTERNATIONAL
502, Ecclesall Rd., Sheffield, G-8.

E. PEYNAUD
Connaissance et travail du vin dunois

76 F

ANGLETERRE
NOËL 76 - ÉTUDIANTS

LOGEMENT EN FAMILLE (cours, conférences, excursions...)
795 F

+ voyage PARIS-PARIS : 250 F
APPRENDRE ET VIVRE
2, rue de l'Éclair 12240, Bourges-la-Roche
Tél. 702-47-71

J. AUBOUIN, R. BROUSSE, J.P. LEHMAN
Précis de géologie

Tome 1 : Pétrologie
Tome 2 : Paléontologie, stratigraphie
Tome 3 : Tectonique, tectonophysique, morphologie

chaque tome 150 F
dunod

ÉDUCATION

AVANT LES ÉLECTIONS UNIVERSITAIRES

Les étudiants modérés éprouvent des difficultés à se regrouper

Le secrétariat d'État aux universités a-t-il cherché, ces dernières semaines, à favoriser, avant les élections universitaires, le regroupement des étudiants modérés dans un seul syndicat ? Certaines rumeurs, circulant dans les rangs mêmes de la majorité, font état d'une telle éventualité que, pour sa part, l'entourage de Mme Alice Saunier-Seïté dément.

Traditionnellement, les ministres de l'éducation nationale ont cherché à faire place aux mouvements d'étudiants hostiles au gouvernement en privilégiant leurs adversaires. Sans remonter jusqu'à Christian Fouchet ou peut-être M. Edgar Faure, avec le Comité de liaison étudiant pour la rénovation universitaire (CLERU), récemment passé avec son dernier carré de militants chez les socialistes du Comité pour un syndicat des étudiants de France (COSEF) ; MM. Olivier Guichard et Joseph Fontana, avec l'Alliance des mouvements réformistes universitaires (AMRU), aujourd'hui disparue. Et, en 1975, M. Jean-Pierre Solson, alors secrétaire d'État aux universités, avait un instant songé à demander aux jeunes giscardiens de former « la troisième composante » du Comité de liaison des étudiants de France (CLÉF).

Un appel aux « libéraux »

A son tour, Mme Alice Saunier-Seïté a lancé un appel, le 18 novembre, au cours d'une conférence à la mairie du seizième arrondissement de Paris, aux « étudiants et enseignants libéraux », pour qu'ils « s'organisent et s'opposent dans le cadre des élections universitaires aux minorités collectivistes ». Selon certains étudiants membres de l'U.D.R., le « soulèvement de regroupement » de la part du secrétariat d'État se serait appuyé sur la création récente — et semble-t-il encore inconnue — d'une nouvelle organisation, le Syndicat des étudiants de France (SEF).

Selon ses statuts déposés le 12 octobre, ce mouvement adhère à l'Union nationale interuniversitaire (UNI), qui affirme diffuser son journal à quarante-cinq mille exemplaires

mais a obtenu 0,79 % des sièges étudiants aux élections des conseils d'université en 1975. Il entend « encourager une nouvelle relation d'enseignement et, coïncider à l'intégration harmonieuse de l'université, et des étudiants dans l'économie et la société modernes », et inscrit également à son programme « la défense des intérêts matériels et moraux des étudiants, de même que l'organisation de cette défense ».

L'UNI affirme que le secrétariat d'État aux universités est étranger à cette affaire. Selon les responsables de cette organisation, qui rassemblent des étudiants, des parents d'étudiants et des enseignants, « les étudiants de l'UNI ont des problèmes spécifiques et émettent le vœu de se rassembler ». Le SEF pourrait regrouper, outre les étudiants de l'UNI, des adhérents de mouvements locaux et des étudiants de la majorité.

Trop marquée à droite ?

Il semble que la division qui règne dans le camp modéré — et qui reflète pour une part les problèmes de la majorité — ait conduit le secrétariat d'État à renoncer à prendre une part active dans le regroupement de ces mouvements.

Ensemble, les organisations nationales modérées ou de droite n'ont obtenu que 10 % des sièges étudiants, contre 50 % à l'UNEF ex-Renouveau. Les 40 % de sièges restants sont répartis entre des associations laïques de défense des intérêts étudiants ou les « corps » des disciplines médicales ou scientifiques qui se tiennent prudemment à l'écart des « appareils ».

Malgré l'approche des élections universitaires, jeunes gaullistes ou giscardiens et associations ne se retrouvent que pour condamner toute nouvelle tentative de rapprochement. L'UNI, en particulier, garde mauvaises grâces. « Bien que des gaullistes aient participé à sa création, cette association est trop marquée à droite », confie un responsable U.D.R.-Jeunes.

L'U.D.R.-Jeunes (qui affirme représenter environ dix mille adhérents dans les universités) a pour principal souci aujourd'hui d'étendre son audience dans le cadre du « rassem-

blement » proposé par M. Jacques Chirac. A cette rentrée, elle compte développer ses sections parisiennes (notamment par la création d'un centre de documentation) et « sur un plan plus général », demande à ses membres de renforcer le CLÉF (fédération d'associations nationales qui a obtenu 2,53 % des sièges étudiants aux élections des conseils d'université en 1975).

Les jeunes giscardiens privilégient eux aussi l'activité politique dans l'enseignement supérieur. Les responsables de Génération sociale et libérale (qui affirme regrouper près de quinze mille étudiants et lycéens) ont en effet choisi, depuis leur conseil national de juin dernier, de « créer des structures d'accueil politiques dans les universités ».

Du côté des associations, la situation à l'approche des élections universitaires est similaire : la Fédération nationale des étudiants de France (FNEF, 0,47 % des sièges étudiants lors des dernières élections aux conseils d'université), que le secrétariat d'État a privée cette année de subventions, ne développe plus son audience malgré — ou à cause de — sa critique constante de l'action de Mme Saunier-Seïté ; et le CLÉF est travaillé par des conflits de tendances provoqués principalement par les étudiants gaullistes.

Reste l'UNI, que les graves contre la réforme du deuxième cycle ont rapproché du secrétariat d'État : c'est la seule organisation à soutenir ouvertement la politique de « redéploiement » de Mme Saunier-Seïté. Les responsables de l'UNI envisagent d'ailleurs d'inciter les enseignants des universités de Nantes et de Toulouse-Mirail à demander leur départ, comme l'ont déjà fait des enseignants de droit de Paris-X (Nanterre) et d'Amiens, et souhaitent la suppression de l'université de Vincennes.

L'UNI devrait être la seule organisation « modérée » à présenter un grand nombre de candidats aux prochaines élections. Pour les autres, la « bataille électorale » se réduira, une nouvelle fois, à la négociation serrée des listes d'union.

PHILIPPE BOGGIO.

Les effectifs des classes maternelles

LE SYNDICAT DES INSTITUTEURS EN APPEL AU PREMIER MINISTRE

M. Guy Georges, secrétaire général du Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège (S.N.I.-P.E.G.C.), a écrit au premier ministre, le 19 novembre, pour attirer son attention sur « la situation particulièrement grave qu'a créée le ministre de l'éducation en revenant sur (ses) engagements ». Ceux-ci portaient sur les effectifs des classes maternelles, la définition de la fonction des maîtres formateurs, l'indemnisation des frais professionnels pour les titulaires remplaçants (« le Monde » du 14-15 novembre). La question des effectifs dans les maternelles avait déjà été, lors du débat budgétaire, à la fin de l'échange entre M. Louis Mermant (P.S.) et M. René Haby (« le Monde » du 19 novembre). Le premier accusait le ministre d'être revenu sur ses engagements. Le second avait répliqué que c'étaient les sections départementales du S.N.I. qui avaient mal interprété ses circulaires à ce sujet.

« Nous nous interrogeons, écrit M. Georges, sur les raisons qui conduisent le ministre de l'éducation à faire resurgir aujourd'hui des problèmes auxquels des solutions acceptables ont été récemment apportées. Est-ce là une attitude nouvelle qui découle d'orientations arrêtées par le gouvernement ? »

« Notre syndicat, ajoute-t-il, ne change en rien sa ligne de conduite qui s'appuie sur la recherche de la négociation (...). Il n'y a plus de discussion possible si l'une des parties revient sur ses engagements ».

Le S.N.I. demande au premier ministre de « rétablir » ou de « confirmer » les dispositions arrêtées avec le ministre de l'éducation et précise qu'il n'acceptera « en aucun cas la situation créée » par M. Haby.

Libres opinions

L'ART DE NÉGOCIER

par GUY GEORGES

On ne dira jamais assez la richesse et les ressources de la langue française. On pourrait, par exemple, penser que négocier, c'est tout bonnement traiter avec quelqu'un, agir auprès de lui en faveur d'un tiers, de toute façon essayer d'aboutir à un accord. Cela est clair. Et puis, vous vous apercevrez qu'on peut négocier un virage : c'est-à-dire, selon le dictionnaire, manœuvrer de manière à bien prendre le virage.

Le ministre de l'éducation se serait-il mis en tête depuis peu de faire quelques variations sur le thème ? La question n'est pas gratuite. Qu'en on juge !

Depuis près de deux ans, le ministre s'est donné comme objectif de limiter à trente-cinq le nombre d'élèves par classe maternelle. Deux acceptations. Une étape. Afin que nul n'en ignore, il l'a écrit à six millions d'exemplaires dans un petit dépliant à l'usage des parents ; fort bien. L'est-il « des moyens nécessaires » est identique du côté du ministre du négoce. Voilà toutes les conditions remplies pour une négociation positive. Il faudra pourtant huit mois d'efforts et quelques menaces d'action directe pour que le ministre publie, enfin, le 14 mai 1976, un texte signé de sa main où figure la concrétisation de ses engagements : « J'ai décidé d'abaisser le seuil d'ouverture à trente-cinq élèves inscrits à partir de la rentrée de 1976. » Voilà une base administrativement solide ; sublimons les récentes passées. 5 octobre 1975 : nouvelle circulaire, qui gomme la précédente : « La norme de trente-cinq élèves présents, et non inscrits, doit être retenue à titre transitoire. » Nous voilà revenus un an en arrière ! Il n'y a guère que le ministre pour prétendre que c'est du pareil au même !

Autre exemple. Le ministre accepte, le 12 juillet, de définir d'une manière nouvelle le service des maîtres formateurs, instituteurs qui interviennent dans la formation professionnelle des maîtres, en liaison avec les écoles normales. Des moyens existent qui permettront de diminuer leur temps de présence dans les classes avec les enfants pour augmenter d'autant leur participation à la formation des élèves maîtres. Encore une perspective de solution ! L'engagement est pris : une circulaire est rédigée ; la signature du texte est imminente, le 20 septembre au dire du ministre. Les moyens sont ventilés dans les inspections académiques sur instruction ministérielle. Or cette signature ne viendra point... car le ministre change d'avis en chemin.

L'affaire est sérieuse. Elle touche à la conception que l'on se fait de la négociation, au respect qu'elle exige de l'accord réalisé. Les diatribes, les insultes mêmes, telles qu'elles apparaissent au travers du débat budgétaire, n'y changent rien. Elle n'est à coup sûr jamais été de bons arguments et n'ont jamais modifié la réalité des choses.

Le Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège a toujours recherché le règlement des problèmes par la discussion, la négociation. Sinon à quoi servirait l'action syndicale, en quoi serait-elle efficace ? Mais ce serait une grossière bêtise de miser sur une éventuelle faiblesse de sa part ou d'imaginer que notre syndicat pourrait transiger avec les engagements pris à son égard.

Si le ministre de l'éducation s'attache davantage à négocier ses virages qu'à décider, il faut qu'il dise où il veut en venir. Et que vaut l'une d'une concertation dont il prétend se faire le champion ?

Dans le lot des explications embarrasées, on invoque tout d'un coup l'intérêt des enfants. Le ministre aurait dû, selon ses propres termes, « céder en 1973 », « accepter les conditions des enseignants... » pour éviter une grève — dans l'intérêt des enfants ! Voilà qui est singulier ! Est-ce à dire qu'un demandeur d'une classe maternelle soit désormais créée à partir de trente-cinq élèves au lieu de cinquante, le S.N.I.-P.E.G.C. aurait agi contre l'intérêt des enfants ? Est-ce à dire qu'en acceptant — sous la contrainte ! — une norme qu'il avait lui-même avancée, le ministre aurait agi contre l'intérêt des enfants et ne s'en aviserait que maintenant ?

Donner à la formation des futurs instituteurs des possibilités d'enrichissement acceptées en juillet deviendrait subitement nébuleux en novembre ?

Tout cela ne résiste guère à une rapide réflexion.

Le S.N.I.-P.E.G.C. attache toujours du prix à ce que les négociations qu'il mène ou dont il demande l'ouverture conduisent à une amélioration du fonctionnement de l'école, dont, à coup sûr, les élèves tireront profit. Et il rassemble comme une injure à la profession qu'il représente cet argument selon lequel l'enseignement public doit se résoudre, comme d'autres activités, à l'austérité.

Qu'on le dise donc clairement, si tel est le cas ! L'attitude de M. Haby n'est-elle qu'un aspect de la politique actuelle du gouvernement ou l'illustration d'une conception nouvelle et personnelle de la négociation ?

Relève-t-elle de la provocation ? Voudrait-elle nous amener à voir les benderoles, dont M. Haby parlait avec tant de mépris le jour de la rentrée ? Si l'on veut nous entraîner dans ce jeu dangereux de la petite guerre, où l'intérêt des enfants compterait pour si peu, sans aucun doute, le S.N.I.-P.E.G.C. a assez d'arguments et de moyens pour faire front.

A moins que, la sagesse aidant, l'on en revienne aux premiers engagements.

Un événement dans le monde du salon cuir : Pour la première fois en France, un grand magasin se spécialise dans une seule et unique activité : le siège cuir. Visitez en libérant en toute liberté CUIR CENTER, le « salon des salons cuir ». Découvrez en avant-première la plus vaste sélection des meilleures productions internationales de sièges.

CUIR CENTER

Une opération prix vérité sur le cuir. En réunissant cent salons cuir sur une même surface, CUIR CENTER peut offrir au client des prix qui restent le cuir véritable au prix du tissu (les exemples ci-dessous en témoignent). Venez vous en assurer en explorant jusqu'à 22 h le monde vivant du cuir authentique.

SEUL A PARIS: 100 SALONS CUIR EN EXPOSITION

de 4.000 à 6.000 f.

Copacabana, Sully

Un salon cuir « texas » 5 places. Prix d'ouverture 3950 f. quantité limitée.

de 6.000 à 9.000 f.

Bahia, Ambrose

de 9.000 à 11.000 f.

Chenonceaux, Chambord

de 11.000 à 15.000 f.

Balmoral, California, Miami

de 15.000 à 20.000 f.

Cherry, London, Philadelphia, York

Vous êtes résolument moderne, vous êtes amateur de style anglais ou rustique, toute décision d'achat d'un salon doit être précédée par une visite au CUIR CENTER, le magasin référence du siège cuir. Grandes facilités de paiement. Nos prix s'entendent toutes taxes comprises. Livraison gratuite 100 km. Garantie contre tout vice de fabrication.

LE CUIR DÉFIE LE TEMPS, LE CUIR CENTER DÉFIE LES PRIX

176 à 182 boulevard de Charonne 75002 PARIS
Ouvert tous les jours de 10 h à 22 h 30
Cours de 10 h à 12 h 30 - Cours de 19 h à 22 h 30
RER: Nation - Métro: Alexandre Dumas - Philippe Auguste

Opel City

LAMARX AUTOMOBILES S.A.
103, rue de la République - 93100 ROUBAIX
PARIS 18: Tél. 076.80.92

Le Monde

Service des Abonnements
75201 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
30 F 100 F 220 F 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
100 F 300 F 520 F 600 F

ÉTRANGER (par mandat)
L. - BELGIQUE - LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
125 F 220 F 330 F 440 F

II. - TUNISIE
140 F 300 F 440 F 590 F

Par voie aérienne
télégramme sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal ou virement bancaire doivent joindre ou cliquer à leur demande.

Changements d'adresse (à l'initiative ou par l'éditeur) : nos abonnés sont informés à l'avance de leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de réviser tous les noms propres en capitales, d'orthographe.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Géants : Jacques Savat, directeur de la publication, Jacques Savat.

Imprimerie du « Monde »
S. r. l. des Jellies
PARIS-IX

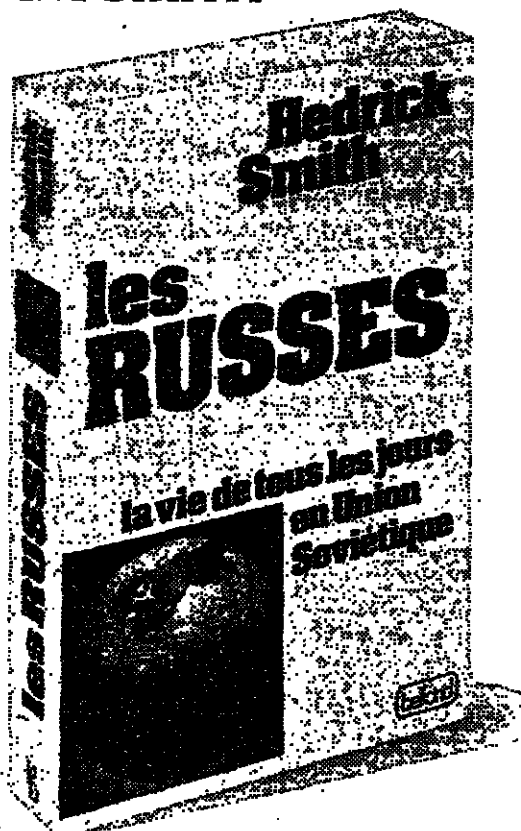
Reproduction interdite de tous droits, sans accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications : n° 5747.

belfond

APRÈS "LES RUSSES" de HEDRICK SMITH

La vie
de tous les jours
en
UNION SOVIÉTIQUE

depuis 6 mois
sur les listes
des "best-sellers"



Pierre Belfond présente :

"7 ANS À CUBA"

38 MOIS DANS LES PRISONS DE
FIDEL CASTRO

par PIERRE GOLENDORF

Photographe, membre du
Parti Communiste français,
installé à Cuba, marié à une
Cubaine, Pierre Golendorf
est arrêté en Septembre 1971
par la police de Fidel Castro.

Accusé, sans la moindre
preuve, d'être un agent de
la C.I.A., interrogé pendant
six mois jour et nuit, Pierre
Golendorf est jugé et
condamné à dix ans de
prison.

Libéré après plus de trois
années d'internement,
il raconte et la Révolution
Cubaine, à laquelle il a
conservé toute sa foi, et le
"Goulag Tropical" qui l'a
marqué dans son âme et
dans sa chair.

Un témoignage
véritablement exceptionnel.



collection
"Ligne de Mire"
dirigée par
André Bercoff.

belfond

ÉDUCATION

Les suites des grèves du printemps

L'U.E.R. de philosophie de Bordeaux est fermée jusqu'à nouvel ordre

De notre correspondant

Bordeaux. — M. Robert Escarpit, président de l'université de Bordeaux-III, a pris mercredi 25 novembre la décision de fermer jusqu'à nouvel ordre l'unité d'enseignement et de recherche de philosophie, les cours de deux professeurs de l'U.E.R. ayant été plusieurs fois interrompus par des étudiants d'extrême gauche. Ces professeurs avaient porté plainte au printemps contre huit étudiants auprès du procureur de la République pour violences. Après enquête, cette plainte n'avait pas eu de suite, les faits n'ayant pas été établis. Mais les deux professeurs avaient porté l'affaire devant le conseil de discipline de l'université. Celui-ci a refusé, par deux fois, de prendre des sanctions. Les deux professeurs viennent à nouveau de demander la traduction d'un des huit étudiants — le seul demeuré à l'université — devant le conseil de discipline qui doit se réunir le 29 novembre.

En attendant, des étudiants d'extrême gauche bivouaquent dans la salle des actes de l'université et bloquent les secrétariats des premier et deuxième cycles, en signe de protestation, non seu-

lement contre le conseil de discipline, mais aussi contre « les professeurs réactionnaires et fascistes qui font des cours directs ». Cent quatre-vingts étudiants ont signé une lettre dans laquelle ils reconnaissent avoir participé aux bouillottes qui avaient fait l'objet de la plainte et de l'appel au conseil de discipline.

La réouverture de ces faits anciens semble surtout viser le président de l'université. Du côté de l'Union nationale interuniversitaire ou des enseignants autonomes de Bordeaux, on reproche à M. Robert Escarpit de n'avoir jamais fait appel à la police à l'extérieur du campus lors de la grève de l'an dernier.

M. Escarpit, pour sa part, regrette que des affaires de cette sorte prennent autant d'importance, et juge plus grave que le déficit de fonctionnement de son université soit de 299 000 francs et qu'on ne lui ait pas versé 137 000 francs d'heures supplémentaires qu'il estime dues à l'université : « C'est une injustice. Il s'en produit tous les jours, et c'est encore le plus sûr moyen de descendre en flammes les présidents de gauche. » — P. C.

LE SNES LANCE UN MANIFESTE EN FAVEUR DE L'ENSEIGNEMENT DE SECOND DEGRÉ

Le syndicat national des enseignants de second degré (SNES), le deuxième par son importance des syndicats de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), a lancé jeudi 25 novembre une campagne pour « la défense et la promotion du second degré ».

Un manifeste, mis au point au cours du conseil national du SNES, qui est s'est tenu mardi 23 et mercredi 24 novembre, illustre les options fondamentales du syndicat, regroupées selon deux grands thèmes : « Un enseignement de qualité pour tous » et « Révaloriser le métier d'enseignant ».

Cet appel, que le SNES adresse « aux jeunes, à leurs parents, aux travailleurs et à tous les démocrates », sera discuté et enrichi d'exemples locaux dans les mois qui viennent.

Tout en précisant que, pour autant, le SNES ne désertera « aucun des autres fronts de lutte », ses responsables soulignent l'importance que revêt à leurs yeux cette campagne.

● Intervention de la police à Corbeil. — La police est intervenue jeudi 25 novembre dans l'enceinte du lycée de Corbeil (Essonne) pour dégager les abords du bureau du proviseur, M. de Miceli, devant lequel manifestaient cinquante à soixante élèves. Selon des témoignages d'élèves et d'enseignants, les protestataires réclamaient un lieu de réunion : un baraquement consacré auparavant à cet usage a été rasé. M. de Miceli, lui, affirme qu'il s'agit là d'une provocation du Mouvement de la jeunesse communiste, mécontent de n'avoir pu tenir le 19 novembre dans le collège technique annexé au lycée une réunion à laquelle un tract avait appelé la veille. Le SNES de Versailles a immédiatement protesté contre cette intervention de la police.

Pour leur part, les professeurs indépendants du lycée qualifient d'« inopportune » cette intervention qu'ils décrivent comme la conséquence de « manifestations renouvelées de groupes d'élèves se réclamant des Jeunes communistes ».

DÉFENSE

Le Mouvement de la jeunesse communiste demande l'augmentation immédiate du prêt du soldat

« Tandis que M. Dassault perd 8 millions de francs avec le sourire, le soldat est gratifié d'une amorce journalière lui permettant tout juste de survivre à la légion crime et un paquet de cigarettes. C'est une situation révoltante que le Mouvement de la jeunesse communiste de France dénonce et contre laquelle appelle les jeunes et les soldats à lutter. » C'est ce qu'a notamment déclaré, jeudi 25 novembre, M. Alain Gamarand, membre du bureau national du Mouvement de la jeunesse communiste de France.

« Nous appelons les jeunes et les soldats, a expliqué M. Gamarand, à exiger le relèvement de la solde à 30 % du SMIC, c'est-à-dire à 550 F par mois. Selon l'indicateur la C.F.T., la solde mensuelle de l'appelé, qui est de 210 F depuis vingt et un mois et qui sera portée à 240 F en juillet prochain, devrait être, dans l'état actuel, portée à 250 F. Les jeunes et les étudiants, les soldats, sauront se mobiliser pour faire aboutir cette exigence. »

« En dépit des menaces du pouvoir et malgré l'utilisation d'actes irresponsables de quelques antimilitaristes attardés, ce qui anime la masse des soldats, a ajouté le responsable des Jeunes communistes, c'est bien la lutte pour une armée moderne et démocratique qui satisfasse à sa mission exclusive de défense du territoire national. »

M. Gamarand a indiqué à cette occasion qu'un soldat militant du M.J.C.F., originaire de la région parisienne, M. Olivier Dimitrov, était depuis six jours en cellule et placé au secret quelque part en Haute-Saône, avec plusieurs de ses camarades, pour avoir réclamé l'amélioration de la condition militaire.

M. Louis Baillet, vice-président du groupe parlementaire communiste et président de la commission de la défense nationale du P.C.F., est intervenu pour souligner qu'« il y a actuellement en France une offensive sérieuse et dangereuse pour faire croire que le service militaire est dépassé. »

En 1977

LE MINISTÈRE DE LA DÉFENSE COMMANDERA VINGT INTERCEPTEURS MIRAGE F1 SUPPLÉMENTAIRES

Aux membres de la commission de la défense de l'Assemblée nationale qu'il préside, M. Raymond Dronne, député réformateur de la Sarthe, a fait part, jeudi 25 novembre, d'une lettre que M. Yvon Bourges, ministre de la défense, vient de lui adresser. Dans ce texte, le ministre de la défense donne des indications sur les 1 326 millions de francs d'autorisations de programme nouvellement dégagées par le gouvernement.

Dans sa lettre au président de la commission de la défense, M. Bourges indique que ces mesures financières permettront de compléter les autorisations de programme déjà inscrites au projet de budget 1977 et de commander, dès l'an prochain, vingt intercepteurs Mirage F1 supplémentaires, trente chars de combat A.M.X.-30, trente blindés légers de combat A.M.X.-10, dix-huit mortiers de 120 millimètres et un nouveau pétrolier ravitailleur d'escadre.

Pour nous, il ne peut y avoir de politique de défense nationale sans une armée de conscription. Nous ne voulons pas que l'armée française soit une légion étrangère capable de s'intégrer à une armée européenne. »

Le député communiste de Paris a rappelé que son parti préconise la mise sur pied d'une armée avec un temps de service militaire court.

Précis DALLOZ

par Charles DEBBASCH

Président de l'Université
de droit, d'économie et des sciences
d'Aix-Marseille

SCIENCE ADMINISTRATIVE

Un vol. broché, 11,5 x 18, 3^e éd. 1976, 787 p., 60 F (franco 64 F)

CONTENTIEUX ADMINISTRATIF

Un vol. broché, 11,5 x 18, 1^{re} éd. 1975, 934 p., 64 F (franco 70 F)

LEXIQUE DE TERMES POLITIQUES

Un vol. broché, 11 x 18, 1^{re} éd. 1974, 280 p., 26 F (franco 30 F)

en vente chez votre libraire
ou au DALLOZ

11, rue Soufflot, 75240 Paris Cedex 05

(PUBLICITÉ)

S'ILS NE PEUVENT RIEN POUR VOS CHEVEUX ILS VOUS LE DIRONT AUSSI

L'EXPÉRIENCE

Les spécialistes EUROCAP du traitement capillaire ont examiné et traité des milliers de cuir chevelus au cours de leur carrière. Ils savent ce qu'est un cheveu sain et un cheveu menacé.

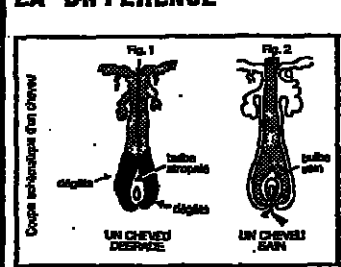
DES SYMPTÔMES

Si vous avez des pellicules, des démangeaisons, un cuir chevelu hypersensible ou tendu, des cheveux très gras ou très secs, ce sont là des manifestations d'auto-défense du système capillaire. Mais ce sont toujours des signes certains d'une chevelure en mauvais état.

DES SOLUTIONS

Pour avoir une belle chevelure, les cheveux doivent être en bonne santé. La cosmétologie moderne se préoccupe de cette notion capitale. Elle a mis au point des produits techniques traitant le cuir chevelu et favorisant ainsi la croissance naturelle du cheveu.

LA DIFFÉRENCE



L'AVIS D'UN SPÉCIALISTE

Rien ne peut expliquer le succès des méthodes de l'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP, sinon leur sérieux et leur efficacité. Pour en bénéficier, il suffit de prendre rendez-vous par téléphone ou d'écrire. Un spécialiste vous conseillera et vous informera sur l'état de vos cheveux, sur les pos-



sibilités d'amélioration, ainsi que sur la durée et le coût du traitement à suivre. Des traitements sont préparés pour les clients habitant en banlieue ou en province. L'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP est ouvert sans interruption du lundi au vendredi de 11 h à 20 h, et le samedi de 10 h à 17 h.

EUROCAP

INSTITUTS CAPILLAIRES
4, rue de Castiglione
Paris (1^{er}) - Tél. 260-38-84
LILLE : 15, rue Faidherbe, Tél. : 51-24-19
BORDEAUX : 94, place Gambetta, Tél. : 48-06-34
TOULOUSE : 4, rue de la Pomme, Tél. : 23-25-26
METZ : 2/4 en Chapellerie, Tél. : 75-00-11

CARNET

Réceptions

L'ambassadeur de la République de Côte d'Ivoire, M. Sidi Hana Yara, a offert une réception le samedi 26 novembre à l'occasion de la fête nationale et de l'inauguration de la nouvelle chancellerie.

Mariages

M. et Mme Françoise et leur famille, M. et Mme Fournier et leur famille, ont l'honneur de faire part du mariage de leurs enfants, Françoise et Jean-Claude, qui aura lieu le 3 décembre 1976 à Clamart-France.

Décès

Mme Marie-Joséphine Andrieux, née Andrieux, a été inhumée à Paris, le samedi 26 novembre 1976, à 14 heures, au cimetière de Montmartre. Les obsèques ont eu lieu à 10 heures, à la chapelle de la Madeleine.

M. et Mme Jacques Roger-Machard, Ségolène et Vincent, ont l'honneur de faire part du décès de leur fils, M. René JAUME, directeur général honoraire des Communications européennes, administrateur civil R.E., au ministère de l'Économie et des Finances, officier de la Légion d'honneur, ancien combattant 1939-1940, ancien prisonnier de guerre, survenu le 25 novembre 1976, à son domicile de Fontainebleau, à l'âge de soixante-trois ans.

M. et Mme Robert Bouysou, M. et Mme Robert Bouysou, ont l'honneur de faire part du décès de leur fils, M. Jean-Paul BOUYSSOU, inspecteur financier de Suz, survenu le 16 novembre 1976, à son domicile, 49, rue de la République, à Paris, à l'âge de 45 ans.

Le Syndicat des psychiatres des hôpitaux a le regret de faire part du décès de M. Gustave JOLY, survenu le 15 novembre 1976, dans sa quarante-deuxième année. Les obsèques ont eu lieu, dans la chapelle de la Madeleine, à Paris, le samedi 27 novembre 1976, à 10 heures.

Le conseil d'administration, la direction générale et l'ensemble du personnel de la Banque Etablie ont l'honneur de faire part du décès de M. M. Ahmad CHAPIR, président-directeur général de la Banque Etablie, survenu le 25 novembre 1976, à son domicile, à Paris, à l'âge de 65 ans.

M. et Mme Maurice Monpetit, M. et Mme Monpetit, ont l'honneur de faire part du décès de leur fils, M. Michel MONPETIT, ingénieur en chef de l'armement, directeur adjoint de l'IRIA, survenu le 25 novembre 1976, à son domicile, à Paris, à l'âge de 45 ans.

M. et Mme René Jaume, son épouse, M. et Mme Jacques Roger-Machard, Ségolène et Vincent, ont l'honneur de faire part du décès de leur fils, M. René JAUME, directeur général honoraire des Communications européennes, administrateur civil R.E., au ministère de l'Économie et des Finances, officier de la Légion d'honneur, ancien combattant 1939-1940, ancien prisonnier de guerre, survenu le 25 novembre 1976, à son domicile de Fontainebleau, à l'âge de soixante-trois ans.

M. et Mme Robert Bouysou, M. et Mme Robert Bouysou, ont l'honneur de faire part du décès de leur fils, M. Jean-Paul BOUYSSOU, inspecteur financier de Suz, survenu le 16 novembre 1976, à son domicile, 49, rue de la République, à Paris, à l'âge de 45 ans.

Le Syndicat des psychiatres des hôpitaux a le regret de faire part du décès de M. Gustave JOLY, survenu le 15 novembre 1976, dans sa quarante-deuxième année. Les obsèques ont eu lieu, dans la chapelle de la Madeleine, à Paris, le samedi 27 novembre 1976, à 10 heures.

Le conseil d'administration, la direction générale et l'ensemble du personnel de la Banque Etablie ont l'honneur de faire part du décès de M. M. Ahmad CHAPIR, président-directeur général de la Banque Etablie, survenu le 25 novembre 1976, à son domicile, à Paris, à l'âge de 65 ans.

Les professeurs de sciences économiques de l'université de Paris-X ont fait part, avec le plus grand regret, du décès subit de leur collègue et ami, le professeur Pierre J. de JONG, de l'université de Groningue (Pays-Bas).

M. et Mme Maurice Monpetit, M. et Mme Monpetit, ont l'honneur de faire part du décès de leur fils, M. Michel MONPETIT, ingénieur en chef de l'armement, directeur adjoint de l'IRIA, survenu le 25 novembre 1976, à son domicile, à Paris, à l'âge de 45 ans.

M. et Mme René Jaume, son épouse, M. et Mme Jacques Roger-Machard, Ségolène et Vincent, ont l'honneur de faire part du décès de leur fils, M. René JAUME, directeur général honoraire des Communications européennes, administrateur civil R.E., au ministère de l'Économie et des Finances, officier de la Légion d'honneur, ancien combattant 1939-1940, ancien prisonnier de guerre, survenu le 25 novembre 1976, à son domicile de Fontainebleau, à l'âge de soixante-trois ans.

M. et Mme Robert Bouysou, M. et Mme Robert Bouysou, ont l'honneur de faire part du décès de leur fils, M. Jean-Paul BOUYSSOU, inspecteur financier de Suz, survenu le 16 novembre 1976, à son domicile, 49, rue de la République, à Paris, à l'âge de 45 ans.

Le Syndicat des psychiatres des hôpitaux a le regret de faire part du décès de M. Gustave JOLY, survenu le 15 novembre 1976, dans sa quarante-deuxième année. Les obsèques ont eu lieu, dans la chapelle de la Madeleine, à Paris, le samedi 27 novembre 1976, à 10 heures.

Le conseil d'administration, la direction générale et l'ensemble du personnel de la Banque Etablie ont l'honneur de faire part du décès de M. M. Ahmad CHAPIR, président-directeur général de la Banque Etablie, survenu le 25 novembre 1976, à son domicile, à Paris, à l'âge de 65 ans.

RELIGION

DANS UN DOCUMENT SUR L'AMOUR.

Les évêques prennent

La commission nationale de la famille et des communautés chrétiennes, présidée par Mgr Gilbert Dubé, évêque de Saint-Denis, a publié le 25 novembre un document de réflexion sur l'amour, la famille et le mariage. Ce document, intitulé « L'amour et le mariage », est une réflexion sur les exigences chrétiennes face aux menaces qui pèsent sur la famille, la sexualité, le mariage et la vie de couple. Il est une contribution aux débats et aux décisions des familles et des pouvoirs publics.

Amour et foyer

Certains, aujourd'hui, croient pouvoir annuler la mort de la famille, « ce faire rigide qui brime les personnes », d'autre, sans tenir suffisamment compte de l'évolution du monde actuel, se crispent sur une image familiale datant du début du siècle. L'un d'un monde marqué par des contradictions et des contradictions, comment parler de la famille ? Pour reconnaître ce qu'il y a de sérieux, d'authentique, dans les diverses revendications actuelles, il faut aller au-delà des différences mentales et aborder la famille par ce qui en fait le cœur : l'amour. En effet, la famille s'enracine dans le couple, et le couple lui-même ne trouve sa plénitude que dans l'amour qui le constitue. La famille est une communauté d'amour ; elle ne commence pas avec la venue d'un enfant, mais lorsqu'un homme et une femme s'aiment, se choisissent et qu'ils l'un pour l'autre transforment tout ce qu'ils touchent.

L'amour est premier

Certes, la fécondité est intimement liée à l'amour. Mais l'amour est premier. Dans le dialogue qui s'invente chaque jour, le corps prend sa place et prolonge cette bonne nouvelle, source de bonheur. Hommes et femmes savent bien que leur corps, façonné par la différence de leur sexe, ne sert pas seulement au travail et à la procréation. Aujourd'hui cette expérience, du moins chez beaucoup, est plus orientée vers l'apaisement des personnes que vers l'accueil de l'enfant, est le moment en soi transformé. L'exclamation d'Adam : « Cette-ci est la chair de ma chair », trouve plus d'écho dans la sensibilité des hommes et des femmes que l'invocation du Créateur : « Croissez et multipliez-vous. » La fécondité, dont l'enfant n'est pas le seul fruit — on le perçoit davantage maintenant — est intérieure à l'amour et l'acheminement vers la perfection. Mais l'enfant, c'est un échec que n'efface pas une nouvelle union ratifiée par la société civile.

Famille et politique

D'où vient aux familles d'aujourd'hui le sentiment qu'elles sont frustrées ou que leur avenir paraît incertain ou simplement que la vie leur est difficile ? Un contexte sociologique nouveau. Les conditions de vie, les modes de vie, les mobilités des personnes s'est tellement accrues que la rencontre des membres d'une même famille est devenue plus difficile. L'évolution récente du droit familial. Une autre série d'inquiétudes naît de l'évolution récente du droit familial français. Beaucoup de familles sont sensibles à l'affaiblissement des règles protectrices qu'il comporte. (1) Il sera publié par les Cahiers d'action religieuse et sociale, 14, rue d'Assas, 75006 Paris, la Documentation catholique, 2, rue Bayard, 75008 Paris.

LISTE DE MARIAGE
JOAILLIER
ORFÈVRE
HORLOGER
LOISEAU AYCARDI
3, rue de la République, PARIS 6
01 69 09 09

fort ou mince
vous trouverez tout ce qu'il vous faut en prêt à être porté de luxe chez
DORIAN GUY
Cheminier Habilleur
36, avenue George-V

A L'HOTEL DROUOT
Samedi
EXPOSITIONS
S. 1 — Bel ens. obj. d'art et d'am.
S. 2 — Argenterie ancienne et mod.
S. 3 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 15, 16 — Imp. ens. mobili. rusiq.
S. 17 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 18 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 19 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 20 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 21 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 22 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 23 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 24 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 25 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 26 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 27 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 28 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 29 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 30 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 31 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 32 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 33 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 34 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 35 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 36 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 37 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 38 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 39 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 40 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 41 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 42 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 43 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 44 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 45 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 46 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 47 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 48 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 49 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 50 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 51 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 52 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 53 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 54 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 55 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 56 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 57 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 58 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 59 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 60 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 61 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 62 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 63 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 64 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 65 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 66 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 67 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 68 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 69 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 70 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 71 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 72 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 73 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 74 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 75 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 76 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 77 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 78 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 79 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 80 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 81 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 82 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 83 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 84 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 85 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 86 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 87 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 88 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 89 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 90 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 91 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 92 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 93 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 94 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 95 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 96 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 97 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 98 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 99 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.
S. 100 — 19. Coll. M. de B. Tabl. mblés. Obj. art 19.

CONVERTIBLE + 2 FAUTEUILS
ou PANORAMIQUE 5 places
2995 F
tissus 100% coton coloris vert jade, bleu marine
SIEGES MAJ: 67 rue de la Roquette-Paris 11^e - 805-23-92

Taillerie de ROYAT A PARIS
minéraux, objets en pierres dures
bijoux en pierres fines
EXPOSITION PERMANENTE
8, rue Auber, Paris 9^e - Tél. OPE. 46.26

"A l'aube de l'art."
A Paris, la nouvelle collection
d'Ilias Lalaounis.
Une collection de 45 bagues en or poinçonné de 750 F à 2.200 F.
Ilias LALAOUNIS
Les bijoux d'art ont une histoire.
PARIS 3^e RUE SAINT HONORE 121 LA MAISON DE LA PLAGE (VENISE)

COMMUNICATIONS DIVERSES
Bernard Charpy présente Pierre Maurin, peintures récentes, Galerie souterraine, 30 boulevard Saint-Michel, Paris 6^e, du 27 novembre au 5 décembre inclus, de 10 à 22 h. Vernissage-cocktail samedi 27 novembre, de 18 à 22 heures.
Avec-vous retourné une bouteille de SCHWEPPES Bitter Lemon aujourd'hui.

Bangkok: 3200 F
(8 jours, chambre et petit déjeuner)
Jet tours AIR FRANCE
Hong-Kong: 3850 F
(8 jours, chambre et petit déjeuner)
Jet tours AIR FRANCE
Hong-Kong/Bangkok: 4250 F
(séjour combiné de 7 jours, chambre et petit déjeuner)
Jet tours AIR FRANCE

RELIGION

LA FAMILLE ET LA SOCIÉTÉ

la défense du mariage

● **La santé de la famille.** — Pourtant, redisons-le, un fond de santé nous semble persister dans le projet familial des Français, qu'il s'exprime en termes traditionnels ou dans les formes nouvelles. Certes, la baisse de la natalité fait question au point de vue moral autant qu'au point de vue démographique. Mais il faut reconnaître aussi que souvent l'on cherche une meilleure qualité de la vie, plus de vérité et de profondeur dans la rencontre conjugale et dans l'éveil des enfants. La famille est le lieu privilégié où se vivent l'affection, la reconnaissance mutuelle, l'ouverture au sens des autres, dans un monde devenu anonyme. Nous pourrions plutôt être surpris par la vitalité de la famille alors qu'elle dispose d'un terrain si aride. Or, ce terrain dépend pour une bonne part de la responsabilité des pouvoirs publics.

● **Famille et Etat.** — Parmi les groupes constitutifs d'une société, la famille est fondamentale (...). Cependant le groupe familial n'est pas le tout de la réalité sociale (...). Tout groupe familial évolue à l'intérieur d'une communauté humaine plus large dont il a besoin pour subsister : c'est la communauté nationale menant une vie politique à différents niveaux, sous la direction des pouvoirs publics.

Entre famille et Etat existent donc des relations d'interdépendance de fait et de droit. Aucune des deux institutions ne peut prétendre se passer de l'autre ou lui dicter sa loi, mais elles ont à vivre dans une reconnaissance mutuelle (...).

● **L'expérience de la politique familiale en France.** — Depuis quarante ans, la France s'est donnée et a perfectionné un ensemble de lois sociales constituant un cadre utilisable pour un soutien réel des familles.

De plus, certaines modifications juridiques des dernières années ont renouvelé totalement le code des lois de telle sorte que, aujourd'hui, la famille se fonde clairement sur le libre engagement réciproque de deux personnes humaines, égales en droit. Cette évolution, liée à la revalorisation de la place de la femme dans la société, correspond d'ailleurs au vœu massif des Français de tous les âges, vœu que l'on se retrouve aussi l'inspiration chrétienne (...).

● **Les exigences des familles à l'égard de l'Etat.** — Les appels les plus urgents des organismes familiaux concernent, on le sait, les indispensables ajustements économiques et fiscaux à l'intérieur même du système existant, ainsi que le meilleur fonctionnement des services sociaux. Ils sont d'autant plus nécessaires qu'en France une forte fiscalité indirecte alourdit tout spécialement les charges familiales.

Des innovations sont également proposées, notamment pour permettre aux mères de famille de faire plus librement le choix du travail à domicile.

L'esprit chrétien dans une politique de la famille

Tous les rappels que nous venons de faire s'ajoutent, nous le disions en commençant, à une expérience et à une réflexion de l'Eglise en matière familiale.

Dans la foi, nous pensons que les grandes relations humaines, celle de l'amour conjugal, celle de la responsabilité parentale, celle de la vie politique, ont une dimension spirituelle. Qu'entendons-nous par là ?

Fondamentalement, qu'en chacune de ces relations le caractère transcendant de la personne humaine, créée à l'image de Dieu, doit être reconnu, et donc que nous n'en disposons à notre guise.

C'est pourquoi chacune de ces relations est marquée par une exigence reconnue intérieurement par la conscience de l'homme, qui est, pour nous, un appel de Dieu. Pour les époux, qui sont l'un pour l'autre signe de Dieu, le devoir de la fidélité absolue. Pour les parents, devoir de la protection et de l'éducation des enfants. Pour les enfants, devoir de soutien et d'affection jusque dans la vieillesse, vis-à-vis de ceux par qui ils ont reçu l'existence, don de Dieu. Pour les responsables politiques, devoir de faire advenir le bien commun, de promouvoir la justice et la paix. L'obéissance à tous ces devoirs peut paraître démodée et contraire à l'idée que beaucoup se font de la liberté. En réalité, elle est la condition nécessaire pour une véritable libération de la sexualité, de la famille et de la vie sociale. Les formes extérieures changent historiquement, et aujourd'hui avec une plus grande rapidité. Mais les exigences fondamentales demeurent (...).

Une position nuancée

Dans un texte nuancé, sur un ton serein et pastoral, les évêques veulent porter un regard positif sur l'amour conjugal, sans minimiser pour autant la vigueur des assurances qu'exhibe aujourd'hui l'institution du mariage. Elle est contestée à la fois de l'intérieur, au nom de l'amour authentique, de la liberté, de l'épanouissement humain, par ceux qui y voient un « cadre rigide qui brime les personnes », et de l'extérieur, par une législation toujours plus libérale sur la contraception, l'avortement, le divorce.

Rappelant que « l'amour est premier », même si « la fécondité est intimement liée à l'amour », l'accent est nouveau — les évêques s'évertuent à démontrer que, malgré les difficultés accrues et l'éclatement du modèle traditionnel de mariage, la fidélité est nécessaire, et possible : l'amour veut « du durable ». A ceux qui refusent le mariage au nom de la sincérité, les évêques répondent : « Dire à quelqu'un : « Je t'aime ! », n'est-ce pas lui dire : « Quoi qu'il arrive, tu peux compter sur moi, je ne te lâcherai pas. » Il ne peut y avoir de mariage à l'essai, parce qu'il ne peut y avoir d'engagement à l'essai ni d'enfant à l'essai. »

Pour le chrétien, ajoutent les évêques, cette analyse humaine est renforcée par la foi, qui lui dit que la grâce reçue dans le sacrement du mariage l'aidera à tenir son engagement. C'est encore la foi qui permettra au chrétien de « pardonner même l'impardonnable ». L'impardonnable, pour les évêques — et l'accent est encore nouveau — « n'est pas toujours l'adultère ou quelque autre faute particulière, mais plus souvent une certaine manière tentée et imperceptible de s'épaissir soi-même jusqu'à devenir étranger à l'être avec lequel on a été une seule chair ».

Malgré cela, « les échecs de la vie conjugale sont nombreux », constate la note épiscopale, qui reconnaît que quelqu'un puisse dire : « Je ne peux pas pardonner », bien que « son engagement comporte la ferme espérance de le pouvoir ». Toute en réaffirmant que le divorce est « un échec que n'effacera pas une nouvelle union ratifiée par la société civile », les évêques déclarent que « l'Esprit du Christ Sauveur est toujours à l'ouvrage. C'est pourquoi l'Eglise doit signifier l'espérance aux personnes qui vivent cet échec et qui ont toujours une place dans la communauté ecclésiale ».

Rien de nouveau, donc, en ce qui concerne la question brûlante de l'accès aux sacrements des divorcés mariés. On s'en tient à la pasto-

ALAIN WOODROW.

(1) Communiqués chrétiens et divorcés mariés, Ed. du Cerf.

AU CARRÉ D'ARNEAU CHEZ ALBERT

122, rue de Valenciennes, 75013 Paris
Son dévouement au client
Son accueil, son savoir-faire
Son sérieux, son efficacité
Son bon sens, son esprit d'initiative
Sa cave, l'une des meilleures de Paris

QUARTZ & BUSINESSMEN
NOTES HOPITAL
PARIS 13

Pour votre
DEMEUNEMENT
208 10 30 DOUL

Oubliez l'inflation, la déflation et la stagflation.

Canaries : 8 jours demi-pension, 1380 F.

Maroc : 8 jours demi-pension, 1440 F.

Sénégal : 8 jours chambre et petit déjeuner, à partir de 1990 F.

Mexique : 8 jours chambre et petit déjeuner, 2990 F.

Antilles : 8 jours chambre et petit déjeuner, à partir de 3000 F.

Bangkok : 8 jours chambre et petit déjeuner, 3200 F.

Bali : 10 jours chambre et petit déjeuner, 4380 F.

Jet tours
AIR FRANCE

Demandez les catalogues Jet Tours à votre Agent de voyages ou dans les agences Air France.

En 1975 nous n'avons rapproché que 22 entreprises.



Eh oui. Nous, l'un des plus importants groupes français de conseil aux entreprises, sommes restés, en matière de rapprochement de sociétés de véritables artisans. Mais c'est volontaire!

Volontaire, parce qu'aux unions expresses, nous préférons les mariages durables et réussis. Et parce que nous avons constitué une équipe très complète, mais qui n'entend travailler qu'au cas par cas et en toute indépendance, aussi bien vis-à-vis de notre Groupe que de tout organisme financier extérieur. (on ne peut être à la fois juge et partie!)

De l'évaluation de l'entreprise à l'établissement des protocoles, c'est tout le processus de rapprochement que nous prenons en compte et ce, jusqu'à la réussite finale.

La constitution du dossier, la recherche de l'âme sœur au moyen d'un fichier de 5.000 entreprises et

les toujours délicates négociations finales. Le tout, bien sûr, entouré de la plus parfaite discrétion. Il y a des fiançailles qui doivent rester secrètes.

Depuis l'origine, notre service « Rapprochement des sociétés » n'a pas connu l'échec. Il y a trois raisons à cela : notre compétence, notre diligence et nos intérêts propres. (notre rémunération n'est perçue qu'en cas de succès!)

Celui d'un autre style.

Celui d'un consultant moderne.

Celui du premier cabinet d'ingénierie immobilière de France.

Délégations et filiales : Lyon, Marseille, Lille, Bordeaux, Toulouse, Sao Paulo.

Représentations : Belgique, U.S.A., Canada.

Nous avons créé l'engineering immobilier.

AUGUSTE-THOUARD
17, rue d'Astorg - Paris 8^e - Tél. 265.54.07 +

مكتبة الامم المتحدة

JUSTICE

Le IX^e congrès du Syndicat de la magistrature débat sur le thème des « pouvoirs et libertés »

La fin du charisme

Le neuvième congrès du Syndicat de la magistrature s'ouvre ce vendredi 26 novembre, au Palais de justice de Paris, pour une durée de trois jours. Les congressistes débattent sur le thème des « pouvoirs et libertés ».

En même temps, ils sont invités à renouveler l'équipe dirigeante puisque, par le jeu des statuts, le secrétaire général n'est pas rééligible et que le président actuel a renoncé à se représenter. Ce renouvellement doit intervenir au moment où l'on parle de « malaise » ou de « désenchantement ».

Les qualités du Syndicat de la magistrature et les aïeux de la vie publique ont fait de lui, depuis huit ans qu'il existe, un sévère d'oracles.

Depuis huit ans, il est peu de domaines qui aient échappé à son analyse souvent pertinente, souvent acide. Sur l'institution judiciaire, bien sûr, les gardes des sceaux et les ministres de l'intérieur, sur les avocats, certes ; mais aussi, péni- mie, sur la condition qui est faite aux immigrés, les prisons, les salaires (et le droit du ou au travail), les locataires, les consommateurs, la sécurité, bref, sur ce que l'on appelle le débat sur les libertés du vingtième siècle.

Au-delà de ces prises de position se trouvaient toujours en arrière-plan ces deux questions auxquelles le Syndicat depuis toujours répond « non » : « Le loi est-elle neutre ? », « Le juge peut-il, par conséquent, être plus qu'elle ne l'est ? ».

Cette démarche, moins intellectuelle que née d'une observation pragmatique, ultérieurement réduite en théorie, a très vite créé l'inquiétude et l'espoir : d'abord dans le cénacle judiciaire, puis dans le monde politique ou, plus nettement encore, chez les citoyens.

Le Syndicat fut rapidement le porteur d'une double illusion : qu'il pouvait tout résoudre, qu'il allait tout casser. Les peurs se voyaient moins, les immigrés — ou leur porte-parole — moins... extérieurs, les marginaux moins... marginaux. A l'inverse, les patrons se voyaient sequestrés pour l'éternité, les propriétaires contraints de payer les charges locatives et, pour un peu, on aurait parié du « pouvoir des juges ».

De fait, ce fut un risque. Il ne fallut pas moins d'un voyage au Chili, fait par quelques-uns, puis la

chute de Salvador Allende, où les magistrats locaux avaient joué leur rôle, pour conjurer ce mirage du juge-démocrate. Le Syndicat se voyait contraint de reconnaître pour son compte l'absence de neutralité de la décision du juge qu'il affirmait régulièrement pour le reste du monde. Le Syndicat demeura donc un analyste du pouvoir, mais il en récusait l'exercice. Il ne cessait plus d'inquiéter pour autant, non plus que de fasciner.

Point de réunion où il n'était convié, point de communiqué sur les libertés où son socle n'apparaissait. Le communiqué publié conjointement en mai 1973 avec la C.G.F. et la C.F.D.T. sur le droit du licenciement fit quelque bruit.

Mais ce qui fascinait, c'était le verbe, plus que la conséquence réelle de ses déclarations : la profondeur et l'audace des vues plus que la révolution du comportement chez chacun des syndiqués dans leur activité professionnelle. Si les déclarations publiques des dirigeants troublaient, notamment les adhérents, ce phénomène s'accompagnait d'une indéfectible admiration pour ces « jeunes Turcs » (au sens de « progrès », qui est le sens initial) qui parlaient haut et fort. Aujourd'hui encore, dans les congrès, des phrases comme « la parole à Lyon-Caen, à Joinet, à Jean-Pierre Michel, à Col-combat... » font le silence.

Mais ceux-là ne sont plus au pouvoir. Or l'heureux principe contenu dans les statuts d'une limitation des mandats n'a pas été suffisamment compensé par une montée d'hommes nouveaux. « Le pouvoir n'a pas été relayé », reconnaît un des fondateurs. Il reconnaît aussi qu'on assiste aujourd'hui à la fin de ce charisme qui était pourtant, jus-

qu'ailleurs, l'une des caractéristiques du Syndicat. Certes, le bureau, au premier rang, le secrétaire général, M. Hubert Dalle. Cela ne suffit plus. Le Syndicat d'ailleurs d'oracles a subi les règles antiques. Après sept années, ou peu s'en faut, de vaches grasses, les vaches maigres sont apparues : l'effritement des effectifs. Le Syndicat a longtemps revendiqué mille à douze cents adhérents, les chiffres des syndiqués est à présent nettement plus faible.

La direction et la base

C'est dans ces conditions que tous les notables, chacun selon son langage, traduisent par le même mot (malaise) que s'ouvre le IX^e Congrès national du syndicat de la magistrature. Le secrétaire général, M. Dalle, dans son rapport indique : « C'est au moment où le syndicat devrait se réjouir de son action que semble se développer — selon certains — un sentiment d'impuissance et de désenchantement, une impression d'enlèvement et une sensation d'étouffement. »

« Ce sentiment », courtoisement, apparaît au grand jour quand les « thèses » du Syndicat, son analyse de société, son projet, paraissent avalisées par beaucoup. Des à présent, plus d'un dirigeant officiel reprend à son compte des postulats syndicaux ou des finalités dont il ignore peut-être l'origine. Il est juste de constater, d'autre part, que l'on peut observer une certaine traduction jurisprudentielle des motions du Syndicat, l'évolution générale des esprits aidant — en tout point du corps social.

Car la question se pose. Y a-t-il tarissement des possibilités de réflexions du mouvement ou bien, parce qu'il ne peut dépasser le stade des idées, doit-il convenir qu'il n'est plus qu'une force parmi d'autres, un syndicat parmi les syndicats, même dans la magistrature, qu'il en abrège désormais un autre avec la sage Union syndicale des magistrats de M. André Braunschweig ? L'unanimité de l'enthousiasme du congrès ne devra, sur ce point, pas faire illusion.

La nouvelle équipe ne va-t-elle donc être élue que pour gérer le déclin ? Ou bien trouvera-t-elle, d'une part, en elle-même, d'autre part, dans l'ensemble de ses adhérents, à présent moins divers, une force nouvelle ? N'est-ce pas, au contraire, la diversité qui faisait la vertu ?

Quelque crédit que l'on accorde à la gestion collective, un mouvement tourné vers le public, qui lui doit une part de son aura, ne peut se priver d'un ou deux leaders, au moins apparents. Aussi loin qu'on se place sur la gauche de l'échiquier politique, on se pille à cette nécessité. Seul, peut-on craindre pour l'avenir, le Syndicat de la magistrature.

Il est avéré que nombre de candidats au nouveau conseil syndical sont localement actifs, « judiciairement » et politiquement. Auront-ils le punch nécessaire pour faire entendre la voix renouvelée du syndicat à l'ensemble du monde politique, comme on le vit ailleurs ? C'est aussi une part de la question. La circulation des idées, des initiatives et des thèmes d'action, entre la base et la direction — qui fut la force du mouvement — suppose que la première ne s'étirole pas et que la seconde s'exerce — dans une connaissance mutuelle.

PHILIPPE BOUCHER.

A LA COUR DE CASSATION

Rejet du pourvoi de Patrick Henry

La chambre criminelle de la Cour de cassation, présidée par M. Raoul Combédien, a rejeté jeudi 25 novembre le pourvoi que Patrick Henry avait formé contre l'arrêt de la chambre d'accusation de la cour de Reims du 30 septembre dernier. Le renvoi devant la cour d'assises de l'Aube pour être jugé sous l'accusation d'enlèvement du mineur Philippe Bertrand avec demande de rançon et homicide volontaire de cet enfant.

Dans le mémoire déposé à l'appui du pourvoi, M. Armand Lyon-Caen avait fait valoir que les droits de la défense ont été violés en raison de la précipitation avec laquelle le dossier a été transmis à la chambre d'accusation de la cour de Reims.

Statuant sur le rapport du conseiller Faivre et les conclusions de M. Aymond, avocat général, les magistrats de la cour suprême ont estimé que les conseils de de Patrick Henry, régulièrement

avisés de la date à laquelle l'affaire serait appelée à l'audience de la chambre d'accusation, se sont présentés devant cette juridiction, où ils ont pu assurer la défense de l'inculpé, et que, par conséquent, la procédure est régulière. Car, ajoutant-ils, « en admettant même que l'un des conseils n'ait reçu l'avis de l'ordonnance de non-communiqué que le jour où l'ordonnance des pièces au procureur général était rendue, cette circonstance n'a pu, dans l'espèce, porter atteinte à la défense du demandeur ».

Malgré le rejet du pourvoi, Patrick Henry ne sera pas obligatoirement jugé par la cour d'assises de l'Aube. Si la chambre criminelle de la Cour de cassation fait droit, jeudi prochain, 2 décembre, à la requête suspensive légitime dont elle est saisie par M. Armand Lyon-Caen au nom de Patrick Henry, elle peut décider de faire comparaître ce dernier devant une autre cour d'assises.

LE CONFLIT DU « PARISIEN LIBÉRÉ »

Seize ouvriers du Livre comparaissent devant le tribunal correctionnel de Pontoise

Seize ouvriers du Livre comparaissent jeudi après-midi 25 novembre, devant le système chambre du tribunal correctionnel de Pontoise (Val-d'Oise). Cinq procédures engagées contre ces travailleurs en lutte depuis presque vingt-deux mois contre M. Emilien Amaury, président-directeur général du Parisien libéré. Dix d'entre eux, MM. Yves Bony, Gilles Bach, Georges Marquet, Christian Pourcelle, Gilbert Saintard, Claude Malinche, Louis Ordas, Michel Steib, Claude Raudet et Gilbert Trapièr, étaient inculpés de vol d'exemplaires du Parisien libéré, commis le 3 octobre 1975 à Sarcelles, le 10 mai 1976 à Marly-la-Ville et le 30 juin 1976 à Ermont. Les autres prévenus

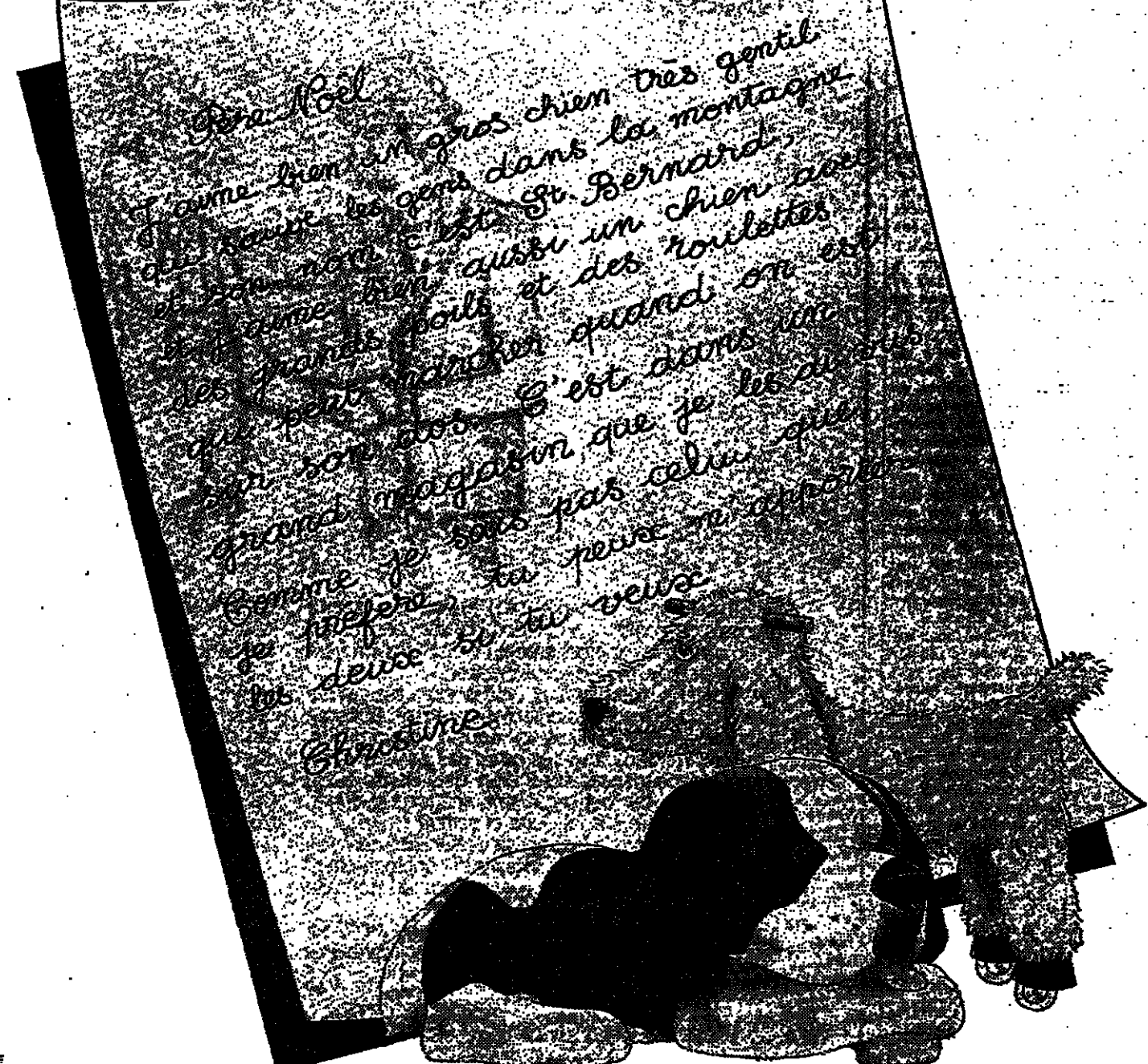
répondaient respectivement à l'inculpation de tentative de vol le 14 avril 1976 à Sarcelles, pour J.-P. Rallet et André Ouellet ; de détournement de marchandises le 8 janvier 1976 à Pontoise, pour Claude Bauer ; enfin, d'entrave à la circulation sur la voie publique, le 20 mai 1976 à Marly-la-Ville (Val-d'Oise), pour Lucien Vise, J.-P. Fort et J.-C. Higonnet.

Près de quatre cents manifestants s'étaient rassemblés devant le palais de justice aux cris de : « Amaury est brisé ! ». De nombreux policiers en civil avaient pris place dans la salle d'audience et une quarantaine d'autres, dans les sous-sols du bâtiment, étaient prêts à intervenir. Mais il n'y eut aucun incident.

L'examen des faits ne commença qu'après deux heures de débats, les avocats de la défense, après un long historique de l'affaire, présenté par M. Marc Henry, ayant déposé des conclusions tendant à faire renvoyer le procès au motif que les droits de la défense n'étaient pas garantis dans cette affaire. M. Charles Lederman dénonça l'inopportunité des poursuites et l'ingérence du pouvoir étatique à ce dernier propos la phrase d'un haut magistrat parisien qui parlait au sujet de l'accélération des procédures, d'« impulsion non spontanée ». Le tribunal, présidé par M. Paul Laurent, rejeta les conclusions et déclina l'incident au fond. L'audience reprit avec l'interrogatoire des prévenus, qui pour la plupart, reconnurent les faits tout en affirmant qu'ils étaient volontaires pour ces actions, qualifiées de « ruses », « actions décidées à l'inspiration du Syndicat du Livre », affirmèrent-ils.

Après l'audition de dix-sept témoins, dont quinze pour la défense — parmi lesquels MM. François Lacoste, secrétaire de la Fédération française des travailleurs du Livre C.G.T., Jean Rodin, ex-typographe du Parisien libéré, meilleur ouvrier de France ; Henri Canasos, député maire de Sarcelles ; Michel Vandel, vice-président du conseil général d'Argenteuil ; et Jean-Louis Geste, conseiller général d'Osny — M. Jean Casoli, du barreau de Rouen, qui plaide pour le Parisien libéré, demanda de « sanctionner les actions et les occupations ». M. Jean Bellamy, substitut du procureur de la République, tout en reconnaissant que les « mobiles des prévenus sont incontestables », affirma que « ces actions sont intolérables dans une société moderne » et réclama : deux à trois mois d'emprisonnement avec sursis. Après onze heures de débats et la plaidoirie d'un seul des avocats de la défense, le bâtonnier Claude Michel, du barreau de Bobigny, le président, M. Paul Laur, a renvoyé l'audience au 6 janvier 1977.

NOUS SAVONS REPONDRE A TOUTES LES LETTRES.



Chien St-Bernard 79 f.

Chien à roulettes 100 f.

Galerias Lafayette

LE PLUS GRAND COFFRE A JOUETS DE FRANCE.

L'activité de la Cour de sûreté de l'État

QUATRE PERSONNES SONT ÉCROUÉES APRÈS LA DIVULGATION DE RENSEIGNEMENTS SECRETS

Quatre personnes ont été placées sous mandat de dépôt, dans la soirée du jeudi 25 novembre, par M. Jacques Seguin, juge d'instruction près la Cour de sûreté de l'État, qui les a inculpées, en application des articles 17 et 18 du code pénal, de reproduction et divulgation, sans intention de trahison ou d'espionnage, de renseignements devant être tenus secrets dans l'intérêt de la défense nationale. Ce crime est réprimé par des peines pouvant aller jusqu'à vingt ans de détention criminelle à l'égard de ceux qui ont fourni ces renseignements et jusqu'à dix ans à l'égard de ceux qui les ont recueillis.

Un ou plusieurs plans relatifs à la caserne de Morhange (Moselle) auraient été transmis par un dragon âgé de vingt ans, d'origine lyonnaise, effectuant son service militaire dans cette garnison, M. Norbert Clousa (« le Monde » du 25 novembre). Les destinataires auraient été deux jeunes Lyonnais, MM. Emile Baillandras, vingt-sept ans, monteur, et Dominique Roux, vingt et un ans, étudiant en sciences économiques, qui ont choisi pour défenseur M^e Gourion, du barreau de Lyon.

Le quatrième inculpé, M. André Olivier, trente-trois ans, ancien professeur de lettres à Lyon, actuellement sans emploi, a été interpellé à Paris. De nombreux documents auraient été trouvés à son domicile.

● Inculpation pour fraude fiscale du directeur d'une galerie d'art. — M. Georges Martin, juge d'instruction à Paris, a inculpé de fraude fiscale, sur plainte de la direction générale des impôts, M. André Urban, soixante-six ans, exploitant une galerie de peinture 18, rue du Faubourg-Saint-Honoré, à Paris (8^e). M. Urban qu'assiste le bâtonnier Bernard Baudelot, aurait éludé, en 1972, 300 000 francs de taxe sur le chiffre d'affaires et 260 000 francs d'impôt sur le revenu et en 1973, 1 261 000 francs de taxe sur le chiffre d'affaires, et 358 000 francs d'impôt sur le revenu.

صكنا من الامل

SOCIÉTÉ

LA FRANCE, TERRE D'ASILE

II. — Une réglementation capricieuse

par OLIVIER POSTEL-VINAY

La France est le pays d'Europe qui a, au cours des dernières années, accueilli le plus grand nombre de réfugiés politiques. Dans un précédent article, Olivier Postel-Vinay a évoqué la « petite révolution » qui s'est produite, dans le domaine de l'asile, avec l'arrivée des Chinois, en 1974 (« Le Monde » du 28 novembre). Il examine aujourd'hui les caprices et les insuffisances d'une réglementation qui s'écarte souvent de ce qu'exige la convention de Genève.

Le statut de réfugié politique relève de la convention de Genève de 1951 (ratifiée par la France en 1954), étendue aux ressortissants de tous pays par le protocole de Bellagio de 1967 (ratifié en 1970). Cette convention stipule les critères de définition du réfugié et les dispositions essentielles concernant ses droits, une fois qu'il a été reconnu comme tel et a un statut officiel.

La convention — dont beaucoup s'accordent à constater les insuffisances — est appliquée de façon très variable par les différents pays d'accueil. Les lois du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.), qui dispose d'un représentant dans la plupart de ces pays, est de veiller à cette application. Rôle d'autant plus important, on l'imagine, que la convention n'est pas toujours scrupuleusement appliquée.

C'est le cas en France. Non, pourtant, qu'il faille tout voir le signe d'une défaillance y les pouvoirs publics se montrent parfois plus tolérants, plus libéraux, que ne l'impose la convention elle-même. Mais la politique française est souvent en retrait par rapport aux exigences de la

convention et aussi par rapport à la politique que suivent d'autres démocraties occidentales en la matière.

La convention de Genève indique que seuls peuvent être considérés comme des réfugiés les personnes « craignant avec raison d'être persécutées » dans leur pays d'origine. Cette « crainte doit être rationnelle et fondée sur une crainte justifiée ». Or tous ceux qui obtiennent, en France, le statut de réfugié politique (ce statut est délivré par un organisme public dépendant du ministère des affaires étrangères, l'Office français pour la protection des réfugiés et apatrides, ou OFPRA) répondent pas à cette définition, loin de là.

Le statut est en effet délivré quasi automatiquement à tout ressortissant des pays d'Est (Yougoslavie exclue) qui en fait la demande, même si le candidat fait des déclarations invérifiables et n'est, en réalité, qu'un simple émigré. Il est également délivré à tout « réfugié » qui peut prouver qu'il était effectivement en Indochine dans les mois qui ont précédé la victoire communiste, que ses craintes de persécution soient ou non fondées. En ce qui concerne les Indochinois, le travail de l'OFPRA consiste essentiellement à tenter de repérer les 30 % ou 40 % d'entre eux qui ne sont pas de simples émigrés, mais qui ont été persécutés ou ont subi des tortures. Les réfugiés latino-américains (parmi lesquels se trouvent un réfugié chilien, il existe pourtant un pourcentage appréciable de personnes dont on ne sait pas très bien pourquoi elles sont réfugiées) sont, eux aussi, considérés comme réfugiés. « La France favorise les réfugiés anti-communistes », disent-ils.

un recours devant une commission spéciale, composée d'un représentant du H.C.R., d'un membre du Conseil d'Etat et d'un autre du conseil de l'OFPRA. Le Conseil d'Etat est juge de cassation. Il est rare qu'un tel recours aboutisse : le candidat réfugié doit apporter la preuve qu'il est effectivement menacé dans son pays d'origine, ce qui est pratiquement impossible dans les cas a priori douteux.

On peut regretter que l'administration fasse, d'une manière générale, un trop grand usage du secret dans l'élaboration de ses décisions. Il est vraisemblable qu'une clarification, une publication des usages en vigueur, par exemple, tout au long de la procédure, améliorerait les rapports entre les pouvoirs publics et une communauté naturellement soupçonneuse. Plus grave est la règle édictée par la circulaire (en principe secrète), toujours en vigueur, signée par le ministre de l'Intérieur le 12 juillet 1974, selon laquelle « la reconnaissance par l'OFPRA de la qualité de réfugié n'entraîne pas automatiquement le droit au séjour définitif en France ». Il s'agit là, dans l'esprit, d'une violation de la convention de Genève. Cette règle a une conséquence d'ordre général : elle oblige le réfugié à se munir, en plus de sa carte de réfugié, d'une carte de séjour, ce qui n'est pas prévu par la convention. Une telle situation entretient des ambiguïtés et des inquiétudes, le plus souvent dépourvues de tout fondement.

Le plupart des réfugiés estiment qu'il serait plus simple, et plus correct, de supprimer la carte de séjour et d'inscrire sur la carte de réfugié le texte de l'article 33 de la convention, qui pose que le pays d'accueil peut expulser un réfugié pour des raisons de « sécurité nationale ou d'ordre public », lui laissant cependant un droit de recours, ainsi qu'un « délai raisonnable » pour lui permettre de chercher à se faire admettre par un autre pays. L'absence de cette règle est confirmée par le fait qu'en pratique il est fréquent que le réfugié ne trouve pas d'autre pays prêt à l'accueillir. Comme la France suit, sur ce point, scrupuleusement la convention de Genève (grâce, parfois, à des interventions ponctuelles du H.C.R.), le réfugié n'est pas expulsé, et l'arrêt d'expulsion est simplement assorti d'un arrêté d'assignation à résidence, ou d'interdiction de séjour dans certains

départements. Depuis quinze ans, aucun arrêté d'expulsion n'a été émis.

Mais la carte de séjour elle-même n'est obtenue que si le réfugié est en possession d'une carte de travail (3). Tant que cette condition n'est pas remplie le réfugié n'a droit qu'à une autorisation provisoire de séjour, renouvelable, en principe, tous les trois mois. Il s'agit là d'une autre entorse à la convention de Genève, qui prévoit, dans son article 17, que « les Etats accorderont à tout réfugié résidant régulièrement sur le territoire le traitement le plus favorable accordé dans les mêmes circonstances aux ressortissants d'un pays étranger en ce qui concerne l'exercice d'une profession salariée ».

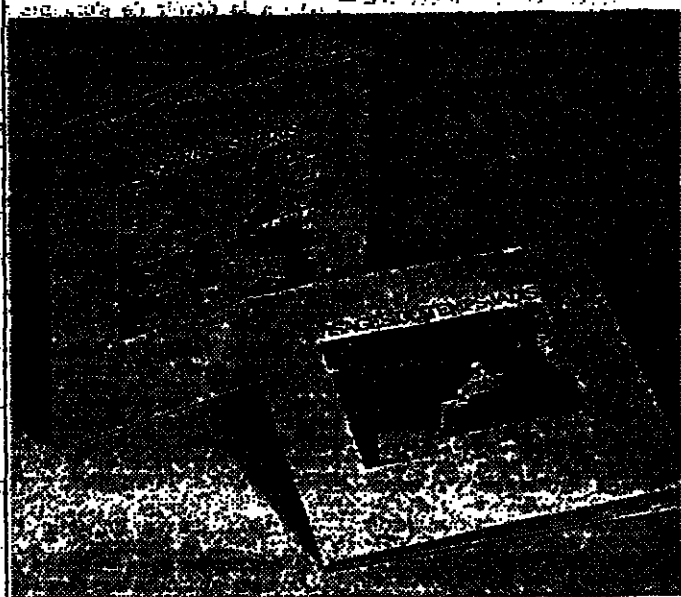
Les étrangers qui bénéficient, en France, du régime le plus favorable sont les ressortissants des pays de la C.E.E. dispensés de carte de travail. Un recours à récemment été formé par plusieurs associations s'occupant de réfugiés, devant le Conseil d'Etat, contre un décret de novembre 1975 continuant d'assimiler, sur ce point, les réfugiés politiques à des travailleurs immigrés ordinaires. Tant qu'ils n'ont pas de carte de travail, les réfugiés demandeurs d'emploi, chômeurs non allocataires, se heurtent aux réticences des employeurs, qui ignorent souvent qu'ils n'encourent pas de sanction en embauchant un réfugié politique dépourvu de carte de travail ou simplement recient devant la longueur de la procédure qu'ils devront engager afin de régulariser la situation du réfugié embauché.

Une circulaire du ministère du travail, prise le 24 août dernier, mais non publiée, permet aux demandeurs d'asile d'obtenir auprès des services préfectoraux une autorisation provisoire de travail, valable six mois. Ce privilège avait été accordé dès 1975 aux Indochinois seulement, ce qui n'allait pas sans provoquer des rancœurs. C'est donc un progrès. Cette même circulaire fait un autre pas en avant, en laissant entendre que la carte de travail pourra être accordée à tout réfugié (statutaire) bénéficiant d'un contrat de travail de plus de trois mois (au lieu de deux). Mais il ne s'agit que d'une circulaire — et elle ne s'attaque pas au fond du problème.

Prochain article :

INTÉGRATION
ET SUSPICION

Attention!
plus que neuf jours
QUINZAINE
LAROUSSE
un cadeau pour vous!



jusqu'au 4 décembre

les libraires participant à la Quinzaine Larousse vous offriront :

• pour tout achat de 100 F d'ouvrages Larousse, un très bel album hors commerce de photographies anciennes;

• pour tout achat de 200 F d'ouvrages Larousse, deux très beaux albums hors commerce de photographies anciennes.

Ces précieux documents sont extraits des Archives Larousse.

Profitez-en pour choisir tous vos cadeaux de fin d'année dans le catalogue Larousse.

LAROUSSE

LE CADEAU PAR EXCELLENCE

La carte de séjour

La convention prévoit de même que les personnes ayant commis un crime contre la paix, ou un crime contre l'humanité, ne pourront bénéficier du droit d'asile. Or la France a donné le statut de réfugié, en 1975, à des officiers de la F.I.D.E., la police politique portugaise du temps de Salazar, dont certains répondaient à cette définition. Elle l'a donné aussi, sous la présidence du général de Gaulle, à des déserteurs, à des soldats hostiles à la guerre du Vietnam, alors que la convention exclut les déserteurs. Elle a même accueilli, en 1972, un Américain qui avait dérobé un avion (sans arme) pour protester contre la guerre du Vietnam.

Le fait de « craindre avec raison d'être persécuté dans son pays d'origine » ne suffit pas, en revanche, pour pouvoir demander l'asile politique en France. Il est nécessaire d'avoir mis le pied sur le territoire français... même irrégulièrement. Il est vrai que la convention de Genève ne traite pas des conditions dans lesquelles les pourraient être accordé l'asile hors du territoire du pays d'accueil. Il est vrai aussi qu'aucun pays n'ouvre la porte de ses ambassades aux opposants politiques pourchassés : diplomatie oblige.

Il reste que la règle varie. En Amérique latine, il est de tradition que l'ambassade des Nations unies pour les réfugiés, sur le plan de l'asile, au territoire national. On se souvient du cas récent de l'asile accordé au réfugié chilien par l'ambassade de France à Santiago après le coup d'Etat du 11 septembre 1973 (2). Mais ce qui est vrai au Chili ne l'est pas, par exemple, en Irak ou en Iran. L'opposant politique persécuté qui espère trouver asile en France devra, s'il est originaire de l'un de ces deux pays, passer les frontières clandestinement.

La distinction existe aussi dans le cas de réfugiés qui se trouvent à nouveau menacés dans leur « pre-

mier pays d'accueil ». Par exemple, les réfugiés du Chili en Argentine, dont le statut est, depuis 1975, devenu des plus précaires, trouvent régulièrement asile en France par l'intermédiaire du Haut Commissariat aux réfugiés.

Il n'en va pas de même des réfugiés kurdes d'Irak en Iran. Pour eux, l'ambassade de France reste fermée et le H.C.R. n'a pas le pouvoir d'origine à moins qu'il ne soit établi par un tribunal qu'il a commis un « crime », au sens des conventions internationales. Le pire qui puisse lui arriver est d'être expédié vers un pays tiers (qui, à son tour, peut le réexpédier ailleurs) ou d'être obligé de vivre en France sans avoir la carte de réfugié ni de carte de séjour, mais seulement des autorisations de séjour renouvelables — ou même aucun document, ce qui est rare.

Une fois sur le sol de France, cependant, le candidat à l'asile n'est jamais renvoyé dans son pays d'origine à moins qu'il ne soit établi par un tribunal qu'il a commis un « crime », au sens des conventions internationales. Le pire qui puisse lui arriver est d'être expédié vers un pays tiers (qui, à son tour, peut le réexpédier ailleurs) ou d'être obligé de vivre en France sans avoir la carte de réfugié ni de carte de séjour, mais seulement des autorisations de séjour renouvelables — ou même aucun document, ce qui est rare.

La première décision revient, quand le réfugié est parvenu à entrer en France par ses propres moyens, au ministère de l'Intérieur (voies seulement la préfecture auprès de laquelle le candidat dépose sa demande). Il obtient alors, en principe, une autorisation provisoire de séjour portant les mentions « a sollicite l'asile » et « main-d'œuvre étrangère », ce qui lui donne le droit de demander à l'OFPRA une carte de réfugié, d'être hébergé pendant six mois aux frais de la collectivité.

Le demandeur d'asile peut d'ailleurs solliciter directement une intervention du représentant en France du H.C.R. si bien qu'au total on ne constate guère, à ce niveau, de violation de la convention. L'OFPRA, de son côté, a plutôt tendance, on l'a vu, à accorder davantage de cartes de réfugié que la convention de Genève ne lui en donne le droit. En pratique, le taux d'accueil est de l'ordre de 90 %. Celui dont la demande est rejetée peut former

L'Asie du Sud-Est via Bangkok.

Air France va de Paris à Bangkok et revient de Bangkok à Paris avec la fréquence la plus forte et la plus régulière.

Et met à profit, par le jeu de ses correspondances, le rôle de plaque tournante de Bangkok dans le sud-est asiatique.

• Bangkok : direct et quotidien.

En exclusivité, Air France assure un vol quotidien vers Bangkok, avec un retour sur Paris chaque soir également.

• De Bangkok : les grandes places économiques. De Bangkok, les hommes d'affaires disposent de

nombreuses correspondances avec Singapour, Hong Kong, Manille, Djakarta, Kuala Lumpur.

• A bord : la France.

A bord d'Air France, le personnel parle français. Les repas et le service sont à la française, les programmes musicaux variés, les films étrangers doublés, et les journaux, français ou étrangers, ceux que l'on trouve chaque jour sur son bureau.

Pour être les premiers à découvrir de nouveaux marchés en Asie, adressez-vous à votre Agent de voyages ou à Air France, tél. 535.61.61.

EN COMPAGNIE D'AIR FRANCE

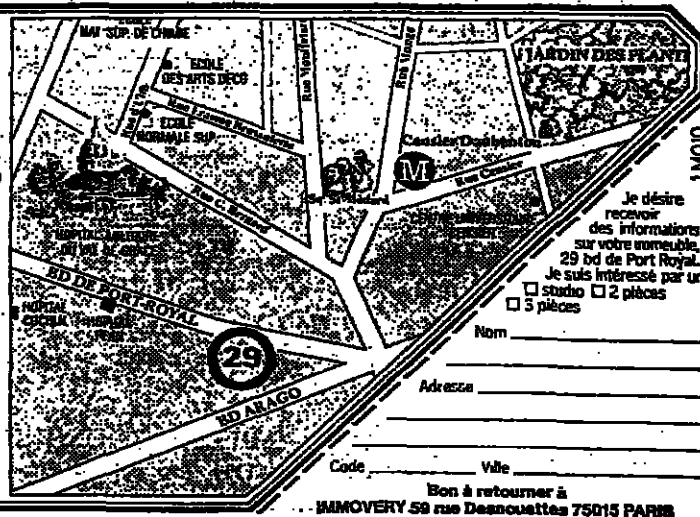
29 boulevard de Port Royal

UN PETIT IMMEUBLE DE STANDING
STUDIOS 2 ET 3 PIECES EQUIPES
parkings et boxes.

Prix fermes et définitifs. Livraison 4^e trimestre 1977.
Ligne téléphonique assurée à la remise des clés.
(Préfinancée par le promoteur)

Pour tous renseignements :

immovetry
59 rue Desnouettes, 75015 PARIS
tél. : 533.68.91



(1) Ces faux papiers ont permis à de simples émigrés thaïlandais, chinois, etc. de ne faire passer pour des réfugiés, et à de véritables réfugiés d'exercer un droit de priorité réservé à certaines catégories.

(2) En fait, il ne s'agissait, dans un premier temps, que des ressortissants d'autres pays latino-américains réfugiés au Chili.

(3) C'est-à-dire qu'il est soumis à la réglementation de droit commun en matière d'emploi, applicable aux immigrés. Le prix de la contribution que l'employeur doit verser à l'Office national d'immigration est cependant réduit. En outre, le droit de l'emploi n'est pas opposable au réfugié.

مركز المنهج

SPORTS

Un sociologue étudie l'avenir des Jeux olympiques

Pour que les champions maîtrisent leur destinée

Il ne manque pas de débats ou de colloques, dans ces mois d'automne, pour s'interroger sur l'avenir des Jeux olympiques.

L'analyse du phénomène de gigantisme varie évidemment selon les points de référence : politiques, économiques, ou purement sportifs. Le point de vue du sociologue restait inconnu, car cette science n'a pas encore abordé — en France du moins — le domaine sportif. Un spécialiste français de la sociologie du loisir, M. Joffre Dumazedier, directeur de l'I.U.E.R. des sciences de l'éducation à Paris-V, a néanmoins tenté d'apporter quelques éclaircissements sur ce point à l'occasion de plusieurs colloques dont nous analysons ici les conclusions.

Le sociologue permet de dépasser le domaine des impressions, en établissant les variations de comportement sur des données scientifiques. Dumazedier étudie l'évolution des activités de loisir et constate leur tendance à exister hors des rites institutionnels, à tous les points de vue, la croissance du temps libre dans les sociétés industrialisées ramène en quelque sorte l'individu à son enfance et renforce son désir d'autonomie jusque dans ses jeux, ses distractions et leur cadre.

Les changements du mode de vie amènent des transformations de la pratique volontaire des activités sportives. Le geste du désengagement s'accroît, de sorte qu'aujourd'hui, estime M. Dumazedier, « lorsque la recherche de la performance atteint les plus hauts niveaux nationaux et internationaux, elle est liée en fait à la dynamique du spectacle et à celle des intérêts nationaux. De simple exercice de loisir, elle devient le produit d'un nouveau type de travail ». Constatant le désengagement pour la pratique au plus haut niveau, le sociologue voit dans l'éducation sportive le moyen de « préparer avant tout à un loisir sportif volontaire à tous les âges de la vie ».

Quant aux champions, ils ne peuvent plus être séparés en « amateurs » ou en « professionnels », attendu que, sous une forme ou sous une autre, ils sacrifient plus que le temps normal de loisir à l'apprentissage ou au perfec-

tionnement d'une profession nouvelle du spectacle ou de la représentation nationale d'une durée variable.

C'est par le détour de cette analyse que le sociologue propose une solution originale pour le règlement des conflits olympiques : c'est aux athlètes eux-mêmes qu'il appartient de prendre en main leur destinée, de faire des Jeux olympiques ce qu'ils ont envie d'en faire. Toute « profession » a le devoir de s'organiser, de défendre ses intérêts.

Des habitudes séculaires

M. Dumazedier a bien conscience de remettre en cause des habitudes séculaires de corporatisme et il le dit sans fioriture : « Si le loisir est d'abord une auto-éducation, il existe une forme de discipline de club imposée de l'extérieur par des bureaucrates ou des gérants professionnels ou des expérimentateurs qui semblent aujourd'hui de plus en plus anachroniques (1). Ce sont les athlètes eux-mêmes, surtout les jeunes, qui devraient avoir accès au droit d'assumer de plus en plus l'orientation politique et la gestion technique avec l'aide des techniciens et entraîneurs, en fonction des besoins de l'ensemble de la population, d'une ville ou d'un quartier. »

Tournant dans l'histoire du sport, si cela se produisait. Tournant également dans l'histoire de l'olympisme. Témoin des querelles qui précéderont l'ouverture des Jeux de Montréal, M. Dumazedier, s'est efforcé que les athlètes puissent « être utilisés comme de simples instruments d'une politique gouvernementale sans être consultés, sans pouvoir participer

aux assemblées dirigeantes qui prennent la décision pour eux ». A ceux qui se chagrinent de voir le sport mêlé à la politique, il répond : partiel, séparons les intérêts de l'autre, laissons les intérêts faire leur politique.

« Pourquoi des grands athlètes qui sont les champions n'ont-ils pas le droit de réglementer eux-mêmes leur création et leurs relations avec le public ? », se demande le sociologue. « Les athlètes ont un but inaliénable, affirme-t-il, exprimer leur œuvre, quelle que soit l'utilisation qu'en fera ou ne fera pas le gouvernement pour ses politiques. »

Athlètes de tous les pays, unissez-vous ? Ce n'est pas si simple, mais le slogan indique le contraire de ce qu'a d'arbitraire l'autorité du Comité international olympique qui n'est soutenu par aucun mouvement social et ne détient sa légitimité que de lui-même. On entend encore longtemps tel ou tel dirigeant d'opposer, voire imposer « sa » solution si moins bonne et plus mauvaise que celles qui ont prévalu jusqu'à maintenant. Mais pourra-t-on se satisfaire de Jeux olympiques maintenus par la force des balonnets, sans cesse protégés par des soldats en armes ? Mieux vaut s'appuyer sur l'esprit du sociologue qui voit se dessiner la vraie fraternité des stades, non pas celle d'un consensus fallacieux que l'on nous impose à coups de slogans, mais celle que les athlètes créeront eux-mêmes et enfin.

FRANÇOIS SIMON.

(1) Au moment de la crise que vient de connaître l'O.C.S. St. capitaine de l'équipe de football, Jean-Pierre Adams, a déclaré : « Seuls les dirigeants et non les joueurs, ont le droit de parler sans admettre qu'on leur dise la vérité. »

La libre circulation des athlètes professionnels dans les pays de la Communauté européenne

par LOUIS PETTITI (*)

La Cour de justice des Communautés européennes, sous la présidence de M. Robert Lecourt, a rendu récemment une décision — l'arrêt Dona (1) — dont les conséquences sont de nature à modifier les structures du sport professionnel, le statut des fédérations internationales et nationales, le sort des championnats nationaux de clubs, notamment pour le football professionnel.

Elle a déclaré, en effet, pour répondre à une demande d'interprétation, qu'« est incompatible, avec les articles 7 et, selon le cas, 48 et 51 ou 52 et 53 du traité, toute réglementation ou pratique nationale, même édictée par une organisation sportive, réservant aux seuls ressortissants de l'Etat membre concerné le droit de participer, en tant que joueurs professionnels ou semi-professionnels, à des rencontres de football, à moins qu'il ne s'agisse d'une réglementation ou pratique excluant les joueurs étrangers de la participation à certaines rencontres pour des motifs non économiques, tenant au caractère et au cadre spécifique de ces rencontres et intéressant donc uniquement le sport en tant que tel ».

Le problème posé était en réalité celui de l'opposabilité des règlements des fédérations sportives, interdisant ou limitant le nombre des joueurs étrangers — en particulier, des ressortissants des neuf Etats de la Communauté admis à

disputer les épreuves de championnats professionnels — à l'article 48 du traité de Rome prévoyant la liberté de circulation des salariés et prestataires de services dans la Communauté et assurant l'emploi sans discrimination.

La Cour s'en est tenue à des réponses spécifiques. Elle n'a pas voulu, à l'occasion de l'arrêt, exprimer sa véritable conception du traité de Rome au regard de l'activité économique visée par l'article 2. Le traité est-il ou non limité aux seules activités économiques et quelles sont les définitions conventionnelles de celles-ci ?

La Cour a été également prudente dans sa formulation concernant les pouvoirs des fédérations et organisations sportives se bornant à écrire : « L'interdiction de discrimination fondée sur la nationalité s'impose non seulement à l'action des autorités publiques, mais s'étend également aux réglementations d'une autre nature visant à régler, de façon collective, le travail salarié et les prestations de services ; qu'il en résulte que les dispositions des articles 7, 48 et 51 du traité, ayant un caractère impératif, doivent être prises en considération, par le juge national, en vue d'apprécier la validité ou les effets d'une disposition insérée dans le règlement d'une organisation sportive. »

Mais le véritable problème posé est celui des limites du pouvoir des fédérations internationales et nationales agissant par délégation des pouvoirs publics. A la limite, le club peut-il échapper aux statuts de la fédération qui organise le championnat officiel, en se référant à la décision de la Cour de justice ? Le même problème est posé pour les compétitions européennes de clubs.

Peut-on considérer que demain un club français pourra engager sous contrat un quatrième joueur étranger ressortissant de la C.E.E. et aligner dans son équipe trois joueurs au lieu de deux si le problème est ressortissant de la Communauté ? En l'état des statuts de la fédération et du règlement, ce club se verrait donner match perdu. Dans ce cas, pourrait-il exiger un recours et en tout cas demander des dommages-

intérêts ? L'arrêt Dona lui ouvre cette perspective.

C'est évidemment au plan économique une mutation importante pour un « marché » de profession qui porte sur plusieurs milliards.

C'est aussi une transformation des équipes des grands clubs, encore que celles-ci aient déjà perdu leur recrutement local d'origine. Les grandes coupes européennes feront l'objet de transactions plus importantes. Mais déjà en Italie les achats de joueurs font partie des postes d'actifs des bilans des grandes sociétés commerciales qui cotent les clubs.

C'est toute l'autorité des fédérations qui se trouve remise en cause. L'arrêt Dona peut avoir d'autres prolongements : la libre circulation des travailleurs et prestataires n'implique-t-elle pas le droit à une vie familiale et de loisirs identique pour le ressortissant étranger d'un des neuf Etats de la Communauté ? Dans ce cas, et c'est l'avis du signataire de cet article, c'est l'extension d'application du traité au sport amateur et l'interdiction pour la pratique du sport de toute limitation qui serait fondée sur la nationalité.

La promotion de l'homme est le but du traité. Le sport est un élément important de cette promotion et doit avoir place entière dans la vie de la Communauté.

(*) Bâtiment désigné du barreau de Paris, secrétaire général de l'Association des juristes européens.

**TRÉCA
EPÉDA
SIMMONS**
Les 3 grands noms de la literie exposent leur gamme compléte chez :
CAPELOU

DISTRIBUTEUR
LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE
EXPOSITION ET MAGASIN DE VENTE
37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE
PARIS XX^e TEL. 357.46.35
Métro : Parmentier

MARIE-OLIVIER
52 Champs-Élysées, Paris
Défilés
de Mode
collections
coktails fourmures
DEMAIN SAMEDI
de 14h à 19h

PRIX DE GROS
C.C.A.
Chocolats - Champagnes - Vins
Alcools - Fois Gras - Jambons
Marques Prestigieuses
103, rue de Turenne
75003 PARIS
Ouvert du lundi au samedi
de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h

Opel Rekord
Essence ou Diesel
CAV SARRL
60 bis, rue de Valenciennes
LE CHESNAY, TEL. 654.13.65

Soyez Cannois
chaque année durant plusieurs semaines !

Choisissez parmi nos 16 périodes de vacances, celle que vous préférez. Elle sera à vous pour toujours.

Puis oubliez les soucis domestiques
(exemple : votre chambre sera faite tous les jours)
et vivez à l'hôtel comme chez vous.

Formule Solhôtel
la multicopropriété hôtelière
61, av. du Dr. Ficaud (Plage du Midi)
06400 Cannes Tél. : (93) 47 15 85

Pour en savoir plus
sur votre formule Solhôtel,
envoyez-nous gratuitement :
☐ votre brochure en couleur,
☐ la liste des 16 périodes et des prix,
Mon nom :
Ma profession :
Mon adresse :
Mon n° de téléphone :

**Stéréo en liberté :
combiné
radio-cassette AIWA**

Les premiers magnétophones à cassette japonais ont été fabriqués par AIWA. Et quand AIWA s'est attaqué aux combinés radio-cassette, il y a dépensé tant d'enthousiasme et de compétence qu'il est devenu très vite le leader au Japon. Et bien décidé à le rester.

Pour AIWA, chaque nouveau modèle est l'occasion de faire un bond en avant dans la technique des appareils à cassette.

Par exemple, le radio-cassette TPR-930. Il est portable. Il s'écoute comme un ensemble HI-FI. Il est stéréo. En radio et en magnétophone. Il offre un ensemble de perfectionnements jusqu'ici jamais réunis sur un même appareil.

Le TPR-930 restitue le relief sonore d'une manière parfaitement équilibrée (« Matrix Sound Stereo ») avec ses 4 haut-parleurs (2 en façade, 2 sur les côtés, puissance 2x2 watts). Aussi bien dans un salon, en bateau, ou dans toute caravane.

4 gammes d'aiguës (POGO/CC/EM) avec contrôle automatique de fréquence en FM, 2 micros incorporés pour l'enregistrement stéréo. Touche de pause pour un arrêt momentané. Mixage micro. Contrôle automatique du niveau d'enregistrement. Système « Loudness » pour relever les graves et les aigus à bas niveau sonore. Répétition rapide sans manœuvres (« Quick Review »).

Mémoire électronique (AMS) pour vous aider à retrouver immédiatement le début d'un enregistrement. Arrêt automatique en fin de bande. Compteur. Cassettes standard et CC/02.

Et même la musique s'arrête toute seule à votre premier sommeil ! (programmation de l'arrêt automatique « Sleep Timer »).

Stéréo en liberté. On est loin du gadget !
Le TPR-930 pentaseul s'enchaine à une chaîne HI-FI comme platine-magnétophone.

Il fonctionne sur piles, secteur ou batterie. Dimensions : L. 392 x P. 114 x H. 213. Prix indicatif constaté au 10/10/76 : 2.500 F.

Il y a aussi beaucoup du 930 dans le TPR-910 (stéréo - 2 x 2 watts) et le TPR-300 (mono - 4,5 watts).

AIWA : 10 combinés radio-cassettes disponibles actuellement en France.

AIWA MAGECO electronic

PARMI LES DISTRIBUTEURS AIWA en région Parisienne

Tous autres points de vente AIWA proches de votre domicile sur simple demande.

BHV - DARTY - DRUGSTORES - FNAC - GALERIES LAFAYETTE - PRINTemps - 1^{er} RADIO PYRAMALION - 18, bd de Sébastopol - 2^e DISL - 3, place des Fêtes - 3^e TÊLE CENTRAL RÉPUBLIQUE - 21, bd St-Martin - 7^e PICHONNIER - 148, rue de Grenelle - 8^e POINT D'ORÈGE - 217, rue de Fg-St-Hippolyte - ROLLAND RADIO - 21, rue de Rome - HI-FI TOP - 77, bd Malesherbes - SONG MARBEUF - 12, rue National - 9^e HI-FI FRANCE - 9, rue de Valenciennes - AUDITO - 18, rue Lafayette - HI-FI 58 - 58, rue Lafayette - 12^e CIBOT RADIO - 136, bd Diderot - 14^e HI-FI 94 - 61, av. de la Gare - 15^e ILLE - 105 et 143, av. Fg-St-Hippolyte - HI-FI MADISON - 2, rue de Valenciennes - HI-FI 68 - 68, bd de Valenciennes - 10^e INTERMEZZO - 2, rue Raymond - PANTHERS - 182, av. de Valenciennes - RADIO TROCADÉRO - 1, av. Pasteur - 17^e MAISON DE LA HI-FI - 238, bd Pére - 19^e TÊLE MÉNAGER LER - 19, rue Lape - 19^e TÊLE POP MUSIC - 10, av. J.-Bart - 20^e ELECTRO LINE - 65, rue Pétion - 14^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 21^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 22^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 23^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 24^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 25^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 26^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 27^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 28^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 29^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 30^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 31^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 32^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 33^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 34^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 35^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 36^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 37^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 38^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 39^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 40^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 41^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 42^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 43^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 44^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 45^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 46^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 47^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 48^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 49^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 50^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 51^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 52^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 53^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 54^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 55^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 56^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 57^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 58^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 59^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 60^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 61^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 62^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 63^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 64^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 65^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 66^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 67^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 68^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 69^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 70^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 71^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 72^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 73^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 74^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 75^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 76^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 77^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 78^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 79^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 80^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 81^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 82^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 83^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 84^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 85^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 86^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 87^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 88^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 89^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 90^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 91^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 92^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 93^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 94^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 95^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 96^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 97^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 98^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 99^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 100^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 101^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 102^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 103^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 104^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 105^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 106^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 107^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 108^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 109^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 110^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 111^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 112^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 113^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 114^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 115^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 116^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 117^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 118^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 119^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 120^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 121^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 122^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 123^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 124^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 125^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 126^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 127^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 128^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 129^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 130^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 131^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 132^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 133^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 134^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 135^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 136^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 137^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 138^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 139^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 140^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 141^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 142^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 143^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 144^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 145^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 146^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 147^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 148^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 149^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 150^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 151^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 152^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 153^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 154^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 155^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 156^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 157^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 158^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 159^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 160^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 161^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 162^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 163^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 164^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 165^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 166^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 167^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 168^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 169^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 170^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 171^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 172^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 173^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 174^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 175^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 176^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 177^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 178^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 179^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 180^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 181^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 182^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 183^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 184^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 185^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 186^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 187^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 188^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 189^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 190^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 191^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 192^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 193^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 194^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 195^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 196^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 197^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 198^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 199^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 200^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 201^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 202^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 203^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 204^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 205^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 206^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 207^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 208^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 209^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 210^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 211^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 212^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 213^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 214^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 215^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 216^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 217^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 218^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 219^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 220^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 221^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 222^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 223^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 224^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 225^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 226^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 227^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 228^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 229^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 230^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 231^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 232^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 233^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 234^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 235^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 236^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 237^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 238^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 239^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 240^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 241^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 242^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 243^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 244^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 245^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 246^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 247^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 248^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 249^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 250^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 251^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 252^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 253^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 254^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 255^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 256^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 257^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 258^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 259^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 260^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 261^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 262^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 263^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 264^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 265^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 266^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 267^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 268^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 269^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 270^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 271^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 272^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 273^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 274^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 275^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 276^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 277^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 278^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 279^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 280^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 281^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 282^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 283^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 284^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 285^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 286^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 287^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 288^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 289^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 290^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 291^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 292^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 293^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 294^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 295^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 296^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 297^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 298^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 299^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 300^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 301^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 302^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 303^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 304^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 305^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 306^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 307^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 308^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 309^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 310^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 311^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 312^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 313^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 314^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 315^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 316^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 317^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 318^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 319^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 320^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 321^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes - 322^e BOUTIQUE - 14, rue de Valenciennes

Tunisie. Avec République Tours c'est exceptionnel.

8 jours dans la baie de Tunis 1185 F*
8 jours à Hammamet 1375 F*
8 jours à Djerba 1275 F*
8 jours à l'île de Kerkennah 1195 F*

Renseignements :
République Tours, 61, rue de Malte,
75541 Paris, Cedex 11. Tél. 355.39.30.
ou votre agent de voyages.

La Tunisie. Une terre. Des hommes.

* Prix tout compris.

Je désire recevoir gratuitement votre documentation.

Nom

Adresse

502

Lic. A 504

POUR 2990 F CROISIERE PRIVEE SUR LE NIL

Le 13.11.76, REV VACANCES, le tour opérateur spécialiste des voyages en Egypte, inaugure une nouvelle flotte de 5 navires fluviaux baptisés "NIL YACHT".
Chaque unité comporte 6 cabines doubles luxueusement aménagées, air conditionné et installation de musique stéréophonique.
Un prix de lancement exceptionnel permettra aux amateurs égyptologues, de réaliser un voyage de 9 jours comprenant le transport aérien, le logement en Egypte en hôtels 4 étoiles, la pension complète, la croisière sur le Nil, et toutes les visites pour 2990 F à 3900 F.

Les groupes d'amis pourront réserver un ou plusieurs NIL YACHTS, afin de réaliser leur croisière privée.
En dehors de ces croisières en NIL YACHT, REV VACANCES propose une sélection de circuits archéologiques bien rodés, accompagnés d'excellents guides conférenciers.

Le voyage de 14 jours avec croisière à bord des luxueux Isis et Osiris est à 5600 F.

Le Tour d'Egypte en 10 jours vaut 3250 F.

Le Grand Circuit Archéologique, considéré par la presse comme le circuit le plus complet, revient à 4200 F pour 14 jours.

REV VACANCES a édité une brochure en couleurs décrivant ces voyages, et contenant en outre une multitude de renseignements sur les plans archéologiques, historique et pratique pour bien réussir un voyage en Egypte.

Rev Vacances

Vous pouvez vous procurer gratuitement la brochure "EGYPTE REV VACANCES" dans toutes les agences de voyages et au SUPER-MARCHE VACANCES 52 rue de Bassano 75008 Paris Métro George V. Tél. 720.21.65 ou 720.24.62.

• Veuillez m'adresser, sans engagement de ma part, la brochure "EGYPTE REV VACANCES".

NOM

ADRESSE

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

TOURISME

Des millions en balade

(Suite de la page 19.)

L'affaire prend de l'importance. Il lui faudrait un commissaire aux comptes. Pourtant, en cinq ans, il n'y aura aucun contrôle financier. Ni les administrateurs, dont c'était le devoir, ni le ministère du travail, dont c'était le moins l'intérêt (de 1970 à 1975, 38 millions de francs seront alloués par les pouvoirs publics), ne réclameront de bilans. On se contente de simples états communiqués par le P.-D.G. Ancien chargé de mission, médaillé du mérite, chevalier de la Légion d'honneur, M. Féty en impose : il assure.

Surtout, il a fondé un certain nombre de sociétés ou organismes privés (SAGEST, IET, I.F.P., IGECET, etc.) qui fonctionnent au moyen de conventions pour le compte du C.E.P.T. Il est président de plusieurs de ces sociétés; Mme Féty, son épouse, assure pour sa part la direction générale de l'IET (Institut européen du tourisme). Toujours pas de contrôles. « Il est souvent bien difficile d'établir une limite entre les affaires personnelles et celles pour lesquelles on reçoit des subventions de l'Etat », prétend aujourd'hui un de ses anciens amis qui ne veut pas l'accabler.

Cependant, au printemps de l'année dernière, une certaine inquiétude s'empara du conseil d'administration assis jusqu'à là. « Ils » veulent un bilan. Ils l'auront. Au mois de juin 1976, M. Féty fait nommer un expert auprès des tribunaux qui, en quatre mois, dépouillera les comptes du C.E.P.T. et en fera une présentation aux administrateurs. Tout aurait dû alors rentrer dans l'ordre.

C'est à ce moment — on dirait un fait exprès — que le ministère du travail ordonne une enquête aux fins de vérifications financières. Il ressort des travaux de l'inspecteur Caray que le P.-D.G. du C.E.P.T. aurait mélangé les comptes du centre (association selon la loi 1901) avec ceux d'autres sociétés privées. Et l'inspecteur avance un chiffre : c'est 1 milliard 800 millions d'anciens francs d'excédent pour les exercices 1971, 1972, 1973 que M. Féty devrait actuellement à l'Etat. « C'est faux », rétorque l'ancien P.-D.G., dans cette somme sont inclus les frais de fonctionnement du centre.

Victime d'une jalousie

Cependant, le « mal » est fait. Le rapport qui circule sous le manteau entraîne la méfiance de ceux qui jusqu'alors étaient restés indifférents. Et, lorsque le ministère du travail dénonce, en mars 1976, la convention-cadre passée avec le C.E.P.T. — vraisemblablement après la lecture du rapport Caray, — c'est la débâcle. M. Féty, qui avait décidé de laisser le C.E.P.T. en deux : un C.E.P.T. qui aurait les charges de « formation permanente » et dont les ressources proviendraient essentiellement de la taxe à la formation permanente, et un C.E.P.T.-F.P. (formation professionnelle) qui recueillirait les fonds d'Etat, est mis dans l'obligation de démissionner. Le 25 mai 1976, il n'est plus que le président honorifique du C.E.P.T.-F.P., mais il reste à la tête du C.E.P.T. nouvelle formule et continue, à ce titre, de bénéficier d'un agent, ment du ministère aux fins de percevoir la taxe de formation permanente.

Tout se passe comme si, reconnaissant une certaine « légitimité » dans l'utilisation des fonds publics, l'Etat n'osait pas prendre le rapport Caray à la lettre. On invoque les cinq mille « têtes blondes » qui sont sorties tant bien que mal des cours du centre et qui ont l'étiquette C.E.P.T. dans le dos. On tient compte aussi des cent personnes menacées de perdre leur emploi si M. Féty est mis dans l'obligation de rendre des comptes. D'autant que le P.-D.G. du C.E.P.T. n'est pas sans arguments : « Ce n'est pas moi qui dois de l'argent, mais l'Etat qui m'a spolié en ne remboursant qu'une partie des fonds sociaux européens alloués au C.E.P.T. Il y en a pour 4 millions de francs, et je porterai plainte si besoin est. D'ailleurs, le fonds social européen me demande des explications. Je suis victime en vérité d'une jalousie de l'administration, qui voyait que mon centre fonctionnait trop bien. »

Mais les « détours » particuliers de la procédure budgétaire, pas plus que les états d'âme supposés de l'administration, ne font oublier le rapport accablant de l'inspecteur interministériel. Les professions du tourisme, les agents de voyage, les hôteliers, se révoltent. Ils viennent de débaptiser le C.E.P.T. (F.P.) et de porter plainte contre M. Féty, qui ne veut pas assumer les paiements qui lui incombent. « Cet argent public ne lui appartient pas, la convention est dénoncée, c'est l'Etat qui prend la relève, c'est cet institut qui reversement désormais les fonds sociaux européens. »

Pour M. Pantalacci, conseiller technique au secrétariat d'Etat au tourisme, nouvel administrateur de l'I.F.P.T.H., tout est à présent rentré dans l'ordre. Il ne serait nullement opportun de vider cette querelle sur la place publique et « la justice doit suivre son cours dans la sérénité ».

Mais au-delà de l'imbrication financière, c'est la légitimité de l'Etat en ce qui concerne la formation professionnelle qui, avec cette affaire, est mise en évidence. Dans les domaines du tourisme, une certaine d'habileté ont la charge de cette formation. Tous perçoivent des aides. On peut s'interroger sur leur utilisation si la pratique est courante comme ce fut le cas pour le C.E.P.T., de ne rien contrôler des bilans et des exercices. Le gouvernement préfère que la formation soit assurée par des organismes plus proches de la profession plutôt que par l'A.F.P.A., organisme public bien trop vaillant pour répondre réellement aux besoins. Encore faut-il que l'avantage soit évident.

Or les stagiaires du C.E.P.T. ne manquaient pas de se plaindre. « On était les moyens audiovisuels qui contenaient les dépliant publicitaires du C.E.P.T. ? » demande l'un d'eux. « Je n'ai pas l'impression d'en avoir eu pour mes argent, 2 500 F que j'ai dû emprunter à la B.N.P. (il y avait des accords entre la B.N.P. et le C.E.P.T. pour l'ouverture d'un « crédit étudiant ») à soulever un autre. L'enseignement était des plus médiocres, tel professeur chargé de cours de billetterie le matin était devenu l'après-midi pépère », déclare aujourd'hui un troisième. « A non plus, pas de contrôle. Et il y a 25 000 emplois vacants dans les métiers du tourisme », reconnaît aujourd'hui un peu naïvement M. Féty. Mais son rôle — et l'argent public abondant pour l'aider — n'était-il pas précisément d'adapter la demande aux besoins ?

Le plus étonnant reste tout de même que l'Etat ait pu confier des millions de francs à un homme sur ses seules références et apparences.

Tout va changer à présent, dit-on. C'est même bien que tout n'ait pas été si mauvais. Mais on peut se demander si, à l'avenir, les contrôles seront plus efficaces et si le fonctionnement du nouvel institut sera surveillé avec plus de scrupules quand on sait que plusieurs administrateurs de l'ancien C.E.P.T. font partie du nouvel I.F.P.T.H. A croire qu'ils étaient irremplaçables.

CHRISTIAN COLOMBANI.

PAUVRE SORBONNE

Malgré le grand nombre des organismes privés auxquels sont confiés les enseignements du tourisme, il existe un institut par l'oubli — un enseignement officiel dans les universités. Le « Centre d'études du tourisme » à Aix-en-Provence, le « Centre d'études supérieures du tourisme » en Sorbonne. Mais alors que là on semble bénéficier des largesses de l'Etat, les difficultés ne manquent pas, comme l'indique le témoignage que nous publions ci-dessous.

Le Centre d'études supérieures du tourisme a été créé par la diminution du nombre des heures complémentaires décidée par le secrétariat d'Etat au tourisme. Le C.E.S.T. est, en effet, une U.E.R. appartenant à l'université de Paris-I-Panthéon-Sorbonne, qui ne possède ni poste d'enseignement permanent ni personnel administratif. C'est dire que son fonctionnement pédagogique dépend uniquement des heures complémentaires de cours réalisées par les enseignants dont les disciplines se rapportent au tourisme; quant à son administration, elle est assurée par le directeur, les professeurs et les élèves, qui se relaient pour assurer une permanence, répondre au courrier, au téléphone, et ne dispose même pas d'une secrétaire dactylo à temps partiel. Elle demeure donc nettement insuffisante malgré le bénévolat des uns et des autres.

Or les missions remplies par le C.E.S.T. répondant aux objectifs fondamentaux de la rénovation universitaire, et correspondant à des besoins de formation effectifs dans le milieu des professions liées aux activités touristiques. Depuis 1961, date de sa création, le C.E.S.T. fait participer les universitaires et les professionnels du tourisme à un enseignement pluridisciplinaire, théorique et pratique, directement orienté vers la vie active de jeunes gens ayant déjà accompli deux années d'études supérieures au moins.

Ajouter que le C.E.S.T. jouit d'une réputation internationale : chaque promotion comprend de nombreux étudiants étrangers; à titre d'exemple, des ressortissants de trente-cinq pays différents se sont présentés à l'examen d'entrée en septembre 1976.

La poursuite de cette action de formation et son expansion nécessitent risquent d'être gravement menacés en raison de la diminution des heures d'enseignement complémentaires dont le C.E.S.T. est affecté. Il serait regrettable que celui-ci se voie contraint à ne plus tenir ses engagements vis-à-vis des étudiants, et du monde professionnel qui en souhaite vivement le maintien et le renforcement.

Un groupe d'enseignants et d'étudiants du C.E.S.T.

Le Centre d'études supérieures du tourisme a été créé par la diminution du nombre des heures complémentaires décidée par le secrétariat d'Etat au tourisme. Le C.E.S.T. est, en effet, une U.E.R. appartenant à l'université de Paris-I-Panthéon-Sorbonne, qui ne possède ni poste d'enseignement permanent ni personnel administratif. C'est dire que son fonctionnement pédagogique dépend uniquement des heures complémentaires de cours réalisées par les enseignants dont les disciplines se rapportent au tourisme; quant à son administration, elle est assurée par le directeur, les professeurs et les élèves, qui se relaient pour assurer une permanence, répondre au courrier, au téléphone, et ne dispose même pas d'une secrétaire dactylo à temps partiel. Elle demeure donc nettement insuffisante malgré le bénévolat des uns et des autres.

Or les missions remplies par le C.E.S.T. répondant aux objectifs fondamentaux de la rénovation universitaire, et correspondant à des besoins de formation effectifs dans le milieu des professions liées aux activités touristiques. Depuis 1961, date de sa création, le C.E.S.T. fait participer les universitaires et les professionnels du tourisme à un enseignement pluridisciplinaire, théorique et pratique, directement orienté vers la vie active de jeunes gens ayant déjà accompli deux années d'études supérieures au moins.

Ajouter que le C.E.S.T. jouit d'une réputation internationale : chaque promotion comprend de nombreux étudiants étrangers; à titre d'exemple, des ressortissants de trente-cinq pays différents se sont présentés à l'examen d'entrée en septembre 1976.

La poursuite de cette action de formation et son expansion nécessitent risquent d'être gravement menacés en raison de la diminution des heures d'enseignement complémentaires dont le C.E.S.T. est affecté. Il serait regrettable que celui-ci se voie contraint à ne plus tenir ses engagements vis-à-vis des étudiants, et du monde professionnel qui en souhaite vivement le maintien et le renforcement.

Un groupe d'enseignants et d'étudiants du C.E.S.T.

TOURISME HOTELS RECOMMANDES

Côte d'Azur

CANNES
LE SAINT-YVES *** N.N. 43, boulevard d'Alsace, Jardin. Parking (proximité Croisette, tennis, piscine). T. 30-55-28.

FRÉJUS PLAGE
EL ERAT UNE POISSON N.N. 80, rue Frédéric-Mitterrand. T. 30-55-28.

MENTON (06)
HOTEL ONLY *** N.N. Face mer. Ouv. en 1971. Restaurant. Salle Garçon. HOTEL DU PAYS *** N.N. Face mer et casino, plein centre. Parking. Gd. part.

NICE

Hôtel Helvétique *** offre de 10 novembre 1976 au 20 janvier 1977 sur présentation de cette annonce pour un séjour de 3 jours minimum, chambre équipée, radio, T.V. couleur, T.V. à 20 km des côtes françaises mais rattachée à la Couronne d'Angleterre — seront heureux de vous faire partager leur joie de vivre. Les petites pensions voisines avec les hôtels confortables et les piscines de très grand luxe (dîner d'exception habituel).

Vous apprécierez la calme, la nature, la mer, la campagne, mais aussi les multiples distractions, les pubs, et dans la capitale Saint-Félien un shopping délassé à faire rêver.

A 10 minutes de Paris-Only Sud, Jersey vous attend dès demain. C'est la bonne idée pour un long week-end.

Pour documentation en couleur, écrivez au timbrant à 140 F à l'Office National du Tourisme, Service France I.M. 1 Jersey (Iles Anglo-Normandes).

Montagne

LE SAUZE 0400
Alpes du Sud

Hôtel et le Dahn *** N.N. Altitude 1400 m. Prox. des pistes, piscine chauffée, sauna. Rest. d'altitude.

VILLENEUVE-LA-SALLE

SKI A SERRIS-CHEVALER
— Forêts inférieures
— Réservé Noël - Janvier
Hôtel *** N.N. LE SERRIS-CHEVALER à VILLENEUVE-LA-SALLE (03240). Tél. (02) 24-03-61.

Allemagne

FRANKFURT
PARKHOTEL 1^{re} classe, centre, près gare centrale. Wiesbaden/Platz 28. T. 1949/11/23071 TX 04-12028.

Italie

MONTECATINI
LA SOUÉ - LE THERMALE *** cure sans médicament
HOTEL GARDON CURE *** 00555-40000 Tél. 0122
HOTEL CRISTALLO VERDE *** (Piedmont)

Maisons de première classe dans un grand parc. Cures et massages dans la maison. Planches thermiques couverte et découvertes (SP). Tennis. Golf. Direction : le propriétaire.

Suisse

ARONA (Grisons)
HOTEL VALERANA, 1^{re} catégorie. Une semaine forfaitaire de ski dès 320 F. Piscine couverte. Tél. 74232.

LEVAIN (Alpes Valaisannes)
Forfait 7 jours/6 nuits en demi-pension dès 5 Suisses 308.-, remises mécaniques, courses, piscines et patinoires couvertes GRATUIT.

Office de Tourisme : CH-1554 Levain. Tél. 1941/25/6 22 44.

ZINAL

Valais - 1 600 - 2 900 m. 30 km au sud de Sierre. Téléphonique - 7 téléviseurs - piscine couverte - patinoire - fond.

VACANCES ET LIBERTÉ
Forfaits 7 jours :
Logement agréable
piscine, balcon -
piscine - remises
mécaniques, courses
patinoire couverte
GRATUIT.

Appartements de vacances de 2 à 6 pers.
Location dès 22 F
pour 2 personnes, 7
compris : soirée raquette et piscine.
Nouveaux :
Vacances à la carte
Renseignements :
SST ZINAL S.A.
Tél. 02/65-15-51

KLM. INDONESIE.

A partir de 4.950F, nous vous offrons les batiks de Djogjakarta, les stupas de Borobudur et le Legong de Bali.

Fermez les yeux. Vous êtes dans une étroite échoppe de Djogjakarta, au centre de Java. Vous assistez fasciné à la très minutieuse impression à la main d'un batik, le tissu national indonésien.

Gardez les yeux fermés. Vous êtes sur la huitième terrasse du temple de Borobudur, titubant d'admiration parmi les stupas, ces immenses cloches de pierre où depuis mille ans méditent les bouddhas.

Transportez-vous à l'Est et vous voilà à Bali. C'est le crépuscule, troué de flambeaux et de lampes à huile. Vous vous immergez dans la magie du Legong, dansé avec une grâce inouïe au rythme de la musique Gamelan.

Vous pouvez ouvrir les yeux. Vous n'avez pas rêvé : nous, K.L.M., vous offrons les inépuisables beautés de l'Indonésie à partir de 4.950 F pour 14 jours. Et pour vous y conduire, nous vous offrons le sérieux et la gentillesse qui ont fait notre réputation. Tradition hollandaise oblige.

Ecrivez ou téléphonez à K.L.M., 36 bis, Avenue de l'Opéra, 75008 Paris. Tél. 742-57-29 ou allez voir votre Agent de Voyages.



Sérieux et gentillesse: une tradition hollandaise.

NOËL - JOUR DE L'AN AU BRÉSIL

TOUT COMPRIS PAR PERSONNE 5600 F

Départ 22 Décembre 76
Retour 3 Janvier 77
Vol régulier VARIG + 1400 F
NOUVELLE DÉFENSE VOYAGES
28, rue de Solihville - 92000 Neuilly 747.25.70

Demandez nos brochures Carnaval

VIENT DE PARAÎTRE

GUIDE DE L'ÉQUATEUR ET DES ÎLES GALAPAGOS

En vente chez votre libraire ou bien à

DÉCOUVERTE DU NOUVEAU MONDE

8, rue Mabilon, PARIS (6^e)

Tél. : 325-05-20 - 325-17-45

صكنا في الامم

TOURISME

NÉO-GREC A LA MARSEILLAISE

LA SECONDE JEUNESSE DE L'ATHÉNA

ALBERT LAMBERT, gloire de la Comédie-Française, à la tête de la troupe, route des prunelles et des « r » dans l'un de ces mélodrames dont l'époque a le secret. La Fille de Roland. Treize cents spectateurs, émus mais stoïques, mouillent leurs mouchoirs dans la nuit provençale. C'est l'été 1914...

Il avait eu cette idée générale et saugrenue de faire construire... en béton armé (une audace folle, à l'époque !) la réplique exacte, d'après des moulages réalisés sur place, du temple dédié à la déesse Athéna-Niki, sur l'Acropole. Au creux de ce valon, avec la chaîne de l'Etoile en décor naturel, il fit creuser une fosse d'orchestre et équiper un amphithéâtre de mille trois cents places, le temple servant de fond de scène. L'acoustique en est parfaite.

Sixante années de silence, d'abandon, d'herbes folles et de ronces géantes ont entouré la « folie » de Paul Barillet sous la verdure, et dans la mémoire de quelques vieux Marseillais qui se souviennent encore des fastes d'autrefois. Les fûts poussaient à même les gradins de terre. Mais elle est là. Préservée par sa solitude. Il manque bien, ça et là, un morceau de banquet ou l'une des chouettes chères à la déesse, qui, sur leurs colonnes cannelées, encadraient la scène supportant le rideau, mais l'essentiel demeure. Prêt à revivre. Au cœur de 55 hectares de terre en liberté.

programme d'espaces verts à conserver, mais encore appuyé la demande auprès de la S.C.I.C., qui lui a d'ailleurs réservé un accueil favorable.

La présence d'un théâtre en activité, qui pourrait être ouvert aux troupes sédentaires comme aux amateurs, serait le plus sûr garant de la conservation du patrimoine naturel, créant une zone verte « tampon » entre le lieu scénique et les éventuelles et inévitables constructions futures.

Ainsi, pourrait être développé le deuxième grand projet de l'ASS.S.E.N.E.M.C.E. qui est de créer — profitant de l'existence sur place de formes en pleine activité agricole — un vaste complexe socio-culturel, ouvert à toutes les activités de loisir, mais axé sur l'implantation d'une « ferme d'enfants » comprenant un centre permanent de « classes vertes » calquées sur le modèle des classes de mer, s'attachant à redonner aux petits citadins un contact avec la nature, dans un cadre de verdure le goût de l'activité agricole et de l'éducation du milieu naturel. Rien n'empêcherait de greffer sur ce centre permanent, dans des bâtiments existants, un autre centre destiné aux classes de Marseille qui viendraient par roulement se livrer aux mêmes études (jardinage, écologie) dans le cadre du tiers-temps pédagogique. L'idée commence à faire son chemin.

JEAN CONTRUCCI.

Ferme d'enfants et classes vertes

Il fallait tirer parti de cette Aubaine au moment où, déjà, se profilaient les silhouettes des grands ensembles qui grignotent le paysage. Ils sont à l'horizon comme l'épaule d'un terrain où s'appuient les gradins. Un projet de ZAC est dans les cartons. Le terrain, bien qu'ayant conservé ses activités agricoles, constitue une réserve foncière pour la S.C.I.C. (1) propriétaire des lieux.

Ainsi, l'ASS.S.E.N.E.M.C.E. (que tout le monde ici appelle « la sémence », c'est plus facile) a décidé d'alerter l'opinion et les responsables municipaux : l'Association pour la sauvegarde du site et de l'environnement nord-est de Marseille-Château de l'Etoile est présidée par une enseignante, Mme Antoinette Guillen (2).

Pour permettre de juger sur pièces de l'opportunité d'une résurrection du théâtre Athéna,

NECKER EN HAUTE-SAVOIE

THONON REFAIT RIPAILLE

L'UN des plus beaux domaines privés de la Haute-Savoie, le château de Ripaille, situé sur la rive française du lac Léman, échappera à l'« appétit » des promoteurs immobiliers suisses et français : le conseil municipal de Thonon a approuvé, le 26 octobre, à l'unanimité, un projet de convention entre la ville et Mme Harold Necker, propriétaire du château datant du quinzième siècle, d'un ensemble agricole d'une vingtaine d'hectares et d'une forêt de quatre-vingt-dix hectares.

A l'origine, le domaine de Ripaille s'étendait sur deux cents hectares. Il fut petit à petit vendu. On réalisa ainsi dans sa partie est un ensemble appelé « Port Ripaille », dont de nombreuses villas, bâties au bord de l'eau, ont été acquises par des Genevois.

De son côté, la ville de Thonon, soucieuse de protéger le site de Ripaille, acheta à la famille Neo-

ker des terrains en bordure de lac : elle mit vingt-cinq ans pour « grignoter » des terres aux différentes extrémités, obtenant successivement la cession de trois hectares pour y construire sa plage publique et de vingt hectares de « La Châtaignerie » — huit hectares transformés en parc public avec 600 mètres de rive. En 1967, les propriétaires de Ripaille consentirent à la ville un droit de passage au bord de l'eau de trois mètres, passage porté plus tard à huit mètres, ceci dans le but de faciliter aux promeneurs et aux baigneurs l'accès des rives du lac. Mais le domaine proprement dit de Ripaille, c'est-à-dire le château — résidence d'été, dès 1932, des comtes et ducs de Savoie — et la forêt de quatre-vingt-dix hectares (7 500 arbres, dont 5 200 chênes et des essences rares, où vivent cinquante cerfs et chevreuils) demeure toujours fermé au public.

et jalousement préservé par un mur long de 4,8 kilomètres et haut de 3,50 mètres.

Monument historique, site classé, un tel ensemble architectural et foncier aux portes de Thonon risquait cependant d'être amputé d'une partie de ses terres. Des projets immobiliers « importants et inquiétants » avaient été soumis aux propriétaires. De son côté, la ville de Thonon estimait qu'il était nécessaire « pour les temps à venir, de sauvegarder l'ensemble de ce domaine dans son état actuel et d'empêcher toute agression contre ce site exceptionnel ».

« Geler » le domaine

En 1974, le conseil municipal se portait acquiescent de 33 hectares de forêt à l'intérieur de l'enceinte de Ripaille, pour la somme de 900 000 F. La municipalité et Mme Necker engageaient alors des pourparlers afin de fixer le statut du reste du domaine.

Mme Necker fera don à la ville de Thonon de l'ensemble de berges du lac Léman bordant le domaine de Ripaille, soit une longueur de 2,7 km de plage. L'acte de donation précise que « l'état naturel des berges devra être maintenu et leur caractère sauvage sauvegardé » : pas de goudron, pas de lumière électrique, pas de bicyclettes, pas de camping. La seconde clause de l'accord prévoit que Mme Necker, tout en conservant ses droits sur les deux tiers de la forêt de Ripaille, rend cependant sa propriété publique. Désormais la forêt, dont la valeur est selon le maître de Thonon M^r Plantin : « plus biologique, historique et esthétique que marchande », sera ouverte aux habitants de la région et aux touristes.

Enfin, le reste de la propriété, c'est-à-dire le château et ses dépendances, sera affecté à une fondation d'utilité publique. Cette « Fondation Ripaille » deviendra, selon sa future présidence, Mme Necker, « un centre d'études de réflexion, de travail, de formation et d'échanges, orientés sur l'écologie, la géographie humaine et physique, le développement des ressources et des milieux naturels, notamment dans les régions et pays les moins favorisés. Dans cette perspective, une place sera faite aux problèmes des régions de montagne, ainsi qu'aux lacs, rivières et villages intérieurs, une attention particulière étant portée au Léman. Elle sera administrée à parts égales par des représentants de l'Etat, par les collectivités locales et régionales, et par des représentants désignés par l'ancienne propriétaire du château ».

Les accords conclus par la ville de Thonon avec Mme Necker, en collaboration avec le conseil général de la Haute-Savoie, l'établissement public régional, les ministères des affaires étrangères, de l'intérieur et de la qualité de la vie, permettront de « geler » ce grand domaine et de préserver le site de Ripaille « contre toute agression ».

L'ouverture au public d'un château et d'une forêt restaurées jalousement jusqu'à aujourd'hui derrière ses hauts murs constitue enfin l'aboutissement de la politique menée depuis vingt ans par la municipalité de Thonon, qui tend à prendre possession des rives du lac Léman soit en expropriant systématiquement, lors de chaque vente, son droit de préemption, soit en concluant avec les propriétaires de terrains situés au bord de l'eau des accords du type « Ripaille ».

CLAUDE FRANCILLON.

cet hiver rejoignez le soleil en TUNISIE

Des prix jeunes / 1 semaine Paris-Paris

Sejour à Hammamet 1.050 F
Sejour dans les Oasis 1.300 F
Circuit des Oasis 1.610 F
Expéditions sahariennes du M'Razig 1.950 F

Je désire recevoir gratuitement votre brochure 76-77

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____

Envoyez à : JST, Une Terre Des Hommes, jeunes sans frontières, 7, rue de la Banque, 75002 Paris, Tél. 261.55.21

AVEC AVIANCA À L'ELDORADO, VOUS DÉCOUVRIREZ UN PAYS MERVEILLEUX.

Avianca vous y conduit en direct à partir de Paris après un vol de nuit confortable vous débarquez à Eldorado. C'est ainsi que s'appelle l'aéroport de Bogota, capitale d'un pays qui exerce déjà une fascination particulière sur les conquérants de la Colombie.

A partir d'ici vous pourrez découvrir l'Amérique du Sud — l'ancienne et la nouvelle.

A partir d'ici vous pourrez faire des expéditions qui rendront vos vacances inoubliables. Par exemple aux Iles Galapagos, un archipel de 300 îlots, au large de la côte équatorienne, où le temps s'est arrêté. Là, il existe des animaux qui n'ont survécu nulle part ailleurs : Des iguanes géants, qui ont l'air de dragons préhistoriques (herbivores, heureusement). Ou des tortues géantes, qui se dorment au soleil depuis toujours. C'est là aussi que vous pourrez observer 77 espèces d'oiseaux que vous n'avez encore jamais vues et que vous ne verrez plus jamais après, car elles n'existent qu'aux Iles Galapagos.

Les recherches que Charles Darwin y a entreprises ont servi de base à sa théorie de la pensée des espèces. Lisez donc Darwin si vous voulez en savoir plus sur les Iles Galapagos. Ou envoyez le coupon ci-joint à Avianca.



Avianca est spécialiste de l'Amérique du Sud et connaît ce continent mieux que toute autre compagnie aérienne. Remplissez et envoyez-nous le coupon ci-joint, par retour de courrier, nous vous adresserons la brochure d'information sur l'Amérique Latine.

COUPON

Nom : _____

Adresse : _____

Ville : _____

1, Rue Scribe - Paris 75009 - Tél. 26653-60

Avianca

La plus ancienne compagnie aérienne du Nouveau Monde.

cet hiver aux antilles : du soleil en location

La formule la plus économique. Deux semaines à partir de 2 995 F. (avion compris)

Pour mieux découvrir les merveilles des Antilles, en vivant à votre rythme, nous vous proposons une formule nouvelle de location de bungalows climatisés (3 ou 4 lits), entièrement équipés. Possibilité demi-pension. Séjours de 1 à 4 semaines.

Villages de vacances à Saint-François (Guadeloupe) et Tartane (Martinique).

voyages vacances tourisme

5, bd de Vaugirard 75015 Paris Tél. 538.20.00

11, quai des Célestins 69002 Lyon Tél. (07) 37.83.80

Bon pour une brochure gratuite

Nom : _____

Adresse : _____

cet hiver en Yougoslavie

changez de climat !

La Yougoslavie cet hiver, vous donne :

- le soleil à Dubrovnik « perle de l'Adriatique », en bordure de la mer
- avec le pittoresque et accueillant Monténégro, ses villages d'altitude, ses monastères et ses villes d'art, avec ses montagnes et ses vallées d'altitude, avec son peuple chaleureux et ses paysages d'un pays plein de contrastes.

Demandez votre documentation à : Office du Tourisme Yougoslave, 3, rue de Valenciennes, 75002 Paris, Tél. 262.10.10

Nom : _____

Adresse : _____

Ville : _____

SHUSS

la neige est à vous !

ALPES

L'ALPE D'HUEZ

960' 1 semaine

week-end 280' 1 semaine

PYRENEES

CAUTERETS

710' 1 semaine

AUTRICHE

LANDECK-ZAMS

690' 1 semaine

SKI DE FOND/ALPES

ST VERAN

780' 1 semaine

le point 85

85% de réduction

328 00 50

75005 Paris

SUISSE

LA BONNE ADRESSE

1500-2200 m., à 30 km du Col St-Bernard. FORPAST du 3-1 au 2-4 (et 7-2 au 6-3), pension compl. 7 jours de 180 à 300 F.S. Rem. mée. 65 F.S. 2886 6 demi-jour. 42 F.S. OFFICE DU TOURISME, CH-1830 Champex-Lac. Téléphone : 191/20 12 21.

Arosa

Hôtel de 1^{re} classe avec 150 lits. Situation centrale, tranquille et ensoleillée. Nouvelle piscine couverte. Bar-dancing. Prix réduits en janvier. Parking, garage.

EXCELSIOR

Téléphone (091) 31 16 61. Tél. 74 128

Waldhaus, Parkhotel

99 ans de tradition, mais toujours un pas en avant !

Piscine couverte (500 m²), sauna, solarium. Hôtellerie d'enfants - salle des fêtes. Restaurant de spécialités. Grill-room. Dancing et Bar.

H. Nussli-Serzola - Tr. 74 125 - Tél. : 091/29 11 81.

Pontresina

Le but du tourisme pour toutes les saisons ! Centre sportif idéal pour tous les sports d'hiver. Informations : Office du Tourisme, CH-7504 Pontresina.

Engadine

CLINIQUE LA MÉTALIE

1200 Nyon, près de Genève, lac Léman. Tél. : 19-41/22/61 15 81.

Dr. G.W. Semadeni, Médecin-Directeur.

Stabilmissement médical privé pour les affections du système nerveux. Chimiothérapie - Psychothérapie - Traitements biologiques - Cure de sommeil - Désintoxication - Physiothérapie - Massages - Culture physique - Sports.

TOURISME

CÉVENNES

Après l'article « Les Cévennes frappées d'alignement » (le Monde du 20 novembre), nous avons reçu deux lettres dont les signataires ne partagent pas le point de vue du docteur Pierre Blanc, auteur de ce texte.

Ainsi, M. Henri Chamussy, maître-assistant de géographie à l'Institut de géographie alpine de Grenoble, qui écrit notamment :

Comme le docteur Blanc, je déplore la disparition de quelques très belles fermes caennaises, dont il ne reste plus que des pans de murs. Il doit être encore possible de sauver certaines de ces fermes, mais il faut faire vite. Je ne puis néanmoins m'empêcher de regretter l'absence de tout ce que je considère comme deux erreurs, d'inégale gravité, et, hélas, fort communément répandues.

D'une part, le terme de Cévennes a désigné, au cours des temps, des aires fort variables, jusqu'à englober, pour les géographes du XIX^e siècle, toute la bordure orientale du Massif Central, y compris le Morvan ! Il est aujourd'hui réservé aux massifs de roches anciennes qui s'étendent entre la caenne du Larzac et les hautes vallées du Chassezac et du Lot (massifs de l'Aigoual, du Bouge et du Lozère) ; dans la conscience populaire, les Cévennes s'étendent plus au nord, et les Ardèche utilisent fréquemment le mot pour désigner le Haut-Vivarais, jusque dans les vallées de l'Éryx et du Doux ; il s'oppose ainsi à l'ensemble de la région des plateaux calcaires et aux plaines de la vallée du Rhône. Mais jamais le terme de Cévennes n'a recouvert les Causses, dits « Grandes Causses » par les géographes pour les distinguer des Causses du Quercy, et parfois nommées Causses du Gévaudan. La confusion provient de la double appellation du « parc des Cévennes », et a été constante sur les ondes, l'été passé, au cours des émissions de « Radio-Solitude » et de « Radio-Lozère » à un soir, où l'on confondait à tort le terme de Cévennes et le terme de Causses. Mais il faut savoir que ce paysage est le résultat d'une déforestation anthropique : les Causses furent entièrement boisées (et le Causses noir l'est encore partiellement, ainsi qu'en témoigne son nom) ; cette déforestation, désastreuse pour la région, s'est achevée récemment (au XVIII^e siècle selon certains spécialistes). Si l'Office national des forêts manifeste parfois une prédilection fâcheuse pour les résineux, sur les Causses le choix ne semble pas l'occurrence assez judicieux ; les espèces

La seconde erreur est beaucoup plus grave, car elle me semble procéder d'une conception romantique et dévoyée de l'écologie : celle de ce qu'on désigne aujourd'hui par le terme à la mode et gauchiste d'« écologie ». Comme le docteur Blanc, j'aime les immenses horizons nus, dépourvus, bionnés au crépuscule, des Causses, et l'herbe rare et courte, les chardons rayonnants. Mais il faut savoir que ce paysage est le résultat d'une déforestation anthropique : les Causses furent entièrement boisées (et le Causses noir l'est encore partiellement, ainsi qu'en témoigne son nom) ; cette déforestation, désastreuse pour la région, s'est achevée récemment (au XVIII^e siècle selon certains spécialistes). Si l'Office national des forêts manifeste parfois une prédilection fâcheuse pour les résineux, sur les Causses le choix ne semble pas l'occurrence assez judicieux ; les espèces

La forêt ne chasse pas l'homme

Les forêts plantées, soit une grande partie des forêts françaises, le sont géométriquement. Il faut peu de temps, avec les aléas de la pousse, la disparition de certaines plantes, l'apparition de replants spontanés, pour que la régularité disparaisse. (...)

Le docteur Blanc, qui constate qu'une belle maison du Causses n'est pas nouvelle (...). Après la création du Parc forestier national en 1964, des propriétaires forestiers ont rebossé parfois des domaines entiers, ce qui a eu aussi pour effet d'amener la disparition de certaines belles maisons du Causses, abandonnées par leurs propriétaires.

Mais, selon le docteur Blanc, la transhumance n'est pas un phénomène récent. Elle a existé, au XIX^e siècle, la transhumance était très importante (...). Le phénomène de la diminution de la transhumance s'explique à mon sens de la manière suivante : la nature est exubérante pendant la belle saison, mais très pauvre pendant l'hiver. Si l'on a pas une différence de charge des terrains l'été et l'hiver, un déséquilibre se produit : à échéance relativement brève, la mort du sol s'ensuit et, par voie de conséquence, la mort des maisons.

Sur le plan esthétique, je comprends la position du Dr Blanc. Il est certain que le caractère du Causses va, de plus en plus, se géométriser, mais l'homme, chaque fois qu'il intervient, a tendance à donner à son action des formes géométriques. Les champs des Causses sont toujours très alignés et le paysage linéaire du Causses, comparable au désert de Castille, n'est qu'un moment de la vie du Causses qui vient de mourir mais qui va renaitre par

les résineux. D'ailleurs, même sans intervention de l'homme, toutes ces pierrailles abandonnées ne pourraient être recouvertes que par le pin sylvestre, qui est un bois moins joli que les essences actuellement plantées. Le Causses se prépare à avoir une biologie, une économie et une esthétique nouvelles.


Depuis 1964, où nous avons lancé l'idée du parc national des Cévennes, nous n'avons cessé de promouvoir la reconstruction et le maintien des habitations traditionnelles, mais ce maintien passe, pour des raisons tant économiques que biologiques, par le retour à l'intérieur des exploitations à une agriculture romaine, à une agriculture de propriétaires, avec l'équilibre syvo-pastoral. Il est vraisemblable que le parc n'a pu rattraper la propriété dont parle le Dr Blanc parce que, déjà, les jeunes botanistes ont pris de la valeur. Peut-être aussi parce que le parc n'a pas encore eu le temps d'élaborer avec les propriétaires qui en possèdent la majeure partie des 84 000 ha une politique dynamique en faveur de la reconstruction des exploitations par la forêt et la transhumance. (...)

Je crois que la reconstruction de l'équilibre syvo-pastoral par la forêt et par la transhumance est le moyen essentiel de sauver les vieilles maisons paysannes des Causses et des Cévennes. Cet équilibre est d'ailleurs indispensable à l'agriculture méditerranéenne. La transhumance des ovins, qui s'étendait en Languedoc, est sans doute le seul moyen en pays méditerranéen de protéger, conserver et valoriser tant les hautes terres que les zones humides.

JEUNES HORS FRONTIÈRES

Pour informer les jeunes de moins de vingt-huit ans qui désirent voyager, Attra vient de publier un dépliant « Attraction-hiver 1976-1977 » qui présente les différentes possibilités de transport proposées pour des vols offrant des garanties. La notice Atlantique nord 76-77 donne la liste des vols sur les États-Unis, le Canada et le Mexique.

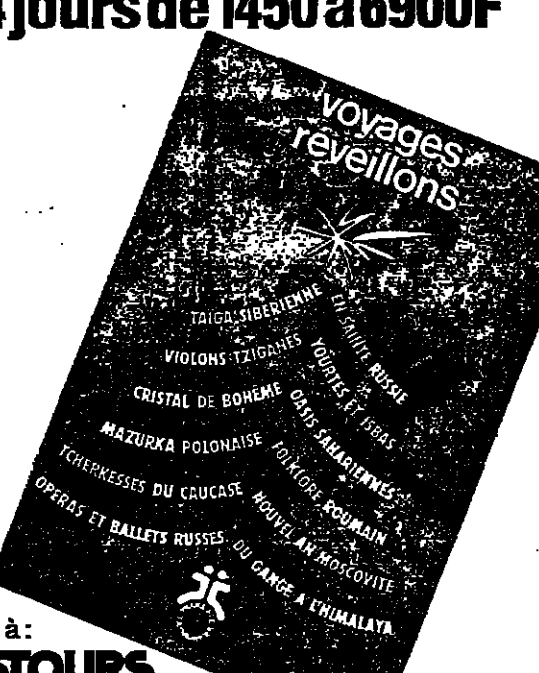
Association technique internationale des transports, 2 rue Rosini, 75006 Paris. Tél. 622-00-85.



LA TAIGA SIBÉRIENNE, LE GANGE ET L'HIMALAYA, LE FOLKLORE ROUMAIN.

12 EVASIONS POSSIBLES AVEC LES VOYAGES REVEILLON DE TRANSTOURS

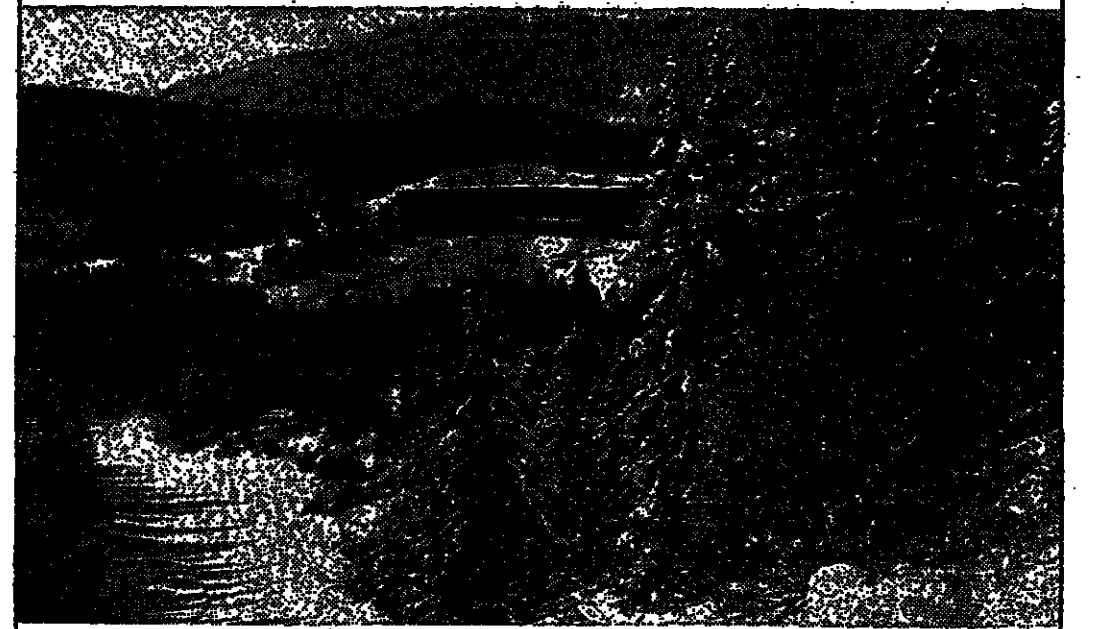
5 à 14 jours de 1450 à 6900 F



Inscriptions à : **TRANSTOURS**

49, avenue de l'Opéra 75002 Paris - Tél. : 742.47.39 et toutes les agences de voyages

dans le Vercors, une nouvelle station tous skis: "les Glovettes."



Dans un parc naturel, au cœur du Vercors (ski de piste, ski de fond), au pied du merveilleux domaine skiable de la Côte 2000,

Les Glovettes c'est un véritable paradis pour vos vacances été-hiver, à essayer dès cet hiver : séjour de week-end à la semaine ou au mois.

Et pour vous y abonner à vie, des conditions de vente exceptionnelles (apport 29 000 F, prêts personnalisés jusqu'à 80 %, rentabilité locative éprouvée...)

Pour recevoir une documentation, découpez le bon ci-dessous et retourner-je à la S.C.I. Les Glovettes 38250 Villard-de-Lans, Tél. (76) 95.10.75

Nom _____

Adresse _____

Prénom _____


Tél. _____

☐ désire recevoir une doc. sur les différentes formules de location

☐ désire recevoir une documentation pour acquiescer un appartement ou un studio

à retourner
S.C.I. Les Glovettes
38250 Villard-de-Lans,

les glovettes A 5 minutes de VILLARD-DE-LANS



Climat serein aux Canaries.

Une semaine dans un 4 étoiles à partir de 1500 Francs voyage compris, au départ de Paris.

Bénéficiez-vous auprès de votre agence de voyages ou à l'Office National Espagnol du Tourisme : 43 rue, avenue Foch - de-Sortie, 75008 PARIS. Tél. : 225.14.01-62-63-64.

سكيا في الامل

FRAGILE

NANTUA Le lac en cure d'oxygène

Les trois mille jurassiens de Nantua, dans l'Ain, ne craignent que deux choses : que les falaises qui couronnent la ville ne leur tombent sur la tête et que le lac, bleu comme un saphir, qui s'étend aux portes de la ville, ne se teinte du sang des Bourguignons. Le premier péril a été provisoirement écarté, il y a trois ans, lorsque le génie a fait sauter un pan de montagne qui menaçait la cité ; le second résulte d'une algue rouge qui, on ne sait trop pourquoi, se met à pulluler au fort de l'été. Une ancienne légende attribue la coloration soudaine du lac au sang d'ennemis bourguignons qu'on y aurait précipités jadis.

Légende guerrière ou prosaïque pollution, la réalité est en tout cas de nature à faire fuir les baigneurs et même à chagriner les touristes fort nombreux à Nantua entre juin et septembre. D'autant que les pêcheurs se plaignent depuis plusieurs années de ne plus prendre ces truites qui firent la renommée du plan d'eau de 140 hectares. Et parmi ces pêcheurs se trouve justement le sous-préfet. Autant dire qu'on a cherché avec une particulière célérité à diagnostiquer le mal et à le guérir. La situation est d'autant plus vexante que les quatre communes entourant le lac se sont dotées à grands frais d'un réseau d'égouts et d'une station d'épuration. On ne peut donc plus incriminer la pollution. C'est oublier que celle-ci a déjà fait son œuvre. Laisse à elle-même la nature n'arrive plus à reprendre le dessus. Les scientifiques ont constaté en effet que pendant la saison chaude les eaux profondes sont totalement privées d'oxygène. Le lac continue à s'asphyxier.

Le remède allait de soi : il fallait insuffler de l'oxygène à ce mourant. Le ministère de la qualité de la vie a fait venir les médecins des eaux, en l'occurrence les ingénieurs de la société L'Air liquide. Ceux-ci, en un tournemain, ont installé sur les rives une station d'oxygénation. Eau morte pompée par 30 mètres de fond est chargée en oxygène puis réinjectée à 35 mètres sous la surface. L'appareillage, entièrement automatique, est en place depuis le mois d'août 1976. Il a coûté 300 000 F, et son fonctionnement représente une charge annuelle de 90 000 F.

C'est une première mondiale tout à fait expérimentale. Mais déjà 15 tonnes d'oxygène ont été insufflées dans le lac qui semble bien avoir meilleure mine. Le traitement « coup de fouet » sera répété chaque été pendant trois ou quatre ans. Alors seulement on pourra juger de son efficacité. Mais la municipalité est optimiste et la petite station blanche fièrement signalée aux passants. Les estivants sauront au moins qu'à Nantua on prend soin de leur baignade !

La technique d'oxygénation dans les eaux en péril a été employée cet été en plusieurs points de la côte du Languedoc-Roussillon. Sur l'étang de Thau, pour sauver des bancs d'huîtres menacés d'asphyxie. L'Air liquide a lancé un étrange navire : un

réservoir à oxygène, une turbine pour l'insuffler à la profondeur requise, un compresseur pour faire tourner le tout. L'engin a été requis également par plusieurs municipalités pour combattre la pollution de canaux et de rivières que les grosses chaleurs mettaient à mal. Les promeneurs et les pêcheurs étaient incommodés par l'odeur émanant de ces plans d'eau. L'oxygène y a porté remède.

On emploie désormais la même technique pour désodoriser les égouts de Marseille, pour assainir l'ensemble marin de Nice et même pour améliorer le rendement des stations d'épuration engorgées par la surcharge estivale.

L'oxygène au secours des vacances, quel paradoxe !

MARC AMBROISE-RENDU.

SOLOGNE La mort en ses sapins

Les sapins meurent en forêt d'Orléans, les sapins meurent en Sologne ! Cette triste nouvelle se répand et dans toute la région Centre (et même au-delà) on peut, en effet, constater que les forêts de pins (et non de sapins suivant l'assimilation populaire de tous les conifères à cette noble essence), principalement de pins sylvestres, de tous âges sont, depuis un ou deux ans, sujettes à des dépérissements par taches dont l'origine peut sembler mystérieuse aux non-initiés.

Certes, il y a toujours eu des maladies en forêt ; des arbres sont attaqués et meurent, parfois en communiquant leur mal à leurs voisins. Mais cette fois-ci c'est grave, et on ne peut s'empêcher de rapprocher ce phénomène de ceux qui ont provoqué la disparition du pin maritime en Provence, ou qui menacent de tuer tous les ormes en France, comme cela s'est déjà produit en Hollande ou en Grande-Bretagne.

Les responsables : de minuscules insectes (certains guère plus gros qu'une tête d'épingle), les scolytes, parmi lesquels les Ipsides (dont il existe de nombreuses variétés) sont tout particulièrement nocifs. Chaque espèce possède un nom barbare, mais tous ont la particularité de vivre aux dépens

de la zone subcorticale des arbres attaqués : les plus petits sont l'écorce fine des rameaux et des fûts, les plus forts sont l'écorce rugueuse et épaisse des troncs. Ils y percent des trous pour entrer et pour sortir, ils y pondent leurs œufs, et leurs larves y creusent des galeries si serrées que l'écorce se détache du bois, faisant mourir l'arbre.

Attirés par les arbres déjà affaiblis (par la sécheresse, par une première attaque de parasites, par manque de lumière ou d'eau, par la vieillesse ou toute autre cause), ils en font leurs premières victimes et les « bases » d'où ils se répandent ensuite sur les arbres sains. La gravité de ces attaques est telle que les préfets des départements suivants : Cher, Indre, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher et Lozère ont pris des arrêtés ordonnant la lutte obligatoire contre ces ravageurs.

Le principe de cette lutte consiste à éliminer les arbres attaqués et à détruire les parasites qu'ils renferment, pour réduire autant que possible le niveau des populations d'insectes. Les autorités comptent sur l'esprit civique des propriétaires et des exploitants pour organiser la détection et la destruction des foyers d'infestation et empêcher ainsi la généralisation de l'invasion.

trouver en station, y compris les garderies.

Dire que les 5 % d'augmentation obtenus cette année vont dégrader les deux ou trois millions de Français qui font du ski, c'est oublier qu'ils appartiennent, en majorité, aux couches les plus aisées et que de toute façon ils ont eu des augmentations de salaire de 10 % à 15 % depuis l'an dernier. Les moniteurs aiment leur métier, se plaignent peu et surtout innover en proposant de plus en plus souvent de nouveaux tests, du ski évolutif, du vol libre à ski, du ski artistique, du ski de fond, du ski de randonnée. Ne leur jetons pas la pierre...

BERNARD ARTRE, directeur administratif du Syndicat national des moniteurs de ski français, Grenoble.

La Suisse : pour vos vacances d'hiver

La Suisse : où vous êtes chez vous, où tout le monde vous comprend

La Suisse : avec de la neige, de la glace, du soleil à gogo

La Suisse : 130 stations d'hiver offrant l'équipement le plus moderne

La Suisse : plus de 200 arrangements forfaitaires à prix avantageux

La Suisse : hôtels aux prix stabilisés depuis 1974

La Suisse : 9000 km de libre parcours en chemins de fer, bateaux et cars postaux avec la Carte suisse de vacances

La Suisse : à votre porte, à votre portée

La Suisse — pas plus loin, pas plus cher

SUISSE

Cap sur la Suisse cap sur la détente

Renseignements auprès de votre agent de voyages ou Office National Suisse du Tourisme, Tibis, rue Sciba, 75009 Paris, Tél. 073 59 92

Je désire passer mes prochaines vacances d'hiver en Suisse et souhaite des informations sur la région de :

Adresse :

ASIE AMÉRIQUE

PACIFIC HOLIDAYS
163, avenue du Maine
Tél. : 539.37.36
75014 - M. 1 Montre-Duvernet
Lic. 74033

La plus grande offre de vols à prix réduits au départ de l'EUROPE

Exemples d'ALLER/RETOUR, prix à partir de :
BANGKOK 2.100 FF
BALE 3.350 FF
COLOMBO 2.400 FF
DELHI 2.040 FF
TOKYO 4.250 FF
TÉHÉRAN 1.950 FF
TOUR DU MONDE 6.200 FF

Et aussi :
NEW YORK 1.185 FF
LOS ANGELES 1.804 FF
RIO 2.880 FF
SYDNEY 4.850 FF
SEYCHELLES 2.775 FF

1001 formules de voyages

• circuits découverte • randonnées pédestres • expéditions en Land Rover • séjours climatiques • voyages sur mesure • croisières aériennes

DEMANDEZ NOS BROCHURES

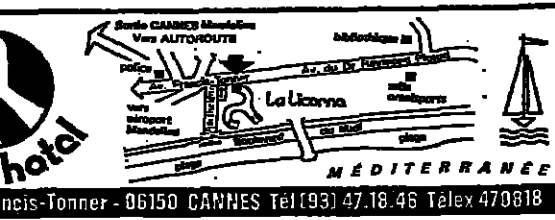
Vous les recevrez, sans engagement, votre brochure VOIES À PRIX RÉDUITS VOYAGES "TOUTE L'ASIE"

à M.

Adresse :

Ville :

Code postal :



23, av. Francis-Tonner - 06150 CANNES Tél (93) 47.18.48 Telex 470818

si vous voulez partir en

ASIE

demandez nos brochures sur nos circuits-séjours dans toute l'ASIE DU SUD-EST.

et nos séjours à BANGKOK, BALI

Un exemple :

Séjour de 9 jours à BANGKOK-PATTAYA

3240 F

(avion, chambre et petit déjeuner compris)

le tourisme français

96, rue de la Victoire 75429 Paris - Tél. 280.57.50
32, avenue Félix-Faure 75015 Paris - Tél. 280.57.50 poste 244
107, rue de la Glacière 75013 Paris - Tél. 337.82.82
122, avenue Gabriel-Péri 93400 Saint-Ouen - Tél. 280.57.50 poste 280
CAEN, EVREUX, LE HAVRE, LILLE, ROUBAIX, ROUEN, TOURCOING, BRUXELLES.

A Tignes, la différence.

Sûr ! A Inter-Résidences Tignes, notre programme de "Semaines-vacances à vie" bénéficie d'une gestion suisse.

Fiable comme leurs chronos, la différence. Imaginez "votre" studio, Parlez-en à votre notaire, pour 3 ou 4 personnes que vous et les vôtres retrouverez chaque année, et attendez la réponse.

15.000 F 2^e Semaine de février, pour 2/3 pers.
8.500 F 3^e Semaine de janvier, pour 4 pers.
(Crédit après acceptation du dossier)

Et vous bénéficiez de privilèges. Par exemple, "ski permanent", 365 jours par an ; "dépôt notarié systématique" (ça c'est sûr). Et tout cela à crédit ! Vous voulez certainement en savoir plus...

Si vous aimez les vacances et la sécurité, demandez très vite notre documentation sur les "Semaines-vacances à vie" d'Inter-Résidences Tignes-Val Claret.

NOM :

ADRESSE :

TÉL. DOM. : TÉL. BUR. :
Inter-Résidences
5, rue du Helder 75009 Paris, téléphone 770.95.49 ou 95.30

REALISATION ET GESTION: INTER-RESIDENCES MANAGEMENT GENEVE SUISSE

Plaisirs de la table

MIROIR A TROIS FACES

TROIS restaurants, un classique « en marge », un retrouvé, une ouverture, trois façons d'aborder la restauration, et surtout la cuisine. A vous de choisir !

Le Roi des coquillages ou l'occasion manquée. — Les nouveaux patrons de ce célèbre restaurant de la place de Clichy sont jeunes et charmants. Le « banc » reste ce qu'il fut toujours, excellent, et, ayant un gros débit, de fraîcheur absolue. Christian Cornic, du reste, annonce sur son menu qu'il est tributaire des pêcheurs et des saisons et qu'il ne fera point lui-même vouloir « si un jour un arriéré ne se faisait pas ». C'est l'honnêteté même et la sagesse.

Mais je crois qu'il a manqué le coche en ne profitant pas de son arrivée pour changer quelque peu la carte poissonnière. En allégeant ses sauces, en abordant les mariages poisson-légume (au lieu des éternelles pommes de terre, encore plus mauvaises aujourd'hui qu'elles arrivent des Etats-Unis et du Canada !), en retrouvant dans

les vieux livres une jeune façon d'accommoder ce qui vient de la mer. C'est resté lui le temps incongru, des flambages (du jour au filer de bœuf et aux caillies d'élevage), celui des grenouilles provençales et d'un ris de veau braisé aux écrevisses, de filets de sole à la crème et d'une truite aux amandes parfaitement dépeçés. Autant dépassés que les « fresques » naïvement « tristouinettes » des murs ! Dommage ! Mais il n'est peut-être pas trop tard, et M. Cornic devrait bien aller apprendre chez Le Duc, aux Champs-Élysées, à la Bonne Table de Clichy, comment on doit traiter ce qui vient de la mer.

La Via Veneto ou la bonne voie. — Suivant leur petit bonhomme de chemin, Jacques et Hélène Simon continuent d'offrir, aux déjeuners d'affaires comme à ceux qui cherchent, le soir, d'agréables dîners d'ambiances (une guitare juste à propos, au moment du dessert, des chandelles), une cuisine franco-italienne qui s'affine en des recherches heureuses, telle

cette terrine de saumon aux pistaches, la salade de quenelles d'écrevisses à l'avocat, la picaouille au citron vert, la scapoline aux truffes blanches. Une soupe de poisson toujours savoureuse et le bel éventail des « paste ascutite » fraîches, au double beurre, au basilic, carbonara, aux morilles, aux queues d'écrevisses, du pêcheur, etc., sans oublier les *lasagnes* vertes à la sauce bolognaise. Mais tout cela sans le côté frelaté de l'italianisme.

J'abandonne volontiers la lamprede (qui, avec la cave riche en bordeaux, nous rappelle que Jacques Simon est d'Aquitaine) pour le blanc de turbot à la mousse-lime de saumon, les brochettes de saumon ou les aéroliers saupiqués. Je me réjouis du coquillage de gorgonzola (traité comme le divin Stilton) et m'embourbe du lambrusco, ce vin de Modène au brillant rubis, frais et sapide, au parfum de violette.

Des étoiles qui ne brillent guère. — Il s'agit du restaurant de l'hôtel Splendid, à l'Étoile. N'y péné-

trez pas par l'hôtel : vous devrez passer par une première salle à petits déjeuners du plus attrayant vert pomme ! Mais si vous entrez par la rue, vous passez d'abord par une autre salle du style brasserie bien trépassée, et d'où les passants peuvent vous voir mâcher sans enthousiasme.

Ce ne sont, pour l'instant, que des promesses. La qualité du matériel n'est pas en cause et les produits de base sont bons (mes noisettes d'agneau furent, ainsi, remarquables), mais les sauces ! Des saint-jacques aux algues et sans attrait (ah ! celles de Jacques Manière, qui font rêver !), un cœur brouillé pâleux dans son feuilletage. Non, ce n'est pas encore ça ! Mais le bar est agréable et le barman avisé. Et, qui sait, le chef, en apprenant, deviendra-t-il bon cuisinier ?

LA REYNIÈRE.

* Chaciot, Roi des coquillages, 15, place de Clichy (P), tél. 874-48-04; Via Veneto, 13, rue Quentin-Bauchart (P), tél. 722-78-84; Les 3 M, 8, avenue Carnot (17), tél. 40-14-66.

LA BOUTEILLE DU MOIS

Vouvray, sève d'amour

RELIÉZ l'histoire d'un vigneron à l'histoire d'un vin. Vouvray, sève d'amour, sève d'amour, sève d'amour... Parmi celles-ci le célèbre Clos du Bourg, qui domine le village. Lorsqu'on se promène dans ce clos, le clocher de Vouvray paraît sortir des vignes. Il appartient à M. Buet, avec les vignobles du Mont et du Haut-Lieu, et dont les vins sont d'une parfaite exemple de pureté, selon Pierre Bédouet, historien des vins de Loire.

Nous ne sommes pas loin, ici, de la Vallée de la Loire, où le bon vigneron s'est enfoncé à l'œuvre comme un voyageur balzacien. Mais, depuis, le vignoble a été officiellement délimité. Un seul cépage : le pinot de Loire, mais qui donne « des vuvraies », car, selon l'expression du vignoble, la vinification et l'année, ce vin peut être sec ou moelleux, léger ou puissant, corsé ou légéressime. Mais s'il

connaitre le climat toujours « d'une irrésistible séduction ». Il est bien vrai que le Clos du Bourg a été créé en 1872 de M. Buet, un vigneron. Vous l'avez goûté, lors d'un dîner à balzacien, avec les effluents et les effluents de l'histoire (cous de M. Buet, à Vouvray, sont nombreux). Il était une merveille, entrée en matière et nous l'espérons qu'elle gardera jusqu'à nos jours, jusqu'à nos jours, un tout cas, avec son type sélectif, où se découvrent la fleur de l'essence, la pulpe du raisin frais, le goût discret de l'année. Le « vin de l'année » de Balzac, à en croire M. Buet, resté toujours jeune.

Pour les palais « sélects », un 1971 domine les autres. Avec les manuscrits d'inspiration découverte par Balzac, qui veulent les lancer à Paris, par exemple. Heureux pays de Vouvray ! Heureux M. Buet d'y avoir de telles vignes !

L. R.

* M. Buet, maître du Haut-Lieu, 57210 Vouvray. T. 36-10-02.

Des vins dignes d'un honnête homme

En direct de ses propriétés, JEAN MAILHE vous propose ses 3 Médoc :

Château Verdignan 1973
grand bourgeois
Haut-Médoc
les 12 bouteilles
180 F x □

Château Coufran 1971
grand bourgeois
Haut-Médoc
les 12 bouteilles
240 F x □

Château Citran 1969
grand bourgeois
exceptionnel
la caisse bois
les 12 bouteilles
300 F x □

Tout contre-remboursement
Paiement à la commande : - 2 %

TOTAL (Prix T.T.C. France)

Offre spéciale valable
jusqu'au 31.12.1976
à envoyer à :

M. JEAN MAILHE
24, cours de Verdun
33000 Bordeaux
Tél. (56) 52.25.85

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____

Code Postal _____
Date _____ Signature _____

Grands Vins de Bordeaux

Rive gauche

LE PETIT ZINC
FRUITS DE MER, POISSONS, VINS DE FRANCE
LE FURSTENBERG
ANCIEN PROPRIÉTAIRE DE LA MAISON D'ORANGERIE
12, rue de Valenciennes, 75001 Paris
Le Muntche
WINTERS, COQUILLAGES, SPÉCIALITÉS
25, rue de Buci - Paris 6

Cantarel
Déjeuners d'affaires
Le SOIR : un Dîner de Fête
pour 85 francs tout compris
12, Avenue du Maine (15°)
tél : 548.59.35
fermé Samedi midi et Dimanche

viabril
momparnasse
dèjeuners, dîners, soupers
tous les jours jusqu'à 24 heures
et dîners à notre Club
orchestres brésiliens
12, rue de Valenciennes, 75001 Paris
tél. 548.59.35

Rive droite

LA RAPIÈRE
en l'hôtel d'ARTAGNAN
DÉJEUNERS D'AFFAIRES
DINERS
SOUPERS
SPÉCIALITÉS RÉGionales
44, rue Tiquetonne, 75001 Paris

Le Grand Veneur
6, rue Pierre-Demours, PARIS-17°
GIBIERS - CASSOLET
SOUFFLÉ - FRAMBOISE
Rég. E.T.O. 18-15, part. ass. (F. d'ass.)

SULLY DAUPHINE 353-25-47
85, rue Poche
FACE AU BOIS
Dans un cadre 1830 - CUISINE FRANÇAISE TRADITION - Des spécialités
84, rue d'Orléans, DÎNERS MENU 55 F Boisson et Soc compris SALONS - (F. d'ass.)

Château Léoville Las-Cases
GRAND CRU CLASSE DU MÉDOC
tous les ans fait un grand vin

JOUR et NUIT
21, r. Bezi, 13 à l'Ancre, ELY. 12-03
BANC D'HUITRES
SES VIANDES
les meilleures de Paris

PIERRE
A la Fontaine Gailion
Grande cuisine
de tradition française (ferme d'été)
OPE. 57-04 - PLACE GAILLON
Paris 17

CHEZ HONORE
DEJEUNERS-DINERS
cuisine française, nappes en papier
1, rue du Moulin, 75001 Paris
tél. 231.33.20-233.55.84

Julien
16, rue du Faubourg Saint-Denis Paris 10°
Réservation 770.12.06
Tous les jours de 11 h. à 30, fermé le dim.

TERMINUS NORD
824.48.72
SON BANC D'HUITRES

23, rue de Dunkerque
face Gare du Nord
tous les jours

MARIUS et JANETTE
TOUS LES FRUITS DE MER
et toutes les spécialités provençales
4, rue de Valenciennes, ELY. 71-75, BAL 84-37

FLD LIVRE à DOMICILE
SON FOIE GRAS FRAIS
285-22-39

Constituez-vous
une belle cave en
visitant le carrefour
des lauréats du salon
international de
l'agriculture
1-2-3-4
décembre
1976
ceg5 12h-21h
30 avenue George V-75008 Paris

ROBERT LAFFONT
COURTINE
(LA REYNIÈRE)
Balzac à table
Un vrai livre de cuisine de
250 recettes, qui est en même
temps le roman d'un gourmet.

"27 vins"
que j'ai personnellement goûtés en
compagnie de mon équipe et que je
vous recommande en toute loyauté.
Le rapport qualité-prix est indéniable.
Rég. :
A 1 Dom. de la Sablonnière, 1975, Bord. sup., 7,00
A 2 Domaine de la Sablonnière, 1973, Bord. sup., 4,50
A 3 Domaine de la Sablonnière, 1973, Bord. sup., 4,50
A 4 Ch. de la Sablonnière, 1973, Bord. sup., 4,50
A 5 Ch. de la Sablonnière, 1973, Bord. sup., 4,50
A 6 Ch. de la Sablonnière, 1973, Bord. sup., 4,50
A 7 Ch. de la Sablonnière, 1973, Bord. sup., 4,50
A 8 Ch. de la Sablonnière, 1973, Bord. sup., 4,50
A 9 Ch. de la Sablonnière, 1973, Bord. sup., 4,50
A 10 Ch. de la Sablonnière, 1973, Bord. sup., 4,50
A 11 Ch. de la Sablonnière, 1973, Bord. sup., 4,50
A 12 Ch. de la Sablonnière, 1973, Bord. sup., 4,50
A 13 Ch. de la Sablonnière, 1973, Bord. sup., 4,50
A 14 Ch. de la Sablonnière, 1973, Bord. sup., 4,50
A 15 Ch. de la Sablonnière, 1973, Bord. sup., 4,50
A 16 Ch. de la Sablonnière, 1973, Bord. sup., 4,50
A 17 Ch. de la Sablonnière, 1973, Bord. sup., 4,50
A 18 Ch. de la Sablonnière, 1973, Bord. sup., 4,50
A 19 Ch. de la Sablonnière, 1973, Bord. sup., 4,50
A 20 Ch. de la Sablonnière, 1973, Bord. sup., 4,50
A 21 Ch. de la Sablonnière, 1973, Bord. sup., 4,50
A 22 Ch. de la Sablonnière, 1973, Bord. sup., 4,50
A 23 Ch. de la Sablonnière, 1973, Bord. sup., 4,50
A 24 Ch. de la Sablonnière, 1973, Bord. sup., 4,50
A 25 Ch. de la Sablonnière, 1973, Bord. sup., 4,50
A 26 Ch. de la Sablonnière, 1973, Bord. sup., 4,50
A 27 Ch. de la Sablonnière, 1973, Bord. sup., 4,50

MARIUS et JANETTE
TOUS LES FRUITS DE MER
et toutes les spécialités provençales
4, rue de Valenciennes, ELY. 71-75, BAL 84-37

Environs de Paris
HALLES DE RUNGIS - Autor. A6

LA MARMITE
RUNGIS
menu d'affaires 55 F
DINERS DANSANTS
le samedi soir avec ORCHESTRE
4, avenue Bourgeois, RUNGIS
688.48.43
24h-24

philatélie N° 1461

FRANCE : Volier - Duchesse
Anne -
Pour la série des voliers, cette
année le thème sera celui de la
cuisine et du monde de l'agriculture
qu'il représente, mais figu-
rera également en second plan, le
volier, « Duchesse Anne ». Vente
générale le 6 décembre.

MUSEE CHATELAIN
Paris-Louis
145 F, bien-entendu, mais et vert
foncé.
Tirage : 8 000 000 d'exemplaires.
Dessin et gravure d'Albert Decaux.
Impression : Taille-Douce - At-
elier du Timbre de France.

La mise en vente anticipée se
déroule :
A PARIS
- Les 4 et 5 décembre, de 9 h. à
18 h., au bureau de poste com-
mune ouvert au musée de la Ma-
rine, 3, place du Trocadéro à Pa-
ris-16.
Le 6 décembre, de 9 h. à 12 h.,
à la R.P., 32, rue du Poste Paris-1.
A la vente de Paris-1, de 10 h. à
17 h., au kiosque postal, 34, bd de
Vaugirard, Paris-15. - Boîtes aux
lettres spéciales pour l'oblitération
et premier jour.

A PORT-LOUIS
- Les 4 et 5 décembre, de 9 h. à
18 h., au bureau de poste com-
mune ouvert à la cité de la
Port-Louis (Mauritanie). - Oblité-
ration « premier jour ».
- Le 6 décembre, de 9 h. à 12 h.,
au bureau de Port-Louis. - Boîte
aux lettres spéciales pour l'oblité-
ration « premier jour ».
A l'oblitération « premier jour »
est identique aux deux lieux de
vente anticipée.

MAIL : Jeux Olympiques,
Montréal.
Lors de l'émission de cette série
commémorative par les postes de la
République du Mali, l'incident poli-
tique de dernière minute, dans ces
complications sportives internatio-
nales, a été imprévisible : ces timbres
sont donc les seuls timbres philo-
stiques de la participation du pays
à ces Jeux olympiques.

REPUBLIQUE DU MALI
200 F, bien-entendu, mais et vert
foncé.
Tirage : 8 000 000 d'exemplaires.
Dessin et gravure d'Albert Decaux.
Impression : Taille-Douce - At-
elier du Timbre de France.

REPUBLIQUE DU MALI
200 F, bien-entendu, mais et vert
foncé.
Tirage : 8 000 000 d'exemplaires.
Dessin et gravure d'Albert Decaux.
Impression : Taille-Douce - At-
elier du Timbre de France.

REPUBLIQUE DU MALI
200 F, bien-entendu, mais et vert
foncé.
Tirage : 8 000 000 d'exemplaires.
Dessin et gravure d'Albert Decaux.
Impression : Taille-Douce - At-
elier du Timbre de France.

REPUBLIQUE DU MALI
200 F, bien-entendu, mais et vert
foncé.
Tirage : 8 000 000 d'exemplaires.
Dessin et gravure d'Albert Decaux.
Impression : Taille-Douce - At-
elier du Timbre de France.

REPUBLIQUE DU MALI
200 F, bien-entendu, mais et vert
foncé.
Tirage : 8 000 000 d'exemplaires.
Dessin et gravure d'Albert Decaux.
Impression : Taille-Douce - At-
elier du Timbre de France.

REPUBLIQUE DU MALI
200 F, bien-entendu, mais et vert
foncé.
Tirage : 8 000 000 d'exemplaires.
Dessin et gravure d'Albert Decaux.
Impression : Taille-Douce - At-
elier du Timbre de France.

REPUBLIQUE DU MALI
200 F, bien-entendu, mais et vert
foncé.
Tirage : 8 000 000 d'exemplaires.
Dessin et gravure d'Albert Decaux.
Impression : Taille-Douce - At-
elier du Timbre de France.

REPUBLIQUE DU MALI
200 F, bien-entendu, mais et vert
foncé.
Tirage : 8 000 000 d'exemplaires.
Dessin et gravure d'Albert Decaux.
Impression : Taille-Douce - At-
elier du Timbre de France.

صلى الله عليه وسلم

Maison

AH ! LES BEAUX TAPIS

LES tapis d'Orient évoquent la splendeur des palais des Mille et Une Nuits, rappellent le prestige des cours royales européennes. Ces témoins des richesses du passé sont entrés au musée, et leur valeur est inestimable.

L'Orient contemporain perpétue la tradition de ces chefs-d'œuvre de l'habileté artisanale. De l'Iran à l'Irak, de la Turquie à l'Afghanistan, chaque pays, et même chaque province, a su garder et renouveler un art où la technique manuelle est au service de la qualité artistique. Il faut chasser cette idée préconçue qu'un tapis d'Orient doit être une pièce ancienne. Il sera toujours un tapis authentique s'il est fait à la main, au point noué (selon des critères de forme et de densité), en reproduisant fidèlement un dessin ancien. Tout dépend du respect absolu de la tradition, qui varie d'un pays et d'une tribu à l'autre. Une pièce ancienne tire sa valeur de la rareté, mais une copie fidèle procure le même plaisir esthétique que si elle restituait les dessins et coloris originaux.

Un tapis d'Orient est souvent d'un prix plus abordable qu'on le croit. Pour 2 500 francs environ on peut acquérir un tapis de trône, entre 3 000 francs et 5 000 francs le choix de pièces intéressantes est vaste. Les très beaux tapis d'Iran et du Caucase sont appréciés des amateurs, et la dépense est alors comparable à celle qu'on engage pour d'autres œuvres d'art.

Initier les profanes

Le succès remporté par les récentes expositions annuelles de spécialistes en tapis d'Orient (à la Place Clichy, au Bon Marché, au Printemps) prouve l'intérêt porté aux reproductions contemporaines orientales. S'il faut rejeter catégoriquement tout démarquage à domicile (et tout rendez-vous sollicité par téléphone), on hésite parfois sur le choix de vente par manque d'information. Depuis un an, le club Découverte du tapis d'Orient a instauré une formule originale pour tenter de s'y reconnaître dans ce domaine un peu mystérieux.

Créé par un groupe d'amateurs et d'experts, ce club compte aujourd'hui vingt mille membres. Il s'est donné pour mission d'ap-

● Du nouveau pour la salle de bains avec des rideaux de douche en tissu synthétique très souple, en noir, mat ou bleu pastel. Ils mesurent 180 x 180 cm et coûtent 93 F. Des tapis de bain américains sont en fibres synthétiques et coloris arc-en-ciel (129 F et 200 F la grande taille) ou en coton uni, 95 F et 195 F. (Au Printemps.)

A TOUS PROBLÈMES D'ÉCLAIRAGE

SPOTS LAMPES ABAT-JOUR ÉCLAIRAGE POUR TABLEAUX, ETC. une solution

ready-made electric

LUMINAIRES CONTEMPORAINS pour décoration architecture

lumière et fonction

284 bd Raspail Paris 14

tel 326 39 09

CHAUDS LES MANTEAUX

CHAUDS, confortables et légers, les manteaux en peaux laines, les pelisses, les double-face et les duvets se parent de coloris seyants ou de teintes naturelles. Ces nouvelles « pelisses » déstructurées, taillées en vestes, en parkas, ou en houppelandes sous le mollet allient une certaine rusticité de confection aux coupes simples qui leur permettent de passer, sans complexité, de la ville à la montagne, avec des gros tricotés et des jupes droites, des pantalons fourrés dans les bottes, voire des robes de jersey et des ensembles de dîner.

Frank et Fils, l'un des plus importants rayons d'imperméables et de manteaux à Paris, proposent toutes sortes de pelisses, depuis le « trench » fourré en acrylique sous glissière jusqu'au vêtement de parc à grand col de renard, doublé de laines de vison (de 750 F à 4 500 F env.). Les peaux laines d'origine française ou italienne comprennent des moutons, un nouvel agneau de Toscane à poil long et droit et des modèles peaux plume en chèvre. La plupart de ces modèles sont garnis à plat au niveau des coutures, ce qui leur donne une silhouette allongée et une finition soignée.

Le mouton laine rustique à poil plus ras est souvent taillé en duffel-coats, comme le premier prix des Trois Quartiers-Dames de France, à coutures apparentes, poches plaquées et fermeture à boutons olive et fil-celle (à partir de 1 350 F).

À La Maison bleue, Bernard Carasso taille le jersey de laine moutonné avec esprit. Ce tissu est traité en vestes à la chinoise,

boutonnées de côté, en parkas à cagoule à deux poches ou en blousons (400 F). La fourrure acrylique gris souris compose aussi des ensembles à parka et grande jupe paysanne française, destinés aux grandes filles militantes.

Elizabeth de Senneville, styliste d'avant-garde, a maintenant pignon sur rue, aux Halles. Elle transposera le côté défilé de l'édredon en duffel-coat en grands manteaux quadrillés, aux laines douces, sans col, fermés de carrés de velcro (750 F). Les mêmes existent en gilets droits, à effets d'allure aux épaules, en popeline de coton formant contraste avec des robes-lingerie de satin, fermées sur des pantalons assortis. La ligne des Pyrénées est coupée en robes-chandails rouges ou vert brillant, associées au bleu ciel, au violet ou au noir.

Les chasseurs de soldes

Une amusante idée de « doublures » renouvelle les imperméables de Burberry. Voisines du célèbre écossais de coton sur fond beige, elles représentent les tons d'un bleu d'ardoise et d'un vert kaki qui doublent normalement les vêtements (1 250 F le manteau). Ces fourrures de laine sont aussi vendues seules (225 F) et peuvent s'accompagner de longues écharpes coordonnées (150 F). Pour les hommes, Burberry propose des lodens en cinq coloris, en coupes de chasse, des trench à col détachable, dans le même tweed que la doublure, et des manteaux de sport en velours côtelé, à doublure amovible de laine, finie d'un empiècement de satin aux épaules (à partir de 1 050 F).

Chez Marks & Spencer, les pardessus classiques en cachemire peuvent prétendre aux meilleurs rapports qualité/prix de la saison. Ils viennent d'arriver, en brun chameau et en marine (849 F).

Old England a l'exclusivité pour Paris des marques Rodex et Chester Barrie en costumes. Imperméables doublés de lainage beige, amovible sous glissière (325 F). Le poil de chameau commence à 1 590 F, les cachemires gris chiné à 1 950 F.

Dans les modèles de sport, le caban (pour la voiture) de Jaeger, croisé à col châle et tricot,

Mode

FABRICANT
VEND AU PRIX
BIJOUX **OR**

— 30 % — de 21.350 le kg environ

DIAMANTS 40 g (2.500 F) 2.500 F
SAUTOIRS 30 g (2.700 F) 1.800 F
ORFÈVRES 15 g (1.550 F) 1.100 F
CROCHES 5 g (300 F) 275 F
MADAME Paris - Tél. 770-44-06
4, RTE. SAULNIER, PARIS (9)

chaud, léger, imperméable

loden

chasse

295 F

FORSUSO

LA MAISON DU LODEN

146 rue de Rivoli - Paris 1^{er}

tel. 260 13 51 métro Louvre

MAX EVZELINE

GRAND TAILLEUR DE PARIS

Créateur mode masculine

spécialiste du costume

sur mesure

GRAND STANDING

&

UNIQUE A PARIS

Nouveau rayon costumes

faits main, prêt-à-porter

et diffusion

Christian Dior MONSIEUR

103, boulevard Saint-Henri

Tél. : 339-03-94

PARDESSUS EXCEPTIONNEL

en **CACHEMIRE (90 %)**

et DIFFUSION : **TED LAPIDUS**

Daniel HECHTER

595 F

« STEPHANE » 8, rue d'Avron, 75020 PARIS

Notre nouvelle ligne

Voire nouveau parfum

SHOCKING YOU

Schiaparelli

PARIS

Dépôtaires
Grands Magasins

salon des

ANTIQUAIRES

26 novembre - 6 décembre 1976

Paris place de la Bastille

pavillon spédex de 10 à 20 h

mardi et vendredi de 10 à 23 h

organisation : spédex

12 rue Clapeyron 75008 Paris

À PEINDRE, À DÉCORER

À PERSONNALISER

les éléments

composables

PEN moi j'aime!

LES CLASSIQUES AUX POSSIBILITÉS INFINIES...

LES NOUVEAUX CONTEMPORAINS (multiplicables)

venez les voir

stand PEN grands magasins et magasins spécialisés

Par l'auteur de "Vivez jeune, vivez longtemps"

GAYE LORD HAUSER

"la plus prestigieuse nature du siècle"

MES NOUVEAUX SECRETS

Un livre indispensable à qui s'intéresse non seulement à la diététique, mais au véritable art de mieux vivre aujourd'hui.

Par le petit génie de la jouissance de vivre.

Elle

BUCHET/CHASTEL

Linéar de Braun.

Briquet électronique. 275 F

BRUNN

Hippisme

Le discours du trône

Le rendez-vous des « fans » à Deauville (1) se termine traditionnellement par un « dîner de l'élevage », au cours duquel le président du syndicat des éleveurs — M. Guy de Rothschild depuis un peu plus d'un an — définit et soumet à discussion la politique hippique qu'il lui paraît souhaitable d'appliquer. Tentative réelle et chère de démocratisation (mais la démocratisation elle-même n'est-elle pas un rêve impossible, quand l'entrepreneur et l'entraîneur d'un pur-sang ne peuvent cotiser, avant déduction des gains éventuels, moins de 20 000 francs par an ?) Le « dîner de l'élevage » est désormais ouvert à tous. Qui-convient qu'une pince à tiercé le dimanche matin peut, moyennant une participation de 85 francs, s'asseoir à la table de M. Guy de Rothschild, de Mme Couturier, de l'Agar Khan (lequel, cependant, était absent cette fois) et discuter avec eux, entre la poire et le fromage, de la meilleure façon de réaliser un Ecurie, un Right Royal ou un Zeddian.

Cette année, cependant, le propos était moins aimable. L'ordre du jour comportait l'épineuse question des gains des chevaux étrangers — notamment américains — en France.

An cours de l'année hippique qui s'achève, les chevaux américains ont effectué, sur l'ensemble des prix mis en jeu par les sociétés de courses de galop, une ponction de l'ordre de 16 %. Nul ne s'en chagrinerait si cet argent se réinvestissait en France. Mais il prend aussitôt la direction du Kentucky ou de la Floride, tout comme — ce qui est encore infiniment plus grave — les chevaux qui l'ont gagné et qui vont faire bénéficier l'élevage américain d'un prestige unique prélevé sur les courses françaises, prestige que, dans le cas d'un Youth, on peut, en raisonnant en termes commerciaux, évaluer à quelque trente millions de francs puisque c'est le prix auquel le cheval a été « syndiqué » comme étalon des son départ de France.

En schématisant — mais l'expression politique schématisante

toujours, et c'est en termes politiques que le problème, un jour ou l'autre, se posera — on peut dire qu'un bout de la chaîne hippique les principaux bénéficiaires des cinq francs, portés d'enthousiasme deux fois par semaine aux guichets du P.M.U., par cinq millions de Français, sont, outre l'Etat par son prélèvement de 20 %, quelques milliaires américains. Si l'on va jusqu'au bout des schématisations, on voit à quels alogans cette situation — qui, sans analyse, l'us fine, « élève », heureusement des éleveurs — il y a une quasi-colonisation de Longchamp par le Kentucky.

Mais le constat ne suffit pas à faire sien un autre slogan extrême qui serait renouvelé du « U.S. go home ». Une compétition d'où seraient éliminés les meilleurs, parce que, précisément, ils sont les meilleurs, perdrait une grande partie de sa signification. Par ailleurs, on ne peut ignorer — même si les risques de chômage y seraient moindres que l'affirmation des « éleveurs » — les intérêts de quelques écuries de Chantilly dont les principaux clients sont des propriétaires américains.

La quintessence des produits de luxe

C'est dans une atmosphère survolée que M. Guy de Rothschild prit place, seul, à la tribune dressée dans un angle de la grande salle à manger du Normandy.

Un de ses premiers propos fut pour démentir les pressions qui s'élevaient exorbitantes au cours des heures précédentes — « Nous ne sommes pas des éleveurs, nous sommes des hommes », — pressions qui, dit-il, nous avaient transportés de Deauville vers quelque faubourg sidien de New-York ou de Milwaukee.

Puis, se tournant vers quelques « mouvements divers » comme sous les applaudissements (beaucoup plus nombreux), il livra son analyse de la situation. Analyse se situant volontairement à une certaine hauteur, débordant parfois du cadre des courses et qui,

sur ces données s'établissait une quasi-unanimité, celle d'ailleurs qui est apparue au Bureau du syndicat des éleveurs. Malheureusement, le débat se trouve dévié sous l'influence de puissants intérêts particuliers. Un groupe d'éleveurs français, bénéficiant d'un appui bancaire, ce qui facilite les choses, a acquis aux Etats-Unis un haras à partir duquel il compte soustraire sa pression, déjà considérable — et justifiée, au plan technique, par une expertise incontestée, sur les courses françaises. La fermeture de nos courses aux chevaux américains serait, pour ce groupe, un échec d'autant plus grave qu'il n'était implanté aux Etats-Unis que de fraîche date. Il risquerait, si le marché français lui était fermé, de voir, parallèlement, se dresser devant tout projet de vente sur place un barrage analogue à celui dont lui-même a entouré les ventes françaises depuis quinze ans.

Dans les heures précédant le débat de dimanche, les membres du groupe avaient donc multiplié les contacts pour essayer d'arracher quelques voix, n'obtenant pas, à l'occasion, à recourir à des moyens de pression commerciaux, voire d'intimidation.

par son élévation, par la présence de la tribune d'où elle était exprimée et par l'autorité personnelle de l'orateur, faisait penser à quelque « discours du trône » (l'appellation).

La constatation dominante que fait M. Guy de Rothschild est que, dans une Europe socialisée, le marché offert aux produits de luxe se rétrécit, sous l'effet des pressions fiscales et du nivellement des fortunes, alors que, l'inflation aidant, la valeur de ces produits ne cesse de croître dans l'économie capitaliste américaine. Dès lors, à moins de mesures autoritaires — que le président des éleveurs, pour sa part, écarte, — il est inévitable que les meilleurs pur-sang du monde — qui sont la quintessence des produits de luxe — prennent le chemin des Etats-Unis. Et, la

qualité naissant de la qualité et du nombre, il est inévitable que les pouliniers et les pouliches engendrés aux Etats-Unis par des chevaux soient souvent meilleurs que ceux nés en Europe. Les pur-sang français peuvent rivaliser avec ceux nés dans tous les pays à économie socialisée, y compris l'Angleterre. Globalement, ils ne se trouvent plus à armes égales avec les pur-sang américains. Il convient donc de les protéger modérément de ceux-ci, la compétition restant entièrement ouverte avec les chevaux anglais et ceux des autres pays du Marché commun.

A noter — argument qui n'a pas été développé au cours du débat — que cette libre confrontation avec l'Angleterre diminue d'ailleurs le risque d'une baisse de qualité à l'abri de barrières étanches : il faudrait que nos chevaux restent bons pour battre les anglais, lesquels resteraient (jusqu'à quand ?) en compétition ouverte avec les américains.

En conclusion, M. Guy de Rothschild, et avec lui la quasi-unanimité du bureau du Syndicat des éleveurs (bureau dans lequel — toujours la sonde de démocratisation — figurent de petits éleveurs ne possédant que quelques juments) ont défini la formule suivante : les chevaux américains accéderont aux courses dites « de groupe » (les grandes épreuves) et à une vingtaine de courses préparatoires à éliminer. Ils seraient exclus de toutes les autres.

Mais le débat, quoique ayant pris un virage qui paraît définitif, n'est pas clos. Il va reprendre au sein de la Société d'encouragement — où le groupe dont les intérêts particuliers se trouvent compromis dispose d'alliances évidentes — et, éventuellement, au ministère de l'Agriculture, lequel pourrait, à la limite, refuser un programme de courses qui ne serait plus conforme à l'intérêt général, c'est-à-dire français d'abord. Le potera n'est pas atteint.

LOUIS DÉNIÉL

(1) Le Monde du 20 novembre.

Photo-Cinéma

FRAGILES PERFORMANCES

Il n'existe plus beaucoup d'appareils photographiques et de caméras qui ne soient équipés de quelques circuits électroniques. De plus en plus nombreux, d'ailleurs, sont les appareils où l'électronique prend une place considérable, assurant le fonctionnement et le contrôle de toutes les fonctions. Sur les appareils photographiques, elle règle les vitesses d'obturation, mesure la lumière, affiche dans le viseur les informations relatives aux réglages opérés. Parfois, elle commande le rétroflash, un système de télécommande ou la durée de l'éclair d'un flash. Sur les caméras, elle assure le fonctionnement de la régulation du moteur, les variations de focale du zoom, les dispositifs de trébuchement et l'amplificateur lorsqu'il s'agit d'un modèle sonore.

L'électronique « utilisée » aujourd'hui ne comporte plus seulement quelques transistors et circuits imprimés. Elle a fait aussi largement appel aux circuits intégrés et à des mémoires associées à des micro-calculateurs. Sur un appareil nouveau comme le Canon AE-1, une véritable centrale électronique miniaturisée contrôle en permanence les circuits de bouclage de l'obturateur, du diaphragme et du posemètre. Ils sont constitués en circuits souples modulaires qui facilitent la fabrication automatisée de l'appareil, sans techniciens sur la chaîne. Sur un autre modèle récent, l'Olympus OM-2, le calculateur électronique associé à deux cellules au silicium règle la vitesse d'exposition en temps réel, c'est-à-dire pendant le déclenchement des rideaux, donc pendant l'exposition elle-même. Et la réaction des cellules et du calculateur est si rapide que ce réglage « opérant » au flash électronique, pendant l'éclair des que l'émulsion a reçu suffisamment de lumière. Sur des appareils conçus par Rollei (Rolleiflex SL 2000, Rolleiflex 35 CR, non encore commercialisés, car il s'agit de prototypes), le calculateur, qui comporte de nouveaux circuits intégrés, permet un réglage automatique aussi bien de la vitesse que du diaphragme.

Dans le domaine du cinéma, les exemples sont tout aussi élo-

quents. Des caméras super-8 comme les Agfa Movamatic MOS font appel à un « élément MOS (Metal-Oxide-Semiconductor) », qui mesure 2,50 x 3,75 mm, assure les fonctions de 1 800 transistors et permet le contrôle de nombreux organes de l'appareil. Il existe actuellement des prototypes de caméras, chères constructeurs comme Bolex, Elmo, Sanyo, qui possèdent un dispositif de mise au point automatique de la distance dans laquelle l'électronique tient évidemment une place importante.

Trois chères qualités

Ainsi, l'électronique accroît sans cesse la complexité et les possibilités des matériels. Elle n'est pas « seulement », comme on l'a dit parfois, un moyen de simplifier les appareils en éliminant de nombreuses pièces mécaniques. Elle n'est pas davantage, comme on l'a dit aussi, un moyen de réduire les prix. Si les composants électroniques sont de qualité, ils sont chers, très chers même. Les coûts, en fait, ne diminuent que par la rationalisation des fabrications, que facilite l'électronique. C'est en automatisant la construction d'un appareil aussi complexe que le Canon AE-1 que Canon a pu envisager une diminution de son prix de vente. On a dit encore que l'électronique était moins fragile que les dispositifs mécaniques, moins sujette à pannes et insensible à l'usure. Hélas, il n'en est rien. Personne ne conteste que, dans un poste de radio ou dans un téléviseur, certains composants puissent mourir. Les choses ne sont pas différentes avec un appareil photo ou cinéma. Les chocs, les vibrations, la chaleur peuvent être fatales à un circuit électronique, surtout s'il n'est pas de grande qualité. Cela peut être gênant, notamment en voyage, avec les appareils les plus récents, qui, à la moindre panne, sont totalement inutilisables sans réparation. L'obturateur, en effet, ne donne plus aucune vitesse, alors qu'avant des appareils moins sophistiqués il reste utilisable mécaniquement sur au moins une vitesse.

Jeux

La facture temps

Mais il y a plus. L'électronique vieillit bien plus vite que les organes mécaniques, qui, eux, sont peu sensibles au temps. Les bons vieux appareils avaient la vie dure : de Lesca, Foca, Contax, Rollei fonctionnent toujours parfaitement.

Combien peut durer un appareil électronique moderne ? C'est difficile à dire. Quelques années si l'électronique est médiocre (cas de certains 24 x 36 ou miniformats 110 bon marché, notamment). Probablement une dizaine d'années en moyenne avec les meilleurs appareils. A quelques exceptions près d'ailleurs, les stocks de pièces détachées et de composants électroniques chez les importateurs et réparateurs sont constitués pour tenir à dix ans maximum à compter du jour où cesse la fabrication d'un modèle. Il n'est même pas certain, dans l'avenir, que les quelques réparateurs, comme Letz ou Nikon, qui assurent les réparations « ad-hoc » de dix ans puissent maintenir toute politique, dans la mesure où leurs appareils compacteront de plus en plus d'électronique. Les caractéristiques des composants, en effet, sont sans cesse modifiées par les firmes fabriquant l'électronique. On peut se demander si l'approvisionnement de cette catégorie de pièces, sensibles au vieillissement, pourra toujours être assuré sur de très longs délais.

L'amateur qui prend quelques cartouches de pellicule chaque année n'aura jamais le temps d'amortir son matériel. Celui-ci mourra avant usure, de vieillesse prématurée, sans espoir de pouvoir être réparé.

ROGER BELLONE

PHOTO-REVUE

La première et la plus technique des revues françaises. Dans son numéro de novembre : Portrait-Tout... Le Pentax K2 Test F.T.M. Les 195 ans Objectif... Progres récents La couleur à la Photina 1976 Les articles de R. BELLONE et ses rubriques hebdomadaires. Traitement et conservation des documents photographiques. Le numéro : 9 F.

Dans les kiosques, ou 118 bis, rue d'Assas, 75006 Paris.

échecs

N° 685

TOURNOI DU LONDON CENTRAL, septembre 1976

Blancs : Max FULLER

Noirs : Michael FRANKLIN

Défense sicilienne.

1. e4
2. e3
3. d3
4. c3
5. f3
6. d2
7. e2
8. f2
9. g2
10. h2
11. d1
12. c1
13. b1
14. a1
15. h1
16. g1
17. f1
18. e1
19. d1
20. c1
21. b1
22. a1

a) Ce système dont Tartakower parlait déjà avec humour en 1924 fut

SOLUTION DE L'ETUDE N° 684

H. RINCK

« Schackvarlden », 1940

(Blancs : Rh8, Td3 et f6, Pfs.

Noirs : Rc7, Dd1, Ff4.)

Après 1. Td7+? Rb6; 2. Td3+? Rb5; 3. Td3+? Rb6; 4. Td3+? Rb7; 5. Td3+? Rb8; 6. Td3+? Rb9; 7. Td3+? Rb10; 8. Td3+? Rb11; 9. Td3+? Rb12; 10. Td3+? Rb13; 11. Td3+? Rb14; 12. Td3+? Rb15; 13. Td3+? Rb16; 14. Td3+? Rb17; 15. Td3+? Rb18; 16. Td3+? Rb19; 17. Td3+? Rb20; 18. Td3+? Rb21; 19. Td3+? Rb22; 20. Td3+? Rb23; 21. Td3+? Rb24; 22. Td3+? Rb25; 23. Td3+? Rb26; 24. Td3+? Rb27; 25. Td3+? Rb28; 26. Td3+? Rb29; 27. Td3+? Rb30; 28. Td3+? Rb31; 29. Td3+? Rb32; 30. Td3+? Rb33; 31. Td3+? Rb34; 32. Td3+? Rb35; 33. Td3+? Rb36; 34. Td3+? Rb37; 35. Td3+? Rb38; 36. Td3+? Rb39; 37. Td3+? Rb40; 38. Td3+? Rb41; 39. Td3+? Rb42; 40. Td3+? Rb43; 41. Td3+? Rb44; 42. Td3+? Rb45; 43. Td3+? Rb46; 44. Td3+? Rb47; 45. Td3+? Rb48; 46. Td3+? Rb49; 47. Td3+? Rb50; 48. Td3+? Rb51; 49. Td3+? Rb52; 50. Td3+? Rb53; 51. Td3+? Rb54; 52. Td3+? Rb55; 53. Td3+? Rb56; 54. Td3+? Rb57; 55. Td3+? Rb58; 56. Td3+? Rb59; 57. Td3+? Rb60; 58. Td3+? Rb61; 59. Td3+? Rb62; 60. Td3+? Rb63; 61. Td3+? Rb64; 62. Td3+? Rb65; 63. Td3+? Rb66; 64. Td3+? Rb67; 65. Td3+? Rb68; 66. Td3+? Rb69; 67. Td3+? Rb70; 68. Td3+? Rb71; 69. Td3+? Rb72; 70. Td3+? Rb73; 71. Td3+? Rb74; 72. Td3+? Rb75; 73. Td3+? Rb76; 74. Td3+? Rb77; 75. Td3+? Rb78; 76. Td3+? Rb79; 77. Td3+? Rb80; 78. Td3+? Rb81; 79. Td3+? Rb82; 80. Td3+? Rb83; 81. Td3+? Rb84; 82. Td3+? Rb85; 83. Td3+? Rb86; 84. Td3+? Rb87; 85. Td3+? Rb88; 86. Td3+? Rb89; 87. Td3+? Rb90; 88. Td3+? Rb91; 89. Td3+? Rb92; 90. Td3+? Rb93; 91. Td3+? Rb94; 92. Td3+? Rb95; 93. Td3+? Rb96; 94. Td3+? Rb97; 95. Td3+? Rb98; 96. Td3+? Rb99; 97. Td3+? Rb100; 98. Td3+? Rb101; 99. Td3+? Rb102; 100. Td3+? Rb103; 101. Td3+? Rb104; 102. Td3+? Rb105; 103. Td3+? Rb106; 104. Td3+? Rb107; 105. Td3+? Rb108; 106. Td3+? Rb109; 107. Td3+? Rb110; 108. Td3+? Rb111; 109. Td3+? Rb112; 110. Td3+? Rb113; 111. Td3+? Rb114; 112. Td3+? Rb115; 113. Td3+? Rb116; 114. Td3+? Rb117; 115. Td3+? Rb118; 116. Td3+? Rb119; 117. Td3+? Rb120; 118. Td3+? Rb121; 119. Td3+? Rb122; 120. Td3+? Rb123; 121. Td3+? Rb124; 122. Td3+? Rb125; 123. Td3+? Rb126; 124. Td3+? Rb127; 125. Td3+? Rb128; 126. Td3+? Rb129; 127. Td3+? Rb130; 128. Td3+? Rb131; 129. Td3+? Rb132; 130. Td3+? Rb133; 131. Td3+? Rb134; 132. Td3+? Rb135; 133. Td3+? Rb136; 134. Td3+? Rb137; 135. Td3+? Rb138; 136. Td3+? Rb139; 137. Td3+? Rb140; 138. Td3+? Rb141; 139. Td3+? Rb142; 140. Td3+? Rb143; 141. Td3+? Rb144; 142. Td3+? Rb145; 143. Td3+? Rb146; 144. Td3+? Rb147; 145. Td3+? Rb148; 146. Td3+? Rb149; 147. Td3+? Rb150; 148. Td3+? Rb151; 149. Td3+? Rb152; 150. Td3+? Rb153; 151. Td3+? Rb154; 152. Td3+? Rb155; 153. Td3+? Rb156; 154. Td3+? Rb157; 155. Td3+? Rb158; 156. Td3+? Rb159; 157. Td3+? Rb160; 158. Td3+? Rb161; 159. Td3+? Rb162; 160. Td3+? Rb163; 161. Td3+? Rb164; 162. Td3+? Rb165; 163. Td3+? Rb166; 164. Td3+? Rb167; 165. Td3+? Rb168; 166. Td3+? Rb169; 167. Td3+? Rb170; 168. Td3+? Rb171; 169. Td3+? Rb172; 170. Td3+? Rb173; 171. Td3+? Rb174; 172. Td3+? Rb175; 173. Td3+? Rb176; 174. Td3+? Rb177; 175. Td3+? Rb178; 176. Td3+? Rb179; 177. Td3+? Rb180; 178. Td3+? Rb181; 179. Td3+? Rb182; 180. Td3+? Rb183; 181. Td3+? Rb184; 182. Td3+? Rb185; 183. Td3+? Rb186; 184. Td3+? Rb187; 185. Td3+? Rb188; 186. Td3+? Rb189; 187. Td3+? Rb190; 188. Td3+? Rb191; 189. Td3+? Rb192; 190. Td3+? Rb193; 191. Td3+? Rb194; 192. Td3+? Rb195; 193. Td3+? Rb196; 194. Td3+? Rb197; 195. Td3+? Rb198; 196. Td3+? Rb199; 197. Td3+? Rb200; 198. Td3+? Rb201; 199. Td3+? Rb202; 200. Td3+? Rb203; 201. Td3+? Rb204; 202. Td3+? Rb205; 203. Td3+? Rb206; 204. Td3+? Rb207; 205. Td3+? Rb208; 206. Td3+? Rb209; 207. Td3+? Rb210; 208. Td3+? Rb211; 209. Td3+? Rb212; 210. Td3+? Rb213; 211. Td3+? Rb214; 212. Td3+? Rb215; 213. Td3+? Rb216; 214. Td3+? Rb217; 215. Td3+? Rb218; 216. Td3+? Rb219; 217. Td3+? Rb220; 218. Td3+? Rb221; 219. Td3+? Rb222; 220. Td3+? Rb223; 221. Td3+? Rb224; 222. Td3+? Rb225; 223. Td3+? Rb226; 224. Td3+? Rb227; 225. Td3+? Rb228; 226. Td3+? Rb229; 227. Td3+? Rb230; 228. Td3+? Rb231; 229. Td3+? Rb232; 230. Td3+? Rb233; 231. Td3+? Rb234; 232. Td3+? Rb235; 233. Td3+? Rb236; 234. Td3+? Rb237; 235. Td3+? Rb238; 236. Td3+? Rb239; 237. Td3+? Rb240; 238. Td3+? Rb241; 239. Td3+? Rb242; 240. Td3+? Rb243; 241. Td3+? Rb244; 242. Td3+? Rb245; 243. Td3+? Rb246; 244. Td3+? Rb247; 245. Td3+? Rb248; 246. Td3+? Rb249; 247. Td3+? Rb250; 248. Td3+? Rb251; 249. Td3+? Rb252; 250. Td3+? Rb253; 251. Td3+? Rb254; 252. Td3+? Rb255; 253. Td3+? Rb256; 254. Td3+? Rb257; 255. Td3+? Rb258; 256. Td3+? Rb259; 257. Td3+? Rb260; 258. Td3+? Rb261; 259. Td3+? Rb262; 260. Td3+? Rb263; 261. Td3+? Rb264; 262. Td3+? Rb265; 263. Td3+? Rb266; 264. Td3+? Rb267; 265. Td3+? Rb268; 266. Td3+? Rb269; 267. Td3+? Rb270; 268. Td3+? Rb271; 269. Td3+? Rb272; 270. Td3+? Rb273; 271. Td3+? Rb274; 272. Td3+? Rb275; 273. Td3+? Rb276; 274. Td3+? Rb277; 275. Td3+? Rb278; 276. Td3+? Rb279; 277. Td3+? Rb280; 278. Td3+? Rb281; 279. Td3+? Rb282; 280. Td3+? Rb283; 281. Td3+? Rb284; 282. Td3+? Rb285; 283. Td3+? Rb286; 284. Td3+? Rb287; 285. Td3+? Rb288; 286. Td3+? Rb289; 287. Td3+? Rb290; 288. Td3+? Rb291; 289. Td3+? Rb292; 290. Td3+? Rb293; 291. Td3+? Rb294; 292. Td3+? Rb295; 293. Td3+? Rb296; 294. Td3+? Rb297; 295. Td3+? Rb298; 296. Td3+? Rb299; 297. Td3+? Rb300; 298. Td3+? Rb301; 299. Td3+? Rb302; 300. Td3+? Rb303; 301. Td3+? Rb304; 302. Td3+? Rb305; 303. Td3+? Rb306; 304. Td3+? Rb307; 305. Td3+? Rb308; 306. Td3+? Rb309; 307. Td3+? Rb310; 308. Td3+? Rb311; 309. Td3+? Rb312; 310. Td3+? Rb313; 311. Td3+? Rb314; 312. Td3+? Rb315; 313. Td3+? Rb316; 314. Td3+? Rb317; 315. Td3+? Rb318; 316. Td3+? Rb319; 317. Td3+? Rb320; 318. Td3+? Rb321; 319. Td3+? Rb322; 320. Td3+? Rb323; 321. Td3+? Rb324; 322. Td3+? Rb325; 323. Td3+? Rb326; 324. Td3+? Rb327; 325. Td3+? Rb328; 326. Td3+? Rb329; 327. Td3+? Rb330; 328. Td3+? Rb331; 329. Td3+? Rb332; 330. Td3+? Rb333; 331. Td3+? Rb334; 332. Td3+? Rb335; 333. Td3+? Rb336; 334. Td3+? Rb337; 335. Td3+? Rb338; 336. Td3+? Rb339; 337. Td3+? Rb340; 338. Td3+? Rb341; 339. Td3+? Rb342; 340. Td3+? Rb343; 341. Td3+? Rb344; 342. Td3+? Rb345; 343. Td3+? Rb346; 344. Td3+? Rb347; 345. Td3+? Rb348; 346. Td3+? Rb349; 347. Td3+? Rb350; 348. Td3+? Rb351; 349. Td3+? Rb352; 350. Td3+? Rb353; 351. Td3+? Rb354; 352. Td3+? Rb355; 353. Td3+? Rb356; 354. Td3+? Rb357; 355. Td3+? Rb358; 356. Td3+? Rb359; 357. Td3+? Rb360; 358. Td3+? Rb361; 359. Td3+? Rb362; 360. Td3+? Rb363; 361. Td3+? Rb364; 362. Td3+? Rb365; 363. Td3+? Rb366; 364. Td3+? Rb367; 365. Td3+? Rb368; 366. Td3+? Rb369; 367. Td3+? Rb370; 368. Td3+? Rb371; 369. Td3+? Rb372; 370. Td3+? Rb373; 371. Td3+? Rb374; 372. Td3+? Rb375; 373. Td3+? Rb376; 374. Td3+? Rb377; 375. Td3+? Rb378; 376. Td3+? Rb379; 377. Td3+? Rb380; 378. Td3+? Rb381; 379. Td3+? Rb382; 380. Td3+? Rb383; 381. Td3+? Rb384; 382. Td3+? Rb385; 383. Td3+? Rb386; 384. Td3+? Rb387; 385. Td3+? Rb388; 386. Td3+? Rb389; 387. Td3+? Rb390; 388. Td3+? Rb391; 389. Td3+? Rb392; 390. Td3+? Rb393; 391. Td3+? Rb394; 392. Td3+? Rb395; 393. Td3+? Rb396; 394. Td3+? Rb397; 395. Td3+? Rb398; 396. Td3+? Rb399; 397. Td3+? Rb400; 398. Td3+? Rb401; 399. Td3+? Rb402; 400. Td3+? Rb403; 401. Td3+? Rb404; 402. Td3+? Rb405; 403. Td3+? Rb406; 404. Td3+? Rb407; 405. Td3+? Rb408; 406. Td3+? Rb409; 407. Td3+? Rb410; 408. Td3+? Rb411; 409. Td3+? Rb412; 410. Td3+? Rb413; 411. Td3+? Rb414; 412. Td3+? Rb415; 413. Td3+? Rb416; 414. Td3+? Rb417; 415. Td3+? Rb418; 416. Td3+? Rb419; 417. Td3+? Rb420; 418. Td3+? Rb421; 419. Td3+? Rb422; 420. Td3+? Rb423; 421. Td3+? Rb424; 422. Td3+? Rb425; 423. Td3+? Rb426; 424. Td3+? Rb427; 425. Td3+? Rb428; 426. Td3+? Rb429; 427. Td3+? Rb430; 428. Td3+? Rb431; 429. Td3+? Rb432; 430. Td3+? Rb433; 431. Td3+? Rb434; 432. Td3+? Rb435; 433. Td3+? Rb436; 434. Td3+? Rb437; 435. Td3+? Rb438; 436. Td

DISQUES 30 cm **12 f**
pour seulement **chacun**
(+ Frais d'envoi forfaitaires)

Choisissez
autant de disques que vous le désirez...
1, 2, 3, 4 ... 10 et même plus...

Prix normal
Jusqu'à 10 f

Heures d'ouverture : tous les jours sauf dimanche de 9 h. 30 à 18 h. 30 sans interruption

LETTRES

LA POSTÉRITÉ D'ANDRÉ MALRAUX

Ce qu'en pensent les écrivains d'après 1968

Tandis que se préparent les cérémonies de l'hommage de la France à André Malraux, plusieurs appels ont déjà été lancés à la population pour qu'elle assiste ou s'associe à cette manifestation, qui aura lieu le samedi 27 novembre, à 18 heures, dans la cour Carrée du Louvre, à Paris (lire le programme page 28).

M. André Bord, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, a invité plus particulièrement les présidents des associations d'anciens combattants et victimes de guerre à assister à l'hommage, accompagné de l'emblème de leur groupement, l'entrée par la voûte face à

l'église Saint-Germain-l'Auxerrois à 17 h. 40.

M. Bernard Lafay, président du Conseil de Paris — assemblée qui a rendu jeudi son propre hommage à l'écrivain, — s'est adressé plus particulièrement aux Parisiennes et aux Parisiens pour qu'ils viennent nombreux aux cérémonies du Louvre, en se souvenant que « le grand disparu est né à Paris et y avait vécu ».

Une autre manifestation est organisée à Verrières-le-Buisson, où la municipalité invite à un dépôt de gerbes sur la tombe de l'écrivain dans le cimetière communal, le samedi 27 novembre, à 11 heures. Ce même jour, à la

demande du maire, l'Institut Charles-de-Gaulle ouvrira à Verrières-le-Buisson, de 8 heures à 19 heures, un registre de signatures au centre socio-culturel André-Malraux.

Compagnons, contemporains, auteurs consacrés, se sont amplement exprimés depuis trois jours sur André Malraux. On sait moins l'importance et l'influence que lui reconnaissent les écrivains de moins de trente ans ou qui ont commencé à publier après 1968, cette date servant de repère, non d'étiquette. Voici l'opinion de quelques-uns d'entre eux.

Le siècle ou sa légende ?

par RÉGIS DEBRAY

Dans son article « La légende du siècle », Bertrand Poirot-Delpech m'a fait l'honneur excessif de me situer dans la postérité d'André Malraux. Je voudrais que cesse ce malentendu. Nous ne sommes pas les héritiers de Malraux. Ni ses victimes. Nous sommes ses vaincus. J'admire sa victoire, mais je ne la respecte pas. Passons sur l'écoulement spectaculaire de tous les paons de haute et bonne cour faisant la route devant un cadavre. Le culte de Malraux est l'opium de la bourgeoisie française, l'âme d'un monde sans âme, le ciel des terres-à-terre. Que les notaires aient besoin de rêver ne nous empêche pas de dormir. La vraie souffrance est ailleurs : Malraux a gagné et nous avons perdu.

Voilà donc l'homme qui s'est toujours fichu de la vérité (du savoir en général et de la vérité de l'histoire en particulier), qui décide, dès son adolescence, que le monde réel n'existe pas, sinon comme encadrement d'images et accroche-mythes, promu cinquante ans au rôle de modèle pour ceux dont toute la vie repose ou a reposé sur les deux postulats contraires : la recherche de la vérité et la transformation du monde réel. Je veux parler des militants. Malraux leur a tourné le dos en demi-siècle et à peine s'il ne se retrouve pas leur chef. S'il rit de nous en ce moment, c'est bien pour avoir réussi ce coup superbe. Ce faux retardataire, qui n'a cessé d'appréhender la vingtième siècle avec une philosophie du dix-neuvième siècle, s'est, en fait, installé le premier au cœur de ce qui vient et nous submerge déjà : le mythologique.

Cet homme a longtemps pu se faire prendre pour un communiste, lui qui n'avait jamais mis son nez dans l'opus marxiste ni dans la théorie du socialisme. Lui qui ne s'est jamais demandé si une idée était juste

ou non, mais si elle faisait ou non de l'effet, le voilà au sommet de l'intelligence, Mythomane sagace. Malraux a le premier compris que le mensonge n'existe pas plus que la vérité. Il a le premier sacrifié l'idée et le réel à l'image. Or tout pouvoir sérieux repose sur l'imaginaire, et Malraux, homme de cinéma, de mise en scène et de décor, était un homme de pouvoir-né. Il a compris avant nous tous que la littérature romanesque était finie et qu'aucune fiction n'avait de valeur si elle ne se faisait passer pour témoignage. Cette ambiguïté délibérée et organisée entre la vie de l'écrivain et son œuvre a définitivement indexé l'œuvre d'art sur le pathétique de sa présentation, comme elle a indexé la jeunesse d'une politique sur la théâtralité de ses apparences. L'intrusion des techniques publicitaires au royaume des belles-lettres, c'est aussi le coup de génie de Malraux dans les années 20. Il savait avant nous que la légende avait raison de la lecture.

L'émetteur marxiste ayant suspendu ses transmissions, les ondes du vrai se sont brisées. Quant au monde tel qu'il est, il s'évanouit derrière l'équivoque prolifération de ses signes. Lorsque le vrai est devenu un peu tard, les convictions poreuses, les raisonnements suspects et tous les combats un peu douteux, c'est alors que l'homme qui s'est moqué de la logique et du réel peut s'imposer à nous par le frisson, le même frisson qui a sacrifié les stars de cinéma et les chefs de gouvernement. Les hommes marchent au frisson. Ou on les fait marcher. Malraux a su y faire.

Nous autres, nous avons perdu, et d'abord notre temps : sur les bancs de l'école d'abord, à

démêler le vrai du faux, Marx de Hegel, Engels de Ricardo. Après quoi il a fallu s'engouffrer dans les tunnels sans débouchés de la politique, ces labyrinthes poisseux où il faut une semaine pour fabriquer une bombe qui explose une fois sur dix — quand Malraux-Tchern ne ratait jamais ses coups parce qu'on n'a pas besoin de chimie ni de récipient ni de balance pour décrire génialement un attentat fantasmagique contre Tchang Kai-shek. Il a fallu s'apaiser dans six cents réunions interminables, oiseuses et sans effet visible. Nous n'avons même pas ramené de photos. Car quand je suis parti pour l'Amérique latine, où j'ai passé dix ans à ne rien faire d'exceptionnel, c'était justement pour faire de la révolution une politique — y compris sous les armes.

J'envisage Malraux d'avoir vécu un temps où l'on pouvait ne pas perdre son temps. Et je lui en veux, car en consacrant, comme il l'a fait, l'engouffrement de l'histoire dans la mythologie, du faire dans le faire savoir, des actions et des œuvres derrière les perses une armée pour faire de l'histoire tout ce qui a fait notre peine, j'aimerais être sûr que nous aurons une revanche.

Reste que cet agnostique fut le dernier religieux dans un monde d'incrédulités. Religieux étant celui qui sait parfois sacrifier ses différences à une communion : celui qui sait qu'il y a des guerres justes, mais qu'il n'y a pas d'armée innocente, et que, sachant, accepte de s'engager dans une armée pour faire la guerre. En un temps sans fraternité, d'où le combat a disparu, avec ses moines et ses soldats, en un temps où il n'y a plus que des moustiques très intelligents, c'est ce Malraux-très que je respecte : par-delà le bien et le mal, en deçà du vrai et du faux, sans doute, mais jamais entre deux chaises.

RENÉ-VICTOR PILHES : une immense caution.

René-Victor PILHES, quarante-deux ans. Un brillant poulain du Seuil. Prix Médicis pour son premier roman, la Rhubarbe. Prix Femina 1974 pour son troisième, l'Impécateur. En 1976, un roman, la Bête, qui dénonce les risques de l'oligarchie. Il est du pamphlet politique que recèle « le libéralisme avancé ».

La vie de Malraux est une réponse péremptoire à la question d'un écrivain peut-il dans son rôle lorsqu'il ne se contente plus de réfléchir aux problèmes de son temps, mais qu'il s'engage dans l'action politique ? Aujourd'hui, grand et mort, il semble trouver grâce auprès de tous. Mais, voici quarante ans, sans doute n'avait-il pas que des amis. Avant de se retrouver à Colombey, dans la bibliothèque du général de Gaulle transformée pour la circonstance en parloir réservé aux gènes, en antichambre de l'on mort saisi par l'Échelle, il avait dû franchir les étapes ordinaires de l'écrivain qui crée des livres et que tourmentent la politique et l'histoire. Avant d'être ministre du général de Gaulle et tribun du R.P.F., il choisit sans hésiter le camp de l'antifascisme, de la lutte contre une droite obscurantiste, des adversaires de la peine de mort. Sollicité impérieusement par les événements dont il est le témoin, le voici, à trente-cinq ans, projeté au sein d'un monde où il paraît alors convenable, possible et efficace : à gauche. Et le voici, lui aussi, méfiant et secrètement fasciné, au parti communiste. De Gaulle, la troisième voie, ne viendront que plus tard. Ce cheminement de Malraux est à la fois exemplaire et rassurant pour certains écrivains que l'on dit « fourrés » de l'action politique et trop souvent livrés à eux-mêmes sur ce terrain. Malraux leur apporte une immense caution.

JACQUES ALMIRA : c'est Sarah Bernhardt.

Jacques ALMIRA, vingt-six ans. Philosophe. Son premier roman, Voyage à Naucratis (Gallimard, 1975), obtient le prix Médicis et la caution de Michel Foucault. Un livre sans histoire sur la folie d'écrire, qui se réclame de Proust et de Joyce.

Qui est Malraux ? Pour nous autres, pour qui de Gaulle n'est que le nom d'un homme, celui sans doute d'une impasse. Et il y a eu ce si beau livre. Et comme l'espérance est violente, qui nous dépeint un personnage sympathique, exultant, attachant, mais n'est-ce point le grand talent de Claude Mauriac qui nous le montre ainsi. A nous qui n'avons nulle autre preuve que ce sublime morceau d'anthologie, cette oraison funèbre de Jean Moulin, Malraux c'est Sarah Bernhardt. Et de cet homme qui bouillonne, enthousiaste, qui sait faire pleurer quand il parle, ou rire facilement, qui nous fait voir la France toute vivante dans une allégorie baroque, trouvons-nous trace dans quelque livre qu'il ait écrit ?

Malraux aurait dû faire du théâtre parce que sa voix se faisait coup mieux écho de ses émotions que son style et son écriture un peu lâches. Mais il n'a pas fait de théâtre non plus. Malraux était un homme qui se cherchait, sorte de Bouvard et Pécuchet oscillant entre le ravalement du Louvre et les maisons de jeunes, le communisme et de Gaulle. Est-ce là l'œuvre de Malraux ? Et pourtant, cet homme habité par un si grand idéal que nul n'a jamais pu le comprendre, est très sympathique parce qu'il a osé dire à voix haute ce que Platon n'a su qu'écrire : qu'il se cherchait, lui, vivante et tremblante incarnation de la mauvaise conscience politique d'une classe torturée par son propre spectre : sorte de Frédéric Moreau touchant à tout, n'achevant jamais rien, édifant les projets en principes, Anté-Bellerophon construisant des chimères dans les bureaux de la rue de Valois.

Qui était Malraux ? Un dilettante dont le drame est sans doute de n'avoir jamais été un artiste. Mais on trouve trace de ce drame si ce n'est dans les livres des autres ? Homme gaullien, écrivain particulier digne du musée qu'on construisait sans doute autour de lui. Qui était Malraux ? Un ministre un peu plus coriace que les autres, plus fou, plus excentrique, peut-être un saint, peut-être un Sartre, qui sait ?

DIDIER MARTIN : malgré tout il aimait les chats

Didier MARTIN, trente-huit ans. Six romans, dont le premier, le Déclin des jours, obtient le prix Fémina en 1967. Depuis, le Secrétaire, le Prince dément, très remarqué par la critique. Cet automne, il sort une fois (Gallimard), un pastiche de conte oriental qui dérange subtilement l'art du récit. Retenu par les Goncourt sur leur liste finale.

J'ai lu coup sur coup la Condition humaine, puis l'Espoir quand j'avais vingt ans. C'étaient les premiers livres de Malraux que j'avais lus. Tout en accomplissant mon service militaire en Algérie, je découvrais alors le plaisir d'écrire, chaque lecture un peu forte me donnant l'envie d'imiter l'écrivain de l'instant. J'étais déjà peu tourné vers l'action et ce qui se déroulait autour de moi ne m'engageait guère à m'y mêler davantage. Je vis pourtant, surtout dans l'Espoir, une foule de correspondances entre ce que je lisais et ce dont j'étais témoin. Je me lançai du coup dans un grand roman qui ne pouvait manquer d'être à la guerre d'Algérie ce que l'Espoir fut à la guerre d'Espagne. Je crois bien que j'en écrivis une trentaine de pages. Ce n'était pas mon genre, comme la suite me l'a prouvé.

Si j'ai lu depuis presque tout ce que Malraux a publié, ce qui ne s'est pas produit pour chacun de mes premières admirations, sans doute cela vient-il de cette coïncidence entre la découverte de l'œuvre et le moment où elle eut lieu. Mais cette attirance durable doit aussi reposer sur des bases plus profondes : une nostalgie de l'action, même dédaignée, et certaine volonté de forcer la page blanche pour s'y inventer chaque jour un peu de son destin, comme Malraux inscrivit le sien d'abord dans son siècle, un parallélisme enfin, et non sans arrière-goût de revanche, entre les histoires que l'on invente et l'histoire qui vous découvre.

Il me reste pourtant en travers de la mémoire une phrase dont j'ai peut-être seulement le tort d'avoir oublié le contexte : « Ceux qui ne tuent pas : les puces ». Même si elle est issue d'un dialogue, je n'ai jamais pu la séparer tout à fait d'une certaine idée que je garde de Malraux. Ah ! s'il avait écrit plutôt : « Ceux qui ne créent pas : les puces ». Mais il aurait pu l'écrire s'il ne l'a pas fait plus tard. Et puis, c'est malgré tout un homme qui aimait les chats, même domestiques...

D'un royaliste et d'un normalien

Nous avons en outre reçu deux opinions, dont les extraits suivants peuvent compléter utilement ces témoignages d'une génération.

Un journaliste de la « Nouvelle Action française » : « Pourquoi nous l'aimions. »

Malraux nous a rendu service en restant fidèle à la finale de la Tentation de l'Occident reprise dans la plus belle page des Antimémoires. Il ne s'est pas laissé attendre par un amour qui lui semblait hors de prise. Jusqu'au bout, il a entendu la voix des lâchetés vaincues. Reste son rapport secret au christianisme, ce qu'il rejetait au misérable petit tas de secrets, mais qui, ressaisi au niveau de l'homme, reste de l'ordre de l'interrogation générale qu'il estimait plus que tout.

Dans l'action, dans l'art, dans le regard du crucifié, il y a une question dont la réponse ne nous appartient pas. Dès le départ, Malraux a établi l'impossibilité d'une communication entre la transcendance et la connaissance. Mais la question demeure éternellement : « Une horreur sacrée nous habite, nous attend comme les mystiques disent que Dieu les attend. »

Voilà qui nous donne la véritable portée de l'agnosticisme de Malraux, inaccessible, aux théâtres et athéismes également satisfaits. Cette affirmation de l'impossibilité de connaître pèse le poids infini de la question, suspendue, jamais abolie, jusqu'aux portes de la mort. Et au-delà où il y a maintenant cette lumière inaccessible. Cet amour toujours respecté après qu'il eut été violemment refusé. Non pas salué comme Bénarès ou les grands centres religieux, mais comme un lieu trop proche pour être visité.

Voilà pourquoi nous aimons Malraux plus que les autres, ses pairs. A cause de cet agnosticisme qui refusait le positivisme. Pour nous autres, pauvres enfants d'une société industrielle gorgée de techniques et d'assurance, mais n'ayant su construire « ni un temple ni un tombeau », il a arraché l'histoire à l'insignifiance. Et aussi, la condition humaine.

GERARD LECLERC, journaliste à la Nouvelle Action française.

Un élève de l'Ecole normale supérieure : « Comment parler de sa mort ? »

« Malraux témoin » ou « Malraux conscience » ? peut-être

faudrait-il choisir « Malraux acteur » au sens de sa plus haute exigence. Car voici que la mort survient et que les légendes qui avaient enveloppé Malraux jusqu'à le rendre méconnaissable vont s'estomper. Voici que le trépas de la République des lettres entée sur le monarque valant de toutes les civilisations par lui ressuscitées retrouve, arrachant avec dédain les dépouilles de tous ses langes, phés, sa présence d'homme dans la mort et la voix nue qui nous parle.

« Ce n'est pas le bruit qui fait la guerre, c'est le mort », rappelait-il à Chartres. Malraux, homme de guerre, mais bien plus de bataille, là où chaque nuit est historique, quand un homme, animé de sa seule foi peut encore susciter l'avenir du monde. De ce monologue étincelant poursuivi durant un demi-siècle aux frontières les plus extrêmes et les plus variées de l'esprit, comment ne pas conserver l'algèbre inflexible et la vigilance sans faille dont il témoignait à l'écoute de notre temps ?

Sans doute sa mort n'a pas été celle dont il avait rêvé. Lui qui nous a appris à distinguer irrémédiablement la mort du trépas, seul celui-ci lui a été réservé quand il semblait si souvent avoir été la « compagnie de route » de l'autre. Elle fut présente dans le ciel d'Espagne et dans le maquis de Corréze, dans l'attente de l'O.A.S. et sur les hauteurs de Danneberg, mais jamais sans doute, il ne la vue plus proche que contre le mur de Gramat, quand les fusils du peloton allemand se dressaient contre lui. C'est elle que peut-être il a tenté une dernière fois de conquérir en s'engageant dans la lutte contre le Pakistan.

Comment parler de sa mort, quand il nous a montré, sa vie durant, l'impossibilité de pénétrer la conscience du mourant ? Comment parler de sa mort, puisqu'elle n'existe pas, qu'elle vit déjà sa transmutation impénétrable dans l'œuvre qu'il nous laisse et que nous guetons, haletants, la voix qui maintenant vient d'outre-tombe, pour toujours vivante et témoin inlassable de celui qui voulait « laisser son empreinte sur la terre » ?

Et nous nous rappellerons la phrase du zen qu'il aimait citer : « Lorsque tu arriveras presque à la mort, tu te sentiras sourdre, ne l'étonne pas : c'est toujours ainsi. »

ERIC GISSLER, élève de l'Ecole normale supérieure, agrégé de l'Université.

RENAUD CAMUS : un passé de bandes dessinées.

Renaud CAMUS, trente ans. Remarque par Roland Barthes pour son premier roman Passage (1975). Flammarion, collection « Textes ». « Un texte moderne qui requiert un nouveau mode de lecture. Barthes. Cette année a publié Échanges (Flammarion, « Textes ») sous le pseudonyme d'un pseudonyme d'un personnage tiré de son précédent roman : Denis Duparc.

A Malraux écrivain, je ne pense jamais. Quand j'avais quinze ans, ses livres souffraient auprès de moi d'un préjugé très défavorable, parce que tous mes camarades de classe les savaient, autant et plus que ceux de Camus. Je me souviens de nombreuses vaines tentatives pour dépasser les dix premières pages de la Voie royale. Ou bien, conté-ce les « Conquérants ». Sur la Chine de l'entre-deux guerres, et sur la condition humaine, j'aime mieux lire le Lotus bleu, d'Herge. Dans mon histoire personnelle du roman, et sous réserve de révision, toujours possible, il n'a aucune place. C'est un écrivain pour les gens qui n'aiment pas la littérature.

Non, ce que j'aime de lui, peut-être, ce sont quelques photographies fanées, en partie imaginaires, entre les ruines, entre les jungles. Et qu'il ait été, avec son passé de bandes dessinées, ses états d'âme de drogue mystérieuse, ses effets de mythe, et son lyrisme dément au bord des tombes, l'élégance, la coquetterie, la provocation, fausse, bien sûr, mais tout de même stupéfiante, d'un régime de respectable ancien combattant et de promoteur immobilier : toutes les apparences de la folie au cœur même du pouvoir.

JEAN-FRANÇOIS BIZOT : prophète visionnaire et défoncé

Jean-François BIZOT, trente-deux ans, fondateur du journal Actuel, un essai sur les socialistes, Les Déclassés (Sagittaire, 1976), itinéraire d'un fils de grand bourgeois, du flirt 1960 au gauchisme, et à toutes les formes d'expériences-limites : rock, drogue, communautés, etc.

Quand je suis monté jusqu'au troisième étage de l'escalier de la tour Eiffel, quand le vent pollué me rongeait les joues et que ma barbe ne repoussait plus, quand j'ai vu déambuler des Hindous fatigués dans les rues de Calcutta, j'ai envoyé des cartes postales. Quand je suis monté dans un Jodel déguisé avec sa radio en panne sous les nuages bas, quand j'ai marché comme un cowboy en sortant d'un western puisant ses mains écorchées à la hauteur de Che ou de Trotsky, quand la coiffe un stétoscope et enfourmé un panatela, quand j'ai rencontré Jean-Paul Sartre l'après-midi à la Coupole, quand j'ai rêvé du « Che » ou Trotsky, quand la police m'a imposé la vérification d'identité, quand j'ai senti la voiture partir dans un virage, à chaque fois j'ai pensé à André Malraux.

La mort du monstre déjà un peu froid dans ma tête. Les images de marque l'ont tué avant l'âge. Le prophète visionnaire et défoncé s'est effacé derrière un Malraux en fête du défilé du 30 mai 1968 quand on chantait : « Cohn-Bendit à Dachau ! » derrière lui, et qu'il brillait la Mar-seillaise et en plein accord avec nos amis à crânes rasés.

Et puis, le lendemain de sa mort, la peine, une bête qui em-brouille tous les jugements brutaux. L'aventure des années 20, le

vol des statues, un peu minable, les jungles moites et les Annamites aux yeux bridés et au cha-péau pointu, les rapports avec les révolutionnaires professionnels, un poignard brisé dans l'ombre, les grands romans d'aventure et de Komintern. On pourrait s'arrêter et dire, comme Cheyenne : « Malraux ? Non, j'étais déjà un peu grand. »

Suit la grande classe des années 30, l'Espoir et la gravité. Faiblesse ou somnolence, avec l'engagement tardif dans la Résistance. Mais à la longue quand même. Quand il écrit l'interview imaginaire de Mao, ce qui nous intéresse, c'est comment il l'a compris à travers ce qu'il lui a fait dire.

Et voilà qu'il s'envole en grands battements d'hommes-funèbres ! Et ces femmes de Corréze drapées de noir dans le froid, chacune sur la tombe de leur fiancé alors qu'on enterre des Alsaciens étrangers abattus par les nazis !

L'art, la vision, la poésie, enfin. Malraux se promène lentement dans une galerie de statues énigmatiques sous cinq plafonds peints entre des colonnades doriques et tout au fond s'ouvre la grande porte de la sagesse orientale, qui se moque de la mort. Malraux avance vers la sérénité des mandalas, et sur cette aventure-là, seul, il n'arrive pas à écrire.

C'est Milarepa qui dit : « L'esprit est pour l'esprit un cheval incomparable à chevaucher. » Et Malraux répond : L'action c'est quand même autre chose, une action qui a de l'importance c'est agir sur des gens alors qu'on agit sur des jantes. »

Celle-ci partait d'ailleurs, et pratiquement dès l'origine, de conceptions différentes de celles des Brigades internationales, de la guerre d'Espagne, quant à la nature du combat à mener pour aider le plus efficacement possible les résistants bangalais. »

UNE LETTRE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ASSOCIATION FRANCE-BANGLADESH

Après la publication dans le Monde du 25 novembre d'un article consacré à André Malraux intitulé « Volontaire pour le Bangladesh », Mme Marie-France Schmidlin, avocat au barreau de Paris et secrétaire général de l'association France-Bangladesh —

dont André Malraux était le président d'honneur — nous écrit : « C'est uniquement en raison de l'entrée en guerre de l'Inde et seulement à ce moment-là qu'André Malraux a été amené, incroyablement et en plein accord avec nos amis, à considérer que son entreprise serait dépassée. »

Après la publication dans le Monde du 25 novembre d'un article consacré à André Malraux intitulé « Volontaire pour le Bangladesh », Mme Marie-France Schmidlin, avocat au barreau de Paris et secrétaire général de l'association France-Bangladesh —

Après la publication dans le Monde du 25 novembre d'un article consacré à André Malraux intitulé « Volontaire pour le Bangladesh », Mme Marie-France Schmidlin, avocat au barreau de Paris et secrétaire général de l'association France-Bangladesh —

Après la publication dans le Monde du 25 novembre d'un article consacré à André Malraux intitulé « Volontaire pour le Bangladesh », Mme Marie-France Schmidlin, avocat au barreau de Paris et secrétaire général de l'association France-Bangladesh —

Après la publication dans le Monde du 25 novembre d'un article consacré à André Malraux intitulé « Volontaire pour le Bangladesh », Mme Marie-France Schmidlin, avocat au barreau de Paris et secrétaire général de l'association France-Bangladesh —

Après la publication dans le Monde du 25 novembre d'un article consacré à André Malraux intitulé « Volontaire pour le Bangladesh », Mme Marie-France Schmidlin, avocat au barreau de Paris et secrétaire général de l'association France-Bangladesh —

Après la publication dans le Monde du 25 novembre d'un article consacré à André Malraux intitulé « Volontaire pour le Bangladesh », Mme Marie-France Schmidlin, avocat au barreau de Paris et secrétaire général de l'association France-Bangladesh —

Après la publication dans le Monde du 25 novembre d'un article consacré à André Malraux intitulé « Volontaire pour le Bangladesh », Mme Marie-France Schmidlin, avocat au barreau de Paris et secrétaire général de l'association France-Bangladesh —

Après la publication dans le Monde du 25 novembre d'un article consacré à André Malraux intitulé « Volontaire pour le Bangladesh », Mme Marie-France Schmidlin, avocat au barreau de Paris et secrétaire général de l'association France-Bangladesh —

Après la publication dans le Monde du 25 novembre d'un article consacré à André Malraux intitulé « Volontaire pour le Bangladesh », Mme Marie-France Schmidlin, avocat au barreau de Paris et secrétaire général de l'association France-Bangladesh —

Après la publication dans le Monde du 25 novembre d'un article consacré à André Malraux intitulé « Volontaire pour le Bangladesh », Mme Marie-France Schmidlin, avocat au barreau de Paris et secrétaire général de l'association France-Bangladesh —

Après la publication dans le Monde du 25 novembre d'un article consacré à André Malraux intitulé « Volontaire pour le Bangladesh », Mme Marie-France Schmidlin, avocat au barreau de Paris et secrétaire général de l'association France-Bangladesh —

Après la publication dans le Monde du 25 novembre d'un article consacré à André Malraux intitulé « Volontaire pour le Bangladesh », Mme Marie-France Schmidlin, avocat au barreau de Paris et secrétaire général de l'association France-Bangladesh —

Après la publication dans le Monde du 25 novembre d'un article consacré à André Malraux intitulé « Volontaire pour le Bangladesh », Mme Marie-France Schmidlin, avocat au barreau de Paris et secrétaire général de l'association France-Bangladesh —

Après la publication dans le Monde du 25 novembre d'un article consacré à André Malraux intitulé « Volontaire pour le Bangladesh », Mme Marie-France Schmidlin, avocat au barreau de Paris et secrétaire général de l'association France-Bangladesh —

Après la publication dans le Monde du 25 novembre d'un article consacré à André Malraux intitulé « Volontaire pour le Bangladesh », Mme Marie-France Schmidlin, avocat au barreau de Paris et secrétaire général de l'association France-Bangladesh —

Après la publication dans le Monde du 25 novembre d'un article consacré à André Malraux intitulé « Volontaire pour le Bangladesh », Mme Marie-France Schmidlin, avocat au barreau de Paris et secrétaire général de l'association France-Bangladesh —

Après la publication dans le Monde du 25 novembre d'un article consacré à André Malraux intitulé « Volontaire pour le Bangladesh », Mme Marie-France Schmidlin, avocat au barreau de Paris et secrétaire général de l'association France-Bangladesh —

Après la publication dans le Monde du 25 novembre d'un article consacré à André Malraux intitulé « Volontaire pour le Bangladesh », Mme Marie-France Schmidlin, avocat au barreau de Paris et secrétaire général de l'association France-Bangladesh —

Après la publication dans le Monde du 25 novembre d'un article consacré à André Malraux intitulé « Volontaire pour le Bangladesh », Mme Marie-France Schmidlin, avocat au barreau de Paris et secrétaire général de l'association France-Bangladesh —

Après la publication dans le Monde du 25 novembre d'un article consacré à André Malraux intitulé « Volontaire pour le Bangladesh », Mme Marie-France Schmidlin, avocat au barreau de Paris et secrétaire général de l'association France-Bangladesh —

Après la publication dans le Monde du 25 novembre d'un article consacré à André Malraux intitulé « Volontaire pour le Bangladesh », Mme Marie-France Schmidlin, avocat au barreau de Paris et secrétaire général de l'association France-Bangladesh —

Après la publication dans le Monde du 25 novembre d'un article consacré à André Malraux intitulé « Volontaire pour le Bangladesh », Mme Marie-France Schmidlin, avocat au barreau de Paris et secrétaire général de l'association France-Bangladesh —

Après la publication dans le Monde du 25 novembre d'un article consacré à André Malraux intitulé « Volontaire pour le Bangladesh », Mme Marie-France Schmidlin, avocat au barreau de Paris et secrétaire général de l'association France-Bangladesh —

Après la publication dans le Monde du 25 novembre d'un article consacré à André Malraux intitulé « Volontaire pour le Bangladesh », Mme Marie-France Schmidlin, avocat au barreau de Paris et secrétaire général de l'association France-Bangladesh —

Après la publication dans le Monde du 25 novembre d'un article consacré à André Malraux intitulé « Volontaire pour le Bangladesh », Mme Marie-France Schmidlin, avocat au barreau de Paris et secrétaire général de l'association France-Bangladesh —

Après la publication dans le Monde du 25 novembre d'un article consacré à André Malraux intitulé « Volontaire pour le Bangladesh », Mme Marie-France Schmidlin, avocat au barreau de Paris et secrétaire général de l'association France-Bangladesh —

Après la publication dans le Monde du 25 novembre d'un article consacré à André Malraux intitulé « Volontaire pour le Bangladesh », Mme Marie-France Schmidlin, avocat au barreau de Paris et secrétaire général de l'association France-Bangladesh —

Après la publication dans le Monde du 25 novembre d'un article consacré à André Malraux intitulé « Volontaire pour le Bangladesh », Mme Marie-France Schmidlin, avocat au barreau de Paris et secrétaire général de l'association France-Bangladesh —

Après la publication dans le Monde du 25 novembre d'un article consacré à André Malraux intitulé « Volontaire pour le Bangladesh », Mme Marie-France Schmidlin, avocat au barreau de Paris et secrétaire général de l'association France-Bangladesh —

Après la publication dans le Monde du 25 novembre d'un article consacré à André Malraux intitulé « Volontaire pour le Bangladesh », Mme Marie-France Schmidlin, avocat au barreau de Paris et secrétaire général de l'association France-Bangladesh —

Après la publication dans le Monde du 25 novembre d'un article consacré à André Malraux intitulé « Volontaire pour le Bangladesh », Mme Marie-France Schmidlin, avocat au barreau de Paris et secrétaire général de l'association France-Bangladesh —

Après la publication dans le Monde du 25 novembre d'un article consacré à André Malraux intitulé « Volontaire pour le Bangladesh », Mme Marie-France Schmidlin, avocat au barreau de Paris et secrétaire général de l'association France-Bangladesh —

Après la publication dans le Monde du 25 novembre d'un article consacré à André Malraux intitulé « Volontaire pour le Bangladesh », Mme Marie-France Schmidlin, avocat au barreau de Paris et secrétaire général de l'association France-Bangladesh —

Après la publication dans le Monde du 25 novembre d'un article consacré à André Malraux intitulé « Volontaire pour le Bangladesh », Mme Marie-France Schmidlin, avocat au barreau de Paris et secrétaire général de l'association France-Bangladesh —

Après la publication dans le Monde du 25 novembre d'un article consacré à André Malraux intitulé « Volontaire pour le Bangladesh », Mme Marie-France Schmidlin, avocat au barreau de Paris et secrétaire général de l'association France-Bangladesh —

Après la publication dans le Monde du 25 novembre d'un article consacré à André Malraux intitulé « Volontaire pour le Bangladesh », Mme Marie-France Schmidlin, avocat au barreau de Paris et secrétaire général de l'association France-Bangladesh —

Après la publication dans le Monde du 25 novembre d'un article consacré à André Malraux intitulé « Volontaire pour le Bangladesh », Mme Marie-France Schmidlin, avocat au barreau de Paris et secrétaire général de l'association France-Bangladesh —

Après la publication dans le Monde du 25 novembre d'un article consacré à André Malraux intitulé « Volontaire pour le Bangladesh », Mme Marie-France Schmidlin, avocat au barreau de Paris et secrétaire général de l'association France-Bangladesh —

Après la publication dans le Monde du 25 novembre d'un article consacré à André Malraux intitulé « Volontaire pour le Bangladesh », Mme Marie-France Schmidlin, avocat au barreau de Paris et secrétaire général de l'association France-Bangladesh —

Après la publication dans le Monde du 25 novembre d'un article consacré à André Malraux intitulé « Volontaire pour le Bangladesh », Mme Marie-France Schmidlin, avocat au barreau de Paris et secrétaire général de l'association France-Bangladesh —

Après la publication dans le Monde du 25 novembre d'un article consacré à André Malraux intitulé « Volontaire pour le Bangladesh », Mme Marie-France Schmidlin, avocat au barreau de Paris et secrétaire général de l'association France-Bangladesh —

Après la publication dans le Monde du 25 novembre d'un article consacré à André Malraux intitulé « Volontaire pour le Bangladesh », Mme Marie-France Schmidlin, avocat au barreau de Paris et secrétaire général de l'association France-Bangladesh —

ARTS ET SPECTACLES

La mort d'André Malraux

LE PROGRAMME DE LA CÉRÉMONIE DU LOUVRE

Le détail du cérémonial de l'hommage, dans la cour Carrée du Louvre — transmis en direct par A 2 — est maintenant connu. Dès 17 h. 45, extraits du *Requiem* de Mozart, tandis que les personnalités officielles prendront place dans la tribune officielle dressée devant la porte Sully (côté jardin des Tuileries). Le public accèdera dans la cour Carrée par les entrées de la rue de Rivoli et du quai du Louvre. L'entrée de la colonnade était réservée aux personnalités et aux associations d'anciens combattants.

A 18 heures, l'arrivée du président de la République marquera le début de la cérémonie. On écoutera alors, jouée par la musique de la garde républicaine, l'orchestration de la *Marsia sulla morte d'un eroe*, extrait de la *Douzième Sonate pour piano* (opus 29) de Beethoven, déjà exécutée en 1968 devant la colonnade, lors de l'hommage funéraire rendu à Georges Braque par André Malraux.

C'est aussitôt après que M. Raymond Barre, premier ministre, prononcera son discours. Il sera suivi du *Chant des partisans*, avant qu'un enregistrement restitué au public la voix d'André Malraux pour la diffusion d'un passage du discours qu'il prononça à Athènes, devant l'Acropole, le 28 mai 1959.

A 19 heures, les cloches de Saint-Germain l'Auxerrois clôtureront la manifestation.

La décoration de la cour Carrée se limitera à un drapeau tricolore, hissé et illuminé, en haut d'un mât, côté Saint-Germain l'Auxerrois, et à l'installation sous vitrine, sur un socle de 3 mètres de haut, face à la tribune officielle, d'un buste en bronze, figurant le visage et symbolique de la déesse égyptienne Bastet. Cette pièce, choisie pour honorer aussi bien l'homme de lettres que l'homme d'État, est l'œuvre de l'artiste français, est prêtée par le département des antiquités égyptiennes du musée du Louvre.

M. FRANÇOIS MITTERRAND : je l'ai perçu comme un médium.

M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, qui n'avait encore fait aucune déclaration sur André Malraux, donne son sentiment dans le dernier numéro du journal de son parti : *l'Unité* :

« Dévoilé de sa luxuriance, seul et nu, dans le bord de son lit pour y retrouver l'humide sérénité des objets, mais l'esprit en voyage et toujours en chemin, Malraux méditait. »
« J'ai vécu avec lui quelques jours il y a vingt ans. Celui que j'ai connu, je l'ai perçu comme un médium. Il ne parlait que pour écrire, pour transmettre. Alors, il exprimait la fulgurance qu'on prête aux astres morts et qui continue d'éclairer notre nuit. »

M. COUVE DE MURVILLE : le chapitre clos d'une longue association.

M. Maurice Couve de Murville, qui fut premier ministre de l'un des gouvernements dans lesquels André Malraux fut ministre des affaires culturelles, a déclaré :
« De Goethe et Malraux, deux cœurs à côté, deux âmes en chemin, à la table du conseil des ministres, où se traitaient les affaires de la France, quel spectacle, quelle époque ! L'écrivain, le poète, le visionnaire, doué, fasciné, le chef qu'il sut être depuis tant d'années à travers les combats pour la France, pour la liberté, pour la dignité des hommes. À côté de lui, le soldat, l'homme d'Etat, le géant du monde, l'écrivain aussi, qui tenait en toutes occasions à manifester son affection pour le fidèle compagnon, son admiration pour l'artiste, cette sorte de complicité mystérieuse unissant deux hommes d'exception que tout aurait semblé devoir opposer. »
« La mort d'André Malraux est le chapitre d'une longue et exemplaire association. A l'histoire d'en porter maintenant le témoignage. Aux Français d'entretenir ce souvenir unique symbole d'une période immense et glorieuse entrée pour toujours dans la légende nationale. »

M. M'BOW, directeur général de l'UNESCO : un des esprits les plus féconds.

« Avec André Malraux disparaît un des esprits les plus féconds et, par son œuvre, ses écrits, ses livres, les civilisations, des plus véritablement universelles de notre temps. La vive lumière qu'il a jetée sur la culture humaine, non pas celle d'une humanité abstraite, mais des hommes et des femmes d'aujourd'hui, en proie aux conflits qui nous concernent tous, va bien au-delà d'une œuvre, même si cette œuvre se situe désormais parmi celles qui donnent un ton et une dignité classiques à la littérature de notre époque. »

Théâtre

« Le Jardin de craie »

Condamnée à mort pour le meurtre de sa sœur, une jeune femme n'est pas punie (nous sommes outre-Manche) parce qu'il y avait un doute. Quinze ans plus tard, ayant fait son temps, elle est engagée, sous un nom d'emprunt, à la campagne, dans un château, comme gouvernante d'une fillette qui a des bêtises, parce qu'elle a été violée, dans un parc de Londres, le soir du ré-mariage de sa mère avec un colonel colonial.

Invité à dîner par la châtelaine, grand-mère de la fillette, apparaît le juge qui avait condamné à mort la gouvernante. Estimant que la mesure ne suffit pas, Mme Reid Bagnold, l'auteur, fait agiter pendant ce temps, au premier étage, le majordome du château, mini-Raspoutine de la châtelaine ; fait tourner autour du juge un jeune homme, le jardinier, qui vient de purger cinq ans de prison ; fait entrer la mère de la fillette, qui veut arracher son enfant des griffes d'une grand-mère abusive.

Le *Jardin de craie* est une comédie de situations, au pluriel.

Dans un décor pastel-optimiste.

de Jacques Dupont, le metteur en scène Raymond Gervais l'emploie à appuyer sur les leviers émotionnels.

Barillet et Grédy ont traduit avec brio la première moitié du premier acte, qui est assez gai et léger, parce que la machine à suspense n'est pas encore amorcée, mais ensuite ils n'en peuvent plus, mais ils n'ont pu qu'adapter au mieux des dialogues utilitaires.

Denise Grey (la châtelaine) a toujours été sur scène comme chez elle, sans être, elle a, comme on dit de l'habillage, elle sait faire rire à froid. Francine Bergé (la gouvernante) continue sa carrière d'actrice-banquette à la voir subitement casée. Sabine Haudefin (la fillette) n'a pas été prévenue que le ton bête hanté par un faux symptôme de violence pour défendre un rôle peu défini.

Sotie moyenne montée et jouée par des gens de théâtre compétents, susceptibles de distraire des citadins vaqués.

MICHEL CURNOT.

* Théâtre des Arts, 20 h. 45.

« LE ROI SE MEURT » à l'Odéon

Un homme, l'homme, le fragile éternel, double à la fois d'Icare et de Prométhée, d'un château misérable, se meurt. Il va mourir dans le décor de Max Bignens, entre les murs de tapisseries sombres, entre des portes de bois qui claquent durement, sous une sorte de lustre gigantesque en forme de couronne cuivrée. Sa femme (Tania Tournier) pleure inutilement. Sa fille (Christine Persen) le rebroie sans la moindre tendresse. Sa femme de ménage (Ingrid Isenhardt) se dévoue par habitude. Son médecin (François Chauvigné) l'examine avec l'objectivité de l'indifférence, avec quelque agacement même. Car lui, l'homme, le roi (Michel Aumont), refuse de mourir.

Il ne veut pas, pas maintenant, pas lui. Il crie à l'aide dans le vide, appelle la solitude, la souffrance, tout plutôt que cet état que l'on ne connaît que de l'extérieur. Il peut continuer à ressentir son corps, à répéter, à en comptabiliser chaque atome. Il puise une énergie désespérée dans sa peur stridente, dans son égolisme de vieillard renoué, dans des révoltes d'enfant tyrannique et buté. Mais le temps se disperse, siècles et secondes se conjuguent ensemble au passé. En vain le roi de carton lutte.

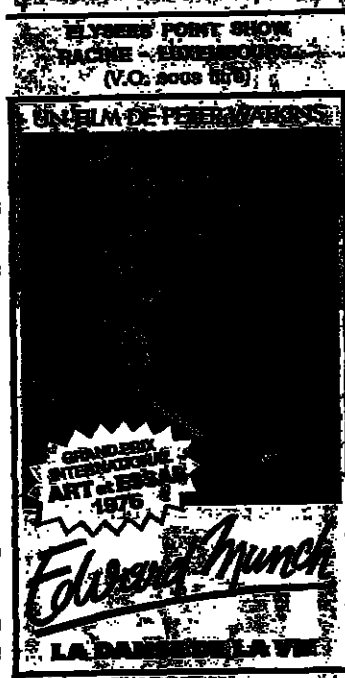
Déjà son garde (Michel Duchaussoy), modeste compagnon de toujours, a tracé de lui un portrait ému, a dessiné l'image officielle qui va se perdre dans les millions de pages écrites par l'histoire. Le lustre-couronne s'est abaissé, les murs se défont, se boursouflent, s'éclaircissent par transparence comme un vitrail usé. Le roi est mort, et ce n'est même pas la fin du monde.

Jonesco écrit toujours pour se confronter à la mort, mais peut-être cette œuvre (aussi simple et obsédante que l'éternelle interrogation d'Hamlet) dévoile-t-elle avec le plus d'acuité l'ingéniosité brulante de l'écriture. Le grandiose, le burlesque, la dérision, l'épouvante, s'y croisent, s'entrechoquent dans une danse de mots terrifiés, échevelés. La mise en scène de Jorge Lavelli ne fait pas de quartier. Elle plonge au vif de la plaie sans anesthésiant, sans les diversions du pathétique et de l'absurde. Mourir est pathétique, absurde, c'est une réalité devant laquelle se défont les contradictions, se désagrègent les attitudes, les conditionnements sociaux, les complexités psychologiques. Reste un corps habité de chimie métaphysique et qui se défend de toutes ses armes contre la prolifération cancéreuse des minutes qui rongent la vie. Jorge Lavelli souligne la noblesse et la nécessité de ce combat sans victoire possible. Il n'établit aucune hiérarchie entre les armes employées : la ruse, la violence, l'intelligence, la mesquinerie, la grandeur, le rire, la lâcheté. Tout est dérisoire, rien n'est méfaisable.

Sans complaisance spectaculaire, Jorge Lavelli fait tanguer cette nef des fous, maintient sans interruption une tension tragique qui absorbe les rires. Des comédiens français, il a tiré le meilleur.

GRÈVE SUSPENDUE A CHAILLOT

● A la suite du communiqué annonçant une grève des personnels du Théâtre national de Chaillot, la direction précise que le secrétariat d'Etat à la culture l'a autorisé à reporter le début de la grève des personnels est suspendue jusqu'à ce vendredi 18 heures. Elle est motivée par la non-application des mesures inscrites dans le budget 1976 qui concernent la promotion de certains membres du personnel et la création de nouveaux postes. Le budget 1976, bien qu'officiellement approuvé, n'est pas encore appliqué à ce jour, à la suite de délais de contrôle financier.



PUBLICIS CHAMPELLES (v.o.) - PARAMOUNT ODEON (v.o.) - PARAMOUNT MONTMARTRE (v.o.) - CAPRI (v.o.) - PARAMOUNT GALAXIE (v.o.) - PARAMOUNT AILLON (v.o.) - PARAMOUNT COURMAYEUR - Pontin - GAMA Argenteuil

Un cadavre au dessert

en n'arrête pas de rire.

UGC NORMANDIE - STUDIO SAINT-SEVERIN - OLYMPIC Entrepôt

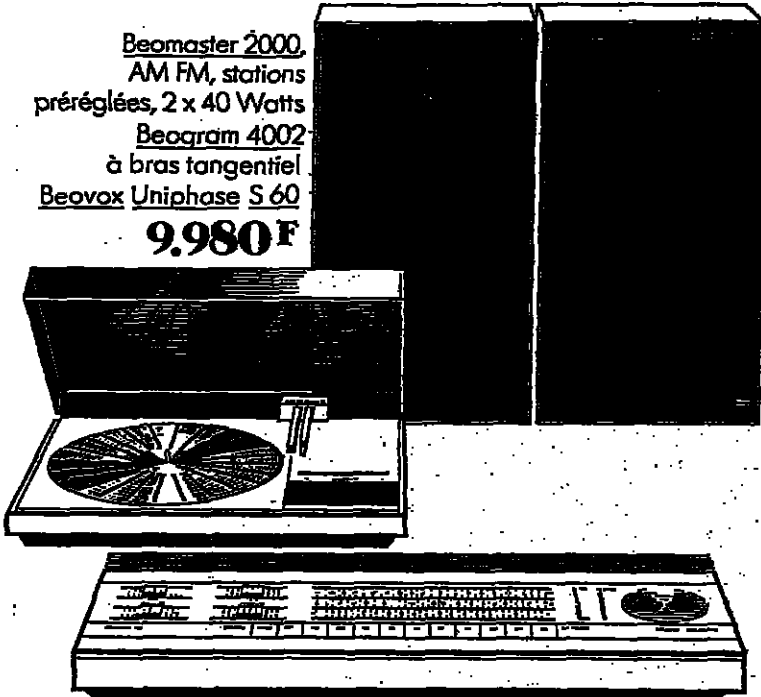
LESLE CARON
BILLY O'GIER
MARIE-FRANCE PISIER
CORIN REDGRAVE

SERAIL

Un film d'EDUARDO DE GREGORIO

Romanesque, étrange et brillant / Jacques Sidler - LE MONDE
Un pouvoir de séduction auquel il est difficile d'échapper
Michel Mohr - LE FIGARO

Chaîne B&O 2000



chez votre conseil haute-fidélité Bang & Olufsen

1 ^{er} VIDEO SOUND 5, rue Cambon	8 ^{me} MUSIQUE ET TECHNIQUE 79-81, rue du Rocher	17 ^{me} PARIS LOIRE 62, av. de la Grande Armée	L'AUDITORIUM 4, avenue Marcelle COLOMBES
5 ^{me} AUDIOSYSTEMS 47, rue Mauféland	12 ^{me} FIDELIO 24 bis, place de la Nation	18 ^{me} LIEDER 14, rue Vauvenargues	TOUTE LA MUSIQUE Centre Commercial Albert 1 ^{er} RUEIL 80, bd de la République ST-CLOUD
6 ^{me} PAN 11, rue Jacob	14 ^{me} COSMIC 52, rue du Montparnasse		ROQUE HI-FI Grand Centre de Saint-Ouen-Taumaine PONTLOISE
7 ^{me} TARENTELE 40, ave. de La Bourdonnais	14 ^{me} LIEDER 24, rue Serpente	Banlieue	GALL 96, av. P.-V. Coururier VITRY
7 ^{me} PICHONNIER 148, rue de Grèfle	15 ^{me} ILLE 122, avenue Félix Faure	BOISSAC 32, rue Moréchal Foch LEVÉSINET	LE KIOSQUE A MUSIQUE 12, rue de Marc ENGHEN
8 ^{me} EUROP HI-FI TÉLÉ 51, rue de Miraménil	16 ^{me} EUROP SYSTEM 3, rue Guy de Maupassant 61, avenue Mozart	ONDES ET IMAGES 32, rue de la Paroisse VERSAILLES	

Location Théâtre et Agences

THEATRE ESSAION 278.46.42

tel. 833.16.16

JEAN-MARIE DUNOYER.

(1) Le Point Cardinal, 12, rue de l'Echaudé.
(2) Henri Michaux, peintre, abbaye de Beaulieu-en-Roergue, Ginals, 52330 L'exoa. Prix 58 F.
(3) Galerie Jacob, 28, rue Jacob.

.....

JULIETTE

صَبَّحْنَا مِنَ الْإِصْحَارِ

ACTION CHRISTINE - LA CLEF - OLYMPIC ENTREPOT

L'HEROÏNE DU "Good-Luck to you" TRIANGLE D'OR

UNE AVENTURE UNIQUE JUSQU'AU
REPAIRE D'UN ROI DE L'OPIUM

Réalisé par Catherine et Marianne LAMOUR - Jean-Jacques FLORE - Michel LAMBERTI



UGC MARBEUF (v.o.) - BILBOQUET (v.o.)
UGC OPÉRA (v.o.) (angle Capucines/Daunou)

ELLE EST SI BELLE
QUE PERSONNE
NE S'ÉTAIT
PRÉOCCUPÉ
DE SAVOIR,
SI,
EN PLUS
ELLE AVAIT
DU
TALENT.



RAQUEL WELCH **JAMES COCO**

Un film de JAMES IVORY

WILD PARTY



BARRY LYNDON

un film de
STANLEY KUBRICK

GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES VO
GAUMONT RIVE GAUCHE VO IMPERIAL VO
GAUMONT SUD VF
14 h - 17 h 25 - 21 h
HAUTEFENILLE I VO
12 h - 15 h 30 - 19 h - 22 h 30

DINER SPECTACLE
DE LA TOUR EIFFEL

POUR LES COUCHE-TOT
FIN DU SPECTACLE : 23 h 30
Réservation : 551-19-59 et 44-61

REX - UGC ERMITAGE - MIRAMAR - UGC ODÉON - UGC GOBELINS - MURAT
CLUNY ÉCOLES - CYRANO Versailles - ARTEL Nogent - ARTEL Villeneuve-St-Georges
CARREFOUR Pantin - C2L Saint-Germain - ARGENTEUIL - LES FLANADES

UN MERVEILLEUX FILM D'AVENTURE

Mers et Merveilles, c'est la fête.

FRANCESOIR

Un somptueux ballet, un hymne à la nature.

LE FIGARO

Beau et passionnant. Un cinéaste de génie.
Une fois encore, bravo et merci, Commandant Cousteau.

L'AURORA

Quel travail... quelle richesse d'images,
...qui passionnent autant les enfants et les adultes...
j'ai beaucoup aimé pour toutes ces raisons :

"Le Voyage au bout du Monde".

Philippe Labro/RTL

On est ébloui!... LE CANARD ENCHAÎNÉ

**LE VOYAGE
AU
BOUT DU
MONDE**



Distribué par GEF/CCFC

THEATRE DE GENNEVILLIERS
41 avenue des Grésillons 92230 Gennevilliers - 793.26.30



30 NOV
19 DEC

TORQUATO
TASSO
GOETHE/
PARCOURS
SENSIBLE N°2

PAR LA FABRIQUE DE THEATRE
CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL DE TOULOUSE
DIRECTION BRUNO BAYEN
CO-PRODUCTION AVEC LE GOETHE INSTITUT

ÉLYSÉES POINT CHAUD - GAUMONT MADELEINE - PANTHÉON -
CAMBRONNE - ENGHEN HOLLYWOOD - BOUSSY BUXY SAINT-
ANTOINE - LE BOURGET AVIATIC - MAISONS-ALFORT LE CLUB.



SEUL A PARIS : STUDIO LOGOS • 033-26-42

LE CHEF-D'ŒUVRE DE DINO RISI

une vie difficile

C'est d'un comique constant - **FRANCE-SOIR**
Sordid entre l'ivresse et les larmes est génial. Un
jalon important dans l'œuvre de DINO RISI -
LE MONDE

Un des films les plus intéressants de la rentrée
d'automne - **LE QUOTIDIEN DE PARIS**

... L'un des meilleurs de son auteur - **LE FIGARO**

Un humour décapant une ironie proche du
désespoir - **NOUVEL OBSERVATEUR**

... Déchirant et douloureux où l'on ne cesse de
rire - **TELERAMA**

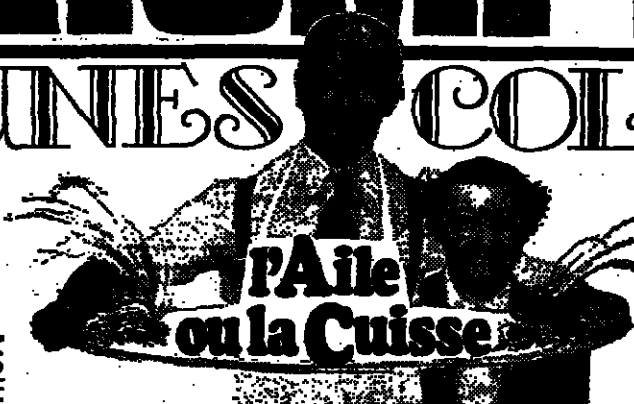
Un film remarquable - **L'HUMANITE**



C.N.P. Centre à Lyon, BRETEUIL à Marseille, ELDORADO à Dijon,
UTOPIA à Avignon, et à partir du 1-12 CLUB à Grenoble.

UN TRIOMPHE DE FUNES COLUCHE

CHRISTIAN FECHNER
LOUIS DE FUNES
COLUCHE



un film de CLAUDE ZIDI

Scénario et dialogues de CLAUDE ZIDI

PREMIER ACTE :

UGC MARBEUF (v.o.) - GRANDS AUGUSTINS (v.o.) STUDIO GALANDE (v.o.) - CALYPSO (v.o.) - LES TEMPLIERS (v.f.)



ROBERT DE NIRO GERARD DEPARDIEU
DOMINIQUE SANDA

DEUXIÈME ACTE :

PARAMOUNT ÉLYSÉES (v.o.) - ST-GERMAIN STUDIO (v.o.) - ARLEQUIN (v.o.) - CINÉMONDE OPÉRA (v.f.)
ATHENA (v.f.) - PARAMOUNT GALAXIE (v.f.) - GAUMONT SUD (v.f.) - BIENVENUE MONTPARNASSE (v.f.)
CLICHY-PATHÉ (v.f.) - CYRANO VERSAILLES (v.f.) - ARTEL ROSNY (v.f.) - ALPHA ARGENTEUIL (v.f.)
ARTEL NOGENT (v.f.) - ULIS ORSAY (v.f.) - EPICENTRE EPINAY (v.f.) - PARAMOUNT LA VARENNE (v.f.)
PATHÉ BELLE-ÉPINE (v.f.) - PARAMOUNT ORLY (v.f.)

THEATRE D'ORSAY

COMPAGNIE RENAUD BARRAULT

FRANÇOIS PÉRIER

dans

EQUUS

de Peter Shaffer

adaptation Matthieu Galey

mise en scène John Dexter

avec la collaboration de Riggs O'Hara

rencontre-débat

animée par André Green avec François Périer et les comédiens, Riggs O'Hara, Matthieu Galey et la participation de Madeleine Renaud et Jean-Louis Barrault

dimanche 28 novembre à 20 h 45 après la représentation

tous les jours 20 h 30 sauf lundi - matinées dimanche 15 h et 18 h 30

location théâtre 548.38.53 et agences

THÉÂTRE DANIEL SORANO
Vincennes, Métro Bercy
78, rue de la République
374-73-74

Vendredi 26 novembre - 21 h.
récital unique

CATHERINE SAUVAGE

Théâtre
des quartiers d'Ivry
672-37-43

LES CORDONNIERS
de WITKIEWICZ

Adaptation et mise en scène
Eva LEWINSON

Tous les Jours à 21 heures

Dimanche matinée à 16 heures

Relâche dimanche soir et jeudi

Studio d'Ivry
21, rue Ledru-Rollin

Métro : Mairie d'Ivry

A PARTIR
DU 3 DÉCEMBRE

COMEDIE DES
CHAMPS ELYSEES

GUY TRÉJAN

FRANÇOISE BRION

JACQUES CASTELOT

MICHEL LONSDALE

chers

Zoiseaux

de Jean Anouilh

Mise en scène de

Jean ANOUILH et Roland PIÉTRI

Décor de Jean-Denis MAILLÉS

avec

ODILE MALLET

Location: Théâtre, Agences

et par téléphone 256 02 15

ALLEZ AU THÉÂTRE
POUR VOS RÉVEILLONS
VENDREDIS 24 ET 31 DÉCEMBRE à 20 h. 30

5^e ANNÉE

2^e ANNÉE

PALAIS ROYAL
1200^e

JEAN MICHEL
POIRET SERRAULT

LA
CAGE
AUX FOLLES

de
JEAN POIRET

Mise en scène Pierre TONROY

Décor et costumes André LEVASSEUR

avec MARCO PERRIN, Marcelle RANOU

BONNIE LUKE et Jacqueline MILE

Tél. 742-84-29

SAMEDI 25 DÉCEMBRE ET 1^{er} JANVIER

Matinée 15 h. - Soirée 20 h. 30

DIMANCHES 26 DÉCEMBRE ET 2 JANVIER

Uniquement matinée 15 h.

LOCATION OUVERTE

THEATRES et AGENCES

THÉÂTRE DES
VARIÉTÉS

PAUL MEURISSE

1^{er} Autre
Valse

de
FRANÇOISE
DORNI

350^e

Décor et costumes ANDRÉ LEVASSEUR

avec CHRISTIANE MINAZZO

ANNALISE, JOANNE COLLETT

et PAUL-EMILE DEBER

LOCATION 201 09 36 ET AGENCES

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Comédie-Française, 20 h. 30 : L'Occident.
Châtelet, 20 h. 15 : Les Femmes.
Odéon, 20 h. 30 : Le roi se meurt.
Petit Odéon, 18 h. 30 : Le Paradis.
sur le Comédien.
T.E.P., 20 h. 30 : Comme il vous plaira.
Petit T.E.P., 20 h. 30 : Dialogues d'exilés.

Les salles municipales

Châtelet, 20 h. 30 : Volga (sous réserve).
Nouveaux Carrés, 20 h. : Parole de femme (salle Papi).
Salle Papi, 20 h. 30 : Les Femmes.
Salle Papi, 20 h. 30 : Les Femmes.
Salle Papi, 20 h. 30 : Les Femmes.
Salle Papi, 20 h. 30 : Les Femmes.

Les autres salles

Atelier, 21 h. : Monseigneur Chassagny.
Bibliothèque, 21 h. : La Servante.
Cartoucherie de Vincennes, Théâtre de l'Épée-de-Bois, 21 h. : Yvonne.

Centre culturel du 13^e, 21 h. : Nous sommes sur un ring de corail.
Centre culturel du 13^e, 21 h. : Nous sommes sur un ring de corail.

Comédie Caumartin, 21 h. 10 : Boël.
Comédie Caumartin, 21 h. 10 : Boël.

Danone, 21 h. : Le Portrait de Dorian.
Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.

Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.
Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.

Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.
Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.

Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.
Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.

Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.
Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.

Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.
Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.

Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.
Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.

Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.
Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.

Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.
Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.

Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.
Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.

Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.
Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.

Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.
Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.

Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.
Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.

Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.
Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.

Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.
Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.

Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.
Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.

Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.
Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.

Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.
Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.

Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.
Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.

Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.
Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.

Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.
Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.

Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.
Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.

Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.
Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.

Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.
Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.

Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.
Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.

Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.
Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.

Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.
Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.

Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.
Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.

Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.
Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.

Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.
Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.

Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.
Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.

Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.
Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.

Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.
Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.

Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.
Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.

Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.
Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.

Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.
Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.

Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.
Edouard-VII, 21 h. : Amphitryon 38.

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
- LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Vendredi 26 novembre

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

Chelles, centre culturel, 20 h. 30 : Danse et chants bretons.

RADIO-TÉLÉVISION

BALZAC ÉLYSÉES - ST-ANDRÉ DES ARTS - OMNIA Boulevards - JEAN RENOIR - PLM SAINT-JACQUES

4^{ème} mois

GRAND PRIX DU FESTIVAL DE CHICAGO 1976

L'EMPIRE DES SENS

UN FILM DE YAKUSA OSHIMA

[illegible]

(1) *Le Monde*, du 25 novembre, par exemple.

صبرنا من الازل

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	42,00	46,70
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés"	29,00	32,69
Double insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	29,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

SERI RENAULT ENGINEERING
recherche

un conseiller commercial de haut niveau

pour sa division ORGANISATION AMENAGEMENT

- Le candidat aura une formation supérieure et une expérience indispensable de plusieurs années dans des sociétés de services d'ingénierie, au plan de la vente d'études ou de conseil.
- Son action devra s'exercer auprès de responsables industriels et porter sur la stratégie même de l'entreprise (technique économique, humaine).
- Il travaillera en collaboration avec une équipe de techniciens avec laquelle il devra définir une politique de produits.
- Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire et celle d'une autre langue sera un atout supplémentaire.
- La rémunération proposée tient compte de la valeur du candidat et des exigences ci-dessus énoncées.

Ecrire avec C.V. détaillé, manuscrit, photo, références et prétentions au Service du personnel de la SERI - B.P. 19
2, av. du Val d'Arcy
78390 Bois d'Arcy

offres d'emploi

radar géant
RECHERCHE

UN COMPTABLE-CONTRÔLEUR ITINÉRANT

Diplôme exigé :
- DECS ou équivalent.

Qualités recherchées :
- Sens de l'organisation.
- Goût du contact humain.
- Dynamisme.

Ecrire sous référence AB-84043 avec CV, prétentions, téléphone et photo (retournée) à :
radar
11, avenue de la Division Leclerc
94230 CACHAN
Discretion assurée

représentation offres

VOUS AVEZ DES CONNAISSANCES PRATIQUES de la PHOTOGRAPHIE

Vous aimez les contacts humains et la négociation

Vous êtes VENDEUR

UN GROUPE INTERNATIONAL
fabriquant une large gamme de produits photographiques

vous offre
1 poste de

REPRÉSENTANT EXCLUSIF

SUR SECTEUR :
Partiel PARIS, Nord et Est de la France

Pour prospection et vente de la gamme aux Professionnels et Industriels.
(Résidence préférentielle proche PARIS, sur secteur).

Formation complémentaire.
Rémunération intéressante.
12 mois.
Position cadre.
Frais de déplacements.

Env. curriculaire, lettre manuscrite et photo à :
HAYAS LYON sous le n° 1702, qui transmettra.

demandes d'emploi

CHEFS D'ENTREPRISE
L'Agence Nationale Pour l'emploi vous propose une sélection de collaborateurs :

- INGÉNIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

RESPONSABLE ACHATS APPROVISIONNEMENTS - Expér. secteur biens d'équipement industriels - Organisation, gestion service achats - Négociat. sous-traitants, fournisseurs.

RECHERCHE : poste similaire ou technico-commercial - Paris - Région parisienne (section B).

DIRECTEUR SOCIÉTÉ PROMOTION IMMOBILIÈRE - Formation CPA - STAGE et CPO - ex-secrétaire général société industrielle.

RECHERCHE : poste à responsabilité - Direct. personnel - Gestion administration contrôle budgétaire - bâtiment, industrie, négoce (section A).

ORGANISATEUR INFORMATIQUE - 40 ans - EOST-TESTO - 15 ans expér. constructeurs et sociétés de services - Assistance et développement ordinateurs temps réel - formation et animation de groupe conseils, marché mini-informatique.

RECHERCHE : de préférence poste ingénieur commercial (section B).

CADRE FEMME - DUT option personnel longue expér. commerciale gestion administrative et fonction personnel.

RECHERCHE : poste responsabilité (section B).

s'adresser à : **ANPE**
AGENCE SPÉCIALISÉE DES INGÉNIEURS ET CADRES 12, rue Blanche 75436 PARIS
CEDEX 09 tél. : 280.61.46 poste 71.

TRÈS IMPTE SOCIÉTÉ MULTINATIONALE
recherche

pour sa Filiale Française (secteur produits chimiques)

ATTACHÉS COMMERCIAUX

- basés région parisienne ;
- si possible déjà introduits auprès des utilisateurs de produits chimiques et matières plastiques.

Mission :
renforcer les relations commerciales existant en France et au Benelux et en créer de nouvelles. Réaliser les objectifs commerciaux définis entre la Direction française et l'équipe de vente.

Il est offert de très larges possibilités d'avancer dans une filiale en forte expansion constante.

Envoyer C.V. et prétentions à :
SOPAC - 41, rue VERTY, 92521 NEUILLY-SUR-SEINE, Cedex, tél. 141 201, ou télex 904 21-50, poste 237.
DISCRETION TOTALE ASSURÉE.

radar géant
RECHERCHE

UN COMPTABLE-CONTRÔLEUR ITINÉRANT

Diplôme exigé :
- DECS ou équivalent.

Qualités recherchées :
- Sens de l'organisation.
- Goût du contact humain.
- Dynamisme.

Ecrire sous référence AB-84043 avec CV, prétentions, téléphone et photo (retournée) à :
radar
11, avenue de la Division Leclerc
94230 CACHAN
Discretion assurée

proposits.com. capitaux
VOUS VOULEZ DIFFUSER A TOULOUSE

NOUVEAUX articles, objets, créations diverses, ou être représentés par BOUTIQUE A VOTRE NOM.

Nous tenons une galerie d'art centre ville, et envisageons de CHANGER D'ORIENTATION. Esquissons les propositions de domaines, sous titres formes, avec attention - Ecr. Patrick Raynaud, 15, quai P.-Ducloux, 31000 COURBEVOIE.

Part. ch. capital, hypoth. 1er rang, aff. industriel, SOUS-CA, S.A. Téléphone : (07) 26-61-66

cours et leçons
MATH. Rattrap. par prof. exp. Mettes au point votre ANGLAIS. Solutions personnalisées, cours particuliers ou petits groupes. Horaires souples. Professeurs de langue maternelle - T. 500-15-52

occasions
BEAUX LIVRES Achat comptant à domicile le plus haut MER. 26-73

STAGIAIRE RESTAURATION
120 ans - Libéré O.A.J.
Diplôme section hôtellerie. Cherche emploi. Cuisinier ou Collectivités Sud-Ouest de préférence.

Ecrire n° T 96.406 M, Régie-Pr. 83 bis, rue Roumieu, Paris (20).

Assistante de direction, haut niveau, neuf ans d'expérience, connaissances en anglais, cherche situation stable en Tunisie. Ecr. n° 3.776, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9.

Chômeur allemand, 32 a., ayant travaillé 10 ans dans la commerce et l'industrie des biens d'équipement (machines-outils, rectifieuses, équilibreuse, appareils de mesure, outils à enlèvement de copeaux) à l'échelon de la vente à l'exportation, n° 3.781, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9.

1, 17, 25 ans, excell. éducation, ch. pl. secrétaire particulier, Ecr. n° 3.778, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9.

Jeune fille 19 ans 1/2, niveau bac, cherche place de secrétaire médicale, libre de suite. Ecr. n° 465, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9.

Cadre expérimenté, pouvant secondar gérer, très sér. référ. ch. pl. Paris (sect. hôtellerie). Ecr. n° 4.12, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9.

Conduct. type Mille verte, Saicod, 29, r. Villeneuve, Paris-20.

PILOTE PROFESSIONNEL
Instruct. 2 cycle avion, 29 ans. ANGLAIS, NOTIONS ESPAGNOL.

OFFICIER MARINE R
PIERRE C BATEAU
rech. situation. Tél. 577-67-51. Castel, 29, r. Eglise, Paris-19.

SECRÉTAIRE
bilingue français-anglais - espagnol - néerlandais - allemand (1 an expér.), ch. EMPLOI, 77-09-35.

J. 1. 30 a., exp. d'un bur. de rectification, national du régime, a été le prop. d'emplacement de la région de Normandie. Ecr. n° 3.781, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9.

1, 17, 25 ans, excell. éducation, ch. pl. secrétaire particulier, Ecr. n° 3.778, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9.

IMPORTANT GROUPE BANCAIRE ET FINANCIER
recherche

JURISTE
Docteur ou Licencié en Droit

ayant une parfaite maîtrise de l'anglais la, écrit et parle

Le poste conviendrait à un jeune juriste qui aura à compléter sa formation dans le domaine du droit des affaires. Il exercera son activité au sein d'une équipe de juristes d'entreprise qu'il sera plus particulièrement appelé à assister dans le traitement des dossiers litigieux.

Envoyer C.V., lettre man. et photo sous la réf. C 302 à C. Orléans Dauphine, 41, av. de Friedland, 75008 PARIS, qui transmettra.

L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE
ouvre une inscription pour un poste de
PROFESSEUR EXTRAORDINAIRE DE PHILOSOPHIE

Une attention particulière sera portée aux candidats ayant consacré leurs recherches et leurs travaux à la philosophie antique et/ou à l'étude de la pensée et des problèmes contemporains. Il s'agit d'un poste à temps complet. Entrée en fonction : 1^{er} octobre 1977. Les candidats sont priés de faire valoir leurs titres avant le 15 janvier 1977 auprès du secrétariat de la Faculté des lettres, Université 121, Genève 4, auquel ils peuvent s'adresser pour connaître les conditions.

L.T.C. SCHOOL OF ENGLISH LONDRES

Cours intensifs à tous les niveaux. Date d'entrée en cours au choix de l'étudiant. La maîtrise de l'anglais : service d'aide au logement. Cours de Secrétariat (3 trimestres). COURS D'EST-À LONDRES, NORWICH, SUSSEX. READING et BIRMINGHAM.

Ecrire à L.T.C. SCHOOL OF ENGLISH (L.M.) 28-32, Oxford Street, London, W 1 A 4DT.

ALFA ROMEO
Exposition - Essais, vente - Crédit-leasing
Mécanique, carrosserie - Pièces détachées

SFAM-France
23 bd de Courcelles - 75008 Paris - Tél. 292 02 50
40 ter av. de Suffren - 75015 Paris - Tél. 734 09 35

emploi régionaux

Un important chantier de Construction Navale implanté sur le littoral Nord de la France recherche un

INGÉNIEUR MÉCANICIEN ou ÉLECTRO-MÉCANICIEN
(débutant ou ayant quelques années d'expérience).

Le candidat retenu aura pour fonction d'assurer la conduite du montage et des essais des installations du compartiment machines des navires construits par la société.

Le poste est particulièrement attractif en raison de la variété des problèmes qu'il sera appelé à résoudre, et il implique un esprit d'initiative, un sens de l'organisation et de la méthode, joints à une autorité naturelle.

Une bonne connaissance de la langue anglaise serait en outre appréciée.

La rémunération sera fonction du degré de qualification et de l'expérience antérieure acquise par le candidat.

Nécessité d'habiter Dunkerque.

Les candidats intéressés sont priés d'adresser une lettre manuscrite de candidature et curriculum vitae détaillé à :
M. le Chef du Personnel
CHANTIERS DE FRANCE-DUNKERQUE
Boite Postale 1503, 59581 DUNKERQUE CEDEX.

A TAHITI
Pour grand magasin (logement assuré)
SALAIRE IMPORTANT

DIRECTEUR COMMERCIAL
Libre de suite. Ayant expérience réseau de Commerce pour vente particuliers particuliers, divers ménages. Sér. référ. vérifiables exigées. Ecrire avec C.V. : SARAH, 52, rue Sedaine, 75011 PARIS. Tél. : 705-04-62

SOCIÉTÉ DE PRESTIGE QUARTIER TROCADÉRO rech.
HÔTESSE STANDARDISTE
habituée contacts humains, possédant physique agréable, bonne éducation, rapide, capable initiatrice. Ecr. av. C.V. + photo + prêt. à M. MULLER, 10, rue Scheffer, 75016 Paris, qui trans. RÉPONSE ASSURÉE.

BILIGÈNE (1^{er} cherche VENDEUSE MI-TEMPS, même débutante.
Téléph. 226-6476.

Importante société d'expertise comptable spécialisée dans l'AUDIT et études financières, recherche

EXPERTS COMPTABLES STAGIAIRES
- Libres rapidement
- Formation B.E.C. / E.S.C. / I.E.P. / E.S.E.C.
Conditions impératives : DECS complet, libérés O.M., pas moins de 15 ans d'expérience confirmée dans firme d'AUDIT ou en 1^{er} ou 2nd Direction comptable ou AUDIT interne. Les candidatures ne remplissant pas ces conditions ne seront pas examinées.

Ecrire avec C.V. et photo à :
B. E. E. C.
12, rue Marguerite, 75017 Paris.
ASSOCIATION recherche

DIRECTEURS COLONIES DE VACANCES
sérieux et compétent. Référ. exigées. Vaco. de plages : zone PARIS ou juillet et août. Téléphone C.J.N. : 975-41-41

secrétaires
Centre protes. rech. de suite instituteur ayant bac ou CAP, ayant déjà une solide expér. Logement et cant. assur. Ecr. lettre manuscrite à : C.F.P. S.P. 5, 78450 VILLEPREUX.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
proche banlieue Nord-Ouest recherche

CADRE
Format. M.A.S.E.E.C. ou Université (Droit, Science, Econ.) - Il devra avoir la pratique de la négociation et de la rédaction des contrats de vente de biens d'équipement, à l'export. - Il parlera couramment anglais et si possible espagnol. Ecr. av. C.V., photo, prêt. sous réf. 301, à Créations Dauphine, 41, av. Friedland Paris-8, q.t.

STE IMMOBILIERE RECH.
SECRÉTAIRE DE DIRECTION
PROFIL : 30 ans min., célibataire, capable initiative, méthodique, rapide, travail, présentation en éducation, consciencieuse, humble et agréable social. Hauteurs contacts téléphon. Libre rapid. Ecr. av. C.V. + photo + prêt. à M. MULLER, 10, rue Scheffer, 75016 PARIS, qui tr. RÉPONSE ASSURÉE.

SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS
1^{er} arrondissement, recherche

SECRÉTAIRE
bonne présentation, consciencieuse, notions anglais et comptables, très ponctuelle. Expérience de plusieurs années indispensable. Libre de suite. Tickets restaurant.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo à n° 58.337. CONTEXTE PUBLICTE, 28, av. de l'Opéra, Paris-1^{er} q.t.

MATTEI
Le moins cher des grands loueurs

Tarif 1976 :	La Journée ÷ le km
FIAT 127	39,60 0,30
RENAULT 5 TL	
PEUGEOT 104 GL	40,80 0,36
SIMCA 1100 ES	
FIAT 131 S - SIMCA 1307 S	46,80 0,39
RENAULT 12 Break	
FIAT 132 GLS Bie Aut. et Radio	50,40 0,45
PEUGEOT 504 GL ou Break	
RENAULT 4 fourgon 350 kg	44,40 0,26
ESTAFETTE 1000 kg	64,80 0,35
FIAT 1000 kg	
PEUGEOT J 7 1800 kg	80,40 0,41
ESTAFETTE Alouette 7/8 pl.	

prix T.T.C.

Comparez ...

★ Tarif LONGUE DURÉE, pour locations à partir de 4 mois.

PARIS :	207, Rue de BERCY (12 ^e)	340.11.50
	108, Bd DIDOT (12 ^e)	628.27.50
	102, R. OGDENER (18 ^e)	470.37.90
LYON :	178, 77.83.85	
NICE :	(93) 87 14 30	
NANterre :	(91) 79.70.10	

80 AGENCES EN FRANCE

VENDS COUPÉ JAGUAR XJ6
4.2 I 1976 - Blanc
Parfait état : 68.000 francs
CAEN, EDEN GARAGE - Tél. 84-48-30 (16-31)

Part. vd MERCEDES 230 S. 67, nouv. caisse, gris métallisé, toit ouvr. électr., radio cas. stéréo, antenne électr., intér. cuir noir, moteur réc. factuell. 3.000 km, conversion, gr pneus neufs. P. 14.000 F. Tél. mat. lousu, 8 h 30, soirée à part. de 18 h à 21 h 45-48

URGENT
Particulier vend R 5 TS Année 76. Partail état. Vm ain. Prix : 17.500 F. à débattre. Téléphone : 971-45-92 ou 471-67-68

P. vd VOLVO 140 E, 72, aut. toit ouvr., int. cuir, stéréo Exc. état, carross. méc. 13.000 km, gr pne. Eur. 55-60-2. P. 21-08-32

Agent ALFA-ROMEO vend ALFA 1600 TL 1975 Exc état. Téléphone : 971-11-92

A vd R 12 TL 73 (13.000 km), 1^{er} main. Et inspect. Inter. 11 mil, vert, forc. Sincronisé. Pte à débattre 921-95-67

LANCIA
AUTOBANCHI
GARANTIE 2 ans ou 50.000 km. 11 rue Michel PARIS 5^e - 035-201-35

BMW
EX 17 76 grv route. 43 rue Desnouettes 533-04-05

travaux à façon
GROUPEMENT D'ARTISANS H.O.
POUR TRAVAUX AMÉNAGEMENT, appareils, meubles, verreries, chaudières, DELAI GARANTI. Nomb référ., DEVIS GRATUIT. Tél. 727-76-47

travail à domicile
Demande

JEUNE FEMME très bonne dactylo recherche Travaux à domicile pour frappe manuscrite. Tél. : 323-44-64 (Poste 300) de 19 h 30 à 0 h

Part. ch. travaux dactylographie à domicile même manuscrite. Ecr. n° 6.208, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9

propositions diverses
Ecrivain + courtois + rech. écrit. ou journal, de presse pr voyage et report. contradictoire son. et URSS (196 77), sous traits avancés, droits d'auteurs garantis. Téléphone : 207-53-46

Société d'investissement et de conseil recherche pour poste à LERMONT-FERAND cultivateur 30 ans minimum, ayant plusieurs années d'expérience, formation Grande Ecole ou équivalent. Adres. C.V. photo, prêt. à HAYAS 6000 CLERMONT-FERRAND, n° 85.894.

Société COMMODORE FRANCE rech. comptable qualifié, expérimenté, sérieux et compétent. Rémunération attractive. Libre de suite. Tél. (93) 08-11-52. pr rendez-vous : M. Colombier.

EQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

LA MISE EN LIGNE DE L'AIRBUS

Air Inter change de dimension

M. Robert Vergnaud, président d'Air Inter, a présenté jeudi 25 novembre, au cours d'un vol inaugural, le premier Airbus dont la compagnie intérieure vient de prendre livraison et qu'elle compte mettre en service, le lundi 29 novembre, sur la ligne Paris-Marseille.

M. Vergnaud est « un peu fier » de la bonne tenue d'Air Inter, qu'il illustre la mise en exploitation de son premier Airbus. Cette année, la compagnie intérieure aura transporté 5 millions de passagers — soit une augmentation de 12,3% par rapport à 1975 — et escompte 18 000 tonnes de fret : son trafic charrier a u r a progressé de 20%. « Nous pourrions décaler, en 1976, un bénéfice de 12 millions », a précisé son président ; ni l'Etat ni les collectivités locales ne nous subventionnent : nous avons donc très bonne conscience devant le contribuable français.

Malgré tout, était-il opportun de faire entrer Air Inter dans le groupe des exploitants d'avions gros porteurs ? Face à l'accroissement de la demande, la compagnie intérieure a, depuis toujours, donné la priorité à la multiplication des vols. « Nous voulons maintenant intensifier cette politique de fréquence vers une politique de capacité », a indiqué M. Vergnaud.

Aux yeux des responsables d'Air Inter, l'acquisition de trois Airbus se justifie pour de multiples raisons. Le respect dû à la clientèle impose une modernisation de la flotte ; cet avion européen est silencieux, non polluant, économe en carburant ; l'encombrement de l'espace aérien aux heures de pointe interdit d'augmenter indéfiniment le nombre des vols. Cet appareil gros porteur (280 places en classe unique) qui a compté du 17 janvier prochain, desservira Lyon, Marseille et Nice au départ de Paris, rem-

placera donc soit deux Mercure, soit un Mercure et une Caravelle.

Cela dit, l'acquisition d'avions gros porteurs a ses limites. « A l'horizon 1985, nous aurons tout au plus besoin de cinq Airbus », contient les responsables d'Air Inter. Pour la compagnie intérieure, la politique de fréquence restera la règle, la politique de capacité, l'exception. Le meilleur service qu'elle puisse offrir à sa clientèle, n'est-il pas de lui proposer un large choix d'horaires ? L'encombrement du ciel français n'est pas tel qu'il faille renoncer à multiplier les vols, d'autant qu'au départ de Paris, il est possible de « jouer » sur deux aéroports : Orly et Roissy.

Aux Etats-Unis, sur des lignes courtes — une heure de trajet — comme New-York-Washington ou Los Angeles-San Francisco, les compagnies américaines exploitent, pour l'essentiel, des avions de capacité moyenne, notamment le Boeing-737 ou le DC-9 et offrent à leurs passagers une sorte de « desserte cadencée ».

Cette politique n'est pas transposable chez nous, expliquent les dirigeants d'Air Inter. Aux Etats-Unis, le trafic, bien étalé sur toute la journée, permet de créer une telle desserte. En France, il y a un trafic de pointe le matin et le soir, à la longue impossible à digérer sans la mise en ligne d'avions gros porteurs. Certains vols sont si rapprochés — à un quart d'heure — que la suppression d'une fréquence n'est pas vraiment un handicap pour notre clientèle.

L'idéal serait d'en rester à une politique de fréquence. Les infrastructures aéroportuaires le permettent aisément. Mais une telle politique est coûteuse. Air Inter ne se sent pas suffisamment solide pour s'y tenir. L'achat de l'Airbus est une mesure d'économie.

JACQUES DE BARRIN.

TRANSPORTS

● LE METRO ET LA SECURITE. Après la collision dans le métro au cours de laquelle trente-trois personnes ont été blessées le 24 novembre, la C.G.T. met en cause les modifications de la réglementation de sécurité intervenues ces dernières années : « La suppression massive d'emplois

tant sur les trains qu'en station, le processus de déqualification des agents de métro, ont conduit la direction de la R.A.T.P. à modifier les textes et les règlements qui existaient de telle sorte que les notions de sécurité ne sont plus aussi strictes », déclare le syndicat dans un communiqué.

Saudia: 6 vols hebdomadaires vers l'Arabie Saoudite.



Vols sur les appareils les plus modernes : TriStar, Boeing 707, "new look" au départ de Paris/Charles-de-Gaulle

	LUNDI	MER.	VENDREDI	SAMEDI
	SV 772 MIXTE	SV 668 CARGO	SV 772 MIXTE	SV 664 MIXTE
PARIS (PAR)	B707C	B707C	L1011	B707C
GENEVE (GVE)	11.30 (CDG)	14.10 (CDG)	14.10 (CDG)	15.30 (CDG)
ROME (ROM)	14.20	18.30	18.30	18.30
FCO (FCO)	15.35	19.45	19.45	19.45
DJEDDA (JED)	15.35	20.40	20.40	20.40
RIVAD (RUH)	21.35	22.30	22.30	22.30
DHAHRAN (DHA)	23.00	23.50	23.50	23.50
RIVAD (RUH)	01.30	02.25	02.25	02.25
DJEDDA (JED)	03.25	04.15	04.15	04.15
RIVAD (RUH)	04.15	05.00	05.00	05.00
DJEDDA (JED)	07.20 (MAR)			

Valable jusqu'au 21 Mai 1977

Consultez votre Agent de Voyages, votre transitaire ou Saudia Informations et réservations passagers : 55 Avenue George-V 75008 Paris Tél. 730.68.20 (jonctions multiples) - Tél. 630.067

Reservations Free : 862.39.54 - Tél. : Saudia 691515F

saudia SAUDI ARABIAN AIRLINES

Votre expansion au rythme de nos jets dans tout le Moyen-Orient.

Nord - Pas-de-Calais

Un nouveau plan gouvernemental pour favoriser la conversion industrielle

Le comité interministériel d'aménagement du territoire se réunit ce vendredi 26 novembre sous la présidence de M. Raymond Barre. Le gouvernement doit approuver deux contrats de pays : ceux de Bellac (Haute-Vienne) et de Saint-Pourçain (Cantal). D'autre part, neuf contrats signés avec des villes moyennes devraient être organisés. Il s'agit de Carcassonne, Carpen-tras, Morlaix, Libourne, Orange, Douai, Lez, Tarbes et Redon. Une communication sera présentée au gouvernement sur l'aménagement du plateau de Valbonne, situé entre Nice et Antibes, où s'installent progressivement des centres de recherche et des activités tertiaires de haut niveau. Enfin la mission d'aménagement touristique du Languedoc-Roussillon présentera son rapport annuel.

Mais le dossier le plus consistant du comité sera la mise au point d'un programme de développement du Nord-Pas-de-Calais. Le gouvernement arrêtera des mesures et des dispositions financières pour assurer la conversion industrielle, développer les infrastructures et améliorer le cadre de vie.

De notre correspondant

Il est probable que le bureau de l'assemblée régionale sera reçu par M. Raymond Barre avant la réunion du conseil des ministres. Les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.E.N. dans le communiqué adressé à une journée d'action, affirment : « Le conseil des

ministres vient à Lille au moment où le gouvernement et le C.N.P.F. agissent ensemble pour imposer l'austérité aux régions, lorsque le conseil des ministres accélère les licenciements. Cela se traduit par quatre-vingt-dix mille chômeurs dans le Nord-Pas-de-Calais, dont plus de 50 % ont moins de vingt-cinq ans. »

GEORGES SUEUR.

Aquitaine

Un débat sur France-Inter

Faut-il créer un département basque ?

Faut-il créer autour de Bayonne un nouveau département ? Cette circonscription administrative permettrait-elle à l'Aquitaine de mieux résister à la concurrence espagnole lorsque Madrid sera un partenaire à part entière du marché commun ? Tel était le thème essentiel de l'émission de France-Inter, organisée par Jean-Claude Mangeot et Bernard Segarra, jeudi 25 novembre, à Pau.

Pour M. André Labarrère, député socialiste et maire de Pau, qui a annoncé officiellement qu'il serait le candidat de la gauche en janvier prochain à la présidence du conseil régional contre M. Chaban-Delmas et qui va entreprendre une campagne électorale de porte à porte auprès de chaque conseiller régional — un département basque ne serait pas viable. « Il faudrait prendre une partie de Landes et d'autre part, financièrement, ça ne tiendrait pas. Le Béarn paye les deux tiers des dépenses au conseil général des Pyrénées-Atlantiques. L'un des défenseurs les plus convaincus de la thèse inverse est M. Jacques Saint-Martin, président de la chambre de commerce et d'industrie de Bayonne. Il ne s'agit pas de créer un département spécifiquement basque mais une nouvelle entité administrative. Qu'on ne parle pas d'une quelconque entité politique. Mais il faut équilibrer les choses ; Pau est à deux heures de voiture de Bayonne. » Les Basques espagnols, à l'égard de l'Espagne, sont un peu considérés comme des seigneurs.

En revanche, pour les Français en général, le Pays basque français est tenu pour une contrée éloignée, touristique, folklorique et marginale », remarque M. Saint-Martin. Mais est-ce ce qui rend une nouvelle structure administrative qu'on règiera au fond le lancement du projet politique ? L'exemple de la Corse est là pour inciter à être sceptique.

« Rien n'est résolu du problème basque, au contraire tout commence », réplique M. Labarrère, qui se dit prêt à accueillir dans sa ville une réunion de l'E.T.A. et puis-je l'accepter bien que vicine M. Le Pen. « Toutefois, Pau a toujours tourné le dos à l'Espagne, ce qui n'est pas du tout le cas de Bayonne et ce qui explique nos approches différentes », ajoute M. Labarrère. Pau est jumelée avec Saragosse, et la jeune chambre de commerce de Pau va essayer de redonner vie aux relations entre l'Aragon et le Béarn, qui se sont passablement dégradées ces derniers mois. « D'accord », dit M. Labarrère, mais il ne faut pas attendre grand-chose du cinéma de ces jumelages rassemblant des notables qui n'ont rien à se dire que des banalités. »

Les problèmes sérieux, c'est l'emploi et l'avenir de l'Aquitaine, notamment lorsqu'elle sera concurrencée par l'Espagne. « L'entrée de ce pays dans la Communauté européenne ne va pas présenter une chance pour nous, mais une source de difficultés », dit M. Labarrère. Mais ce défi, il faut l'affronter. On peut aussi en espérer des conséquences positives, et d'abord le désenclavement. On ne pourra pas dire (pour justifier un quelconque désintérêt des investisseurs pour cette région) que l'Aquitaine est le cul-de-sac de l'Europe. »

FRANÇOIS GROSRICHARD.

Paris

LES DISCUSSIONS BUDGÉTAIRES

La capitale se dépeuple ; ses charges s'accroissent ; les impôts augmentent

M. Christian de La Malène (U.D.R.), rapporteur général du budget de la Ville de Paris, a présenté, jeudi 25 novembre, aux conseillers de Paris, les grandes orientations du budget en fonctionnement de la capitale pour 1977.

Ce budget s'élèvera à 7 milliards 497 millions de francs, soit une augmentation de 10 % par rapport à 1976. Les crédits pour le personnel augmentent notamment de 14,5 %. Mais M. de La Malène a surtout insisté sur la participation de la ville au déficit des transports en commun estimé à 495 millions (R.A.T.P. 413 millions, S.N.C.F. 82 millions) et aux dépenses de police qui s'élèveront à 822 millions, soit une majoration de 14 % par rapport à l'année dernière.

Alors que le rapporteur général parlait de fonctionnement, l'opposition a surtout critiqué le budget d'investissement. Dialogue de sourds. M. Christiane Schwarzbard (communiste) a déclaré : « Ce qui importe, ce n'est pas de faire des promesses aux Parisiens, mais de les informer des crédits qui seront décaissés pour permettre, en 1977, l'exécution des réalisations déjà programmées. » M. Daniel Benassy (socialiste) a insisté sur la gestion de la ville de Paris, « ville qui vieillit et s'enrichit, dans laquelle cinquante mille personnes attendent un logement. »

La discussion budgétaire se terminera au mois de décembre. L'adoption de ce budget — le budget du maire, qui sera élu en mars prochain par la nouvelle assemblée municipale — sera difficile. Les édiles parisiens contestent, en effet, leur participation aux dépenses de police. « Je ferai des observations à ce sujet lors des prochaines discussions budgétaires », a déclaré M. de

La Malène. Les élus communistes font observer : « Pour les grandes villes, la contribution résulte de la multiplication du taux de 3,70 francs par habitant. Paris, dans les mêmes conditions, verserait 7 millions 650 mille francs. Or le contingent versé est en 1976 de 204 millions de francs. La capitale a donc été pénalisée de 196,3 millions de francs. »

La contestation des élus est également vive pour la participation en commun. Suivant le rapporteur du budget, le conseil de Paris avait bloqué en 1976 une partie des crédits destinés à ce poste, soit 60 millions. Il en sera vraisemblablement de même cette année. Paris se dépeuple, sa participation doit être revue », ont fait valoir les élus. Mais il y a plus grave. La S.N.C.F. demande 22 millions sans aucune explication. Est-ce vraiment une somme réservée pour les lignes de banlieue ? a questionné M. de La Malène.

Les élus sont d'autant plus vigilants, pour la préparation de ce budget, que, dès mars 1977, avec la mise en place du nouveau statut de la capitale, qu'ils seront pleinement responsables devant les Parisiens. Or ils constatent que les charges financières de Paris ne cessent d'augmenter alors que la capitale ne cesse de se dépeupler. La pression fiscale sur les Parisiens est donc de plus en plus forte. Les conseillers de Paris veulent donc saisir l'occasion que leur donne cette session budgétaire pour remettre en cause les mécanismes financiers qui lient la Ville à l'E.R.T. On a souvent dit qu'entre la nouvelle mairie de Paris et la nouvelle région d'Ile-de-France les rapports risquent d'être difficiles. N'est-ce pas plutôt à l'E.R.T. lui-même que risquent de s'opposer les futurs responsables de la capitale ?

JEAN PERRIN.

CONSUMMATION

LES « BOITES POSTALES 5 000 » ONT ÉTÉ INSTALLÉES DANS SIX DÉPARTEMENTS

Créées par le secrétariat d'Etat à la consommation, les « boîtes postales 5 000 », destinées à recueillir les plaintes des consommateurs isolés ont commencé à fonctionner, le lundi 15 novembre, dans les préfectures de six départements : à Montpellier (Hérault), Colmar (Haut-Rhin), Rennes (Ile-et-Vilaine), Grenoble (Isère), Le Mans (Sarthe), et Alençon (Orne).

Les services de la direction départementale de la concurrence et des prix feront le tri du courrier adressé à ces boîtes postales, le redistribuant aux administrations responsables (si l'agit d'intrusions) et aux organisations de défense des consommateurs et aux organisations professionnelles (si les litiges sont d'ordre contractuel).

Si ces « boîtes postales » au premier degré ne permettent pas de trouver de solution satisfaisante, le cas litigieux sera porté devant la commission départementale de conciliation (composée d'un fonctionnaire, d'un représentant d'associations de consommateurs et d'un représentant d'organisations professionnelles), qui a été créée simultanément dans chacun des six départements. Ce n'est qu'en cas d'échec de ces deux procédures simples que l'affaire pourra être portée devant les tribunaux ordinaires.

La création de ces boîtes postales (dont le numéro sera le même dans toute la France, lorsque le système sera généralisé), ainsi que celle des commissions de conciliation (déjà testées dans plusieurs départements pendant l'été), font partie du programme de M. Jacques Souverain, secrétaire d'Etat à la consommation (le Monde du 27 mai).

ÉNERGIE

LE CONSEILLER DE M. CARTER PROPOSE UNE INDEXATION DES PRIX DU PÉTROLE

Un consensus sur une augmentation de l'ordre de 10 % des prix du pétrole brut serait en train de se dessiner au sein de l'O.P.E.C. Tel est du moins le point de vue exprimé le 24 novembre, à Koweït, par M. James Akins, le conseiller pétrolier de M. Jimmy Carter, qui effectue depuis plusieurs jours une tournée au Proche-Orient.

L'objectif de sa mission était double : informer sur les « états d'âme » des pays de l'O.P.E.C. et leur présenter un projet — « en son nom propre et non en celui de M. Carter » — pouvant servir de base à un règlement de la crise de l'énergie. L'idée principale de ce projet consiste en la fixation d'un prix constant du pétrole brut pour une période de dix ans, mais ce prix serait indexé et réajusté périodiquement en fonction d'un taux d'inflation calculé sur la moyenne des prix mondiaux des produits manufacturés et des équipements importés par les pays de l'O.P.E.C. Selon M. Akins, plusieurs responsables des pays arabes du Golfe seraient d'accord sur le principe de ce plan. Mais ils insistent que la période de dix ans trop longue et voudraient la ramener à quatre ans. Par contre, ce projet rencontre une opposition forte dans les milieux occidentaux, surtout américains, qui, a précisé M. Akins, « prennent leur rôle pour une réalité et croient que les prix du pétrole vont dégringoler ». — (A.F.P.)



Valais-Suisse

A THYON 2000 sur Sion, ambiance exclusive, tout pour satisfaire vos besoins : santé, plaisirs et joies. En été comme en hiver. Promenades, tennis, piscine, etc. Ski sur 4 vallées. Vue panoramique 320°. Ensoleillement unique. Accès de Sion (arrêt du train TEE Paris-Milan et aéroport).

La seule station avec circulation automobile souterraine!

Studios, appartements 2, 3, 4, 5 et 6 p. à partir de FS 68.000.—

Service de location à disposition de chaque propriétaire

VENTE AUX ÉTRANGERS AUTORISÉE

Venez nous rendre visite ou écrivez-nous!

THYON-PROMOTION SA

CH-1973 Thyon (Suisse) Tél. 38 363 OURST CH

● Nom Prénom

● Lieu/No postal

● Tél. privé Tél. prof.

صكا من الامل

INFORMATIQUE

**Des négociations sont en cours
pour un rapprochement entre Natel et G.S.I.**

S'étant heurtée au sein du comité central interindustriel à la question de la direction départementale du travail, la direction de Natel a introduit au début du mois de septembre un recours auprès du ministre du travail pour l'annulation de la décision de séparer de dix-neuf salariés de Lyon, toujours hostiles à un départ volontaire... A. R.

[Le B.N.P. a effectivement décidé, dans le cadre de l'accord d'avec Natel à un «partenaire industriel». Des conversations engagées au début de 1976 avec le groupe Thomson n'ont pas abouti. Si les négociations avec les autres entreprises du G.S.I. elles n'ont pas débouché pour le moment sur un accord.]

Estimant de son côté que « l'élevage bovin n'est pas encore sorti d'une crise qui dure depuis trois ans et est encore aggravée par les conséquences de la sécheresse », la Fédération nationale bovine demande que le système de protection reste en place « tant que les éleveurs ne sont pas assurés de percevoir en moyenne un prix moyen au moins égal au prix d'orientation ».

	Dollars		Deutschmarks		Francs suisses	
66 tonnes	4 1/4	5 1/4	4 1/4	5 1/4	3 3/4	4 3/4
1 mole	4 5/8	5 1/8	4 1/8	5 3/8	1 5/8	2 1/8
3 mots	5	5 1/2	4 1/4	4 3/4	2 1/2	3
6 mots	5 1/4	5 3/4	4 1/16	4 15/16	2 1/8	3

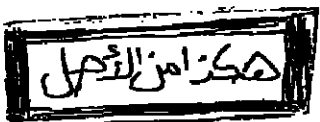
sur le plan	Adresses Commerciales, renseignements et ventes.	Nombre d'apparements	Nombre d'appart. depts.	Nombre de places	Prix	Cédité	Livraison prévue
● A8	Tallichet 7-7, c. Carul 19, réal. SCMI, vente GEPIC, 52, av. des Champs-Élysées, 256.98.98, sur place à les 1. : 14 à 19 h - sam. et dim. : 10 à 19 h.	389	160	total. 5 p.	Moy. 36500 fr/m²	80%	Immédiatement

Chaque mois dans les kiosques et les marchands de journaux.

3,50 F

Cartes Immobilières

France-Soir.



LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

FISCALITÉ

SOUS LA PRESSION DE L'U.D.R.

Le gouvernement accepte d'étudier une révision de la taxe professionnelle

Le cabinet du premier ministre a publié, jeudi 25 novembre en fin de journée, un communiqué annonçant la création « sous la présidence du ministre délégué à l'économie et aux finances d'un groupe de travail auquel seront associées les présidences et rapporteurs des commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat qui ont eu à connaître de la loi de 1975 » (relative à la taxe professionnelle). Le communiqué ajoute :

« Ce groupe de travail examinera les résultats du sondage en cours et fera toutes propositions permettant d'améliorer la loi de 1975 dans des conditions satisfaisantes la fois pour les finances des collectivités locales et le budget de l'Etat. »

Cette décision de M. Barre est évidemment destinée à apaiser la tension qui s'était brusquement accrue la veille à l'Assemblée nationale entre le premier ministre et les parlementaires et, plus particulièrement, avec les députés U.D.R. (Le Monde du 26 novembre, page 13).

Jeudi matin un déjeuner avait réuni à la présidence de l'Assemblée nationale, autour de M. Edgar Faure, les membres du bureau du groupe U.D.R. Au cours de la conversation les problèmes de la taxe professionnelle avaient été évoqués. Les parlementaires présents étaient alors convenus d'opposer à la question préalable au collectif budgétaire qui doit être présenté à l'Assemblée nationale par le gouvernement mardi prochain 30 novembre. L'effet d'un tel dépôt, si la question préalable est adoptée, est de renvoyer la discussion du projet. Cette procédure devait être accompagnée d'une condition : elle aurait été retirée si le premier ministre prenait l'engagement de remettre à l'étude le texte relatif à la taxe professionnelle afin d'en limiter les effets.

Le communiqué publié dans la soirée par l'hôtel Matignon indique :

« L'attention du premier ministre a été attirée par les paroles échangées par les parlementaires et par les intéressés sur les problèmes posés à certains redevables par le paiement

de la nouvelle taxe professionnelle en forte augmentation par rapport à ce qu'ils acquittaient précédemment au titre de l'ancienne patente.

« Indépendamment même de la réforme votée en 1975, cette forme d'imposition aurait connu cette année une augmentation sensible du fait de la progression des budgets locaux et de la majoration des bases dues aux achats de biens d'équipement nouveaux.

« D'autre part, comme il s'agit d'un impôt de répartition, les fortes progressions supportées par certaines catégories de contribuables ont pour contrepartie des réductions très importantes dont bénéficient d'autres catégories socio-professionnelles. La loi votée en 1975 ayant déjà reçu un commencement d'application, il n'est pas possible de la remanier durant la présente session parlementaire.

« Cependant, pour tenir compte de la situation de certains contribuables appelés à acquiescer des cotisations progressant d'une manière anormalement rapide, le premier ministre a demandé au

ministre délégué à l'économie et aux finances d'arrêter des mesures administratives d'application immédiate pour porter remède aux difficultés constatées quand elles ont des conséquences sérieuses sur la trésorerie ou l'activité des entreprises. Ces mesures ont été prises le 19 novembre et rendues publiques à cette date.

Les délais de paiement ou les dégrèvements qui pourraient être accordés lorsque la cotisation exigible dépasse de plus de 70 % le montant acquitté l'an dernier ont des conséquences financières qui ne pèseront pas sur les collectivités locales, mais qui seront prises en charge par l'Etat. L'effort que cela implique de consentir ne saurait être accru compte tenu de la situation des finances publiques.

« Le ministre de l'économie et des finances, poursuivi le communiqué, fait, à l'heure actuelle, procéder à une enquête par sondage portant sur quarante mille entreprises afin de mesurer l'importance des transferts occasionnés par la nouvelle loi et de mieux apprécier le nombre et l'ampleur des cas anormaux. »

COOPÉRATION

LE DIALOGUE NORD-SUD

Les pays en développement veulent maintenir la réunion ministérielle du 15 décembre

S'adressant, jeudi 25 novembre, à la presse française et internationale, M. Guerrero, co-président vénézuélien du dialogue Nord-Sud de Paris (conférence sur la coopération économique internationale), qui était entouré des chefs de la délégation algérienne et de la délégation péruvienne, a déclaré que le groupe des dix-neuf pays en voie de développement, membres de cette conférence dont il était le porte-parole, ne voyaient aucune raison d'ajourner la réunion ministérielle qui doit mettre fin au dialogue Nord-Sud, les 15 et 18 décembre prochain.

Les Dix-Neuf sont, a-t-il ajouté, extrêmement déçus par les minces résultats d'une année d'efforts, en raison, selon eux, de l'absence d'une volonté politique d'aboutir de la part des pays industrialisés.

Les Dix-Neuf n'ignorent pas qu'en décembre la session ministérielle ne pourra que constater l'échec du dialogue Nord-Sud et que la seule chance de le déboucher repose sur M. Carter, lorsqu'il aura pris possession de ses fonctions présidentielles, si tant est qu'il sur le développement des conceptions plus ou-

vertes que son prédécesseur. Mais, à l'occasion de cette session ministérielle, les Dix-Neuf entendent mettre les ministres des huit pays industrialisés de la conférence devant leurs responsabilités et faire apparaître de façon spectaculaire l'absence chez ceux-ci d'une réelle volonté politique d'aboutir à un nouvel ordre économique mondial.

M. Guerrero n'écarter cependant pas la possibilité que les ministres se prononcent pour une autre réunion ministérielle dans quelques mois ce qui donnerait le temps au nouveau président des États-Unis de manifester éventuellement une volonté politique différente de celle de M. Ford.

La veille, le coprésident canadien, Marc Bourdon, avait reconnu devant la presse qu'au sein des huit pays industrialisés il y avait de sensibles divergences de vues sur ce qui pourraient être les résultats de la réunion du 15 décembre, une majorité étant d'ailleurs en faveur de son ajournement. Il n'a pas été envisagé, a-t-il ajouté, d'abaisser le niveau de cette conférence. Selon lui, il n'y a aucun lien entre la prochaine conférence de l'OEPEP à Qatar et la réunion ministérielle Nord-Sud. M. Guerrero a été beaucoup moins péremptoire à ce sujet.

L'habit ne fait pas le moine, la coupe de cheveux fait l'homme.

Patrick ALES

PRÉFECTURE D'INDRE-ET-LOIRE

Mission de l'Action Économique

AVIS DE MISE A L'ENQUÊTE PUBLIQUE

de la demande présentée par ÉLECTRICITÉ DE FRANCE (Service National Région d'Équipement TOURS) en vue de la déclaration d'utilité publique des travaux d'extension de la Centrale Nucléaire de CHINON (Indre-et-Loire)

1) Conformément à l'arrêté du préfet d'Indre-et-Loire en date du 4 novembre 1976, il sera procédé à une enquête publique complémentaire portant sur l'implantation de réfrigérants à tirage induit en remplacement des réfrigérants à tirage naturel prévus dans le projet initial présenté par Electricité de France (Service National Région d'Équipement TOURS) en vue de l'extension de la centrale nucléaire de Chinon (Indre-et-Loire).

Une commission d'enquête est désignée dont le siège est à la préfecture de Tours.

2) Le dossier du projet restera déposé à la préfecture du département d'Indre-et-Loire, à Tours, pendant trente jours consécutifs, du 22 novembre 1976 inclus au 22 décembre 1976 inclus, pour être communiqué sans déplacement pendant cette période, de 8 h. 45 à 12 h. et de 13 h. 30 à 16 h. 45, aux personnes qui voudront en prendre connaissance (sauf les samedis, dimanches et jours fériés).

Un registre à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le président de la commission d'enquête, sera ouvert, pendant le même temps et au même lieu, pour recevoir aux heures indiquées les observations auxquelles pourront donner lieu les modifications apportées.

3) Pendant la durée de l'enquête, les observations pourront également être adressées par écrit au président de la commission d'enquête, qui les annexera au registre susvisé.

4) Pendant la même période, un exemplaire du dossier susvisé restera également déposé à la mairie d'Avonnes ; un registre subsidiaire à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le maire d'Avonnes, sera ouvert de 9 h. à 12 h. et de 14 h. à 16 h. (sauf les samedis, dimanches et jours fériés) à la mairie d'Avonnes, pour recevoir les observations auxquelles pourra donner lieu le projet.

5) Les membres de la commission d'enquête recevront le public à la préfecture d'Indre-et-Loire et à la mairie d'Avonnes pendant les trois derniers jours de l'enquête, aux heures ouvrables mentionnées ci-dessus.

A l'issue de l'enquête, et aussitôt que le rapport de la Commission d'enquête aura été établi, il en sera déposé copie à la préfecture, aux sous-préfectures d'Indre-et-Loire, ainsi qu'à la mairie d'Avonnes, et aux mairies des communes désignées dans l'arrêté d'ouverture d'enquête.

VU POUR INSERTION,

POUR COPIE CONFORME.

Le préfet,
Roland FAUGÈRE.

Le directeur,
P. RAMIER.

CONSEIL ÉCONOMIQUE

LES RAPPORTS SUR LE COMMERCE MONDIAL ET LE BILAN SOCIAL SONT ADOPTÉS

Le Conseil économique et social a voté mercredi 24 novembre les deux rapports qui lui étaient soumis : le premier sur les négociations commerciales multilatérales (« Tokyo Round »), présenté par M. Pierre Lory, président du Centre français du commerce extérieur et président-directeur général d'Alstom-Atlantique (analysé dans « Le Monde » du 25 novembre), a été voté par 122 voix pour, 8 contre (C.G.C.), 15 abstentions (C.F.D.T., M. Ferry).

Le second rapport sur « l'établissement d'un bilan social dans l'entreprise », présenté par M. Corvatin Calvez, délégué général C.G.C. (« Le Monde » du 23 novembre), a été recueilli par 66 voix pour (UNAF, C.G.C., C.F.T.C.), 63 contre (C.G.C.), 2 ont voté contre (P.M.E.).

Ces deux votes ont été précédés par l'adoption de la proposition de loi relative à la procédure d'arbitrage pour l'employeur de présenter chaque année un bilan social dans les établissements employant plus de trois cents personnes. Avant le vote, le ministre du travail avait annoncé qu'il tiendrait compte des propositions du Conseil lors de l'examen final du projet, en précisant notamment que la présentation du bilan ne libérerait pas l'employeur de ses obligations actuelles d'informer les représentants du personnel.

EMPLOI

DEVANT L'AGGRAVATION DU CHOMAGE La C.G.C. réclame l'élaboration d'un « plan cohérent »

« Le chômage du personnel d'encadrement va en s'aggravant au fil des mois, au point que le premier ministre lui-même l'a désigné comme l'un des problèmes les plus préoccupants de la France. Mais il est certain que le plan Barre visant à freiner la demande, donc à réduire l'activité des entreprises, ne peut que conduire à de nouveaux licenciements », a notamment déclaré M. Jean Menin, secrétaire général de la C.G.C. au cours d'une conférence de presse sur l'emploi, le 24 novembre, à Paris.

Selon M. Menin, 90 352 membres du personnel d'encadrement, dont 18 913 ingénieurs et cadres (soit une augmentation de 9,2 % en un an) et 41 039 agents de maîtrise et techniciens (+ 0,1 %), étaient inscrits comme demandeurs d'emploi au 30 septembre 1976. « Compte tenu également du taux d'inscriptions de jeunes », affirme le secrétaire général de la C.G.C., ce sont actuellement au moins 120 000 membres du personnel d'encadrement qui sont à la recherche d'un emploi. Les chiffres d'inscription à l'APEC (Association pour l'emploi des cadres) pour les six derniers mois ont enregistré une augmentation de 35,8 %, et le taux d'augmentation du nombre de chômeurs, pour ce qui concerne le personnel d'encadrement, devrait, dans les mois à venir, être malheureusement supérieur à 15 %.

« Il n'est pas rare, a poursuivi M. Jean Menin, de rencontrer des cadres qui n'ont toujours pas trouvé de travail au bout d'un an. Le cas de ceux qui ont entre cinquante ans et cinquante-huit ans est particulièrement dramatique, car ils ne peuvent encore bénéficier de la garantie de jeunes, et pourtant les entreprises les considèrent comme trop âgés pour les embaucher. »

Face à cette situation « extrê-

SYNDICATS

La direction de la C.F.D.T. rappelle à l'ordre son union départementale de Gironde à propos des comités de soldats

La commission exécutive de la C.F.D.T. vient, le 26 novembre, d'adresser un rappel à l'ordre à son union départementale de la Gironde, qui a apporté son soutien à la publication d'un bulletin de comité de soldats (1).

Dans un communiqué, les dirigeants de la centrale déclarent que la décision de l'union girondine « a été prise en contradiction avec les décisions du bureau national confédéral de janvier 1976 et du trente-septième congrès confédéral ».

« En effet, d'une part, contrairement à la procédure arrêtée par (1) Le Monde du 25 novembre 1976 avait relaté cette affaire sous le titre « La C.F.D.T. apporte son soutien à un comité de soldats de la Gironde ». Les termes de « centrale syndicale » et de « C.F.D.T. » y ont été remplacés par « confédération » et « l'appui syndical venait de la seule union de la Gironde et non de la Confédération ».

Les sept syndicats de la fonction publique se réuniront de nouveau au début de décembre

Réunies jeudi 25 novembre pour la première fois depuis trois ans, les sept organisations syndicales de la fonction publique (FEN,

le bureau national, l'union régionale d'Aquitaine n'a pas été tenue informée du soutien matériel apporté à ces comités de soldats. D'autre part, les positions développées dans ces publications ne correspondent pas aux positions de la C.F.D.T. sur les problèmes de droit d'expression, d'organisation et de conditions de vie des appelés.

« La Confédération réaffirme à cette occasion le droit pour l'ensemble des militaires au plein exercice des droits constitutionnels de citoyens. Il s'agit de reconnaître aux militaires les libertés d'opinion, d'information, d'expression et d'association. La situation actuelle des appelés et des militaires de carrière privés de ces libertés fondamentales rend difficile toute forme d'organisation des militaires. Elle favorise de ce fait la publication de textes spectaculaires, la création de comités de soldats qui ne reflètent pas toujours les préoccupations majoritaires des appelés. »

F.O., C.G.T., C.F.D.T., C.F.T.C., C.G.C. et autonomes) sont, dit un communiqué commun, « tombées d'accord pour condamner la politique du gouvernement qui aboutit à violer de leur contenu toutes négociations salariales ». Elles ont décidé de se remobiliser à nouveau au début du mois de décembre, « dans un climat d'espoir et de détermination », a indiqué M. André Henry, secrétaire général de la FEN.

Dans une lettre qu'elles vont adresser chacune à M. Maurice Ligot, secrétaire d'État à la fonction publique, ces organisations sont résolues à « rappeler au gouvernement que ses engagements ont été pris — concernant notamment les non-stagiaires, les droits syndicaux et les problèmes de retraite — et qu'il n'ont pas encore été tenus ». Elles présenteront aussi leurs revendications pour 1977.

Grève des postiers F.O. entre le 10 et le 25 décembre

Par ailleurs, les Fédérations C.G.T., C.F.D.T. et F.O. des armées et établissements de l'État ont décidé d'appeler les militaires ouvriers à une semaine d'action du 6 au 10 décembre, marquée par un arrêt de travail de vingt-quatre heures, pour dénoncer « les menaces qui pèsent sur leurs droits statutaires en matière de plein emploi ». Enfin, la Fédération F.O. des P.T.T. déclenchera une grève, vraisemblablement de vingt-quatre heures, dans les centres de tri postaux, entre le 10 et le 25 décembre. Les travailleurs de ces centres, indique un communiqué, sont « déçus » par le non-aboutissement d'un certain nombre de leurs revendications malgré la grève générale d'octobre-novembre 1974.

FAITS ET CHIFFRES

● **COMMANDE DU ZAIRE POUR THOMSON-C.S.F.** — Le Zaïre vient de passer commande à Thomson-C.S.F. d'un réseau de télécommunications spatiales afin d'assurer la diffusion de programmes de télévision et radiodiffusion sur son territoire et d'accroître ses liaisons téléphoniques et télégraphiques. Thomson-C.S.F. maître d'œuvre, s'appuiera sur l'espace économique créé entre les groupes C.G.E. et Thomson), spécialisée dans la construction de stations terrestres de télécommunications par satellites. Le financement de ce projet, qui représenterait une valeur de 350 millions de francs environ, sera assuré en partie par un prêt mixte constitué d'un prêt gouvernemental français et d'un crédit privé garanti. La réalisation et la mise en place du réseau s'étendront sur trois ans.

● **ASSOCIATION GARDY-MERLIN-GÉRIN.** — Le groupe suisse Gardy (Société anonyme de participations appariées Gardy-SAPAC) et la société Merlin-Gérin ont décidé d'harmoniser leurs politiques dans le domaine de l'électrotechnique et de l'appareillage électrique. Une holding sera constituée (G.M.C. Holding S.A.). Merlin-Gérin y détient 51 % et SAPAC 49 % du capital. Cette holding contrôlera les sociétés françaises, belges et espagnoles de Gardy, et détendra une participation de 10 % dans les filiales suisses de ce groupe. L'accord entre les deux groupes concerne également le développement et la mise en commun des techniques des deux partenaires.

Savez-vous que Camino peut vous offrir les Bahamas pour 2250F ?

votre Agent de Voyages le sait, demandez-lui le programme complet Camino: des séjours, dans une sélection d'hôtels et d'îles, pour satisfaire tous les goûts, tous les budgets en toutes saisons.

Camino, 21, rue Alexandre Charpentier 75017 Paris, tél. 7557790/360.55.58

(*) comprenant transport Paris-Bahamas et retour, hôtel 1 semaine et transferts.



Cette année, les Bahamas!

Défense du franc...

W767 du CHAMPAGNE
SIEGE : 44, rue du Bac et
SUCCESSION : 6, rue de la
Renaissance (angle r. Marbeuf)
Commandes : 222-37-08

Accentuez votre personnalité, ne vivez pas avec la tête d'un autre.

Patrick ALES

صلى الله عليه وسلم

Nous exportons nos produits. Nous pouvons importer les vôtres.

Vous avez un produit pour le marché japonais?
Oui!

Alors nous pouvons vous aider à le vendre au Japon. Le Japon est un excellent marché pour vos produits. Il est important : 110 millions de Japonais qui parlent une seule langue, et qui dépensent 21.645 F* par personne et par an.

Le Japon peut vous sembler loin de la France, mais en fait Tokyo est à moins de 800 minutes. Si cela vous paraît quand même très loin, c'est peut-être tout simplement une question d'état d'esprit.

Nous voulons vendre tous types de produits français au Japon. Nous, Sony, vous offrons notre connaissance et notre expérience du marché japonais, et la possibilité, pour ceux qui veulent exporter leurs produits au Japon, d'utiliser un large réseau de distribution.

Sony a une filiale, Sony Trading Corporation, qui s'occupe exclusivement de l'importation de produits manufacturés étrangers et de leur distribution au Japon.

Si vous êtes intéressé, écrivez-nous :

**Sony Trading Corporation,
5-8 Kitashinagawa 6-Chome,
Shinagawa-Ku Tokyo 141, Japon.**

**A l'attention de Mr. Kazuo Yamakawa,
téléc : 242 - 4328,
adresse télégraphique : Sonytrading Tokyo.**

*chiffre basé sur le produit national brut pour 1975, converti à partir des chiffres en dollars donnés par les statistiques de l'O.C.D.E.

SONY®

REPUBLIC OF TURKEY

ADVERTISEMENT FOR PREQUALIFICATION OF THE FIRMS TO TENDER FOR CONSTRUCTION OF THE VIADUCTS AND UNDERPASSES ON ANATOLIAN MOTORWAY

The First Division of the General Directorate of Highways, Ministry of Public Works, Republic of Turkey, will shortly invite tenders, in accordance with the Law No. 7054, for construction of ten viaducts on Gebze-Hersek section, six underpass bridges and three reinforced concrete bridges on Gebze-Yarimca section of Istanbul-Izmit Motorway.

SCOPE OF THE WORK:

1. VIADUCTS:

Ten viaducts of 2x17.34 m. in total length shall be constructed. Prestressed precast beams with 32.30 and 42.00 meters span shall be used for superstructure. These beams shall be supported by maximum 30 m. high piers with hollow box cross-sections. The deck shall be 12.80 m. wide in each direction.

2. UNDERPASS BRIDGES:

Six underpass bridges, approximately 51.00 m. in length, and three reinforced concrete bridges of different lengths shall be constructed. Cast-in-place prestressed concrete shall be used for the construction of the underpass bridges. The decks shall be 10 m. wide and the piers shall be 7.30 m. high.

DOCUMENTS TO BE SUBMITTED:

The whole of the work shall be awarded with a single contract to a joint-venture formed at least one Turkish and only one foreign contractor. The joint-venture is required to be prequalified.

A letter of credit for foreign currency covering the equipment and services necessary for the work shall be attached by the firms to proposals for construction.

a) If it is a government security, the credit and its provisions should be confirmed by the authorities of the government concerned.

b) Any kind of credit other than a government security should be confirmed together with its provisions by a formal letter of the allowing establishment.

c) The government credits to be proposed and confirmed should be completely different from the ones already proposed and confirmed to the Turkish government.

Each partner firm of the joint-venture is required to produce the following documents and to attach them to their application for prequalification:

1. Documents indicating the leader firm and the mode of cooperation between the partner firms of the joint-venture in matters regarding technical, financial and administrative aspects and the equipment to be used.
2. Documents indicating the required experience, and the technical and financial capacity of each partner of the joint-venture.
3. List of machinery and equipment to be assigned to this work by each partner firm of the joint-venture.
4. The present technical personnel, all the works undertaken and still underway, all the similar works of similar scope undertaken and completed between 1970-1975, filled in the forms to be obtained from the address of « Karayolları 1. Bölge Müdürlüğü, Kütahya, ISTANBUL ».

The firms willing to apply for prequalification are required to apply to « Karayolları 1. Bölge Müdürlüğü, Kütahya, ISTANBUL » on January 17, 1977, not later than 5.30 p.m. local time.

Only the joint-ventures prequalified with regard to their professional experience, technical and financial capacities will be asked to tender for the construction work and also to propose the foreign currency credit.

The contract documents of this job can be examined at « Karayolları 1. Bölge Müdürlüğü, Kütahya, ISTANBUL ».



CERTAINS FRANÇAIS LISENT UN SECOND QUOTIDIEN CHAQUE JOUR.

(PUBLICITE)
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ENERGIE

SONELGAZ

SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT

Un appel d'offres international ouvert est lancé pour la fourniture sur site, le montage et la mise en service des machines-outils et équipements de production nécessaires à l'Unité de Compteur d'EL-EULMA - WILAYA DE SETIF.

Les entreprises intéressées peuvent soumissionner pour l'ensemble des pièces d'équipement et accessoires en un ou plusieurs lots correspondant aux séries de fabrication :

- Compteurs d'électricité ;
- Compteurs d'eau ;
- Compteurs et détendeurs de gaz ;
- Ateliers communs.

Les dossiers d'appel d'offres pourront être retirés à partir du 23 octobre 1976 aux adresses suivantes :

- SONELGAZ - Direction du Transport du Gaz - 2, boulevard Salah-Bouakour, ALGER ;
- EXPANSIAL - 148, boulevard Haussmann, PARIS (8°).

Les offres accompagnées des pièces réglementaires devront parvenir à SONELGAZ, 2, boulevard Salah-Bouakour, avant le 26 février 1977 - sous pli double pli cacheté, l'enveloppe intérieure portant la mention :

« APPEL D'OFFRES FOURNITURE EQUIPEMENT DE PRODUCTION

UNITÉ COMPTEURS ».

Les dossiers seront retirés contre remise de la somme de 1.000 D.A.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LE RAPPORT DE L'INSPECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES SOCIALES

Le développement désordonné des allocations complémentaires (retraite, chômage, maladie) accroît les inégalités

« A des critiques même sévères doivent toujours correspondre des suggestions. » Cette introduction au volumineux rapport que l'inspection générale des affaires sociales a présenté, vendredi 26 novembre, sur les « Formes complémentaires de la protection sociale », c'est-à-dire sur les allocations complémentaires versées aux malades, aux chômeurs et aux retraités, — résumant parfaitement l'enquête que les inspecteurs des affaires sociales ont menée auprès d'organismes tels que l'UNEDIC, l'ARRCO, l'ARRCO, la mutualité et les associations d'action sociale (1).

Le développement désordonné de nombreuses institutions pour compléter les faibles allocations de la Sécurité sociale ou de l'Etat s'est traduit, parallèlement à des progrès certains, par un accroissement des inégalités et des charges de gestion, parfois très supérieures à celles de la Sécurité sociale. Sans sous-estimer les nombreux obstacles politiques et techniques à la centaine de propositions

que l'inspection avance, celle-ci estime nécessaire qu'en priorité soit amorcée une coordination puis une unification de certaines institutions. La liberté de créer des systèmes de protection complémentaire, écrit M. Jacqueline Bardeau (2) en introduction, « doit comporter un minimum de contraintes, sous peine de voir s'instaurer rapidement une certaine anarchie dans le secteur social, anarchie génératrice de doubles emplois (...) susceptibles d'aboutir à de très grandes inégalités dans la redistribution des revenus ».

L'insuffisance des retraites versées par la Sécurité sociale et des allocations publiques accordées aux chômeurs mais aussi la volonté du patronat des syndicats de conserver une certaine autonomie et liberté de manœuvre sont à l'origine de la multiplication, depuis trente ans, d'institutions complémentaires.

« Une pléthore d'institutions »

Le dossier des retraites complémentaires, qui est étudié dans le rapport avant celui du chômage, de la mutualité et de l'action sociale, est très significatif. Les prestations versées par les régimes complémentaires en 1974 (20 milliards de francs) à 3 500 000 retraités (17 millions de cotisants) sont égales par une pléthore d'institutions : 531, dont 288 régimes d'entreprises. Cette diversité institutionnelle, qui s'accompagne d'une diversité de cotisations, de retraites et des aides complémentaires, est à l'origine d'inégalités, d'erreurs ou d'abus que l'inspection souligne non sans avoir rappelé les progrès réalisés mais réels qu'on ne peut pas réaliser ces organismes.

Première insuffisance : le coût de gestion est, sauf exception, plus élevé (de 10 à 24 %) que celui du régime général. Deuxième critique : certains cotisants, la retraite complémentaire, dont certaines ne sont que « la façade de compagnies d'assurance », ont tendance à accepter trop facilement de la part des entreprises des reports de paiement de cotisations et à devenir ainsi des « banquiers à bon compte pour les entreprises ». Troisième défaut : en plus du versement des pensions, certaines institutions de retraites complémentaires ont développé des services annexes d'aides aux logements, au logement etc. dont bénéficient non seulement les retraités, ce qui est normal, mais aussi les personnes actives : à l'ARRCO, « le total des opérations bénéficiant à ce titre aux cotisants représente 112 millions de francs contre 236 » pour les retraités ; en outre, pour assurer ces services, des institutions créent des filiales, voire des sociétés anonymes. « Il paraît y avoir là, notent les inspecteurs, un détournement de la mission

des organismes de retraite » et « des investissements de prestige profitant en partie aux cotisants et même aux dirigeants des régimes et non aux retraités ».

Une autre critique porte sur les « inégalités choquantes » dans le montant des retraites, sans que celles-ci soient toujours soupçonnées lorsqu'il s'agit de cadres. Le rapport fait notamment remarquer que pour les cadres dont la carrière est généralement stationnaire à partir de cinquante ans, le montant de la retraite est souvent « très supérieur » à celui des pensions accordées aux cadres fonctionnaires. Mais les rapporteurs insistent sur les inégalités dues à l'existence de régimes de retraites très différents selon les entreprises : « A salaire égal la cotisation et, en conséquence, le montant de la retraite sont très différents » pour un ouvrier P 2 ou P 3 et pour un technicien selon qu'il appartient à telle ou telle autre institution.

Chômage : 270 F ou 3 300 F d'indemnisation !

En matière d'indemnisation de chômage, les mêmes observations sont faites : les règles très différentes qui existent dans le régime d'allocation publique et à l'UNEDIC, une même personne peut recevoir des allocations très inégales suivant la cause et la durée du chômage : un salarié âgé de quarante ans et gagnant 3 000 F par mois reçoit 3 300 F s'il suit un stage agréé par l'UNEDIC, 270 F s'il est licencié pour motif économique, 1 580 F s'il tombe malade, 1 380 F s'il est licencié pour des raisons autres qu'économiques.

Autres résultats étonnants : sur mille demandeurs d'emploi de plus de cinquante ans en 1974, cinq cent trente-quatre étaient indemnisés par l'UNEDIC, sur mille demandeurs de moins de cinquante ans, trois cent quatre-vingt-huit ; sur mille jeunes, seulement cent soixante ; sur mille manœuvres, moins de cent cinquante. Quant aux propositions d'indemnisation de chômage accordées par l'UNEDIC au-delà de la période prévue (un an en général), elles sont consenties inégalement selon les régimes : dans 47 % des cas examinés à Paris, 63 % à Saint-Etienne, 92 % à Rouen !

L'inspection souligne d'autre part, comme c'est le cas dans le régime des retraites, que le coût de gestion de l'UNEDIC est « relativement élevé » : 8,6 à 10 % des prestations selon les méthodes de calcul, au lieu de 6,5 à 9 % dans le régime public et

5 % dans le régime général de sécurité sociale.

Abordant les réalisations de la mutualité, l'inspection relève certaines orientations regrettables et notamment : « La mutualité n'atteint pas le plus souvent les couches sociales les plus défavorisées » ; « l'esprit de solidarité tend à s'effacer devant la demande d'une couverture du ticket modérateur aussi large que possible » ; certaines mutualités encouragent les dépassements de tarifs médicaux et remboursent parfois le malade « au-delà des sommes qu'il a dépensées ».

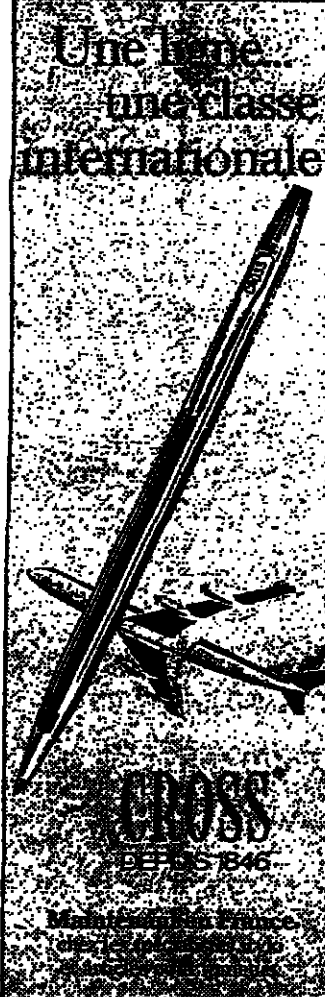
Quant à l'action sociale, assurée par diverses associations, elle souffre d'une mauvaise coordination, d'un financement aléatoire et parfois d'une concurrence absurde.

Parmi les nombreuses suggestions (une centaine) que présente l'inspection, les principales portent sur l'harmonisation et le rapprochement progressif de toutes ces organisations.

RETRAITES COMPLÉMENTAIRES. — Fusion des petites caisses et création d'un régime unique pour les non-cadres, recouvrement des cotisations et versement des prestations par la Sécurité sociale ; à plus long terme, fusion du régime de retraite complémentaire des non-cadres et du régime général.

ASSURANCE CHÔMAGE. — Achever la généralisation de l'UNEDIC à l'ensemble des salariés ; harmoniser les droits à l'indemnisation publique et complémentaire ; à plus long terme, unifier les deux régimes et instituer un système unique de prestations (70 % par exemple) de manière que l'allocation supplémentaire d'attente (90 %) soit réduite à des prestations minimales considérablement majorées.

MUTUALITÉ. — L'inspection préconise des « actions pilotes en matière sanitaire et sociale » et une intervention plus grande en faveur des handicapés et personnes âgées. Elle demande que « soit mis fin aux pratiques contraires au dispositif légal et rétrograde de l'UNEDIC, sur le principe des soins », que « les actions de solidarité et la création d'équipements sanitaires et sociaux » tiennent compte davantage des orientations du Plan, et que l'ouverture de pharmacies mutualistes soit autorisée « cas par cas (...) sous réserve qu'il soit mis fin à certains errements et à la tentation du gigantisme ».



Une grande routière pour le week-end
europcar
645.21.25

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SELLIER - LEBLANC

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 25 novembre, sous la présidence de M. Michel LEBLANC, a approuvé à l'unanimité les résolutions proposées par le conseil.

Le dividende, fixé à 8 F — ce qui, compte tenu de l'impôt payé d'avance, correspond à un revenu global de 12 F — est identique à celui de l'exercice précédent, mais s'ajoute à un capital augmenté d'un cinquième, à la suite de la distribution d'actions gratuites, sera mis en paiement à partir du 6 décembre 1976 contre remise du coupon n° 74.

CESSATION DE GARANTIE

La Banque de Paris et des Pays-Bas, société anonyme au capital de 500 000 000 de francs dont le siège social est à Paris (2°), 3, rue d'Antio, avertit le public que la garantie qu'elle avait accordée à M. Henry Chiche, 22, rue de Magdebourg à Paris (16°), en ce qui concerne les opérations visées à l'article 1er (6 de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970), à savoir gestion immobilière, prendra fin à l'expiration d'un délai de trois jours francs suivant la présente publication.

La présente publication, rendue obligatoire par l'article 4, n° 1, du décret n° 1000 du 21 novembre 1970, a pour objet de rendre publique la seule solvabilité et l'honorabilité de M. Chiche.

GROUPE WORMS

Sous le haut patronage de M. Pierre-Christophe Taittinger, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères, de M. Antonio Durán Netto, ambassadeur du Brésil à Paris, et de M. Hugues de l'Estolle, directeur général de l'industrie, M. Guy Taittinger, président de la Banque Worms, et M. Mario Garnier, président du directoire de Brasillat, ont au cours d'une « table ronde », présenté Brasillat à deux cents industriels français.

Brasillat, dont le groupe Worms est actionnaire, a été créé au capital de 200 000 000 de francs pour faciliter l'implantation au Brésil des industriels étrangers, en particulier européens, en association avec des partenaires brésiliens.

Parmi les personnalités présentes, M. Angelo Calmon de Sa, président du Banco do Brasil, M. Nello Celio, administrateur de Brasillat, et ancien président de la Confédération suisse, et les présidents des banques de développement de différents Etats brésiliens ont contribué à répondre avec autorité aux nombreuses questions soulevées par les participants.

ACCORD DE GARANTIE

M. Chiche Henry, 22, rue de Magdebourg, Paris (16°), informe la clientèle que la Banque de la Société Générale, agence A.T., 10, place Victor-Hugo, Paris (16°), lui a accordé une garantie de 300 000 francs (trois cent cinquante mille francs) pour les opérations de gestion immobilière visées par la loi du 2-1-1970, laquelle sera portée à 500 000 francs (cinq cent mille francs) à compter du 1er janvier 1977.

A 17 km de PARIS
bord AUTOROUTE SUD
(première sortie)
TERRAINS INDUSTRIELS
Location bail emphytéotique
(12 F le m2 par an)
Tél. : 909-10-25

AGESIM CANADA

Agence Sélection Immobilière
IMMEUBLE COMMERCIAL DE 1er ORDRE - NEUF - 1976
NOUS AVONS SÉLECTIONNÉ À MONTRÉAL
Prix de vente : 2.500.000 \$ can.
Mise de fonds : 1.550.000 \$ can.
Hypothèque : 1.250.000 \$ can.
Revenu locatif : 272.000 \$ can.
Quinzième : Bail net-net de 30 ans, garanti par compagnie d'assurance canadienne (actifs : 125.000.000 \$ can.).
Rentabilité : 9 % net annuel sur mise de fonds + remboursement de l'hypothèque (capital et intérêts).

IMMEUBLES RÉSIDENTIELS NEUFS - 1976

Prix de vente : 34.000 \$ can. juste - ferme - définitif
Mise de fonds : 14.000 \$ can.
Hypothèque : 20.000 \$ can.
Revenu locatif moyen 6 ans - 3.400 \$ can. net.
Le revenu rembourse l'hypothèque (capital et intérêts) et procure un revenu annuel de 7 % sur la mise de fonds.
Remboursement total de la mise de fonds après la sixième année par refinancement.
— Choix exclusif d'immeubles construits.
Industriels - Commerciaux - Résidentiels - Bureaux - Centre d'achat.
— Chacun de ces dossiers à AGESIM - étant présenté avec les plus hautes garanties.

Représentée par
AGESIM
Tour de la Bourse, 3312
Place Victoria 900
MONTRÉAL - CANADA
Tél. : 1.514.675/68/70
PROCADIM S.A.
Avenue Krieger 9
CH-1206 GENEVE
SUISSE

صلى الله عليه وسلم

ET SOCIA

صوت من الداخل

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 25 NOVEMBRE

Plus résistants

Toujours le statu quo ou presque. La séance de jeudi a été résistante, à peu de chose près, à la précédente. Bien qu'un peu plus forte, l'activité est demeurée faible et les cours ont varié dans les deux sens sans s'écarter beaucoup de leurs niveaux précédents. Dans cette graille, les pétroles, les métaux et le bâtiment, sont un peu alourdis, tandis que la construction électrique se raffermisse. Toutefois, sous la conduite de Thomson-Brandt et de C.S.F. Ailleurs, l'irrégularité de la cote de régulation, notamment dans le secteur bancaire et à la métallurgie. Le marché, plus résistants, néanmoins, plus résistants.

Rien, il est vrai, n'encourage les opérateurs à prendre des initiatives. Le ralentissement de l'activité économique, le prochain relèvement des prix du pétrole, les rumeurs à l'intérieur de la majorité, le refus de M. Barre de prendre en considération les recommandations du patronat en matière de relance: autant de facteurs qui, sans pousser au pessimisme, incitent à la plus élémentaire prudence.

Tout comme l'économie dont elle est le reflet, la Bourse paraît bloquée et sonnée à nouveau dans le marais.

L'unique et très espoir auquel certains se raccrochent est la réussite du plan anti-inflation. Mais il faudra attendre au moins deux mois encore pour en savoir plus long et cet espoir. C'est beaucoup trop. D'ici là, les professionnels ne voient pas la possibilité d'une hausse technique. Mais beaucoup craignent en même temps qu'elle ne favorise une reprise des ventes étrangères.

Aux valeurs étrangères, les pétroles internationaux se sont sensiblement raffermis, comme à Londres et à New-York.

Légère remontée de l'or. Le franc a regagné 210 F à 2130 F (après 2120 F et 21260 F). Le volume des transactions a diminué, revenant de 10,56 à 9,02 millions de francs.

LONDRES

La tendance est soutenue, vendredi matin, malgré le manque d'affaires. Les industriels progressent d'un point en moyenne.

Bonne tenue des pétroles. B.P. ajoutant encore quatre points à sa hausse précédente.

Stabilité des fonds d'Etat. Léger tassement des mines d'or.

08 (nouveau) (cours) : 130 - contre 130 76

NEW-YORK

Clos

Tous les marchés étaient clos jeudi, aux Etats-Unis, en raison du « Thanksgiving Day ».

COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en yen) : 236 47 - 236 39

INDICES QUOTIDIENS

(INSER. Base 100 à 31 déc. 1973.)

24 NOV. 25 NOV.

Valeurs françaises : 135 74

Valeurs étrangères : 107 107,1

C. DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 à 29 déc. 1973.)

Indice général : 59,3 59,6

NOUVEAUX DES SOCIÉTÉS

LE MATERIEL TELEPHONIQUE. — La progression des bénéfices du premier semestre 1976 (19,33 millions de francs) pourrait se poursuivre au second semestre, les résultats consolidés étant susceptibles de s'établir entre 140 millions et 150 millions de francs (contre 110 millions de francs en 1975). Une légère augmentation du dividende serait envisagée, s'appliquant à un capital augmenté par attribution gratuite de trois actions nouvelles pour cinq anciennes. Le carnet de commandes s'élève actuellement à 5,5 milliards de francs et assure l'activité du groupe pendant au moins deux ans.

SAFARI. — Disposant d'un portefeuille de commandes de 2,7 milliards de francs, la société estime réaliser, pour l'exercice en cours, un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs (contre 1,06 milliard en 1975) et un bénéfice net qui pourrait s'élever entre 17 millions et 18 millions de francs (contre 17,21 millions en 1975).

GUYENNE ET GASCOGNE. — La division globale de l'exercice 1975-1976 a été fixée à 12 P. soit une progression de 50 % compte tenu de la distribution d'une action pour deux en décembre dernier. Une autre attribution gratuite, d'une action pour trois, a d'ailleurs été décidée à l'assemblée générale extraordinaire qui a suivi.

SELLIER-LEBLANC. — Le dividende global de l'exercice 1975-1976 a été fixé à 12 P. soit une progression de 25 % compte tenu de l'attribution gratuite d'une action pour cinq en mai 1976.

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Patronage (A.S.)	95	94 50	Don-Lambert	295	295	Roussin S.A.	443	447	Genest...	150	146 40
Patronage Inter.	104	102	E.L.M. Leclerc	560	565	Synthe Alumin.	157	157	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	180	181	E.L.M. Leclerc	97 30	97 30	Synthe Alumin.	122	122	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	500	500	E.L.M. Leclerc	440	440	Synthe Alumin.	44 40	44 40	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	72	72 50	E.L.M. Leclerc	55	55	Synthe Alumin.	58	58	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	60	60 50	E.L.M. Leclerc	110	110	Synthe Alumin.	85	85	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	207	207	E.L.M. Leclerc	180 80	171	Synthe Alumin.	21 25	21 25	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	44 50	44 50	E.L.M. Leclerc	62	62	Synthe Alumin.	58	57	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	370 20	372	E.L.M. Leclerc	120 60	120 60	Synthe Alumin.	25 50	25 50	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	75	75 70	E.L.M. Leclerc	172 20	172 20	Synthe Alumin.	25 50	25 50	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	100	100	E.L.M. Leclerc	124	121	Synthe Alumin.	118	118	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	69 20	72 30	E.L.M. Leclerc	220 50	220 50	Synthe Alumin.	50 50	50 50	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	168 20	168 20	E.L.M. Leclerc	91 70	91 70	Synthe Alumin.	25 50	25 50	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	130	127	E.L.M. Leclerc	34 50	34 50	Synthe Alumin.	75 50	75 50	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	225	227	E.L.M. Leclerc	211	211	Synthe Alumin.	207	207	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	78 50	78 50	E.L.M. Leclerc	148 50	148 50	Synthe Alumin.	109	107	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	460	458	E.L.M. Leclerc	21 50	21 50	Synthe Alumin.	118	118	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	430	428	E.L.M. Leclerc	295	290	Synthe Alumin.	44	44	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	175	183	E.L.M. Leclerc	66 50	66 50	Synthe Alumin.	165	165	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	306	317	E.L.M. Leclerc	182 30	184 50	Synthe Alumin.	260	260	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	382	382	E.L.M. Leclerc	248 30	248 30	Synthe Alumin.	145 50	145 50	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	32	34	E.L.M. Leclerc	78	74 50	Synthe Alumin.	330	330	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	127 80	125	E.L.M. Leclerc	128	128	Synthe Alumin.	262	262	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	175	175	E.L.M. Leclerc	128	128	Synthe Alumin.	330	330	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	400	400	E.L.M. Leclerc	248 30	248 30	Synthe Alumin.	145 50	145 50	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	170	185	E.L.M. Leclerc	103	95	Synthe Alumin.	262	262	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	282	282	E.L.M. Leclerc	34 70	34 70	Synthe Alumin.	162	162	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	282	282	E.L.M. Leclerc	347	347	Synthe Alumin.	104	104	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	403	396	E.L.M. Leclerc	145	145	Synthe Alumin.	146	146	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	140	140	E.L.M. Leclerc	161	161	Synthe Alumin.	228	228	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	228	228	E.L.M. Leclerc	162	161	Synthe Alumin.	206	204	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	175	183	E.L.M. Leclerc	162	161	Synthe Alumin.	162	162	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	254	259	E.L.M. Leclerc	34 70	34 70	Synthe Alumin.	104	104	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	100	100	E.L.M. Leclerc	347	347	Synthe Alumin.	146	146	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	127 80	125	E.L.M. Leclerc	145	145	Synthe Alumin.	228	228	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	175	175	E.L.M. Leclerc	162	161	Synthe Alumin.	162	162	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	400	400	E.L.M. Leclerc	34 70	34 70	Synthe Alumin.	104	104	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	170	185	E.L.M. Leclerc	347	347	Synthe Alumin.	146	146	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	282	282	E.L.M. Leclerc	145	145	Synthe Alumin.	228	228	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	282	282	E.L.M. Leclerc	162	161	Synthe Alumin.	162	162	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	403	396	E.L.M. Leclerc	34 70	34 70	Synthe Alumin.	104	104	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	140	140	E.L.M. Leclerc	347	347	Synthe Alumin.	146	146	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	228	228	E.L.M. Leclerc	145	145	Synthe Alumin.	228	228	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	175	183	E.L.M. Leclerc	162	161	Synthe Alumin.	162	162	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	254	259	E.L.M. Leclerc	34 70	34 70	Synthe Alumin.	104	104	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	100	100	E.L.M. Leclerc	347	347	Synthe Alumin.	146	146	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	127 80	125	E.L.M. Leclerc	145	145	Synthe Alumin.	228	228	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	175	175	E.L.M. Leclerc	162	161	Synthe Alumin.	162	162	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	400	400	E.L.M. Leclerc	34 70	34 70	Synthe Alumin.	104	104	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	170	185	E.L.M. Leclerc	347	347	Synthe Alumin.	146	146	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	282	282	E.L.M. Leclerc	145	145	Synthe Alumin.	228	228	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	282	282	E.L.M. Leclerc	162	161	Synthe Alumin.	162	162	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	403	396	E.L.M. Leclerc	34 70	34 70	Synthe Alumin.	104	104	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	140	140	E.L.M. Leclerc	347	347	Synthe Alumin.	146	146	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	228	228	E.L.M. Leclerc	145	145	Synthe Alumin.	228	228	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	175	183	E.L.M. Leclerc	162	161	Synthe Alumin.	162	162	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	254	259	E.L.M. Leclerc	34 70	34 70	Synthe Alumin.	104	104	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	100	100	E.L.M. Leclerc	347	347	Synthe Alumin.	146	146	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	127 80	125	E.L.M. Leclerc	145	145	Synthe Alumin.	228	228	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	175	175	E.L.M. Leclerc	162	161	Synthe Alumin.	162	162	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	400	400	E.L.M. Leclerc	34 70	34 70	Synthe Alumin.	104	104	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	170	185	E.L.M. Leclerc	347	347	Synthe Alumin.	146	146	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	282	282	E.L.M. Leclerc	145	145	Synthe Alumin.	228	228	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	282	282	E.L.M. Leclerc	162	161	Synthe Alumin.	162	162	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	403	396	E.L.M. Leclerc	34 70	34 70	Synthe Alumin.	104	104	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	140	140	E.L.M. Leclerc	347	347	Synthe Alumin.	146	146	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	228	228	E.L.M. Leclerc	145	145	Synthe Alumin.	228	228	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	175	183	E.L.M. Leclerc	162	161	Synthe Alumin.	162	162	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	254	259	E.L.M. Leclerc	34 70	34 70	Synthe Alumin.	104	104	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	100	100	E.L.M. Leclerc	347	347	Synthe Alumin.	146	146	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	127 80	125	E.L.M. Leclerc	145	145	Synthe Alumin.	228	228	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	175	175	E.L.M. Leclerc	162	161	Synthe Alumin.	162	162	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	400	400	E.L.M. Leclerc	34 70	34 70	Synthe Alumin.	104	104	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	170	185	E.L.M. Leclerc	347	347	Synthe Alumin.	146	146	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	282	282	E.L.M. Leclerc	145	145	Synthe Alumin.	228	228	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	282	282	E.L.M. Leclerc	162	161	Synthe Alumin.	162	162	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	403	396	E.L.M. Leclerc	34 70	34 70	Synthe Alumin.	104	104	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	140	140	E.L.M. Leclerc	347	347	Synthe Alumin.	146	146	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	228	228	E.L.M. Leclerc	145	145	Synthe Alumin.	228	228	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	175	183	E.L.M. Leclerc	162	161	Synthe Alumin.	162	162	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	254	259	E.L.M. Leclerc	34 70	34 70	Synthe Alumin.	104	104	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	100	100	E.L.M. Leclerc	347	347	Synthe Alumin.	146	146	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	127 80	125	E.L.M. Leclerc	145	145	Synthe Alumin.	228	228	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	175	175	E.L.M. Leclerc	162	161	Synthe Alumin.	162	162	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	400	400	E.L.M. Leclerc	34 70	34 70	Synthe Alumin.	104	104	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	170	185	E.L.M. Leclerc	347	347	Synthe Alumin.	146	146	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	282	282	E.L.M. Leclerc	145	145	Synthe Alumin.	228	228	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	282	282	E.L.M. Leclerc	162	161	Synthe Alumin.	162	162	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	403	396	E.L.M. Leclerc	34 70	34 70	Synthe Alumin.	104	104	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	140	140	E.L.M. Leclerc	347	347	Synthe Alumin.	146	146	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	228	228	E.L.M. Leclerc	145	145	Synthe Alumin.	228	228	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	175	183	E.L.M. Leclerc	162	161	Synthe Alumin.	162	162	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	254	259	E.L.M. Leclerc	34 70	34 70	Synthe Alumin.	104	104	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	100	100	E.L.M. Leclerc	347	347	Synthe Alumin.	146	146	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	127 80	125	E.L.M. Leclerc	145	145	Synthe Alumin.	228	228	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	175	175	E.L.M. Leclerc	162	161	Synthe Alumin.	162	162	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	400	400	E.L.M. Leclerc	34 70	34 70	Synthe Alumin.	104	104	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	170	185	E.L.M. Leclerc	347	347	Synthe Alumin.	146	146	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	282	282	E.L.M. Leclerc	145	145	Synthe Alumin.	228	228	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	282	282	E.L.M. Leclerc	162	161	Synthe Alumin.	162	162	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	403	396	E.L.M. Leclerc	34 70	34 70	Synthe Alumin.	104	104	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	140	140	E.L.M. Leclerc	347	347	Synthe Alumin.	146	146	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	228	228	E.L.M. Leclerc	145	145	Synthe Alumin.	228	228	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	175	183	E.L.M. Leclerc	162	161	Synthe Alumin.	162	162	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	254	259	E.L.M. Leclerc	34 70	34 70	Synthe Alumin.	104	104	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	100	100	E.L.M. Leclerc	347	347	Synthe Alumin.	146	146	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	127 80	125	E.L.M. Leclerc	145	145	Synthe Alumin.	228	228	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	175	175	E.L.M. Leclerc	162	161	Synthe Alumin.	162	162	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	400	400	E.L.M. Leclerc	34 70	34 70	Synthe Alumin.	104	104	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	170	185	E.L.M. Leclerc	347	347	Synthe Alumin.	146	146	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	282	282	E.L.M. Leclerc	145	145	Synthe Alumin.	228	228	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	282	282	E.L.M. Leclerc	162	161	Synthe Alumin.	162	162	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	403	396	E.L.M. Leclerc	34 70	34 70	Synthe Alumin.	104	104	Staze and Co.	130	130
Patronage Inter.	140	140	E.L.M. Leclerc	347	347	Synthe Alumin.	146	146</			

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. AMERIQUES

2-3. EUROPE

— ROUMANIE : réunion du pacte de Varsovie.
— DANEMARK : la visite de M. de Guiringaud.

3. ASIE

— JAPON : la campagne électorale de M. Tanaka à la veille de son procès pour corruption.

3. OUTRE-MER

— MALI : un entretien avec le chef de l'Etat.

6. PROCHE-ORIENT

— LIBRES OPINIONS : « L'Europe et le socialisme du Sud », par Claude Bourdet.
— Les travaux parlementaires.

12-13. EDUCATION

— LIBRES OPINIONS : « L'art de négocier », par Guy Georges.

13. DEFENSE

— Un texte de l'épiscopat sur la famille.

14-15. RELIGION

— Sixte ouvriers du Livre en correctionnelle à Pontalba.

16. JUSTICE

— La France, terre d'asile (II), par Olivier Postel-Vinay.

17. SOCIÉTÉ

— La libre circulation des activités professionnelles dans les pays de la Communauté européenne, par Louis Petit.

18. SPORTS

— La libre circulation des activités professionnelles dans les pays de la Communauté européenne, par Louis Petit.

LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PAGES 19 A 26
— Deux travailleurs de la mer : l'architecte et le « jardinier ».
— Nantua : le lac en cure d'oxygène.
— Papiers de la table : Miroir à trois faces.
— Musée : Maison : Hippisme : Jeux : Philatélie.

29 à 33. ARTS ET SPECTACLES

— FORMES : redécouvrons Henri Michaux.

34. PRESSE

34. CATASTROPHES

— PARIS : la capitale se dépeuple, ses charges s'accroissent, les impôts augmentent.

39 à 42. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

— Le rapport de l'inspection générale des affaires sociales.
— AGRICULTURE : vers une reprise des « contrôles » des importations de vins.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (33)
Annonces classées (35 à 37) :
Carnet (34) : Aujourd'hui (34) :
« Journal officiel » (34) : Loto (34) : Météorologie (34) : Mots croisés (34) : Bourse (42).

Le numéro du « Monde » daté 26 novembre 1976 a été tiré à 578 051 exemplaires.

UN SHOW-ROOM INTERNATIONAL DES NOUVEAUTES "DECORATION" EN TISSUS D'AMEUBLEMENT

En direct des USA, Italie, Angleterre, Suède, Belgique, R.F.A., Hollande, etc., toutes les dernières créations :
■ Toiles, satins, chintz imprimés
■ Tous les velours unis et jacquard
■ Tweeds et tissages épais
■ Lampas, tapisseries et unis de style
■ Tissus spéciaux pour tentures murales

de 28F à 175F le mètre (tous nos articles sont en stock)

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D E F G

DEVANT LE PARLEMENT FÉDÉRAL YOUGOSLAVE

Le maréchal Tito dénonce les forces qui cherchent à ébranler la communauté nationale

De notre correspondant

Belgrade. — Le Parlement fédéral, après avoir adopté, jeudi 25 novembre, la loi sur le travail associé, qui codifie l'autogestion, a entendu, vendredi matin, un exposé du président Tito.

Le maréchal, qui prenait la parole devant l'Assemblée nationale pour la première fois depuis des années, a dit d'abord qu'il fallait, conformément à la nouvelle Constitution, renforcer le rôle de la classe ouvrière dans la conduite des affaires du pays. Il faut aussi faire en sorte que l'intelligentsia élimine plus facilement les résistances dont le but est de perpétuer « des positions historiques dépassées qui font de l'intelligentsia une couche sociale particulière ». Il a condamné avec énergie « les forces nationalistes », qui se manifestent sous la forme de l'unitarisme, du séparatisme et de l'irréductibilité, et qui cherchent à « ébranler les fondements de l'unité et de notre communauté nationale ».

Le chef de l'Etat estime que la situation économique s'est améliorée, que l'inflation et la hausse des prix ont été enrégées, mais que de sérieux problèmes exigent des efforts de longue haleine.

Il a insisté sur l'attachement de la Yougoslavie au non-alignement. D'autre part, un rapport de la présidence collégiale de l'Etat analyse, entre autres, les importantes réformes des deux dernières années. Il attire l'attention sur les difficultés auxquelles se heurte « le travail associé » et qui seraient dues, pour une bonne part, aux tendances des organisations économiques à assurer un revenu sans un travail corres-

pondant, à l'absence de privilèges, à s'enfermer dans des frontières locales, etc.

Le rapport indique aussi que les services de sécurité ont démantelé plusieurs groupes « illégaux », notamment un groupe de « kominformistes » (pro-soviétiques) d'une certaine importance. Un nombre, non précisé, de personnes ont été incarcérées pour tentative de création d'organisations tchétnik (nationalistes serbes), oustachi (nationalistes croates) et irrédentiste (nationalistes albanais de la région de Kosovo). Les organes de sécurité ont également empêché seize tentatives d'actions terroristes graves, ce qui a entraîné quatre-vingt-dix autres condamnations et fait découvrir « plusieurs dizaines d'agents des services de renseignements étrangers ».

PAUL YANKOVITCH.

NOUVELLES BRÈVES

● Au nom de M. Humayoun Keykavous, le diplomate iranien victime d'un attentat le 2 novembre boulevard des Batignolles, à Paris, M. Pierre-Victor Dubois s'est constitué partie civile jeudi 25 novembre au cabinet de M. Guy Foch, premier juge d'instruction, chargé du dossier.

Ce vendredi 26 novembre, le magistrat doit recueillir les explications du blessé à l'hôpital Tenon, où celui-ci est en traitement. Lundi prochain 29 novembre, il doit statuer sur les demandes de mise en liberté présentées par M. Thierry Mignon, Michèle Beauvillard et Jean-Pierre Mignard, pour le compte des deux

Mort de M. Fernando Castiella ancien ministre espagnol des affaires étrangères

M. Fernando Maria Castiella, qui fut ministre des affaires étrangères du général Franco de 1957 à 1968, est mort, jeudi 25 novembre, à Madrid, d'une crise cardiaque.

Né le 9 décembre 1907 à Bilbao, au Pays basque espagnol, dans une famille qui avait de solides attaches aux Etats-Unis, M. Castiella fut, avant la guerre civile, l'élève et le collaborateur de Mgr Herrera, évêque de Malaga. Sans appartenir à aucun parti, il est rédacteur de politique étrangère du journal catholique de Madrid El Debate, et fait partie du groupe d'intellectuels qui dirige la revue monarchiste Accion Española.

Il se réfugia à la légation de Norvège au début de la guerre civile, et rejoignit clandestinement les forces franquistes sur le front de Tolède. Devenu, en 1939, professeur de droit international à l'université

de Madrid, il publia après l'armistice de 1940 une brochure qui fut souvent reprochée par la suite, et dont il parla comme d'une erreur de jeunesse. Une brochure appuyant les revendications de Madrid sur le Maroc et l'Oranie. Il s'engagea comme simple soldat dans la « division Azul », qui combattit sur le front de l'Est contre l'U.R.S.S., puis dirigea, de 1943 à 1949, l'Institut d'études politiques.

Il fut en 1949 ambassadeur au Pérou, puis en 1951 auprès du Vatican, où il négocia, en 1953, le concordat entre l'Espagne et le Saint-Siège. Il est nommé ministre des affaires étrangères par le général Franco en 1957 et joue un rôle déterminant dans le rapprochement de l'Espagne avec la France. Il fait entrer l'Espagne à l'O.C.D.E. et au Fonds monétaire international, et négocie le renouvellement de l'accord sur les bases américaines en Espagne. Il se montre partisan d'une ligne « dure » dans l'affaire de Gibraltar, dont la frontière avec l'Espagne est fermée en 1969.

En octobre de cette même année, il doit abandonner ses fonctions à un membre renommé de l'Opus Dei, M. Lopez Bravo. Les militaires ne reprochaient pas seulement à cet homme dynamique et obstiné d'avoir minimisé les chances espagnoles dans les négociations sur les bases américaines. Les ouvertures dessinées en direction des pays de l'Est, l'indépendance de la Guinée, le projet de loi sur la liberté religieuse, qu'il avait courageusement défendu, lui avaient valu beaucoup d'adversaires. Il avait repris, après son départ du ministère des affaires étrangères, sa chaire de droit international à l'université de Madrid.

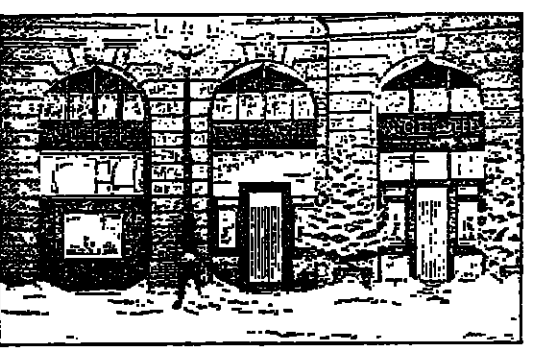
Sur les marchés des changes

LE FRANC RESTE DISCUTÉ

Le franc a commencé à perdre du terrain sur les marchés des changes, vendredi matin, à l'annonce d'une hausse des prix de 0,9 % en octobre : le cours du dollar est même monté à 5 francs. Puis, de discrètes interventions de la Banque de France, qui, d'autre part, a relevé de 0,20 % le taux de l'argent sur le marché monétaire, ont permis au franc de se redresser quelque peu, le dollar revenant à 4,975 francs. La livre sterling se raffermi légèrement à 1,625 dollar sur le marché de Londres sur le pronostic optimiste de l'Institut national de la recherche, qui prévoit un excédent de 1 milliard de livres de la balance des paiements pour 1977.

● Cinq marins d'un chalutier français portés disparus. — Cinq marins français sont portés disparus ce vendredi 26 novembre, après la collision, au large de la pointe sud-ouest de l'Angleterre, du chalutier français « Azorre boréale » (dont le port d'attache serait Lorient) et du navire néerlandais « Montica ». Les autres membres de l'équipage du navire français ont pu être recueillis par le Montica.

● Trêve dans la « guerre des ferries » sur la Manche. — Un accord provisoire est intervenu le 25 novembre dans le conflit qui oppose depuis plus d'une semaine les dockers de plusieurs ports de la côte sud de l'Angleterre à la compagnie française B.A.L. qui effectue les liaisons entre Saint-Malo et Portsmouth. Après quatre heures de négociations à Southampton, les deux parties sont convenues d'observer une « trêve » pendant une semaine. En attendant qu'une solution soit trouvée sur le fond, la compagnie française s'engage à limiter le nombre des camions transportés sur ses cars-ferries, et les dockers acceptent le débarquement de ces camions à Portsmouth. — (A.F.P.)



AU 22 DE LA PLACE VENDÔME
SE TROUVE UNE "BOUTIQUE"
QUI AIDE LES FEMMES A CROIRE
AU PÈRE NOËL

Van Cleef & Arpels
PARIS, 22 PLACE VENDÔME, 261.88.55 / CANNES / DEAUVILLE / MONTE-CARLO
GENÈVE / NEW YORK / PALM-BEACH / BEVERLY HILLS / TOKYO / OSAKA

REVENUS ÉLEVÉS
Trimestriels ou annuels

de **8,60 à 12,20%**
taux actuariel annuel brut

Depuis 20 ans, la SOBI offre aux épargnants trois formules de comptes à intérêts progressifs. (Versements à partir de 5000 F)

Renseignez-vous sans engagement en écrivant à :

SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS
25, bd d'Italie 601 A / B.P. 31
MONTE-CARLO (principauté de Monaco)

Inscrite sur la liste des banques sous le n° L 87
Affiliée à la Société Bancaire de Paris et à la Landesbank Rheinland Pfalz.



Breguet

AU NORD ET A L'EST DE PARIS



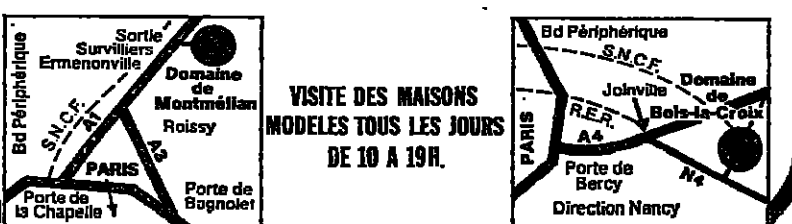
"Trène", 184 m², 6 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.

Domaine de Montmélian

A 25 km de Paris, à 2 km d'une sortie de l'Autoroute A1, tout près de la célèbre forêt d'Ermenonville, voici le Domaine qui, au Nord, présente le plus d'atouts majeurs : jardins 700 à 1 800 m², piscine chauffée, tennis, club-house, écoles. Ses 5 modèles de luxueuses maisons ont de 135 à 278 m².

Domaine du Bois la Croix

A 18 km de Paris par l'Autoroute A4 et la N4, à Pontault-Combault même, au grand calme, en lisière de son parc privé de 18 ha et de ses tennis, voici un Domaine proche de la gare et des magasins. Ses 5 modèles de très élégantes maisons, toutes dans de grands jardins, ont de 93 à 155 m², 4 à 7 pièces.



VISITE DES MAISONS
MODELES TOUTS LES JOURS
DE 10 A 19H.

DOMAINE DE MONTMÉLIAN : 5470 SAINT-WITZ (TEL. 471.56.55)
DOMAINE DU BOIS LA CROIX 77310 PONTAULT-COMBAULT (TEL. 038.64.63)

صدا من الامم